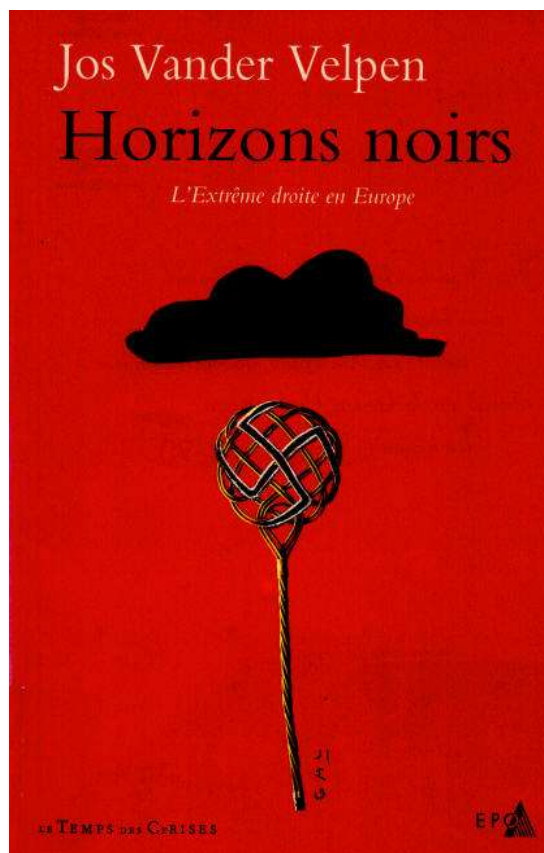


Horizons noirs, Jos Vander Velpen

Le Temps des Cerises - EPO, 1996



Web-version: [paginé](#), [continu](#)
PDF-version: [paginé](#), [continu](#)

Couverture: Compagnie Paul Verrept Dessin: GAL,
Photocomposition: EPO Impression: EPO, 0560, Titre original:
Zwarte horizonten Radicaal rechts in Europa, Van Halewyck,
Leuven, 1995, Traduction du néerlandais par Karel Vermeyen,
© 1996 Editions epo et Jos Vander Velpen, 1080 Bruxelles -
Belgique, 2600 Anvers - Belgique, Le Temps des Cerises,
France, ISBN 2 87262 109 1 (EPO), ISBN 2 84109 065 5 (Le
Temps des Cerises)

Table des matières

[Avant-propos](#)

[Italie](#)
[France](#)
[Allemagne](#)

[Autriche](#)
[Belgique](#)

[Notes](#)

[Index](#) - [A](#) [B](#) [C](#) [D](#) [E](#) [F](#) [G](#) [H](#) [I](#) [J](#) [K](#) [L](#) [M](#) [N](#) [O](#) [P](#) [R](#) [S](#) [T](#) [U](#) [V](#) [W](#) [Z](#)

[Quatrième de couverture](#)

*
* *

Avant-propos - [Table des matières](#)

Plus d'un demi-siècle après la victoire sur le fascisme, il nous manque cette joie débordante, indescriptible, née du sentiment étourdissant de la liberté retrouvée. Ce qui alors était absent, mais occupe les esprits aujourd'hui, ce sont les doutes et les incertitudes quant à l'avenir. Un regard sur le paysage politique suffit pour réaliser que l'avertissement d'alors, «Plus jamais cela», est plus que jamais d'actualité.

Les héritiers de Mussolini au pouvoir, était-ce pensable? C'est aujourd'hui chose faite. L'expérience du gouvernement Berlusconi-Fini met plusieurs points en lumière. Elle montre que l'extrême-droite ne peut pas arriver au pouvoir par ses seules forces, et qu'elle a besoin du soutien d'une partie des milieux dirigeants. Elle montre également qu'une partie de ces milieux dirigeants se laisse encore - ou à nouveau - tenter par la politique du «moindre mal» lorsqu'il s'agit de faire reculer l'adversaire de gauche ou progressiste et de protéger ses intérêts et privilèges. En Autriche, Jörg Haider s'inspire de la réussite du MSI-Alliance Nationale. Avec l'aide du parti catholique, il entend bien devenir Chancelier de son pays lors des prochaines élections législatives. En France, la dérive droite a beau être plus «lisse» et moins spectaculaire qu'en Italie, elle est tout aussi réelle. Ce qui était inimaginable il y a quelques années est aujourd'hui un fait: aux dernières élections présidentielles, le Front National est devenu le premier mouvement de la classe ouvrière. Depuis, le FN n'hésite plus à ressortir le slogan «Ni gauche, ni droite» - qui, pour l'historien Zeev Sternhell, représente l'essence même du fascisme français. Pour contrecarrer l'ultra-droite, il existe une vieille stratégie: chasser sur ses terres, prendre ses thèmes et en faire l'enjeu de la lutte politique. Ce faux remède est appliqué massivement en Allemagne, où la Nouvelle Droite impose la question nationale comme la priorité des priorités. Au début de 1996, les partis nationalistes extrêmes ne constituent pas par eux-mêmes une menace directe en Allemagne; cependant, leur propagande incessante provoque un glissement à droite de tout l'éventail politique. En Belgique aussi, les citoyens ont quelques motifs d'inquiétude pour le siècle qui s'annonce, dans un climat où le Vlaams Blok et le FN belge attisent la haine en ressassant leurs clichés sur les immigrés et l'insécurité.

Comment en est-on venu là? Un faisceau de facteurs a fait que l'extrême-droite a réussi un retour tenu naguère encore pour impensable. Dans l'Europe de Maastricht, le libéralisme économique occupe tout l'espace et la protection des démunis n'est pas une priorité politique. La récession économique, les inégalités sociales grandissantes qui l'accompagnent et le problème non résolu du chômage ont propulsé l'ultra-droite à l'avant-plan. L'horizon d'un chômage constant et impossible à résorber semble tout particulièrement propice aux simplifications droitières. Cette interaction d'un type singulier est favorisée encore par le fait qu'en France, en Flandre, en Autriche, en Italie et en Allemagne, la droite extrémiste et antiparlementaire possède une longue tradition. On ne saurait assez souligner à quel point elle trouve, aujourd'hui encore, ses munitions intellectuelles chez des penseurs antidémocratiques comme Julius Evola, Carl Schmidt ou Charles Maurras. Bien que Le Pen, Fini, Haider et consorts fassent preuve d'une étonnante capacité à dissimuler leur véritable nature, leurs idées peu recommandables sont branchées en ligne directe sur les années trente: aversion pour le système parlementaire, xénophobie, antisocialisme et anticommunisme, nostalgie d'un corporatisme sans syndicats, sans oublier un nationalisme antidémocratique qui soude tous les mécontentements. Certains gouvernements et hommes politiques portent eux aussi une responsabilité dans cette évolution. Ils ont laissé faire ou, pire, dans leurs efforts frénétiques et vains de neutraliser l'extrême-droite, ils ont tenté de la battre sur son terrain en prônant - voire en mettant en œuvre - des politiques dures en matière de sécurité ou d'immigration. Ce faisant, ils ont conféré à leur adversaire une légitimité inutile et les apparences de la respectabilité.

Et à présent? Devant la progression de l'extrême-droite, certains se réfugient dans l'apathie, d'autres s'agitent et doutent. Une chose est sûre, l'attentisme qui a été de mise s'est avéré tout à fait insuffisant. La progression de l'extrême-droite, même lorsque les temps sont incertains, n'est pas irrésistible. Les démocrates sont en mesure de parer le danger. Pour cela, il leur faut agir énergiquement pour que les autorités publiques prennent des mesures efficaces avant qu'il ne soit trop tard. La démocratie aurait tout à gagner à reconnaître le droit de vote aux étrangers. Le droit de vote est un instrument simple et efficace contre le racisme; il prive en outre certains politiciens de la possibilité de marginaliser les étrangers en les utilisant comme enjeu électoral, comme épouvantail ou comme cible.

Alors que les propagandistes de l'extrême-droite enfreignent les lois antiracistes tous les jours, les poursuites pénales sont rares. Une action judiciaire plus ferme réduit aussitôt la virulence de l'extrême-droite, comme la Justice néerlandaise l'a récemment prouvé avec éclat. Et si les autorités publiques,

en outre, agissaient pour priver l'extrême-droite du soubassement économique et social sur laquelle elle se construit, l'horizon s'éclaircirait à coup sûr.

Anvers, 5 mai 1996

9

ITALIE - [Table des matières](#)

Benito Mussolini

Benito Mussolini fonde le mouvement fasciste le 23 mars 1919 à Milan. Habilement, il exploite le mécontentement des Italiens quant aux traités de paix signés après la première guerre mondiale, la détérioration de la situation des classes moyennes, le chômage, l'inflation, la lutte pour la terre des masses rurales, la peur de la bourgeoisie industrielle devant le bolchevisme. Les partisans de Mussolini affluent pour «sauver l'Italie du communisme». Ils brisent les grèves, interrompent les occupations d'usines, détruisent des coopératives agricoles, mettent à sac des immeubles de la presse de gauche et des maisons du peuple.

Dès 1921, Mussolini a réuni autour de lui trente députés et trois cent mille adhérents. Le voici devant le dilemme suivant: mener une lutte révolutionnaire et renverser le régime existant les armes à la main, ou prendre le pouvoir par la voie «légale», avec l'appui d'une partie des couches possédantes. Le 27 octobre 1922, il organise sa marche historique sur Rome, qui provoque une crise gouvernementale et décide le roi Victor-Emmanuel III à nommer Mussolini formateur.

Mussolini dirige une coalition gouvernementale pendant trois ans, mais son but principal sera d'emblée l'instauration d'une dictature à caractère nationaliste. Il transforme ses bandes de «chemises noires» en une milice responsable de la sécurité de l'Etat et recule les élections jusqu'après l'adoption d'une nouvelle loi électorale. La loi votée en juillet 1923 prévoit que le parti qui obtiendra la majorité, avec un seuil de 25% des voix, bénéficiera automatiquement de deux tiers des sièges. Un an plus tard, les fascistes remportent 286 sièges (une progression de 251), et du même coup la majorité absolue au Parlement.

De nombreux Italiens réalisent que la tactique légaliste de Mussolini est une ruse politique, rien de plus. Des opposants sont froidement assassinés. Le 10 juin 1924, le député socialiste Giacomo Matteotti est tué pour avoir osé dénoncer les violences fascistes. Syndicats indépendants, partis politiques et presse libre sont interdits. Le gouvernement introduit un régime économique à base de coopératives, propage le corporatisme comme antidote au socialisme et à la lutte ouvrière. Mussolini devient chef du parti et du gouvernement. Il se dote de pouvoirs législatifs et exécutifs

exorbitants. Pour être adoptées, toutes les lois doivent passer par

12

l'approbation du *Duce*. La démocratie est niée dans ses fondements. L'Etat fasciste est né.

Outre les suiveurs, les flatteurs et les profiteurs, des intellectuels de renom se rangent sous la bannière fasciste. Parmi eux, le philosophe Giovanni Gentile, ministre de l'Enseignement de 1922 à 1925 et auteur du *Manifeste des intellectuels fascistes*, signé par le célèbre auteur dramatique Luigi Pirandello. Un autre philosophe, Julius Evola, prône la destruction totale de la société bourgeoise. Il exalte la guerre et le militarisme, porteurs présumés de nouvelles valeurs de discipline, d'héroïsme et de sacrifice de soi. Auteur influent, il contribue à légitimer auprès du peuple italien la politique expansionniste de Mussolini, qui se concrétise par l'invasion de l'Ethiopie (1935-1936) et l'intervention de l'Italie dans la guerre d'Espagne aux côtés de Franco (1936-1937).

L'alliance militaire avec l'Allemagne nazie infléchit bientôt le fascisme vers le racisme. La race italienne est proclamée en juillet 1938, les Juifs deviennent officiellement des citoyens de second rang. Durant l'été 1940, Mussolini précipite l'Italie dans la guerre. Il faudra attendre le 25 juillet 1943 pour que le roi relève Mussolini de ses fonctions de chef du gouvernement. Par cette mesure, les milieux au pouvoir tentent de sauver leur peau et de se soustraire aux conséquences de la défaite. Mussolini est emprisonné non loin de Rome. Quelques mois plus tard, il est libéré par les parachutistes allemands et transporté en Italie du Nord, où il est placé à partir de septembre 1943 à la tête d'un Etat fantoche mais durement fasciste, la «république sociale italienne», dont la capitale est Salò au bord du lac de Garde.

Abandonné par ses anciens alliés (la monarchie, l'armée et les industriels), Mussolini redécouvre à Salò l'idéal de «l'Etat national ouvrier», par lequel il tente vainement d'attirer à lui les couches laborieuses. Salò édicte de nouvelles lois et réussit, pendant sa brève existence, à faire déporter un cinquième des Juifs d'Italie. La «république sociale italienne» n'est rien d'autre qu'un régime de terreur, où tortures, arrestations arbitraires, représailles et exécutions de partisans sont quotidiennes.[\(1\)](#)

C'est dans les provinces du Nord que les partisans sont le plus actifs, dans les campagnes mais aussi dans des villes comme Milan, où la résistance armée inflige des pertes importantes aux fascistes allemands et italiens. Les partisans paient eux aussi un prix élevé: la guerre se soldera par 60 000 morts dans leurs rangs. La lutte antifasciste ne prendra fin qu'avec

13

la pendaison de Mussolini, le 28 avril 1945, du haut de la corniche d'une station-service au Piazzale Loreto.

La libération marque le début d'une «drôle d'après-guerre» pour l'Italie. Sous la pression américaine, le gouvernement Parri se voit contraint de garder intacts les grands groupes industriels, qui ont accumulé des gains énormes pendant le conflit. Devant la volonté du gouvernement Parri de les soumettre à un impôt extraordinaire, les Etats-Unis menacent de cesser leur aide économique.⁽²⁾ En raison de l'importance assez grande du parti communiste, les Etats-Unis n'hésitent pas, dans cette période incertaine qui fait suite à la libération, à se servir de personnalités fascistes pour faire pièce au communisme. De nombreux dignitaires du régime déchu parviennent à s'échapper avec l'aide du Vatican et l'OSS, le service secret américain qui deviendra plus tard la CIA.⁽³⁾ Allan Dulles s'assure le concours d'anciens fonctionnaires de l'OVRA et de la SIM, les services de sécurité de Mussolini, «au titre de reclassement».⁽⁵⁾ James Angleton, plus tard haut dirigeant de la CIA, sauve le «héros de guerre» fasciste Junio Valerio Borghese, surnommé le «prince noir». A Salò, Borghese, placé à la tête de l'escadron de la mort X-MAS, fut responsable de la mort sous la torture d'un grand nombre de partisans.⁽⁵⁾ L'armée anglaise empêche l'arrestation de Giorgio Pisano, un agent spécial de la Brigade Noire, qui a défendu jusqu'au bout le quartier général de Mussolini.

Licio Gelli échappe lui aussi à son destin. Fasciste convaincu dès 1936, Gelli combattit comme volontaire dans le camp franquiste. En 1942, il est nommé préfet de la ville de Cattaro (l'actuelle Kotor) sur la côte yougoslave. En 1943, il s'engage dans la SS italienne. Vers la fin de la guerre, il réussit à infiltrer la résistance. Lorsque tout est terminé, il offre ses services et sa documentation au contre-espionnage italien, ce qui lui permet de revenir en toute impunité à la vie politique, où il entame une nouvelle carrière dans les cabinets démocrates-chrétiens et se lie d'amitié avec Giulio Andreotti, qui sera sept fois Premier ministre du gouvernement italien.⁽⁶⁾

Après la libération, les néo-fascistes jouissent d'une étonnante liberté de mouvement. sans être beaucoup gênés dans leurs mouvements, ils se regroupent autour des Fasci d'Azione Rivoluzionaria (FAR), un mouvement violent mené par Pino Rauti, volontaire de Salò, mieux connu sous le sobriquet de «petit Duce».

14

En juin 1946, un référendum appelle les citoyens à se déterminer sur la forme du futur Etat italien. Avec 54% des voix, les républicains l'emportent de justesse devant les monarchistes. Peu après, Palmiro Togliatti, ministre de la Justice, signe une loi d'amnistie. La répression se fait modérée, comme le veut surtout la Democrazia Cristiana (DC), parti catholique soutenu par le Vatican. En octobre

1946, les prisons italiennes hébergent quelque cinquante mille fascistes. Peu de mois après, ils ne sont plus que quatre mille.[\(7\)](#)

Le Mouvement social italien (MSI)

Le 26 décembre 1946, Giorgio Almirante et Arturo Michelini, deux anciens de Salò, créent le Movimento Sociale Italiano (MSI). Almirante avait été volontaire d'Afrique du Nord en 1940-1941, rédacteur en chef de la publication fasciste *Il Tevere*, puis chef de cabinet du ministre de la Culture et de la Propagande à Salò. Michelini avait été secrétaire faisant fonction du parti fasciste.[\(8\)](#) Le nouveau parti reçoit le soutien immédiat de quelques membres fondateurs des far, et du principal journal néo-fasciste, *La rivolta ideale*.

A la grande indignation de la résistance, le MSI est autorisé à participer aux élections municipales à Rome en octobre 1947. Pour leur coup d'essai, les néo-fascistes obtiennent vingt-quatre mille voix et trois conseillers, qui apportent un concours décisif à la nomination du nouveau maire démocrate-chrétien Rebecchini, élu à une courte majorité par 41 voix contre 80. Appuyée par les néo-fascistes, la DC empêche de la sorte l'arrivée de la gauche au pouvoir dans la capitale italienne.

Les fascistes de Salò sont de plus en plus nombreux à occuper des postes dans l'armée et la police. En 1947, le traité de paix contraint le gouvernement italien à adopter une «loi extraordinaire», interdisant toute refondation du parti fasciste. La nouvelle constitution, qui entre en vigueur au 1er janvier 1948, contient une disposition allant dans le même sens. Dans l'atmosphère de complaisance générale qui prévaut, le gouvernement ignore cependant ses propres lois. A l'approche des élections cruciales d'avril 1948, la DC refuse obstinément de prendre des mesures contre le MSI, dont les positions anticommunistes lui sont utiles. Les Etats-Unis, qui ont eux aussi tout intérêt à empêcher une participation des communistes au gouvernement, financent d'une main généreuse la campagne de la droite.[\(9\)](#) Les

15

élections se traduisent par le triomphe de la DC, qui remporte 48% des voix. Le MSI, sortant timidement de l'ombre, obtient 1,8% des voix et six sièges au Parlement.

Le 27 juin 1948, Almirante ouvre le premier congrès du MSI par ces paroles historiques: «Ni renier, ni recommencer», jurant ainsi fidélité au fascisme de Mussolini sans donner au gouvernement et à la Justice de nouveaux motifs de dissolution du parti. Pour éviter cette dissolution, Almirante clame également sa loyauté à l'ordre constitutionnel existant. En réalité, le MSI est l'héritier direct du fascisme. L'article 4 des nouveaux statuts du parti interdit l'adhésion d'anciens fascistes ayant «collaboré» avec les Alliés: «L'entrée dans le

parti sera refusée à tous ceux qui ont trahi la patrie, manqué à leurs devoirs de citoyen et de soldat et servi des puissances étrangères.» La République sociale de Salò est la grande référence. Le programme du MSI se résume en peu de mots: instauration du corporatisme et de «l'Etat national ouvrier», lutte contre le capitalisme et le marxisme, politique étrangère fondée sur le nationalisme. L'emblème du parti - une flamme tricolore s'élevant de l'urne mussolinienne - symbolise la vitalité du fascisme et représente une promesse de continuité. Almirante est élu secrétaire général par le congrès du parti.[\(10\)](#)

Almirante attire au MSI d'importantes personnalités du régime fasciste: Rodolfo Graziani, maréchal sous Mussolini, Pino Romualdi, qui se décrit lui-même comme «le plus grand fasciste du MSI» et qui a écopé de trois ans et demi de prison après la guerre; Pino Rauti, ancien chef du groupement terroriste des far et membre de l'organisation nazie Nouvel Ordre Européen (noe); Giorgio Pisano, ancien agent de la Brigade Noire; Filippo Anfuso, ambassadeur d'Italie à Berlin pendant la guerre. Le MSI accueille également dans ses rangs le philosophe Julius Evola, qui en 1943 avait émigré en Allemagne pour y offrir ses services aux Nazis et à la ss. Evola deviendra le porte-parole de la fraction antidémocratique radicale au sein du MSI. Valerio Borghese, le «prince noir», se voit pour sa part offrir la «présidence honoraire» du parti.

Dans un premier temps, les néo-fascistes concentrent toutes leurs forces sur la reconstruction du parti. Comme les positions d'Almirante risquent de conduire à l'isolement du MSI (le premier secrétaire général est notamment opposé à la participation de l'Italie à l'OTAN), le comité central, lors d'une réunion de janvier 1950, le remplace par Augusto De Marsanich, haut fonctionnaire du ministère de la Marine au temps de la dictature de Mussolini. Soucieux de rendre le MSI présentable aux yeux de la

16

droite, De Marsanich conclut une alliance avec les monarchistes. C'est ainsi qu'au début des années cinquante, le MSI peut croître et devenir un véritable parti politique, doté d'un journal (*Il Secolo d'Italia*), d'une organisation de jeunesse (Giovane Italia), d'un syndicat étudiant (la Fuan) et d'un syndicat ouvrier (la Cisl). Les premiers dirigeants de la Cisl sont Giuseppe Landi et Lfgo Clavanzani, deux anciens du mouvement syndical fasciste.

En ce temps où la guerre froide bat son plein, la DC veut à tout prix maintenir le PCI dans l'opposition. Craignant une victoire des partis de gauche à Rome aux élections municipales de mai 1952, le Vatican et la puissante Azione Cattolica (Action catholique) incitent la DC à conclure une alliance avec le MSI.^u Don Sturzo, un des doyens politiques de la DC, conduit au nom de cette dernière des négociations

secrètes avec le MSI et les monarchistes. Il devra renoncer à ses efforts lorsque deux ministres des partis centristes menacent de démissionner. En revanche, la collaboration entre la DC et l'extrême-droite (monarchistes et néo-fascistes) aboutira dans différents villages et villes du Sud.

La position de la DC ouvre de nouvelles perspectives au MSI, dont la popularité électorale progresse rapidement. En juin 1953, le parti engrange 5,8% aux élections générales, ce qui lui vaut vingt-neuf sièges à la Chambre et neuf au Sénat. Fort de ce succès, les néo-fascistes augmentent leur pression: le MSI remet la reconquête de certaines «terres irrédentes» à l'ordre du jour et réclame la réincorporation de la presqu'île de l'Istrie dans le territoire national. Les Croates et Slovènes d'Istrie avaient été brutalement persécutés par Mussolini avant et pendant la guerre. Ce traitement avait suscité un puissant mouvement antifasciste, qui a son tour avait favorisé l'intégration de la région dans la Yougoslavie de Tito. Par vengeance, la résistance chassa quelque deux cent mille Italiens ethniques de leurs maisons et les obligea à fuir en Italie. En novembre 1953, les néo-fascistes provoquent des incidents très violents à Trieste, qui se soldent par la mort de six membres du MSI. Le 26 octobre 1954, la ville de Trieste revient à l'Italie, tandis que l'Istrie et la Dalmatie restent acquises à la Yougoslavie.

La même année, Arturo Michelini accède à la direction du parti. Sous son impulsion, le MSI entame des collaborations formelles ou officieuses avec la DC à Rome, Gênes, Turin, Palerme et Trieste,⁽¹²⁾ sans cependant réussir à former avec ce parti une coalition au plan national. Cela n'empêche pas les néo-fascistes de soutenir à plusieurs reprises des gou-

17

vernements démocrates-chrétiens minoritaires, en échange de quoi ils bénéficient d'une quasi-totale liberté politique.

A la suite du décès en 1955 de Rodolfo Graziani, commandant en chef des forces armées sous Mussolini, près de cent mille *missini* (le sobriquet donné aux membres du MSI) défilent dans les rues de Rome. C'est leur plus grande manifestation publique depuis la guerre: les dirigeants du MSI y ont l'occasion de montrer tout ce que leurs symboles, leur propagande antidémocratique, leurs uniformes et leur style en général doivent à Mussolini.⁽¹³⁾

De tous les pays d'Europe occidentale, c'est en l'Italie que le parti communiste est le plus important. Les Etats-Unis continuent à s'inquiéter d'une éventuelle participation du PCI au gouvernement. Les services secrets américains imaginent des programmes clandestins dont certains seront effectivement mis à exécution. Giovanni Lorenzo, chef du SIFAR, place ce service de renseignements militaire pour ainsi

dire sous la tutelle de la CIA. En 1956, De Lorenzo et la CIA créeront Gladio, un réseau anticommuniste secret.[\(14\)](#)

Au milieu des années cinquante, le MSI est le théâtre d'une lutte de fractions opposant éléments radicaux et pragmatiques. Conduits par Arturo Michelini, les pragmatiques prônent la «voie parlementaire» et invoquent le «fascisme constitutionnel» des années vingt. Les radicaux regroupent les fascistes révolutionnaires de Salò; Pino Rauti et Giorgio Almirante sont dans leurs rangs. «Moins de cravates, plus de matraques», tel est leur slogan au cinquième congrès du parti, tenu à Milan le 24 novembre 1956. L'épreuve de force entre Almirante et Michelini est inévitable. Almirante s'incline de justesse, par 307 voix contre 314. Quant à Pino Rauti, il quitte le MSI pour fonder Ordine Nuovo (Ordre Nouveau).

Pour la DC, les voix néo-fascistes constituent un appoint précieux dans les moments difficiles et elle ne refuse jamais de s'en servir lorsqu'elle en a besoin. C'est ainsi que Giovanni Gronchi est élu deuxième Président de la République italienne grâce au soutien du MSI. Néanmoins, les deux partis ne s'engageront jamais dans une union en bonne et due forme. En 1960, la tactique de Michelini semble pourtant payer enfin, lorsque le démocrate-chrétien Ferdinando Tambroni constitue un gouvernement DC avec le soutien des voix du MSI. Pour la première fois, les néo-fascistes fournissent seuls, sans les monarchistes, un appui décisif à un cabinet démocrate-chrétien. Le Premier ministre Tambroni autorise le MSI à tenir congrès à Gênes en juillet 1960. Cette ville, durement frappée sous l'oc-

18

cupation allemande, avait été l'un des hauts-lieux de la résistance. L'annonce que le congrès du MSI sera présidé par C.E. Basile, préfet de la ville sous la République sociale de Salò, provoque l'émotion: des manifestations de protestation sont organisées dans tout le pays. Les heurts avec la police font dix morts et des dizaines de blessés. Le cabinet Tambroni démissionne lorsque partisans et adversaires du gouvernement en viennent aux mains jusque dans l'enceinte du Parlement.[\(15\)](#)

A la suite de ces événements, l'isolement politique du MSI est bel et bien un fait. La DC opte pour une coalition gouvernementale avec les socialistes. Arturo Michelini s'accroche désespérément à sa stratégie de rapprochement avec la dc. Mais l'attrait électoral du MSI est désormais réduit: lors des élections législatives de 1968, le parti régresse à 4,5% des voix. Des *missini* mécontents fondent des groupements plus radicaux. Stefano delle Chiaie crée l'Avanguardia Nazionale, Valerio Borghese le Fronte Nazionale. Malgré ses dénégations officielles, le MSI est dans la pratique lié à ces organisations extraparlémentaires qui ont pour but avoué le renversement du régime par la force. Elles

collaborent à la poursuite de cet objectif avec des officiers supérieurs de l'armée et des services secrets afin de faire barrage à la gauche. En 1965, une conférence réunit à l'hôtel romain *Parco dei principi* des personnalités de la droite extraparlamentaire et des militaires de haut rang sur le thème de la «guerre révolutionnaire». Mieux, à partir du milieu des années soixante, certains officiers des services de police et des forces armées engagent une collaboration avec l'ex-SS Licio Gelli. Estimant qu'un régime démocratique va à l'encontre de leurs intérêts et les privera de leurs acquis, ils envisagent de le renverser. C'est ainsi qu'à l'initiative de Giovanni de Lorenzo, Gladio aurait été impliqué en 1964 dans un projet de coup d'Etat resté sans suite. Le scénario prévoyait l'interdiction des partis de gauche et le bannissement de leurs dirigeants en Sicile. Une des sources d'inspiration de la droite extraparlamentaire est la Grèce, où les colonels ont pris le pouvoir en 1967. En avril 1968, Pino Rauti d'Ordine Nuovo et Stefano delle Chiaie ont des entrevues secrètes avec Constantin Plevris, chef de l'organisation nazie du Quatre-Août et agent de la redoutable kyp, le service secret des colonels. [\(16\)](#)

A mesure que le mouvement étudiant et ouvrier de gauche gagne en force, l'action du MSI se fait plus violente. En 1968, Almirante conduit personnellement une attaque de commandos fortement armés contre l'université de Rome. Teodoro Buontempo, chef romain du Front de la Jeu-

19

nesse, ne craint pas non plus de recourir à la violence. En 1969, après la mort d'Arturo Michelini, Almirante prend définitivement le parti en main. Almirante se décrit comme un «fasciste qui accepte la démocratie». En réalité, il poursuit la stratégie de la double voie: d'un côté, il tente de se donner un espace politique au Parlement, de l'autre, il essaie par tous les moyens d'abattre le système parlementaire honni. Almirante est partisan d'une nouvelle formation politique, qui conviendrait à la fois aux représentants de la droite extraparlamentaire et aux conservateurs «traditionnels». Lorsque Almirante redevient président du MSI, la majorité du groupe Ordine Nuovo réintègre le parti à l'initiative de Pino Rauti.

Rauti agit en maître à penser de la droite clandestine. Après l'avoir rencontré, le groupe nazi de Franco Freda commet plusieurs attentats à la bombe à Milan et Padoue en avril 1969. [\(17\)](#) Peu après, c'est une marée de violence qui submerge le pays. En 1969, la police enregistre pas moins de 145 attentats de la droite. La vague de terreur culmine le 12 décembre 1969 dans l'attentat sanglant de la Banque nationale agricole à Milan, qui fait 16 morts et 105 blessés. Les seuls suspects de la police sont des anarchistes. Des militants de gauche sont arrêtés, menacés ou contraints de passer dans la clandestinité. Finalement, deux anarchistes sont accusés d'avoir commis l'attentat. L'un d'eux se «suicidera» peu après dans des circonstances obscures. Ce

n'est que bien plus tard que l'on pourra poursuivre les personnes réellement impliquées dans cet attentat, sans exception des néo-fascistes, parmi lesquels Pino Rauti et deux officiers supérieurs. Ils seront acquittés faute de preuves.

A partir de 1970, les attentats se suivent à une cadence infernale. Les terroristes de droite sèment la mort et la destruction dans le pays. Cette stratégie de la tension est à l'évidence destinée à contrer la montée de la gauche et à empêcher une éventuelle participation du PCI au gouvernement. Ses auteurs visent à déstabiliser le régime et à provoquer un coup d'Etat militaire. Dans les derniers mois de 1970, il sont tout près d'arriver à leurs fins. Le général Vito Miceli, chef des services de sécurité, et Sandro Saccucci, l'un des fondateurs d'Ordine Nuovo, sont impliqués dans une tentative de coup organisée par le «prince» Valerio Borghese. Miceli et Borghese sont arrêtés mais rapidement relâchés. Le MSI accueille les putschistes et leur offre des postes-clés dans le parti. Il en va de même pour d'autres militaires subversifs comme l'amiral Gino Birindelli, ex-commandant de la flotte de la Méditerranée, ou le général Giovanni de Lorenzo, ancien chef du service de renseignements militaire, le SIFAR.

20

En 1972, la stratégie d'élargissement d'Almirante semble porter ses fruits. Le parti monarchiste, qui réunit peu d'adhérents mais d'importants moyens financiers, fusionne avec le MSI, dont le nom officiel est désormais MSI-Destra Nazionale (MSI-Droite Nationale). Aux élections du 7 mai 1972, la liste du MSI nouveau style obtient 8,7% (2 894 789 voix). Pour le MSI, c'est un record absolu. Le parti se voit attribuer cinquante-six sièges à la Chambre et vingt-six au Sénat. L'imposant groupe néo-fasciste rassemble un Pino Rauti et un Sandro Saccucci, à côté d'ultraconservateurs de «l'élargissement» tels que le général Giovanni de Lorenzo et l'amiral Gino Birindelli.

Ce succès vaut au MSI de devenir un acteur politique à part entière. Ayant des ramifications dans tout le pays, le parti compte selon ses propres estimations 420 000 membres, répartis dans 102 fédérations et 4 335 sections. Avec ses 2 479 conseillers municipaux et ses 32 maires, il est solidement implanté au plan local. Ses bastions sont à Rome et au Mezzogiorno.

Cependant, l'attitude ambiguë de ses dirigeants vis-à-vis de la «terreur noire» fragilisera rapidement les acquis électoraux du MSI. Son credo démocratique est un vernis, comme le montre une succession de faits. Le 12 avril 1973, un policier est tué à Milan lors d'une manifestation interdite des jeunesses du MSI. En 1974, un attentat aveugle contre le rapide *Italiens* fait quatorze morts. Les pièces du volumineux dossier de l'enquête de police désignent Massimo Abbatangelo, membre du MSI, comme le pourvoyeur des

explosifs. Abbatangelo est condamné en première instance à treize ans de prison.

La spirale des attentats semble sans fin; coup après coup, elle ternit l'image du MSI d'autant plus qu'Almirante refuse de condamner clairement la violence de droite. Manifestant son désaccord, Gino Birindelli démissionne de la présidence du parti. Les indices impliquant le MSI dans la violence de droite s'accumulent. Lors des élections générales de 1976, Sandro Saccucci mène une campagne particulièrement agressive: une manifestation organisée par ce député du MSI, ancien membre d'Ordine Nuovo, mène à l'assassinat d'un militant du PCI.

Lors des élections législatives en 1976, le MSI retombe à 5,5%. Ce recul électoral avive les tensions au sein du parti et conduit à une scission fin 1976: neuf sénateurs et dix-sept députés quittent le MSI pour fonder Democrazia Nazionale, une formation qui périra sans gloire faute de succès électoraux. Malgré les dissensions internes, le MSI conserve son emprise

21

populaire, qu'il doit notamment à son syndicat ouvrier la Cisl, dirigée par Gianni Roberti, spécialiste du droit du travail à l'université de Milan. En 1976, la Cisl est le troisième syndicat italien en importance, disposant de délégués dans quelque quinze mille entreprises. Elle siège également au Conseil national de l'économie et du travail. Le syndicat du MSI défend la «cogestion» en tant qu'étape devant mener à un régime corporatiste et attaque de toutes ses forces le «monopole» des organisations représentatives des travailleurs.[\(18\)](#)

L'un des parlementaires du MSI fraîchement élus en 1976 est le général Vito Miceli qui, peu de temps avant encore, dirigeait le service secret sid. Miceli et le sid sont accusés d'avoir trompé les autorités judiciaires lors des enquêtes sur les bains de sang et les projets de coups d'Etat de la droite. Miceli a même été détenu quelque temps. Il semble établi que des mains invisibles, affaire après affaire, ont poussé les enquêtes à suspecter la gauche. Dans pratiquement tous les cas, les pistes s'arrêtent à l'approche des services secrets, empêchant que la vérité se fasse sur les 4 334 actes de terrorisme qui ont été perpétrés en Italie de 1969 à 1976. Quatre-vingt-trois pour cent d'entre eux sont le fait de l'extrême-droite, et soixante-trois personnes y auront trouvé la mort.[\(19\)](#)

Gianfranco Fini

Gianfranco Fini est né le 3 janvier 1952 d'un père exploitant une station-service à Bologne. Un jour, des manifestants de gauche lui barrent l'entrée du cinéma où il s'apprête à aller voir *Les bérets verts*, un film à la gloire de l'intervention

américaine au Viêtnam. Fini, alors âgé de dix-sept ans, adhère sur le coup à Giovane Italia (Jeune Italie), l'organisation de jeunesse du MSI, la pépinière des *missini*. En juillet 1971, Fini part pour Rome, où Almirante est le héros du moment. Fini y devient responsable de la section «Formation» du parti.

Fin 1976, le torchon brûle entre le MSI et la Jeune Italie. De nombreux dissidents quittent le parti, beaucoup de cadres de Giovane Italia rejoignent les rangs de Democrazia Nazionale, le concurrent récemment créé. Il est urgent de donner une nouvelle direction à l'organisation de la jeunesse. Marco Tarchi semble un excellent candidat et bénéficie du soutien de la majorité des jeunes du MSI. Mais Almirante règne sur le parti à la manière d'un despote éclairé et aime placer ses pions aux postes stratégi-

22

ques. La direction de Giovane Italia revient à Fini, jeune homme aux allures aristocratiques en qui Almirante voit son disciple idéal. Fini et son bras droit, Maurizio Gasparri, fils d'un officier des Carabinieri, sont dévoués corps et âme à Almirante. Quant à Marco Tarchi, il prendra peu à peu ses distances avec le MSI et se convertira à la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist.

Si Fini ne glorifie pas ouvertement la violence, il n'en contribue pas moins à créer, par son comportement, une atmosphère propice aux débordements extrémistes. Le 7 janvier 1978, des jeunes du MSI font le coup de poing avec des opposants antifascistes et vont jusqu'à tirer sur les carabinieri. Un jeune du MSI trouve la mort dans les échauffourées qui s'ensuivent.⁽²⁰⁾ L'année suivante, des scènes similaires vont se reproduire. Les jeunes de l'aile radicale du MSI sont bien décidés à «commémorer» les événements de 1978. La mort du *missino* inspire cependant la prudence à Almirante, qui redoute de nouveaux affrontements et met rapidement fin à la «cérémonie». Mais Fini laisse la bride à ses radicaux, le rassemblement dégénère en violences graves, un autre jeune du parti trouve la mort. Giovane Italia se fabrique des martyrs. L'épisode provoque une vive polémique au sommet du parti. Fini est sommé de se justifier publiquement lors d'une réunion houleuse. Chef d'une organisation ultra-hiérarchisée, il porte une responsabilité politique directe dans l'escalade de la violence, mais rejette toutes les critiques.

Fini ne craint pas de fréquenter des partisans de la violence. C'est ainsi qu'il porte une vive sympathie à Francesco Mambro, soupçonné d'activités terroristes. Apparemment, Fini estime avoir grand besoin de radicaux dans la lutte contre la gauche.⁽²¹⁾ Il confie des fonctions à responsabilités à Sergio Mariani et à Marco Affatigato, lieutenant du terroriste «noir» Mario Tutti, meurtrier de deux policiers le 24 janvier 1975. Fini leur accorde le bénéfice du doute: selon lui, ils sont

«victimes des calomnies de la gauche». Pour Fini, l'anticommunisme de ces extrémistes est leur meilleur gage d'innocence. La lutte contre le communisme est d'ailleurs l'une des grandes priorités des jeunes du MSI: ils défilent régulièrement dans les rues de Trieste pour protester contre les dispositions de l'accord d'Osimo fixant la frontière entre l'Italie et la Yougoslavie, s'opposent au «bradage du sol italien» à Tito et réclament l'annexion immédiate de l'Istrie et de la Dalmatie.

A la fin des années soixante-dix, le PCI, sous la direction d'Enrico Berlinguer, adopte peu à peu une ligne réformiste qui conduira à l'idée du

23

«compromis historique», la proposition d'un gouvernement formé de démocrates-chrétiens et de communistes. En réaction à l'Eurocommunisme, Almirante fonde l'Eurodroite avec Jean-Louis Tixier Vignancourt (haut fonctionnaire de Vichy) et le phalangiste espagnol Blas Pinar (chef de Fuerza Nueva, une organisation franquiste). Almirante et l'Eurodroite entretiennent de bonnes relations avec la CSU allemande et le RPR en France. «Ils nous considèrent comme des opposants résolus de la gauche», explique Almirante, «et lorsqu'on a les mêmes ennemis, on finit par se découvrir alliés.»

Le tournant du PCI détermine également l'action de Licio Gelli, grand-maître de la loge franc-maçonnique P2. Son «plan de renaissance démocratique», comme il l'intitule non sans cynisme, conduit à une infiltration à grande échelle des milieux politiques, des médias et de l'appareil de sécurité de l'Etat. Par son entremise, la loge secrète P2 devient rapidement le foyer d'un véritable complot contre l'Etat. A un moment, ce gouvernement de l'ombre comprend les chefs de trois services de sécurité, 52 officiers supérieurs des *Carabinieri*, 10 directeurs de banque, 38 députés et 5 ministres. Silvio Berlusconi appartient lui aussi au cercle très fermé des compagnons de Gelli.⁽²²⁾ Le 5 mai 1978, le roi des médias s'acquitte consciencieusement de sa cotisation d'un montant de cent mille liras. Les notes de Gelli révèlent qu'il considère Berlusconi comme un élément «d'une importance particulière pour le contrôle des médias.»

A l'annonce de l'attentat à la bombe de 1980 à la gare de Bologne, qui fait 85 morts, l'Italie est parcourue d'un frisson d'horreur. L'indignation est générale et contraint le gouvernement à adopter des mesures plus sévères contre la violence de droite. Hasard ou nécessité, la police fait irruption le 17 mai 1981 dans la majestueuse villa de Gelli et y saisit les listes d'affiliations à la loge secrète: y figurent 962 noms d'hommes politiques, de journalistes et d'hommes d'affaires de premier plan, de fonctionnaires et de militaires de haut rang. Du coup, le terrorisme noir reflue et disparaît.

Le MSI n'a jamais cessé d'acclamer Mussolini. Son admiration trouvera à s'exprimer tout particulièrement à l'occasion du centième anniversaire de la naissance du *Duce*. Les cérémonies s'accompagnent d'inaugurations de plaques et stèles commémoratives, d'expositions de photographies et de manifestations de masse dans vingt et une villes italiennes. Tout le parti est mobilisé pour assister aux commémorations, allocutions et pa-

24

rades. Fini se trouve désormais à la tête du Fronte della Gioventù (Front de la jeunesse), coordination des organisations de jeunesse du MSI. Fini et le Fronte della Gioventù jouent un rôle moteur dans l'organisation de la campagne.

Ces hommages nostalgiques ne semblent pas déranger outre mesure le socialiste Bettino Craxi. Chargé de la formation d'un nouveau gouvernement, il consulte les néo-fascistes et, ce faisant, contribue à redorer leur blason démocratique. Peu à peu, le MSI se légitime aux yeux de l'opinion publique; en 1984, pour la première fois, des politiciens démocrates-chrétiens et libéraux assistent officiellement au congrès du parti. Mais légitimation n'est pas forcément synonyme de succès électoraux. Lors des élections générales de juin 1987, le MSI essuie à nouveau une lourde défaite. Le parti ne recueille pas plus de 5,9% des voix, malgré ses succès dans le Haut-Adige, région turbulente que sa majorité germanophone appelle le Tyrol du Sud. Dans la province septentrionale de Bolzano, le MSI, grâce à une campagne nationaliste agressive, devient même le premier parti des italophones. Dès qu'il prend connaissance de l'échec électoral, Almirante annonce son retrait de la présidence.

Le quinzième congrès du parti a lieu le 13 décembre 1987 à Sorrento, près de Naples. Deux candidats y briguent la succession d'Almirante. Fini, trente-cinq ans et dirigeant du Fronte della Gioventù, toujours vêtu de costumes impeccables, se sent le plus à l'aise dans les milieux de la droite établie et fréquente assidûment les salons aristocratiques de la capitale. Son adversaire, Pino Rauti, jouit d'une grande popularité dans les rangs de la Cisl, le syndicat du MSI, et auprès de la rédaction du *Secolo d'Italia*, l'organe du parti. Avec l'aide d'Almirante, Fini emporte de justesse la présidence du parti par 727 voix contre 608. Fait caractéristique, Fini est soutenu à la fois par les «modérés» et les «radicaux», parmi lesquels des fascistes de Salò comme Giulio Baghino et Pino Romualdi.

Dans son discours d'adieu, Almirante souligne une fois de plus la «corruption» de la République. «Nous ne devons pas la réformer, mais la reconstruire de fond en comble», clame-t-il. «Le fascisme n'est pas une nostalgie du passé, c'est un pas en avant; pas un souvenir, mais un projet.» «Le fascisme incarne des valeurs éternelles et immuables», ajoute Fini,

pour faire bonne mesure et se positionner en tant qu'unique et légitime héritier d'Almirante.

Six mois plus tard, avec la mort d'Almirante et de Pino Romualdi, ce sont deux chefs «historiques» du MSI qui disparaissent. Le 24 mai 1988,

25

des dizaines de milliers de néo-fascistes investissent Rome pour des obsèques auxquelles se rendent également un grand nombre d'hommes politiques en vue. Parmi eux, le Président de la République, les présidents de la Chambre et du Sénat, plusieurs ministres et les chefs de tous les partis politiques. Pour le MSI, la mise au ban de la société appartient définitivement au passé. Les funérailles sont retransmises en direct par la rai. Les néo-fascistes se sentent en confiance. Les drapeaux noirs et d'immenses affiches à l'effigie d'Almirante jettent un air de déjà vu sur la cérémonie. Vétérans ou jeunes du MSI, tous prennent un plaisir évident à parader et à faire le salut fasciste. Dans son éloge funèbre, Fini dévoile sa pensée et ses sentiments. «Nous pourrions transmettre le flambeau», assure-t-il. «Il sera en de bonnes, de fortes mains, qui ne fléchiront pas. Ce flambeau, nous le porterons fièrement, pour que vous ne nous quittiez jamais.» Il conclut par ces paroles: «Merci de tout ce que vous nous avez apporté. Demeurez notre guide spirituel. Demeurez parmi nous, debout, comme vous avez vécu.»[\(23\)](#)

La Lega Nord

Gianni Agnelli, patron de Fiat, met la DC en garde dès 1976. Carences de l'administration publique, gabegie et corruption affectent la croissance du capitalisme en Italie. Les chefs d'entreprise italiens souhaitent un changement, mais ignorent encore comment et par qui il pourrait être conduit. Agnelli lui-même donne son soutien actif au petit Parti Républicain vers la fin des années 70. A la même époque, et cela n'étonne personne, des appels régionalistes se font entendre au Nord. Gianfranco Miglio, professeur de droit public à l'université catholique de Milan, ne sera pas long à les entendre. En 1980 meurt Bruno Salvatori, avocat actif de l'autonomie régionale et père spirituel d'Umberto Bossi, un médecin manqué de Varèse.

Le 12 avril 1984, Umberto Bossi fonde la Ligue Lombarde à Pontida, cité historique où, à la fin du douzième siècle, vingt communes d'Italie du Nord se soulevèrent victorieusement contre Frédéric Barberousse, champion du centralisme médiéval. S'opposant au centralisme romain, la Ligue Lombarde adopte le slogan: «Rome vole, la Ligue ne pardonne pas.» Selon la Ligue, le Sud pauvre de l'Italie engloutit la richesse du Nord, à

26

raison de 120 mille milliards de liras au moins de 1987 à 1989. De plus, l'administration de la tva doit quelque trois mille milliards de liras aux patrons de Lombardie, dont le tissu industriel est essentiellement formé de petites et moyennes entreprises. Pour Bossi, débutant en politique, tous les moyens sont bons. Aux cris de «dehors les culs-terreux», il exploite un sentiment xénophobe profondément enraciné envers les six millions d'immigrés de l'intérieur, venus depuis la fin de la guerre des régions pauvres du Sud pour effectuer les travaux insalubres et ingrats dans le Nord. L'ascension de Bossi commence lors des élections générales de 1987. La Ligue obtient 2,7% en Lombardie; son chef y gagne un fauteuil de sénateur. Lors des élections européennes de 1989, la Ligue mord déjà sur 6,5% de l'électorat.

Dans le Nord, le MSI ne constitue pas une menace véritable pour la Ligue. Fini ne parvient pas à faire l'unité du parti et, après les développements tumultueux en Europe de l'Est en 1989, se fait détrôner par son rival Pino Rauti. Chef de l'aile national-révolutionnaire et dépositaire du fascisme de Salò, Rauti veut accentuer le profil anticapitaliste du MSI, afin d'attirer les voix des déçus de la gauche. Dans une atmosphère d'anticommunisme virulent, le MSI, profondément divisé, tente de refaire son union. Le 22 novembre 1989, peu de jours après la chute du mur de Berlin, Fini se hâte à Gorizia pour y démolir à son tour le «Mur de Yougoslavie». Dans ses tracts, le MSI proclame: «L'Istrie, Fiume (l'actuelle Rijeka) et la Dalmatie sont italiennes.» Les jeunes du MSI se montrent particulièrement actifs. Le 12 mars 1990, Roberto Menia, chef de la Fuan, exalte à Rome la «lutte des Roumains pour leur liberté» devant quinze mille jeunes en délire. Le 9 mai 1990, Fini est à Trieste pour y honorer les victimes du communisme.⁽²⁴⁾ Le 8 septembre 1990, le MSI tient congrès à Reggio-en-Emilie et exige que la lumière soit faite sur les victimes fascistes de la répression après la libération de l'Italie. Par cette manœuvre, le MSI entend placer la résistance antifasciste en position d'accusée. Selon le MSI, les partisans communistes sont responsables d'un grand nombre de meurtres politiques et de disparitions en Italie du Nord, en particulier dans le «triangle de la mort», nom donné par les néo-fascistes aux bastions du PCI qu'étaient Reggio-en-Emilie, Modène et Bologne. Dans les milieux d'extrême-droite, on évoque le nombre peu plausible de trente mille victimes. Des jugements plus objectifs estiment ce nombre à cinq cents.

27

Le MSI continue à perdre du terrain électoral. Aux municipales de 1990, il retombe à 3,9%, alors que la Ligue enlève 16,4% en Lombardie. La Ligue Lombarde joue la provocation et pousse au fédéralisme. S'associant à des partis similaires de Vénétie, du Piémont, de Ligurie et de Toscane, elle fonde la Ligue du Nord, qui proclame la «République du Nord» le 16 mai 1991. Quant au MSI, en proie aux divisions, ses scores électoraux restent au plus bas: aux régionales de juin 1991, le parti obtient à peine 4,8% en Sicile, l'un de ses

bastions. A la tête du parti, Rauti doit rendre des comptes et le 6 juillet 1991, c'est encore Fini qui lui succède. De manière symptomatique, ce n'est pas à une majorité franche que le MSI se donne un nouveau chef. Fini devance un challenger, Domenico Menniti, par 137 voix contre 95. Menniti appartient à l'aile Rauti. Dans le journal du parti, l'une des places-fortes de Rauti, c'est la relève. Guido Lo Porto succède à Giano Accame aux fonctions de directeur. Il apparaîtra plus tard que Lo Porto est un ami du redoutable Pier Luigi Concutelli, haut dirigeant de la mafia.[\(25\)](#)

A présent que le PCI a abandonné le communisme, Fini estime que les temps sont mûrs pour un changement de tactique. Lorgnant vers le soutien des milieux dirigeants, il compte sur un rapprochement avec Francesco Cossiga, le Président qui accable de ses violences verbales les partis et les institutions de la République dont il est le premier serviteur. Sur les ruines de la Première République, Cossiga, cofondateur de Gladio, entend fonder un régime présidentiel autoritaire. Cossiga veut passer l'éponge sur les affaires dans lesquelles l'extrême RDA droite est impliquée, de Gladio à l'attentat meurtrier de la gare de Bologne. Il présente des excuses officielles au MSI pour avoir parlé «d'acte de terreur fasciste» à propos de ce bain de sang. Le MSI et Cossiga seront désormais des alliés. Le Président reçoit Fini dans son logement de fonction: l'audience est une première, le geste est significatif.

Début 1992, les problèmes du capitalisme italien deviennent de jour en jour plus criants. Dette publique abyssale, infrastructures délabrées, secteur public hypertrophié, poids de l'IRI ce conglomérat colossal, propriété de l'Etat, qui regroupe banques, industries, la rai, chaîne de diffusion publique, et des dizaines d'autres activités: les dysfonctionnements s'accumulent. Les grandes entreprises du Nord craignent que l'Italie ne sera pas en mesure de se conformer aux normes de Maastricht et, de ce fait, se trouvera reléguée hors de l'Europe. Ces hauts dirigeants industriels se convainquent que la crise financière et économique ne peut plus

28

être jugulée par les méthodes parlementaires habituelles, d'autant plus que l'Italie en est à son cinquante et unième gouvernement depuis la guerre et que les partis traditionnels sont de longue date des tourniquets qui moulinent corruption, inefficacité aux affaires et amalgames entre politique et mafia.

Le 17 février 1992, le juge d'instruction Antonio Di Pietro fait arrêter le socialiste milanais Mario Chiesa. Chiesa, surnommé «l'ingénieur 10%» d'après la commission personnelle qu'il exige pour chaque contrat conclu, est pris en flagrant délit d'encaissement de pot-de-vin. Les enquêtes de l'opération

«Mains propres» mettent rapidement à jour un système universel de financement illicite des partis.

La Ligue, qui salue les actions judiciaires, y voit l'occasion d'un grand bond en avant lors des élections législatives à tenir prochainement, en avril 1992. La Ligue dispose de son propre syndicat, à la fois ouvrier et patronal (ALIA). Peu à peu, les milieux économiques dirigeants lui donnent - discrètement - quelque crédit. A la veille des élections d'avril, Alessandro Patelli, trésorier de la Ligue, se voit remettre deux cents millions de liras par le groupe Ferruzzi. Bossi, qui se pose en champion sans tache de la lutte contre la corruption, enfreint lui-même la loi sur le financement des partis politiques en ne déclarant pas la contribution de Ferruzzi. La Ligue, dont le libéralisme est l'inspiration majeure, veut séduire avant tout les classes moyennes mécontentes (l'Italie compte quatre millions de petites et moyennes entreprises), et plus généralement tous ceux qui se sentent victimes de la «particratie». Ses tracts électoraux sont éloquents: «Séparez-vous de l'Italie des voleurs», enjoignent-ils au lecteur. La Ligue s'emporte contre la «pression fiscale», «l'immigration sauvage» et la «mafia politique et criminelle» qui permet au Sud de dépenser l'argent gagné par le Nord. La Ligue revendique l'arrêt de l'immigration, le renvoi des immigrés sans emploi et la mise en place d'un système restrictif d'octroi de visas.[\(26\)](#)

Le 5 avril 1992, les électeurs infligent une sévère punition aux partis traditionnels. La Ligue sort des urnes en vainqueur incontesté. Au plan national, elle passe de 0,5 à 8,8% et entre en force au Parlement, avec vingt-cinq députés et vingt-six sénateurs. Au Nord, la Ligue obtient près de 17% et devient le deuxième parti. Le MSI fait moins bien et doit se con-

tenter de 5,4%, qui lui valent trente-quatre parlementaires.

En juillet 1992, la mafia assassine Paulo Borsellino, officier supérieur de Justice à Palerme et sympathisant du MSI. C'est un avertissement san-

glant de la part d'une organisation dont le chiffre d'affaires annuel vaut pratiquement celui de Fiat. Officiellement, le MSI refuse toutes relations avec la mafia et se targue de ce que Mussolini l'a traitée durement. Dans la pratique, le MSI, pas plus que les autres partis, ne peut se soustraire aux tentacules de la pieuvre. Tout particulièrement en Sicile, la mafia s'est assuré un quasi-monopole sur la vie politique et l'élection du personnel politique. Enzo Trantino, monarchiste et haut responsable du MSI, qui jouit d'une assez grande popularité dans la ville sicilienne de Catane, défend les grands mafiosi en justice.

La crise économique et politique ne cesse de s'étendre. La dette publique croît à vue d'œil et le 12 septembre 1992, l'Italie doit quitter le système monétaire européen. Le gouvernement de transition de Giuliano Amato se comporte comme un cabinet de techniciens qui n'a à craindre ni électeurs, ni opposition au Parlement. Amato veut prendre des mesures d'assainissement rigoureuses, à supporter avant tout par les travailleurs: gel des SALaires dans la fonction publique, augmentation de l'impôt sur le revenu, augmentation de l'âge de la retraite. Fin septembre 1992, les syndicats organisent des grèves massives. La Ligue et le MSI tentent, avec un succès croissant, de canaliser le mécontentement à leur profit. Aux élections du 27 septembre 1992, la Ligue devient le premier parti à Mantoue avec 34%. Le 9 octobre, dans le plus pur style poujadiste, la Ligue appelle les petits épargnants à ne pas effectuer de placements en obligations de l'Etat, sous le prétexte que leur épargne serait en danger. Peu après, Bossi est convié à un dîner au quartier-général de l'Assolombarda, l'association des chefs d'entreprise de Lombardie. Le voilà fréquentable.

Le MSI ne peut pas être en reste. Le 17 octobre 1992, près de cent mille néo-fascistes défilent dans Rome pour protester contre la politique économique ruineuse, la corruption et la Ligue, qui sape les fondements de l'unité nationale. Ils célèbrent également le soixante-dixième anniversaire de la marche de Mussolini sur la capitale. En passant devant le fameux balcon du Palazzo Venezia, d'où le *Duce* avait coutume de s'adresser aux Romains, beaucoup font le salut fasciste. D'autres scandent: «Mussolini, Fini.» Fini lui-même est photographié le bras droit tendu.

Moins de quinze jours plus tard, le 28 octobre 1992, Domenico Gramazio, dirigeant du MSI à Rome, organise au restaurant Picar une fête de commémoration autour du thème «Soixante-dix ans de lutte et de rêves. Vive la révolution fasciste». Un portrait de Mussolini en grandeur nature fait partie des ornements de la salle. Fini et son épouse assistent à la fête en compag-

30

glant de la part d'une organisation dont le chiffre d'affaires annuel vaut pratiquement celui de Fiat. Officiellement, le MSI refuse toutes relations avec la mafia et se targue de ce que Mussolini l'a traitée durement. Dans la pratique, le MSI, pas plus que les autres partis, ne peut se soustraire aux tentacules de la pieuvre. Tout particulièrement en Sicile, la mafia s'est assuré un quasi-monopole sur la vie politique et l'élection du personnel politique. Enzo Trantino, monarchiste et haut responsable du MSI, qui jouit d'une assez grande popularité dans la ville sicilienne de Catane, défend les grands mafiosi en justice.

La crise économique et politique ne cesse de s'étendre. La dette publique croît à vue d'œil et le 12 septembre 1992,

l'Italie doit quitter le système monétaire européen. Le gouvernement de transition de Giuliano Amato se comporte comme un cabinet de techniciens qui n'a à craindre ni électeurs, ni opposition au Parlement. Amato veut prendre des mesures d'assainissement rigoureuses, à supporter avant tout par les travailleurs: gel des SALaires dans la fonction publique, augmentation de l'impôt sur le revenu, augmentation de l'âge de la retraite. Fin septembre 1992, les syndicats organisent des grèves massives. La Ligue et le MSI tentent, avec un succès croissant, de canaliser le mécontentement à leur profit. Aux élections du 27 septembre 1992, la Ligue devient le premier parti à Mantoue avec 34%. Le 9 octobre, dans le plus pur style poujadiste, la Ligue appelle les petits épargnants à ne pas effectuer de placements en obligations de l'Etat, sous le prétexte que leur épargne serait en danger. Peu après, Bossi est convié à un dîner au quartier-général de l'Assolombarda, l'association des chefs d'entreprise de Lombardie. Le voilà fréquentable.

Le MSI ne peut pas être en reste. Le 17 octobre 1992, près de cent mille néo-fascistes défilent dans Rome pour protester contre la politique économique ruineuse, la corruption et la Ligue, qui sape les fondements de l'unité nationale. Ils célèbrent également le soixante-dixième anniversaire de la marche de Mussolini sur la capitale. En passant devant le fameux balcon du Palazzo Venezia, d'où le *Duce* avait coutume de s'adresser aux Romains, beaucoup font le salut fasciste. D'autres scandent: «Mussolini, Fini.» Fini lui-même est photographié le bras droit tendu.

Moins de quinze jours plus tard, le 28 octobre 1992, Domenico Gramazio, dirigeant du MSI à Rome, organise au restaurant Picar une fête de commémoration autour du thème «Soixante-dix ans de lutte et de rêves. Vive la révolution fasciste». Un portrait de Mussolini en grandeur nature fait partie des ornements de la salle. Fini et son épouse assistent à la fête en compag-

30

nie de Vittorio Mussolini (fils aîné du Duce), de la veuve d'Almirante, de Giulio Baghino (président des anciens de Salò) et de Renzo Lodoli (porte-parole des anciens combattants d'Espagne). A la fin de la soirée, tandis que l'on sert un énorme gâteau en forme de flamme, les 1.200 convives chantent à pleine voix «Aux armes, nous sommes fascistes».

Fin 1992, l'Italie est un laboratoire politique dont quelques initiatives méritent d'être rapportées ici. Ainsi, le politologue monarchiste Domenico Fisichella publie une série d'articles sur la constitution d'un «front des droites» dans *II tempo*, l'organe de la bourgeoisie catholique romaine. En coulisse, il prend contact avec Giuseppe Tatarella du MSI, Francesco d'Onofrio, fidèle de Cossiga, et Publio Fiori, secrétaire d'Etat à la Santé publique et hommelige d'Andreotti. Le 22 novembre

1992, Tatarella et son coreligionnaire Adolfo Urso, rédacteur au *Secolo d'Italia*, présentent un projet «d'alliance nationale» à une trentaine d'intellectuels de droite, parmi lesquels le dirigeant monarchiste Sergio Boschiero et quelques admirateurs du célèbre publiciste libéral Indro Montanelli. Ils tentent d'élaborer un plan concret, les idées fusent, mais Fini hésite.

Ensuite, Marcello Veneziani, figure de proue de la Nouvelle Droite, lance fin décembre l'hebdomadaire *L'Italia*. Veneziani œuvre inlassablement pour une «révolution conservatrice». La clé du succès, estime-t-il, réside dans une transformation de la culture: la révolution politique suivra d'elle-même. C'est ce qui explique l'importance accordée à l'art et aux médias dans les colonnes de *L'Italia*. La direction de la rédaction est confiée à Adolfo Urso du MSI. Pour le reste, Veneziani s'entoure d'une troupe bigarrée de collaborateurs, dont Giano Accame, ancien directeur du *Secolo d'Italia*, Duccio Trombadori, ancien rédacteur de *L'Unità*, organe du PCI, Vittorio Messori, auparavant rédacteur du magazine catholique *Awenire*, et Vittorio Feltri, directeur de *L'Indipendente*. Marcello Veneziani veut constituer un front large, qui à ses yeux doit inclure l'aile droite de la Ligue du Nord. Et en effet, Mario Borghezio et Irene Pivetti, représentants de la Ligue au Parlement, tiendront eux aussi rubrique dans *L'Italia*.

Irene Pivetti, qui a travaillé comme journaliste à la Radio A (catholique) et à *L'Indipendente*, est connue pour son franc-parler.⁽²⁷⁾ Admiratrice de l'évêque ultra-conservateur Marcel Lefebvre, elle est la cheville ouvrière de Consulta Cattolica, un courant catholique intégriste au sein de la Ligue du Nord. Pivetti collaborera également au mensuel *Identità*, créé au début de 1993.

31

Fin 1992, les agressions d'étrangers par des skinheads font la une des journaux. De la part de la police, ces violences ne rencontrent le plus souvent qu'indifférence. Lorsque des skinheads romains bombent des étoiles à six branches sur des habitations occupées par des Juifs, Pivetti, dans *L'Indipendente*, qualifie les protestations de la communauté juive de «lamentations ridicules et déplacées».⁽²⁸⁾ Devant l'émoi de tout le pays, le gouvernement dépose le 3 décembre 1992 un projet de loi prévoyant un traitement pénal plus sévère pour les délits racistes. Une Pivetti de fort mauvaise humeur accuse la «cabale de la partitocratie». Mieux, elle s'en prend publiquement au docteur Fiorentini, médecin d'origine juive et partisan déclaré du projet de loi.⁽²⁹⁾ L'encre du projet est à peine sèche que des skinheads frappent à nouveau. Leur victime est un homme qui n'a à se reprocher que son origine: il était Somalien.

La Ligue est loin de constituer un bloc monolithique. Son président, Franco Rocchetta, est un ancien d'Ordine Nuovo.

Roberto Maroni, en revanche, a été un militant de la gauche extraparlamentaire. Maroni préside le groupe de la Ligue à la Chambre et est maire-adjoint aux Finances à Varèse, la ville de Bossi. Début 1993, il acquiert une certaine renommée pour être l'architecte d'un «compromis historique» dans la ville de Varèse. Raimondo Fassa ayant remporté les élections du 15 décembre 1992 pour la Ligue avec 37% des voix, Maroni convainc le PDS, l'ancien parti communiste rebaptisé Parti démocratique de la gauche, d'aider la Ligue à conquérir sa première mairie importante.

Par un réseau de communes bien administrées dans le Nord, la Ligue veut se placer en position utile au plan national, à l'heure où la Première République dépérit lentement mais sûrement. Dans sa lutte contre la corruption, la Justice doit désormais traiter des affaires impliquant les plus hautes autorités du pays: Bettino Craxi, Arnaldo Forlani et d'autres leaders des partis au pouvoir, des ministres puissants, des chefs d'entreprise qui semblaient intouchables. Leurs aveux sont ahurissants. Dans les années soixante-dix, l'Eni, holding public de la filière chimie, a versé plus de cinq milliards de francs belges aux partis du gouvernement. Au cours des quinze dernières années, on estime à plus de 650 milliards de francs belges les sommes versées par les chefs d'entreprise aux politiciens en échange de commandes publiques. Le gouvernement Amato perd sept ministres, cités à comparaître devant les tribunaux.

32

Lors des référendums d'avril 1993, la population s'exprime en faveur d'un nouveau système électoral et, du même coup, pour un changement politique en profondeur. Pour la première fois, les Italiens pourront élire leurs maires au suffrage direct et moyennant un deuxième tour de scrutin si une majorité absolue ne se dégage pas d'emblée. Un tel système favorise les alliances électorales, ce qui ne peut que gêner le MSI. «Nous devons susciter une alliance nationale», écrit Francesco Storace, confident de Fini, dans l'organe du parti le 24 avril 1993. Une avalanche de critiques et de protestations, émanant de *missini* inquiets, lui répond. Mais Storace les rassure: «Je n'ai pas l'intention de trahir le fascisme.»

Le 26 avril 1993, le Président de la République Oscar Luigi Scalfaro nomme Carlo Azeglio Ciampi, président de la Banque d'Italie et sans affiliation partisane, Premier ministre d'un cabinet de techniciens. Le nouveau gouvernement ne s'appuie pas sur le Parlement, mais sur le Président. Comme si l'érosion de la démocratie parlementaire n'était pas assez visible, le lendemain voit la levée de l'immunité parlementaire de Giulio Andreotti, sept fois Premier ministre et incarnation de la dc. Andreotti est soupçonné de liens avec la mafia. Dès que la nouvelle loi électorale est prête, Carlo Azeglio Ciampi

convoque, pour le 6 juin 1993, des élections destinées à pourvoir 1 200 conseils municipaux.

Les dimensions gigantesques de la corruption ont pratiquement réduit à néant le rôle politique des formations traditionnelles: démocrates- chrétiens, socialistes et petits partis du centre. Leurs sympathisants ont désormais à choisir entre un ralliement à la gauche ou un vote pour le MSI ou la Ligue du Nord. L'un et l'autre se positionnent en tant que partis aux mains propres. Pour le MSI, il ne s'agit plus, depuis longtemps, de mettre en cause la corruption seulement. Le parti tente délibérément de jeter le discrédit sur la démocratie en tant que telle, afin de préparer la voie à un régime autoritaire. Il suscite l'intérêt soudain d'importantes personnalités du monde politique, des affaires, des médias et des milieux culturels. L'approche des municipales donne une nouvelle actualité au débat sur la formation d'un «front des droites». *L'Italia* joue à cet égard un rôle de catalyseur. Début 1993, une table ronde organisée par la publication réunit sur ce thème Domenico Fisichella (monarchiste et partisan d'une alliance avec le MSI), Vittorio Feltri (directeur de *L'Indipendente*), Irene Pivetti (Ligue du Nord) et Francesco d'Onofrio (démocrate-chrétien de droite).

33

La Ligue exerce désormais un grand attrait. Partie de zéro, elle est devenue en quelques années à peine le plus grand parti de l'Italie du Nord. A la mi-1993, elle compte quelque deux cent mille adhérents, mais manque de cadres. Elle n'en réussit pas moins à trouver des candidats convaincants et populaires dans les grandes villes. L'un de ces nouveaux venus est Marco Formentini, ex-fonctionnaire européen et fidèle du psi pendant de longues années. La Ligue le présente comme candidat à la mairie de Milan, une ville dominée depuis deux décennies par les socialistes de Bettino Craxi. La candidature de Marco Formentini est accueillie positivement par des intellectuels milanais tels que les journalistes Giorgio Bocca et Indro Montanelli. Popolare, une station de radio locale, accorde elle aussi son soutien au candidat de la Ligue. L'obsession de Marco Formentini est le rétablissement de l'ancienne grandeur de Milan, cœur économique et financier de l'Italie.

Dans son programme électoral, la Ligue souligne qu'à long terme, seul le fédéralisme est à même de résoudre les problèmes des villes du Nord. Pour le court terme, la Ligue souhaite permettre aux municipalités d'emprunter pour leur compte en émettant leurs propres obligations. Le parti propose également la privatisation des entreprises gérées par les collectivités locales. Et dans une période où la population immigrée et les minorités ethniques devraient être confortées dans le sentiment que les hommes politiques ont à cœur de les protéger contre la montée du racisme, la Ligue prône la

déportation des immigrés clandestins et la fermeture des centres d'accueil pour les étrangers.

Par ces positions, la Ligue attise la haine latente envers les étrangers, haine qui par bouffées éclate en violences que l'on peut ranger dans la catégorie des «incidents à caractère raciste». A côté de ces passages sporadiques à l'acte, il y a aussi un racisme réel et assumé, et la Ligue n'hésite pas à s'en servir. A la mi-1993, au plus fort d'une campagne électorale dure, des habitants fanatisés de Gênes entreprennent des «actions de nettoyage» particulièrement musclées contre les quinze mille étrangers de la ville. Les conditions misérables dans lesquelles vivent beaucoup de ces derniers ressemblent étrangement à celles qu'ont connues certains Italiens dans la Naples de l'après-guerre. Curzio Malaparte, d'abord adhérent mais tôt opposant du fascisme, leur a consacré son célèbre *La Peau*. Equipés de manches de pioches et de gourdins, les résidents font trois jours durant la chasse aux immigrés et aux dealers: pour eux, c'est tout un. La police prend alors le relais. Au total, trois mille étrangers seront ar-

34

rêtés et quatre cent cinquante conduits aux frontières.⁽³⁰⁾ La Ligue exploite cette montée du racisme tout autant que le profond mécontentement devant la faillite de l'Etat, la désorganisation des soins de santé et de l'enseignement, le népotisme politique et le chômage.

Lors des élections du 6 juin 1993, les partis traditionnels subissent une cuisante défaite. La Ligue du Nord, de son côté, remporte une belle victoire: une région, trois provinces, sept chefs-lieux de province et soixante-sept autres villes du Nord passent sous son administration. A Milan, Marco Formentini obtient plus de cinquante-sept pour cent des voix. Au Centre et au Sud, les gains les plus importants vont aux coalitions conduites par le PDS. Le MSI affiche des scores importants dans le Sud et conquiert seize mairies. Les néo-fascistes semblent y retrouver leur rôle traditionnel de réceptacle des voix de contestation.

Fort de son succès, la Ligue exige des élections générales anticipées. Le 26 septembre 1993, Bossi s'adresse à dix mille de ses partisans dans la petite ville de Curno près de Bergame. Il s'en prend violemment au Président Scalfaro et au Premier ministre Azeglio Ciampi qui, dit-il, commettent un coup d'Etat chaque jour qu'ils refusent de nouvelles élections.⁽³¹⁾ Bossi met en batterie une série de chantages, selon une escalade en trois temps: grève de l'impôt en novembre 1993, référendum sur un Etat fédéral en avril 1994 puis, à défaut d'élections à cette date, retrait de la Ligue du Parlement national et formation du premier Parlement de la République du Nord. L'appel à la révolte fiscale montre à quel point la Ligue s'enracine dans la mentalité et la culture de certains chefs de PMI/PME d'Italie du Nord, constamment

mécontents des impôts levés par Rome. Avant que la grève de l'impôt ne soit déclarée, Giuseppe Leoni, sénateur de la Ligue, est inculpé pour «financement illégal d'un parti politique». Dans une de ces sorties brutales dont il a l'habitude, Bossi menace le juge qui a l'audace de s'en prendre à son parti: il estime sa valeur à trois cents liras - le prix d'une balle.

Les menaces de Bossi arrivent dans un climat où la faillite de l'Etat italien semble imminente. Le 28 octobre 1993, une grève nationale manifeste le mécontentement des citoyens devant le gouvernement Azeglio, qui reporte de manière inéquitable le fardeau de la crise sur les allocataires et les salariés. Les syndicats s'opposent au gel des salaires dans la fonction publique et à la réduction des retraites. La politique d'austérité appliquée depuis plusieurs années n'a eu aucun effet positif sur l'emploi.

35

En cette fin de 1993, le chômage est le problème national numéro un. Le FMI prévoit pour 1994 un accroissement de 12,7% du nombre de sans-emploi. C'est au Mezzogiorno que le mal est le plus grave. A Païenne, un quart de la population active est sans travail, trois fois plus que dans les villes industrielles du Nord. La région de Campanie abrite un tiers de l'armée nationale des chômeurs. L'argent fait défaut pour les plans de sauvetage, toujours trop coûteux. De plus, la Ligue du Nord pousse de hauts cris à chaque lire transférée aux «parasites» du Sud.

La Ligue poursuit imperturbablement sa longue marche à travers les institutions. Les 21 novembre 1993 et 5 décembre 1993, 428 communes élisent leurs conseils municipaux. Si Umberto Bossi veut élargir son assise, il doit absolument déborder de la Lombardie, le berceau de la Ligue, et se frayer une voie vers la mer en conquérant Gênes ou Venise. Gênes lui donnerait la clé des régions «rouges» de Florence et de Bologne. Le candidat de la Ligue à Gênes, Enrico Serra, n'a qu'un seul point important à son programme: l'assainissement du centre historique par le départ des immigrés. A Venise, Bossi réussit en dernière minute à attirer sur sa liste Aldo Mariconda, ancien dirigeant d'Olivetti.

L'heure de vérité a également sonné pour les néo-fascistes. Fini, le président du parti, est candidat à Rome; Alessandra Mussolini, petite-fille du dictateur fasciste et nièce de Sofia Loren, brigue la mairie de Naples. Alessandra, auparavant modèle-photo, n'a guère à offrir que son nom de famille. Lors de son entrée au Parlement, elle tient absolument à occuper le fauteuil du *Duce*, et elle célébrera son mariage dans le village natal de son grand-père le jour du soixante-quatrième anniversaire de la marche sur Rome.

Il est clair pour tous que le parti démocrate-chrétien devra renoncer au rôle central qui a été le sien pendant quarante-

cinq ans. Fini et Alessandra Mussolini chassent sur les terres de l'ancienne dc. Pour cela, il leur faut impérieusement une image de catholiques convaincus. La Mussolini se fait recevoir en audience par le cardinal de Naples. A Rome, Fini confie sa campagne à un ancien partisan de Giulio Andreotti, Publio Fiori, qui se charge de mobiliser la bourgeoisie catholique et les paroisses de la ville. «Ensemble pour Rome», tel est le slogan électoral de Fini. Son symbole est la flamme du MSI et une image du Colisée. La restauration de la gloire antique de Rome était déjà un thème de prédilection de Mussolini avant la guerre. Le Parti démocratique de la gauche (PD) a enterré son

36

passé communiste; tout au long de sa campagne, Fini martèle pourtant la menace du «danger communiste», cause de tous les maux: égoïsme, avortement («un meurtre subventionné par l'Etat»), laïcisation de l'enseignement, laxisme en matière de drogue. Les tracts de Fini se terminent par cette exhortation: «Electeur, ne livre pas Rome, berceau du christianisme, au marxisme, cette idéologie sans foi ni loi qui a fait faillite dans le monde entier.» La vieille princesse Elvina Pallavicini, chef de file de la «noblesse noire», approuve.

Le MSI est un parti aux multiples visages. Tandis que Fini évolue dans les salons de la haute société romaine, Buontempo parcourt les quartiers pauvres. Teodoro Buontempo est un fasciste dans l'âme. Parlant des skinheads, Fini dit «crânes rasés, têtes vides»; dans le même temps, Buontempo leur donne ses consignes, les tracts du MSI se trouvent au quartier- général des skins, leur fondateur et idéologue, Maurizio Boccacci, occupe un emploi à la Cisl, le syndicat du MSI. Avec l'aide des skinheads, Buontempo organise des expéditions punitives contre les immigrés «envahissants», qui tentent de survivre en vendant des souvenirs aux touristes. Quelques années auparavant encore, Rome était aux mains de démocrates-chrétiens tels que Pietro Giubilo et Vittorio Sbardella, deux anciens du mouvement fasciste. Dans les banlieues pauvres, ils «organisaient» des dizaines de milliers de voix. Sbardella et son équipe étant hors course, des ténors du MSI comme Buontempo n'ont aucun mal à reprendre à leur compte la «machine à voter» et les anciens réseaux de clientélisme du parti démocrate-chrétien.

Rien de surprenant donc si le 21 novembre 1993, au premier tour des municipales, Teodoro Buontempo récolte le plus grand nombre de voix de préférence de tous les politiciens romains. Le vote marque une rentrée triomphale du MSI, qui d'un coup devient le premier parti à Rome (35,6%) et à Naples (31,1%). Une partie non négligeable de l'électorat démocrate-chrétien est passée au parti néo-fasciste. «Adieu la DC, nous sommes l'alternative à la gauche,» jubile Fini. Au Nord, la Ligue vient en première position à Venise et à Trieste, en deuxième position à Gênes.[\(32\)](#) Il y a pourtant une ombre au tableau: malgré ces brillants résultats, il sera

difficile d'emporter la majorité absolue dans quinze jours, où il s'agira de battre une large coalition rassemblant le PDS , les écologistes, Refondation Communiste et toute une série de groupes progressistes locaux.

37

C'est à ce moment décisif que le «roi» des médias Silvio Berlusconi entre en scène. Le 23 novembre 1993, Berlusconi déclare: «Si j'habitais Rome, je voterais certainement Fini au deuxième tour, car il représente les forces modérées de l'Italie qui travaille.» Le magnat affirme également ne pas avoir confiance dans Francesco Rutelli, le député écologiste opposé à Fini pour la mairie de Rome au nom de la coalition progressiste.

En Italie, c'est le choc. La couverture de l'hebdomadaire *L'Espresso*, propriété de Carlo De Benedetti, président d'Olivetti et rival de Berlusconi, présente ce dernier sous les traits d'un néo-fasciste qui ne dit pas son nom. Les médias progressistes font observer que le «chevalier noir» s'est depuis longtemps, bien que discrètement, prononcé en faveur du MSI. Ils rappellent qu'en 1990, c'est le MSI qui a fourni les voix nécessaires à l'adoption de la loi qui allait permettre la domination de Berlusconi sur la télédiffusion commerciale.

A vive allure et avec un sens tout romain de l'opportunité, Fini se confectionne une image d'allié des puissants. Non pas parce qu'il découvrirait tout à coup le caractère criminel du fascisme, mais parce que les circonstances le réclament, Fini déclare le 25 novembre 1993 que «le fascisme est mort avec Mussolini». Immédiatement, des journaux conservateurs comme *II Tempo* et *II Giornale*, propriété de Berlusconi, croient pouvoir constater que le MSI est en voie de devenir un parti de droite «comme les autres». Le jour suivant, Fini annonce la création de l'Alleanza Nazionale (AN), organisation politique qu'il donne pour autonome par rapport au MSI. «Je ne suis pas fasciste, je suis post-fasciste», affirme Fini le 3 décembre 1993 devant les caméras de la télévision. Fini y gagne beaucoup d'audience à la veille du deuxième tour des municipales. Soir après soir, il crève l'écran dans les nombreux talk-shows des chaînes commerciales de Berlusconi.

Au deuxième tour du 5 décembre, c'est un raz-de-marée. Le MSI obtient des scores monstres à Rome (46,9%), à Naples (44,4%) et à Trieste (le maire sortant Giulio Staffieri, soutenu par le MSI, est réélu avec 47% des voix). Dans ces villes, les coalitions progressistes l'emportent très difficilement. De plus, le MSI termine premier dans quatre chefs-lieux de province et dans un grand nombre de petites villes du Sud.[\(33\)](#)

Les candidats de la Ligue du Nord obtiennent 40,8% à Gênes et 44,6% à Venise. sans devancer leurs rivaux progressistes,

ils ont pourtant montré leur force. La Ligue conquiert par ailleurs une multitude de villes de

38

moindre importance et porte le nombre de ses maires à 125 dans le Nord. Les anciens partis gouvernementaux rasant les murs.

Forza Italia

Puisque des coalitions progressistes ont gagné les mairies de six grandes villes, même si c'est de justesse, l'éventualité d'un gouvernement de gauche se fait plus concrète. Une partie de la droite et du monde des affaires s'en inquiète, d'autant plus que des élections législatives anticipées se joueraient selon de nouvelles règles, chaque district envoyant au Parlement le candidat le mieux placé, sans que celui-ci doive disposer de la majorité absolue. Silvio Berlusconi donne l'alarme.

L'intérêt de Berlusconi pour la politique n'est pas sans arrière-pensées. Il craint par-dessus tout qu'une coalition progressiste ne mette fin à son rôle dominant dans le secteur de la télévision commerciale, ce qui minerait le pilier le plus important de son empire. Sa Fininvest est le deuxième groupe italien pour le chiffre d'affaires et le troisième pour le nombre de salariés (30 000). La Fininvest contrôle 168 entreprises. Ce qu'était le cinéma pour Mussolini, la télévision l'est pour Berlusconi. Celui-ci détient un quasi-monopole sur la télévision commerciale, dont il possède trois chaînes: Canale 5, Italia 1 et Retequattro. En outre, Berlusconi est propriétaire de Publitalia, la plus grande agence de publicité et de communication d'Europe, et de Mondadori, groupe d'édition géant qui publie le magazine *Panorama* et le journal *II Giornale*. Berlusconi préside également l'ac Milan. Par ces moyens, il domine les idées, la culture, les loisirs et le sport. La Fininvest est lourdement endettée. Début décembre 1993, son passif s'élève à 3,8 mille milliards de liras. Berlusconi tente de se dégager de l'étreinte d'Enrico Cuccia, président de la banque d'affaires Mediobanca, le centre du pouvoir financier dans le secteur privé.

Sur le plan économique, Berlusconi, Mediobanca et la confédération patronale Confindustria ont les mêmes priorités. Un: la réduction des dépenses du secteur social afin de réduire la dette publique et le déficit budgétaire; deux: la privatisation des entreprises publiques. Selon Berlusconi, les chefs d'entreprise italiens doivent tout faire pour éviter la venue au pouvoir d'une coalition progressiste, qui serait une «catastrophe» pour l'économie. Le PDS, parti dominant dans la coalition des gauches, a beau avoir renié depuis longtemps son passé communiste, Berlusconi

39

agite la menace du «péril rouge». «J'estime que l'Italie ne doit pas chercher son salut auprès de gens qui croient en un Etat omniprésent et dirigiste, et dont l'idéologie, là où elle a été appliquée, n'a donné que peur et misère, quand ce n'est pas la mort», déclare-t-il. Un grand nombre d'industriels partagent les réserves de Berlusconi vis-à-vis de la gauche; beaucoup, sachant qu'il poursuit avant tout ses propres intérêts, hésitent pourtant à se ranger derrière lui. Mais Berlusconi est tenace. Il souligne que le pays est passé à un système majoritaire, qui joue en faveur des alliances. Si les partis de droite ne s'unissent pas rapidement, l'Italie sera gouvernée par une «minorité de gauche». «Mon but est de contraindre à l'action les leaders des forces représentatives des électeurs modérés», explique le roi des médias.

Fini et Bossi répondent aussitôt à l'appel. Le 11 décembre 1993 à neuf heures du matin, Fini se rend à la fosse Ardéatine, au sud de Rome, pour s'incliner devant le monument érigé à la mémoire de 355 patriotes fusillés à cet endroit par les SS en 1944. Par ce geste, Fini ne signifie nullement qu'il reconnaît la réalité des crimes du fascisme italien. Depuis ses débuts, le MSI a défendu le mythe du «bon fascisme» opposé au «mauvais nazisme». Il s'agit bien plutôt d'un coup publicitaire, destiné à rapprocher le MSI de Berlusconi et du pouvoir politique. «Geste de réconciliation», «La droite veut gouverner l'Italie»: les titres du *Secolo d'Italia*, le journal du parti, sont éloquentes.[\(34\)](#)

Le lendemain, 12 décembre 1993, Umberto Bossi organise un congrès dans le Nord, dans la ville d'Assago. Il y écarte le principal obstacle à une participation de la Ligue à une alliance de droite. Bossi ne conteste plus la réalité d'une Italie une et indivisible, et présente au congrès du parti une «constitution fédérale provisoire», qui stipule en son article premier: «L'Union italienne est une libre association de trois républiques: la Plaine du Pô, l'Etrurie et le Sud.» Il est remarquable que la lutte contre le «néocommunisme» - c'est le nom donné par Bossi au PDS - occupe le congrès bien plus que le fédéralisme ou la lutte contre la corruption.[\(35\)](#)

A son tour, le MSI avance un nouveau pion. Le 22 janvier 1994, à l'hôtel Ergife à Rome, Fini et Dominico Fisichella, professeur en sciences politiques et monarchiste convaincu, fondent l'Alliance Nationale (AN). Tous les candidats potentiels à une alliance des droites honorent la cérémonie de leur présence: Francesco d'Onofrio, leader du Centre chrétien-démocrate, Antonio Tajani, porte-parole de Berlusconi, Alfredo Biondi, repré-

sentant des libéraux, Germontani, délégué de la Ligue.[\(36\)](#) Parmi les autres personnalités, il y a Assunta, l'épouse d'Almirante, Otto de Habsbourg, député européen de la csu, et Richard Cazenave, l'envoyé personnel de Jacques Chirac. En outre, on dénombre à l'hôtel Ergife huit cents délégués,

deux cent cinquante journalistes et une dizaine de diplomates.

Beaucoup de démocrates-chrétiens désemparés, de socialistes et d'autres naufragés réagissent positivement à l'initiative. Aux dires du coordinateur Adolfo Urso, les sans-abri politiques manifestent un vif intérêt pour l'Alliance Nationale. Urso annonce une campagne de recrutement dont l'objectif est la création de quelques milliers de «cercles» comptant chacun au moins vingt membres. Le plan est certes ambitieux, mais le grand recyclage politique a déjà commencé. Les premiers transfuges de renom sont présentés le jour même: Gustavo Selva (journaliste et ex-fidèle de Giulio Andreotti), Gaetano Rebecchini (fils d'un maire démocrate-chrétien de Rome dans les années cinquante), Pietro Armani (ancien membre du Parti Républicain, ancien vice-président de l'IRI, le plus grand holding public du pays), le général Luigi Ramponi (ancien chef de la puissante Guardia di Finanza, un service d'enquête fiscale).[\(37\)](#)

Dans un climat confiant, trois commissions se consacrent aux points clés du nouveau programme du MSI-AN: valeurs, réformes institutionnelles et politique économique. Pour ce qui est des idées, les conservateurs seront nombreux à se reconnaître dans la nouvelle Alliance: les deux «valeurs fondamentales» défendues par le MSI-AN sont l'Eglise et la famille. La présidence de la commission des valeurs est confiée à Adriana Poli Bortone, qui a jadis fondé avec le «superfasciste» Giorgio Pisano l'organisation *Fascisme et Liberté*. Bortone décalque en fait les positions hyperconservatrices du pape Jean-Paul II, telles qu'elles se trouvent énoncées dans sa onzième encyclique *Evangelium Vitae*. Bortone partage la rigidité des vues papales sur des thèmes comme l'homosexualité, le préservatif, l'insémination artificielle, le célibat et l'accès des femmes à la prêtrise. Le MSI prône un renforcement de la police, des peines plus sévères pour les délits liés à la drogue, le soutien de l'enseignement privé catholique et l'indemnisation du travail de la femme au foyer. Tout ce qui s'inspire de la révolte de 1968 doit être supprimé, du féminisme, de l'anti-autoritarisme et des chansons contestataires jusqu'à la participation et aux mouvements politiques pour les droits des citoyens.[\(38\)](#)

Ignazio La Russa, confident de Fini et de Berlusconi, présente le rapport sur la réforme institutionnelle. Le MSI propose un «régime présiden-

tiel» de nature autoritaire, donnant des pouvoirs étendus à un Président élu au suffrage direct, et assorti d'un système de «démocratie directe» à base de référendums, qui viendraient réduire encore l'influence du Parlement. Aux yeux du MSI, ce Parlement doit comprendre, à côté de politiciens, des

représentants des catégories professionnelles, des organisations des travailleurs et des syndicats patronaux.

Le rapport sur l'économie est cosigné par Maurizio Gasparri, bras droit de Fini, et par le professeur Gaetano Rasi, membre du conseil d'administration de la Telecom et ancien fidèle de Giorgio Pisano. Ces néolibéraux ont clairement obtenu gain de cause au détriment des partisans de Pino Rauti, défenseur d'un MSI «social». Le rapport est un vigoureux plaidoyer pour les privatisations et les réductions d'impôts. Le MSI entend limiter le secteur public à quelques entreprises stratégiques. Le parti déclare également s'engager sur la voie du «capitalisme populaire», qui devrait permettre à des milliers d'actionnaires d'exercer ensemble le pouvoir dans les entreprises publiques: un vœu pieux, puisque les privatisations conduisent dans la pratique à une plus grande concentration du pouvoir économique. Contre la crise économique et le chômage, le parti propose des recettes ultra-libérales: dérégulation du marché de l'emploi par l'introduction massive du travail temporaire et à temps partiel, avantages fiscaux pour les entreprises créatrices d'emplois. La sécurité sociale est interprétée comme un filet de protection sociale pour les pauvres, tandis que les riches doivent pouvoir choisir librement un régime privé d'assurance-retraite et d'assurance médicale. Les riches se voient en outre proposer de multiples avantages fiscaux, allant de la suppression de l'impôt sur la première résidence aux abattements fiscaux pour les bénéfices d'entreprise et les avoirs d'épargne.

Tout se passe comme si le MSI devait se gagner les bonnes grâces du patronat pour être admis dans le futur gouvernement. C'est ainsi que quelques jours après le congrès de l'hôtel Ergife, l'on peut voir Fini et Giuseppe Tatarella se concerter avec une délégation de la Confindustria, dirigée par Luigi Abete, président de cette organisation patronale pour qui le MSI a si longtemps fait figure de pestiféré. *Il Secolo d'Italia* annonce avec une grande satisfaction que les dirigeants des entreprises se reconnaissent largement dans le programme économique du MSI.[\(39\)](#)

A partir de là, tout se précipite. Le 24 janvier 1994, Silvio Berlusconi déclare à *La Stampa*: «L'Italie menace de tomber aux mains de forces qui se

qualifient de progressistes, mais qui mettront aussitôt en place un régime néocommuniste. Avec le concours de toutes les forces démocratiques et libérales, je veux déjouer leurs projets.»[\(40\)](#) Deux jours plus tard, il fait son entrée officielle en politique, en tant que leader du mouvement Forza Italia (fi). Dans une allocution télévisée préenregistrée, il répète une fois de plus sa motivation profonde. «La gauche ne croit pas au marché, à l'initiative des particuliers, au profit, à

l'individu,» telle est la conviction intime du roi des médias.[\(41\)](#)

Forza Italia n'a aucun mal à conclure des accords politiques avec la Ligue du Nord et le MSI; chez celle-là, Forza Italia récupère le souhait d'un Impôt régional, à celle-ci, elle emprunte l'idée d'un régime présidentiel. Un accord avec le Centre chrétien-démocrate (CCD), fraction droitière dissidente de la DC, suit rapidement. Cependant, la DC elle-même, rebaptisée Parti populaire italien (PPI) le 22 janvier 1994, résiste aux tentatives de Forza Italia et se tient à l'écart du «Pôle de la Liberté», nom de la nouvelle alliance de droite.

Forza Italia n'est pas un parti démocratique. Plusieurs proches collaborateurs de Berlusconi viennent de l'extrême-droite. Domenico Menitti, coordinateur de son groupe de conseillers politiques, s'est même opposé à Fini en 1991 dans la lutte pour la direction du MSI. Menitti était alors un partisan convaincu de Pino Rauti. Cesare Previti, depuis vingt-cinq ans le conseiller juridique personnel de Berlusconi, a été un militant néo-fasciste dans sa jeunesse et reste un ami du mouvement. Le porte-parole de Berlusconi, Antonio Tajani, monarchiste et ancien journaliste, a lui aussi sympathisé avec le MSI par le passé.[\(42\)](#)

L'absence de démocratie dans les méthodes de travail de Forza Italia se manifeste notamment par le fait que le parti ne tient pas de congrès et n'élit pas de bureau. Les dirigeants de la Fininvest conduisent le parti comme on gère une entreprise où la parole de Berlusconi fait force de loi. Ils lancent Forza Italia dans les premiers mois de 1994 à la manière d'une gigantesque opération de marketing. A Milan et à Rome, la Fininvest prête au parti tous les espaces de bureaux dont il a besoin. Angelo Codignoni, directeur de La Cinq en France, ancienne chaîne berlusconienne acculée à la faillite, opère son retour en tant que secrétaire général de Forza Italia. En un temps record, près de deux mille sections sont créées partout dans le pays. C'est dans ces comités électoraux que Berlusconi puise ses candidats, sélectionnés et formés par son agence de publicité Publitalia.

43

A mesure qu'approchent les élections législatives du 27 mars 1994, le Pôle de la Liberté intensifie sa campagne. De par sa puissance médiatique, Berlusconi dispose d'un redoutable potentiel d'influence sur l'opinion publique. Les journalistes travaillant pour sa presse et ses journaux télévisés prennent ouvertement parti en faveur de l'alliance des droites. Jour après jour, ils répètent que Berlusconi fera un «deuxième miracle italien», qu'il créera un million d'emplois, privatisera le secteur public et réduira les impôts. Ils insistent sur la «modération» de Fini, accueilli à une réunion électorale à Bergame aux cris de «Fini, Président» par des groupes de jeunes qui, deux ans plus tôt, scandaient encore «Fini, nouveau Mussolini». En guise de bouquet final, les médias

rapportent longuement le dernier meeting de Fini sur la Piazza del Popolo à Rome, au lieu même où Almirante haranguait ses troupes.

Le 27 mars 1994, le Pôle triomphe. Il remporte la majorité absolue à la Chambre avec 366 des 630 sièges. La Ligue (8,4%), le MSI (13,4%, 5 202 398 voix) et Forza Italia (21,1%) battent nettement le PDS (20,4%), le PPI démocrate-chrétien (11,1%) et le parti socialiste (2,2%). Le MSI enregistre ses scores les plus élevés dans la région romaine (21,2%) et dans les Pouilles au Sud (19,8%). Dans le Pôle, Forza Italia domine largement par le nombre de voix; mais en raison de cette alliance, les partisans de Forza Italia ont voté pour des candidats de la Ligue et du MSI. De ce fait, la Ligue et le MSI obtiennent plus de sièges à la Chambre que Berlusconi lui-même. La Ligue y dispose du groupe le plus important avec 118 députés, suivi par le MSI avec 109 élus et par Forza Italia avec 101 représentants. En outre, le MSI obtient 48 sénateurs, ce qui lui vaut un total de 157 mandataires au Parlement.

Après le 27 mars 1994, le Parlement italien accueille la crème du néofascisme italien: le sénateur Giuseppe Turini (qui combattit aux côtés de Mussolini aux temps du régime fantoche de Salò), Ferdinando Signorelli (qui s'est battu dans les rangs allemands contre les Alliés à la tête de pont d'Anzio et à Cassino), Teodoro Buontempo (qui, naguère encore, prenait la tête de ratonnades nocturnes), Luigi Ramponi (ancien chef des services secrets). Ils ont le renfort des «Fini-boys», éduqués après la guerre dans la très violente organisation des jeunes du MSI. Parmi eux, Nicola Pasetto, défenseur du mouvement néo-nazi Fronte Nazionale de Franco Freda.⁽⁴³⁾ La victoire éclatante du Pôle de la Liberté n'entraîne pas de débat sérieux sur le fascisme. Par contre, le 1er avril 1994, Fini fait la une des journaux italiens et étrangers en faisant remarquer que son père

44

spirituel, Benito Mussolini, a été «le plus grand homme d'Etat de ce siècle.»⁽⁴⁴⁾

La Deuxième République

Avec la victoire du Pôle de la Liberté, c'est une nouvelle période qui commence pour l'Italie. Les vainqueurs entreprennent d'occuper l'Etat. Carlo Scognamiglio, ancien administrateur de Mondadori, la maison d'édition de Berlusconi, est élu président du Sénat avec l'appui de quelques voix catholiques.

Pour la première fois, les démocrates-chrétiens doivent céder la présidence de la Chambre. Le perchoir tant convoité échoit à Irene Pivetti, trente et un ans, de la Ligue du Nord. La chroniqueuse de *L'italia* entretient des relations étroites avec Marcello Veneziani, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire.

Juste avant sa nomination, elle lui avait encore demandé un rendez-vous pour un échange de vues sur ses contributions à la publication. «Elle est des nôtres», affirme Veneziani avec dans le ton une jubilation qui trahit le vrai vainqueur.⁽⁴⁵⁾ L'euphorie ferait presque trembler sa plume lorsqu'il écrit «événement historique» et «fin d'un régime pourri».

Dans un entretien avec *L'Italia*, paru la veille du «jour de la libération», Irene Pivetti dit tout le bien qu'elle pense de Marcel Lefebvre, évêque français et sympathisant de Le Pen. «J'ai un profond respect pour lui», affirme Pivetti. «L'Eglise lui doit beaucoup, notamment pour ses longues années de missionnariat, pendant lesquelles il a été un apôtre de l'Evangile en Afrique francophone.⁽⁴⁶⁾ Elle s'ouvre également sur le fascisme, qui à ses yeux n'a pas été une période sombre. Je ne suis pas fasciste, mais j'ai assez d'intelligence pour reconnaître que le fascisme a réalisé beaucoup de bien avant l'accord avec Hitler», déclare la présidente de la Chambre. •Mussolini a mis en place une législation sociale unique en son genre. Il a fait bien plus pour la femme et la famille que tout l'après-guerre.» Par ses propos, Irene Pivetti contribue énergiquement à la réécriture de l'histoire. Sous Mussolini, le statut de la femme se résumait pratiquement à celui de machine à reproduire. Dépourvue du droit de vote, elle avait un salaire inférieur à celui des hommes. Lorsqu'elle travaillait, le mariage ou la grossesse équivalaient au licenciement. Un grand nombre de postes étaient interdits aux femmes. La ligue nationale des femmes avait été dis-

45

soute. La femme devait fidélité à son mari même après une séparation de corps et de biens - le divorce étant interdit. Dans une interview donnée au *Monde* le 25 avril 1994, jour anniversaire de la libération en Italie, Irene Pivetti s'en prend à l'antifascisme, qui trop souvent servirait d'alibi commode aux crimes commis par la résistance. La répression en Emilie après la guerre est à ses yeux l'œuvre «d'éléments criminels». C'est pourquoi, «dans un esprit de réconciliation nationale, [elle s]'inclinent avec respect devant toutes les victimes et tous les morts, quels qu'ils soient.»⁴⁷

Une multitude d'intellectuels de la droite extrême, peu suspects de sympathie pour la lutte antifasciste, sortent des catacombes. Sur les chaînes de télévision, dans des journaux comme *L'Indipendente* ou *II Giornale* de Berlusconi, ils disposent soudain d'une tribune nationale pour distiller leur opinion «autorisée» sur la «libération». Tous et sans cesse, ils assènent la même thèse: la résistance a commis des méfaits tout comme le fascisme, les rangs fascistes comptaient des héros tout comme ceux de la résistance, les deux camps ont combattu pour leurs idéaux, les morts des deux camps méritent une même considération et, en signe de réconciliation définitive, il faut les commémorer tous sans distinction. Des films de guerre diffusés par la rai mettent sur le même plan le cadavre de Mussolini et les centaines de partisans fusillés par la Gestapo. Giano Accame, ex-directeur

du *Secolo d'Italia* et ancien combattant de Salò, commente :
«Les morts sont tous égaux.»

Berlusconi et Fini plaident eux aussi pour une «réconciliation nationale». Le 25 avril 1994, ils assistent à des messes célébrées à la mémoire de «tous les morts» de la Deuxième Guerre mondiale, Fini dans la basilique romaine de Sainte-Marie des Anges, Berlusconi dans la chapelle privée de son domaine d'Arcore. Au nom de son parti, Fini présente un mémoire proposant de passer l'éponge sur la guerre. «Il est temps de tourner définitivement une page de notre histoire», affirme-t-il.

Au même moment, à Milan, ce sont plus de deux cent mille personnes, des jeunes pour la plupart, qui manifestent contre la résurgence du fascisme. La Ligue du Nord doit tenir compte de l'opinion d'une partie de ses adhérents, à qui la terreur de la République de Salò dans le Nord n'a pas laissé que des bons souvenirs. C'est pourquoi une délégation de la Ligue, conduite par Umberto Bossi et Marco Formentini, tente de participer à la manifestation. Sifflée, huée, elle doit cependant s'éclipser discrètement.

Une fois sorti de la bouteille, le «génie» du néo-fascisme n'a aucune envie de s'y laisser enfermer à nouveau. Mirko Tremaglia, important député

46

néo-fasciste et ancien officier de Salò, propose une révision de l'accord d'Osimo (1975). «L'expert en politique étrangère» de Fini souhaite que l'Italie exerce, le 27 avril 1994 à Bruxelles, son droit de veto lors du vote »tir l'accord entre la Slovénie et l'Union européenne.[\(48\)](#) 11 revendique la réincorporation dans le territoire national italien de la presqu'île Slovène d'Istrie et de la Dalmatie croate. En Istrie vivent encore trente mille Italiens, victimes de «discrimination» aux dires de Tremaglia, bien que l'italien soit la première langue d'enseignement dans certaines écoles en 1994. Sur ce point aussi, Berlusconi se montre accommodant. Son futur gouvernement, affirme-t-il, mettra tout en œuvre pour favoriser «l'égalité de droits» des minorités italiennes en Istrie et en Dalmatie.

Le noyau dur des partisans de Fini ne s'encombre ni de post-fascisme ni de bonnes manières. *L'Italia* publie une liste de démocrates et de personnalités de gauche susceptibles d'être frappés d'une interdiction professionnelle. La liste comprend des juges de l'opération «Mains propres», des acteurs de la lutte anti-mafia, des journalistes de la Rai, des hommes de théâtre tels que Giorgio Strehler et des historiens de gauche. Tandis que Fini s'efforce à prouver au monde extérieur que les néo-fascistes ont changé, son parti dépose le 27 avril 1994 une proposition de loi en vue d'une modification constitutionnelle qui légaliserait le parti fasciste. Les réactions sont si vives que Fini est contraint de retirer la proposition en

prétextant une erreur de secrétariat. Toutefois, le MSI ne retire pas une autre proposition de loi qui assimile les soldats de Salò à des anciens combattants et, par conséquent, leur ouvre le droit à une pension de guerre.

Le Président Oscar Luigi Scalfaro oscille entre des sentiments contradictoires. Le 28 avril 1994, il finit par charger Berlusconi de la formation d'un nouveau gouvernement, en se déclarant confiant que le futur cabinet restera fidèle à l'Union européenne et à l'indivisibilité du territoire national. Les pressions internationales sont le dernier recours. L'Europe est directement intéressée au cours des choses, car les néo-fascistes, par l'Intermédiaire du Conseil de ministres, détermineraient le travail législatif européen. Un veto contre une participation des néo-fascistes au gouvernement italien s'imposerait à tout le moins, d'autant plus que l'Europe, dans tous ses traités, se décrit comme une «union d'Etats démocratiques». Mais les gouvernants de l'Europe occidentale adoptent une attitude passive. Ils refusent même d'évoquer la menace d'une exclusion de

47

l'OTAN et de l'Union européenne, voire d'une rupture des relations diplomatiques. Lorsqu'ils réclament des garanties à Berlusconi, leurs demandes ne portent pas sur le caractère démocratique de son gouvernement, mais sur ses sentiments européens. Les réactions officielles, comme celle de Jean-Luc Dehaene, Premier ministre belge, se bornent à constater que les néo-fascistes ont été «démocratiquement élus». En Italie rien de nouveau, en somme.

Le Parlement européen émet quelques protestations, sans grande énergie ni grande conviction. Le 5 mai 1994, il adopte - par une seule voix de majorité - une motion socialiste appelant l'Italie à «ne pas renier les valeurs démocratiques». Les députés du groupe socialiste souhaitent rappeler également «les horreurs du fascisme et du nazisme», mais cet ajout a été biffé. Le président du Parlement européen, le démocrate-chrétien allemand Egon Klepsch, ne cache pas sa colère: «Si j'avais eu connaissance du texte de la motion au préalable, je n'aurais pas permis le vote.» En effet, explique Klepsch, l'Europe ne peut pas donner l'impression de s'ingérer dans la politique intérieure de l'Italie.

Le MSI se montre un modèle de modération. Gustavo Selva, ancien député européen de la chrétienne DC, déclare, le cœur sur la main, que Fini est «tout le contraire» d'un fasciste et que le MSI soutient l'OTAN, l'ONU et le traité de Maastricht, Europe sociale comprise. «Pour ce qui touche à l'Europe, nous partageons la ligne des gaullistes français», rassure Gustavo Selva.

Vient le moment de l'accouchement. Le 10 mai 1994, Berlusconi présente son cabinet au Président de la République. Le cinquante-troisième gouvernement italien de

l'après-guerre compte huit ministres de Forza Italia. De la séparation tant annoncée des pouvoirs politique et économique, on voit peu de manifestations concrètes. Une fraction de l'élite financière et industrielle prend possession de l'Etat. La confusion entre la Fininvest et l'Etat est pratiquement totale. Gianni Letta devient le bras droit du Premier ministre. Les relations avec le Parlement sont confiées à Giuliano Ferrara, ami de Berlusconi, journaliste, ancien député psi et grand défenseur de Bettino Craxi. Cesare Previti, conseil juridique de Berlusconi et sympathisant du MSI, est chargé de la Défense. La Justice échoit à Alfredo Biondi, un libéral converti ayant peu d'opinions en commun avec les juges de l'opération «Mains propres». L'important ministère des Finances passe à Giulio Tremonti, transfuge démocrate-chrétien, profes-

48

seur à l'université de Padoue, fervent partisan des réductions d'impôts et l'un des experts fiscaux les plus riches du pays. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Antonio Marino, a appartenu à la Loge secrète P2 et était jusqu'alors conseiller de la Fininvest. De 1988 à 1990, cet admirateur de Milton Friedman, le prophète de l'ultra-libéralisme, a également présidé la Mont Pèlerin Society, un club suisse réunissant banquiers, économistes et hommes politiques. Fondée en 1947 par les économistes conservateurs Friedrich von Hayek et Walter Eucken (avant cela conseiller d'Hitler), la Mont Pèlerin Society s'était distinguée par son lobbying Intense contre le traité de Maastricht.

Lors du partage des postes ministériels, Berlusconi doit néanmoins céder une bonne partie du fromage à ses alliés. La Ligue du Nord place cinq ministres et dix secrétaires d'Etat. En dépit de l'opposition présidentielle, Roberto Maroni, avocat et numéro 2 de la Ligue, reçoit en partage le ministère stratégique des Affaires intérieures, auquel ressortissent les services de police et les services secrets. Maroni l'emporte devant un idéologue, le vieux sénateur Gianfranco Miglio, qui sur cela rompt avec Bossi. Un secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères est donné à Franco Rocchetta, président de la Ligue du Nord, ancien de l'extrême-droite et défenseur d'une Europe des régions ethniques. Le secrétaire d'Etat à la Justice, l'avocat Mario Borghezio, publie dans l'hebdomadaire néo-fasciste *L'Italia* et a été inculpé pour violences envers un vendeur de rues marocain.

Quant aux néo-fascistes, ils n'en sont pas réduits au rôle de figurants. Au nouveau gouvernement Berlusconi, ils donnent cinq ministres et douze secrétaires d'Etat. Le MSI obtient la vice-présidence du conseil, la vice-présidence des deux chambres parlementaires et la présidence de plusieurs commissions. Giuseppe Taratella, l'un des inspirateurs de l'Alliance Nationale, est vice-premier ministre et ministre des Postes, ce qui lui donne le contrôle de la rai. Cet avocat originaire des Pouilles, dans le Sud, est un disciple d'Arnaldo di Crollanza, ministre des Travaux publics sous Mussolini.

Crollanza incarne ce que Taratella nomme le «bon fascisme». A Bari, Crollanza a fait construire le palais des expositions, la gare, l'université, les halles et un grand nombre d'autres bâtiments et monuments. Une autre sommité du Sud, Adriana Poli Bortone, gère pour le MSI le ministère de l'Agriculture et occupe l'une des quatre vice-présidences du Parlement. Le nouveau ministre de l'Environnement, Altiero Matteolo, combat tout ce qui se dit écologiste et défend l'énergie nucléaire. Le ministère de la Culture revient à Domenico Fisichella, idéologue de l'Al-

49

liance Nationale et monarchiste convaincu. Publio Fiori, ancien démocrate-chrétien, dirige le ministère des Transports.

Le passé des *missini* du gouvernement n'est pas toujours irréprochable. Guido Lo Porto, nouveau secrétaire d'Etat à la Défense, représente la MSI sicilienne. Il a été élu avec l'appui de la mafia.⁽⁴⁹⁾ Lo Porto a jadis été arrêté en possession d'une cargaison d'armes illégales et accusé de terrorisme. Le néo-fasciste et monarchiste Vincenzo Trantino, également originaire de Sicile, est le numéro 2 aux Affaires étrangères. Cet avocat, défenseur de personnalités de la mafia, est le père spirituel d'une proposition de loi portant sur la légalisation du parti fasciste. Maurizio Gasparri, bras droit de Fini et ancien dirigeant des jeunesses du MSI, est secrétaire d'Etat aux Affaires intérieures et à ce titre responsable de la police italienne. Le secrétaire d'Etat aux Finances est Filippo Berselli, naguère un tenant de la ligne fasciste pure et dure de Giorgio Pisano. Giulio Maceratini, ancien d'Ordine Nuovo et député de Rome depuis 1983, préside le groupe MSI au Sénat.

Seul Mirko Tremaglia reste sur la touche. Ancien officier de la République de Salò, Tremaglia a de longs états de service. En 1968, il fonde le criM, organisation du MSI regroupant trente et un mille Italiens émigrés dans vingt-deux pays. Tremaglia a sans relâche combattu pour le droit de vote de ces émigrés, ainsi que pour l'annexion de l'Istrie et de la Dalmatie. Après un veto du Président Oscar Luigi Scalfaro, la crédibilité démocratique empêche Berlusconi de faire entrer Tremaglia dans son gouvernement. Fini proteste personnellement contre cette «grande injustice» dans les colonnes du *Secolo d'Italia*, l'organe du MSI.⁽⁵⁰⁾ Peu après, Tremaglia est élu président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre.

Le gouvernement Berlusconi est soumis à une pression constante de la part du mouvement et de la presse néo-fascistes, dans le pays et à l'étranger. Fini dit avoir pris ses distances vis-à-vis de Le Pen, mais celui-ci ne semble pas en avoir fait autant. Le Pen appuie lourdement Fini lorsque ce dernier affirme que l'Italie, à la suite de la participation gouvernementale du MSI, est enfin devenue une «démocratie véritable».⁽⁵¹⁾ «C'est maintenant seulement que l'après-guerre a pris fin. Cessons de nous quereller à propos d'un

passé douloureux, et regardons résolument l'avenir», déclare Le Pen. Dans *Y Espresso*, l'historien révisionniste Ernst Nolte fait l'éloge de Mussolini, «le personnage le plus passionnant de ce siècle», et estime que Fini peut réussir là où le Duce a échoué, en réalisant «le fascisme non totalitaire et constitutionnel de la première période mussolinienne».(52)

50

En Italie même, de nombreux représentants de la droite et de l'ancien parti démocrate-chrétien s'accordent pour juger que la présence du MSI au gouvernement ne constitue pas une menace pour la démocratie. Au Parlement, le gouvernement Berlusconi reçoit le soutien de Francesco Cossiga, ancien Président de la République, et de Gianni Agnelli, patron de Fiat, «vice-roi» d'Italie.

Une révolution conservatrice

Fini dépeint le MSI comme un courant de droite moderne, proche du gaullisme français. Mais rien n'est plus facile que de ravalier la façade d'un parti, tout en conservant ses anciens fondements idéologiques. Le 18 mai 1994, un hommage est rendu à Giorgio Almirante au palais Brancaccio à Rome. Plus de quatre cents personnes assistent à un banquet pour lequel elles ont déboursé cent mille liras chacune. Toutes les sommités du MSI sont présentes. Fini, Maurizio Gasparri, Alessandra Mussolini, Teodoro Buontempo, le cinéaste Pasquale Squitieri, compagnon de Claudia Cardinale, sans oublier Donna Assunta, la «veuve noire». Fini souligne sa communion de pensée avec Almirante. Dans une allocution d'une demi-heure, il défend la politique de l'Alliance Nationale, affirme qu'Almirante aurait agi de même s'il avait été à sa place. «Je perpétue la politique d'Almirante», déclare Fini. «Almirante fut le fondateur de la Droite Nationale. Il a lutté contre la particratie et pour la Deuxième République. Mais Almirante savait que les temps n'étaient pas mûrs. Il a semé, nous pouvons rentrer la moisson.» Fini s'en prend vivement à ceux qui lui ont conseillé de s'éloigner du fondateur du MSI. Il les appelle «des nains, des ânes qui braient à la lune». En guise de conclusion, Giorgio Albertazzi, un acteur connu, lit le testament politique d'Almirante.(53)

Même Berlusconi s'efforce de démontrer que le néo-fascisme est la seule culture politique solide au sein de la coalition des droites. «A ses débuts, Mussolini a accompli certaines réalisations positives», confie le *Cavaliere* le 25 mai 1994. Une semaine plus tard, lors de la visite du Président des Etats-Unis, Berlusconi assure à son visiteur illustre que le fascisme est mort et que tous ses ministres respectent l'idéal démocratique. Quelques jours après, *La Stampa*, propriété de Fiat, publie sur près d'une page un entretien avec Fini. Celui-ci déclare: «Le fascisme était bon jusqu'en 1938», et «La liberté et la démocratie, c'est au MSI que je les ai dé-

couvertes.» L'interview paraît le 3 juin 1994, jour anniversaire du débarquement des Alliés à Anzio, ce qui témoigne d'un sens aigu de l'ironie, du timing et de l'histoire. Plus clairement que jamais, Fini défend son passé néo-fasciste. Pourquoi a-t-il persisté si longtemps à faire le salut fasciste et à se réclamer de Mussolini? Parce que les commandos communistes abusaient de la liberté pour enfoncer l'antifascisme dans les crânes des jeunes du MSI à coups de gourdin. «Nous nous sommes déclarés fascistes par amour de la liberté», affirme Fini. Est-il donc devenu fasciste parce qu'il a été la victime des communistes? Non pas, le MSI a fait œuvre utile pour avoir été longtemps la seule à combattre la «diabolisation d'une partie de notre histoire». Si Fini ne se dit plus fasciste, ce n'est pas qu'il regrette le passé, c'est que le communisme a disparu. Il n'y a rien à renier. Selon Fini, le fascisme fut un mouvement positif jusqu'en 1938, moment où le Duce conclut un pacte avec Hitler. A partir de ce moment, Mussolini n'a-t-il pas mis fin aux libertés? Peut-être, répond Fini, mais le progrès social a été considérable, et il y a des étapes historiques où la liberté «n'est pas forcément une valeur prioritaire». Il termine l'entretien par une phrase équivoque: «Il est certain que les débarquements américains en Europe nous ont rendu la liberté. Mais ils ont également signifié le début de la perte de notre identité européenne.»[\(54\)](#)

La fraction moins «post-fasciste» des partisans de Fini met aussi moins de gants: le jour J a marqué le début de notre asservissement. Lors d'une commémoration à Rome, les interventions des anciens de Salò ne laissent place à aucun doute. Ce noyau dur, dirigé par Pino Rauti, veille attentivement sur «l'identité fasciste» du parti. Vues de cette manière, les critiques de Rauti à l'encontre du libéralisme et de Berlusconi ne manquent pas de cohérence. «En 1972, nous avons atterri dans les salons des conservateurs. Maintenant, nous voici dans les salons de Berlusconi», déclare Rauti le 8 juin 1994 dans *L'Italia*. Il achève son analyse par ces mots pathétiques: «A cause de notre alliance avec Berlusconi, le MSI risque de devenir une réserve d'Indiens.»[\(55\)](#) Pino Rauti conserve un grand crédit auprès du syndicat du MSI. Un zeste de démagogie anticapitaliste et anti-américaine n'est pas pour déplaire à la Cisl dont la publication officielle, *Pagine Libéré*, est placée sous l'influence de la Nouvelle Droite. Le numéro de juin 1994 présente ses maîtres à penser les plus importants. A des entretiens avec 1 historien révisionniste allemand Ernst Nolte et avec Alain de Benoist, l'architecte de la Nouvelle Droite, font suite des articles élogieux consacrés au philosophe fasciste Giovanni Gentile et au juriste nazi Carl Schmitt.[\(56\)](#)

Dans le parti, en revanche, les soutiens à Rauti s'amenuisent. Ses anciens partisans, jusqu'aux plus fervents, se sont rangés derrière Fini. «L'Alliance Nationale ne renie ni ses racines, ni

son identité,» affirme Giulio Maceratini, président du groupe MSI au Sénat et jadis tenant de la ligne Rauti. Giuseppe Scopelliti, président national du Front de la jeunesse, est lui aussi passé à l'Alliance Nationale, même s'il souligne que «les voix hétérodoxes doivent pouvoir continuer à s'exprimer». (57) Scopelliti dit les mots que Fini veut entendre. Fini ne rejette pas le noyau fasciste dur; outre des membres du Front de la jeunesse comme Scopelliti, sa liste pour les élections européennes comprend également des radicaux tels que Pino Rauti, l'ex-terroriste Massimo Abbatangelo et Piero Buscaroli. «Les homosexuels, il faut les appeler par leur nom: tante, tapette, pédale, pédé. Il faut les envoyer dans les camps,» lance Buscaroli pendant la campagne électorale. Il n'est pas seul à partager cette opinion. *Il Secolo d'Italia* cite le pape et des passages de la Bible et du droit romain pour démontrer le bien-fondé des déclarations de Buscaroli. «Si l'homosexualité est élevée au rang d'un droit», écrit le journal du MSI, «pourquoi ne pas considérer comme des droits le viol, l'inceste et la zoophilie?» (58)

Tant le MSI-AN que Forza Italia axent leur campagne européenne sur le thème du rétablissement de la puissance et du prestige du pays. La «nouvelle» Italie devra rentrer dans le concert des nations et recevoir un siège dans un Conseil de Sécurité élargi. Pino Rauti exprime la même aspiration en d'autres termes: «Nous n'allons pas à Strasbourg pour serrer des mains, mais pour en couper. Nous couperons les mains à quiconque prétend que l'Italie doit rester une puissance de seconde zone. L'antifascisme européen n'est pas un antifascisme, c'est la crainte que l'Italie accède au premier rang.»

Les élections européennes se tiennent le 12 juin 1994 selon le principe de la représentation proportionnelle. Pour les partis du Pôle de la liberté, c'est le chacun pour soi. On pourra donc mesurer la force et la faiblesse de ses différentes composantes. Les élections sont un triomphe pour Forza Italia (30,6%, vingt-sept sièges). Le MSI-AN (12,5%, onze sièges) et la Ligue du Nord (6,6%) enregistrent également une progression sensible. Le MSI-AN devient la plus grande formation romaine; Fini, au nombre de voix de préférence, est l'homme politique le plus populaire du Sud. (59)

Dans son ouvrage *La révolution conservatrice en Italie*, Marcello Veneziani, rédacteur en chef de *L'Italia*, écrit que la victoire électorale de la droite tra-

duit avant tout une réaction morale et culturelle. Veneziani parle de «mai 68 de la droite». Les faits ne le contredisent pas. Outre la présence des néo-fascistes au gouvernement, les chevauchements d'intérêts du *Cavaliere* donnent lieu à des conflits aigus. L'entourage de Berlusconi lance une attaque frontale contre la chaîne de radio-télédiffusion

publique, soutenu dans cette initiative par le MSI, dont le ministre Giuseppe Tatarella est responsable de la rai. Le feu est ouvert par Francesco Storace, vice- président fraîchement nommé de la commission parlementaire de tutelle sur la rai. Storace a des sympathies pour Luigi Federzoni, le ministre de l'Intérieur qui en 1926, sous Mussolini, interdit les partis politiques et supprima la liberté de la presse.⁽⁶⁰⁾ Storace veut un grand nettoyage, et débarrasser la rai de «ses fainéants et ses menteurs». «Nous voulons une analyse publique de la porcherie qu'est cet organisme», affirme-t-il. Marco Taradash, président de la commission et vice-président du groupe Forza Italia à la Chambre, demande un procès contre les administrateurs de la rai. Il veut notamment interdire la publicité à la rai, de façon à orienter les annonceurs vers la télévision commerciale: pour les chaînes de Berlusconi, cela représenterait un cadeau annuel de plus de six milliards de francs belges (un milliard de francs français).

Le 30 juin 1994, après de nouvelles attaques du gouvernement Berlusconi, le conseil d'administration et le directeur général de la rai démissionnent en bloc. Suite à des pressions exercées sur les présidents des deux chambres, ceux-ci nomment un nouveau conseil d'administration dont la majorité est acquise à Berlusconi et à Fini, son allié de l'ultra-droite.

Ainsi, le nouvel administrateur Mauro Miccio, ancien collaborateur de l'organisation patronale Confindustria, est un sympathisant du MSI-AN. Letizia Moratti, protégée de Berlusconi, est nommée le 12 juillet à la présidence de la rai et entame aussitôt une campagne «d'épuration». Tous les responsables critiques sont licenciés ou promus ailleurs. Les nouveaux rédacteurs en chef, directeurs et chefs de service sont pour l'essentiel de vieilles connaissances de la Fininvest ou du MSI. Bruno Vespa, ancien rédacteur en chef du journal de la RAI-1, a rejoint le cours nouveau du MSI-AN. La restauration est complétée par la nomination à des postes à responsabilité de journalistes ultra-droitiers: Massimo Magliaro (qui a dirigé le service de presse d'Almirante), Bruno Socillo (ancien du MSI), Innocenzo Cruciani (ancien collaborateur du *Secolo d'Italia*).

Dans toute l'opération, la Ligue du Nord n'a presque rien eu à se mettre sous la dent. Umberto Bossi accuse Berlusconi de faire main basse sur

tout le secteur des médias, mais se tait soudain lorsqu'en dernière minute, on promet une chaîne à son parti. L'attitude de Bossi montre à quel point Fini a raison d'affirmer que la Ligue ne proteste pas au nom de principes, mais parce qu'elle a été oubliée lors du partage. Berlusconi et Fini cherchent visiblement le moyen d'affaiblir leur partenaire du Nord, qui se montre de jour en jour plus critique. Ils tentent de susciter

une rébellion contre Bossi au sein de la Ligue, mais échouent. Bossi fait immédiatement exclure leur sous-marin, Franco Rocchetta, personnage venu de l'extrême-droite, président du parti et secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Les confusions d'intérêts dans la personne de Berlusconi conduisent également à un grave conflit avec les juges chargés d'enquêtes sur plus de trois mille politiciens et hommes d'affaires accusés de corruption. La Justice, dans ses recherches, est désormais arrivée à la Fininvest même, les juges d'instruction sont sur le point de lancer des mandats d'arrêt contre Paolo, frère cadet de Silvio Berlusconi, et deux hauts dirigeants de la Fininvest. C'est alors que le ministre de la Justice, Alfredo Biondi, au conseil des ministres du 13 juillet 1994, force le passage d'un décret dans lequel le gouvernement dispose à la hâte que la corruption et la subornation ne sont pas des délits graves: les suspects échappent à la détention préventive. Dans la foulée, quelques centaines d'autres peuvent troquer leur détention préventive contre une assignation à résidence ou la liberté. Toutefois, la Ligue et le MSI s'effraient de la colère de l'opinion, et somment Berlusconi de retirer le décret controversé.

Le décret Biondi n'est qu'un exemple du style autoritaire de gouvernement propre aux nouveaux détenteurs du pouvoir. Les opposants, par exemple, sont immédiatement soupçonnés de toutes sortes de complots. Dans une interview donnée à *La Stampa* le 15 août 1994, le vice-premier ministre Giuseppe Tatarella fait état de «forces invisibles et puissantes» qui ourdissent des complots contre le gouvernement. Les néo-fascistes ne laissent passer aucune occasion pour «nettoyer» le pays de ses opposants encombrants. C'est ainsi que Nicola Pasetto, élu du MSI, connu notamment pour avoir défendu des néonazis en justice, contraint à la démission les présidents de la fédération italienne de football et du comité olympique italien à la suite d'une campagne d'opinion. A l'instar du régime de Mussolini, le MSI manifeste un vif intérêt pour le sport. Il a donc tout lieu de se féliciter de la nomination de Franco Servello, vice-président du MSI à l'époque d'Almirante, en tant que secrétaire d'Etat au Sport.

55

L'Eglise fait également l'objet d'une attention toute particulière de la part du MSI. Le parti entretient en général de bonnes relations avec les évêques. Certes, le MSI est brouillé avec l'évêque de Milan, Carlo Martini, qui se distancie ouvertement des néo-fascistes. Mais Martini est l'exception progressiste dans une Eglise où le pape s'est entouré de prélats ultra-conservateurs tels que le cardinal Angelo Sodano. Ce ministre des Affaires étrangères du Vatican reçoit Fini à l'intervention du cardinal intégriste Silvio Oddi. Selon Oddi, le MSI a enterré son passé fasciste.⁽⁶¹⁾ Le MSI ne manque pas d'abonder dans son sens, car Oddi lui tend la passerelle qui lui permettra de renforcer ses liens avec Communauté et Libération, une puissante organisation catholique de droite dont Giulio Andreotti a longtemps été la

figure de proue.(62) Son idéologue, le philosophe Rocco Buttiglione, est président du Parti populaire italien (PPI), l'organisation qui a pris la succession de la dc. A la grande exaspération des catholiques progressistes, Rocco Buttiglione, conseiller du pape, veut livrer le PPI à Berlusconi et à Fini.

Pour être extrême, le cléricalisme de Rocco Buttiglione est dépassé encore par celui de la présidente de la Chambre, Irene Pivetti, de la Ligue du Nord. Le 27 août 1994, Pivetti prononce à Rimini le discours de clôture de la fête annuelle organisée par Communauté et Libération. L'aire de la fête fourmille de stands proposant du matériel de propagande sur Jeanne d'Arc, les croisades et les martyrs de la Vendée - ou faut-il dire les opposants à la Révolution Française? Acclamée par dix mille jeunes, Pivetti lance un manifeste politico-religieux, où elle appelle à une «croisade afin de faire triompher la loi de Dieu.»(63) Elle fustige l'ancien parti démocrate-chrétien, qu'elle tient pour responsable de la «déchristianisation de la société» et de la légalisation de l'avortement. S'il ne tenait qu'à Irene Pivetti, la conduite de l'Etat serait confiée au Vatican. Dans ce but, son objectif à long terme est de susciter la création d'un «parti du pape», capable de donner aux catholiques une expression politique unifiée.(64) Pour l'heure, il est trop tôt pour envisager concrètement ce nouveau parti catholique, issu du cerveau de Marcello Veneziani, l'idéologue de la Nouvelle Droite. Pivetti reçoit néanmoins le soutien enthousiaste d'Adriana Poli Bortone, ministre du MSI, qui tente de faire abroger la loi sur l'avortement.

Par-delà le seuil de l'espoir, le succès de vente de Jean-Paul II, est diffusé dans le monde entier par Leonardo Mondadori, sympathisant de l'Opus Dei. Mondadori est directeur de la maison d'édition du même nom, achetée par Berlusconi en 1991 après qu'une âpre lutte l'ait opposé à Car-

56

lo De Benedetti. Le 19 octobre 1994, le livre est présenté au public lors d'une émission à grand tapage, télédiffusée en direct, organisée par Joaquin Navarro Valls, membre de l'Opus Dei et porte-parole du pape. Les invités sont triés sur le volet: il y a là Josef Ratzinger, cardinal ultra-conservateur, président de la congrégation de la doctrine de la foi, ainsi qu'Irene Pivetti et Veronica Berlusconi. La séduisante seconde épouse du président, que son futur mari remarqua lors d'un spectacle topless présenté dans un show de ses chaînes, loue d'une voix enthousiaste les vertus papales. On ne lui demande pas comment il faut concilier cette profession de foi avec le spectacle de femmes à demi dévêtues et les autres attractions dont les médias de son époux bombardent les croyants d'Italie. Quant à Irene Pivetti, elle surprend son monde en déclarant que le nouveau catéchisme ne l'inspire pas et qu'elle accorde bien plus d'importance à celui du pape Pie X.(65)

Bien que l'entreprise soit difficile, Irene Pivetti arrive régulièrement à déborder le pape sur sa droite. *Identità*, la publication de Pivetti, est la Mecque des moralistes intégristes. Le numéro d'octobre 1994 en est un bon exemple. On y porte aux nues les encycliques de Pie XI et on y voue aux gémonies le concile Vatican II. Les croisades sont de triomphales missions civilisatrices; l'Inquisition n'était pas ce despotique tribunal ecclésiastique, mais une autorité clémentine qui par des méthodes empreintes de douceur préservait le peuple des errements. «La véritable victime est l'Inquisition elle-même. Les accusations lancées contre ce tribunal sont le fait de l'ignorance», titre *Identità*. Les partisans de l'accession des femmes au sacerdoce sont éreintés sans pitié et les «martyrs» contre-révolutionnaires de la Vendée reçoivent un blanc-seing pour le ciel.

Pendant les mois d'août et de septembre 1994, le gouvernement Berlusconi prépare le budget de 1995 sur fond d'une grave crise monétaire, tandis que la Banque d'Italie doit augmenter une fois de plus ses taux d'intérêt. Jusqu'à présent, le gouvernement a vainement tenté de contenir le chômage en accordant des avantages fiscaux aux entreprises engageant de jeunes chômeurs. Maintenant, il est temps de passer à la vitesse supérieure. Pour réduire l'énorme dette publique, dans laquelle le simple citoyen n'a rien à se reprocher et qui a été accumulée par des gouvernants corrompus, Berlusconi veut imposer des économies au secteur social par une augmentation des prestations individuelles des patients et une élévation de l'âge de la retraite. Tandis que Berlusconi se prépare à s'attaquer

57

aux régimes légaux de retraite, sa compagnie d'assurance diffuse des publicités vantant des assurances complémentaires privées. Les syndicats exigent la suppression des dispositions liées aux retraites dans le collectif budgétaire. Sur ce, les hauts représentants du grand capital italien convient Berlusconi à un dîner au palais romain du président de Fiat. Giovanni Agnelli (Fiat), Carlo De Benedetti (Olivetti) et Luigi Abete (Confindustria) conjurent Berlusconi de ne pas céder devant les syndicats. Le 14 octobre 1994, quelque trois millions de salariés italiens manifestent. C'est la plus grande grève générale depuis des années.

Le syndicat néo-fasciste Cisl ne participe pas au mouvement. Le même jour, il organise à Rome son neuvième congrès, sous le thème de «Solidarité et participation. La lutte pour une nouvelle société.» Le congrès célèbre également le quarantième anniversaire de la Cisl.⁽⁶⁶⁾ Mauro Nobilia, son secrétaire général, retrace l'historique de l'organisation. Elle compte quelque six cents délégués d'entreprise et plus de deux millions d'adhérents. La Cisl est présente dans toutes les provinces et dans les principaux secteurs économiques, en particulier la métallurgie, la chimie, la banque et la fonction publique. Depuis quelques années, le syndicat a fait porter

ses efforts sur le rétablissement de l'ancien système d'indexation des salaires et la révision de la loi sur la représentation syndicale. De tout temps, la Cisl s'est en effet donné l'objectif historique de briser la puissance et le «monopole» des trois syndicats ouvriers traditionnels.

Sous le gouvernement Berlusconi, la Cisl est pour la première fois admise officiellement à la concertation sociale. La Cisl adhère depuis peu l'ISA, une coordination de syndicats autonomes. La Cisl et l'ISA affirment représenter plus de six millions de travailleurs.⁽⁶⁷⁾ Mauro Nobilia qualifie le gouvernement Berlusconi de «progrès qualitatif» et stigmatise «les motifs purement politiques» de la grève générale organisée par les trois syndicats traditionnels. Nobilia affirme que les conflits sociaux sont provoqués par l'égoïsme. Il plaide en faveur des réductions d'impôts pour les chefs d'entreprise en vue de stimuler l'emploi, et en faveur d'une «solidarité par-delà les frontières de classe». La Cisl se prévaut de son indépendance, dont on observe cependant peu de signes au congrès. Assunta Almirante en est l'invitée d'honneur, et les délégués entendent les discours des présidents des groupes MSI à la (Chambre et au Sénat, ainsi qu'une allocution prononcée par Gaetano Rasi, l'économiste du MSI.⁽⁶⁸⁾

En novembre 1994, Francesco Speroni, ministre des Réformes constitutionnelles pour la Ligue, publie dans *Identità*, sous le titre «Plus proche de la Suisse», un article dans lequel il souligne que les affinités de l'Italie du Nord avec la Suisse sont bien plus nombreuses que celles qu'elle est censée avoir avec le Mezzogiorno. Speroni souhaite transformer le Sénat en une assemblée des régions qui compterait au total une soixantaine de membres. Les régions se verraient accorder une large autonomie sur le plan culturel et fiscal. La force publique serait réorganisée sur le modèle de la police cantonale suisse. Speroni se déclare partisan de l'élection au suffrage direct du Premier ministre et du Président de la République.⁽⁶⁹⁾ A la Ligue, l'irritation grandit devant le peu d'enthousiasme manifesté par les partenaires de la coalition pour le fédéralisme, le cheval de bataille avec lequel la Ligue entend concurrencer Forza Italia. Umberto Bossi tente désespérément de se dégager du second rôle qui lui est dévolu au sein de l'Alliance. «Nous sommes des alliés, pas des laquais», affirme-t-il. Le 21 novembre 1994, Bossi va seul aux élections locales partielles, sans ses partenaires de Forza Italia, du MSI et des anciens démocrates-chrétiens de droite du ccd. Pourtant, la Ligue résiste relativement bien.

La critique de Bossi pousse Forza Italia encore un peu plus dans les bras du MSI. Le point de gravité du parti de Berlusconi ne cesse de se déplacer à droite. Le ministre de la Défense, Cesare Previti, est nommé coordinateur de Forza Italia, dont il dirige l'aile néo-fasciste. Previti impose d'en haut la politique de collaboration avec le MSI et évite tout débat sur cette question.

Six mois après sa tonitruante entrée en fonctions, Berlusconi est en difficulté sur tous les fronts. Le 22 novembre 1994, il se voit notifier officiellement qu'une enquête pour corruption est ouverte contre lui. Du coup, la campagne contre les juges de l'opération «Mains propres» se fait plus vive. Le plus violent de leurs détracteurs est Vittorio Sgarbi, critique d'art et très dictatorial président de la commission de la Culture à la Chambre. Ce calomniateur de talent tient par ailleurs une mbrique, bien nommée «La vérité toute nue», dans la publication néo-fasciste *L'Italia*. Sur les chaînes de Berlusconi, Sgarbi traite les magistrats d'assassins et demande leur arrestation.

La cote de Berlusconi auprès des autres grands chefs d'entreprise descend en flèche, et avec elle la lire - le comble du déshonneur pour un entrepreneur-politicien qui laisse entendre que la politique économique

59

est son vrai point fort. Le nouveau miracle italien semble bien loin. Au cours de la dernière année, le nombre de chômeurs a augmenté de presque un demi-million d'unités. La Confindustria, syndicat patronal, avertit que les perturbations politiques et juridiques constituent une menace pour l'économie. Chaque crise entraîne une nouvelle baisse de la monnaie italienne. L'élite économique veut la stabilité politique et souhaite un assainissement en profondeur des finances publiques. Le ministre Lamberto Dini, chef de file de la ligne dure, est prêt à risquer un affrontement avec les travailleurs pour faire passer les coupes budgétaires en matière de retraites et de soins de santé.

Pour prévenir une nouvelle grève générale le 2 décembre 1994, Berlusconi négocie à la dernière minute avec les syndicats et conclut un accord prévoyant la suppression de la réforme du budget de 1995. Les entrepreneurs Giovanni Agnelli et Carlo De Benedetti sont déçus. Tout va alors aller très vite. Le 12 décembre 1994, la lire plonge à nouveau. La Ligue du Nord se range ouvertement du côté de l'opposition et dépose une motion de censure le 19 décembre 1994. Trois jours plus tard, Berlusconi décide de partir sans être sollicité et présente la démission de son gouvernement.

L'Alleanza Nazionale

L'Italie est une république parlementaire, pas une république présidentielle. En période de crise, le pouvoir du Président s'accroît cependant de façon presque naturelle. Le 13 janvier 1995, Oscar Luigi Scalfaro invite Lamberto Dini à former un gouvernement d'experts. Dini, ministre du Trésor dans le gouvernement Berlusconi, est l'un des hommes les plus riches d'Italie. En un temps record, Dini réunit un cabinet de 21 technocrates sans étiquette partisane, qui prend ses fonctions

le 21 janvier 1995 en tant que cinquante-quatrième gouvernement de l'Italie depuis la guerre.

Pour la deuxième fois en deux ans, un dirigeant de la Banque d'Italie devient Premier ministre. Le gouvernement est désormais soutenu par une autre composante de la bourgeoisie, à savoir la vieille noblesse d'argent. Susanna Agnelli, sœur du patron le plus important d'Italie, reçoit le portefeuille des Affaires étrangères - une nomination significative. Dini, homme de droite, peut compter sur le soutien contre-nature de la Ligue, du PDS et du centre. Quinze sénateurs et douze députés quittent la forma-

60

tion de Bossi pour fonder leur propre Ligue des fédéralistes italiens, plus marquée à droite. Ils s'associent au bloc des droites du tandem Fini-Berlusconi.

Fini sait que l'effondrement des démocrates-chrétiens a créé un vaste terrain à droite, que la ballonnable Forza Italia de Berlusconi et la fédéraliste Ligue du Nord ne parviennent pas à occuper solidement, d'autant plus que ces partis montrent leurs premières lézardes. Pour Forza Italia, la popularité pourrait se dissiper aussi vite qu'elle est venue. Si, harcelé par les enquêtes sur la corruption, Berlusconi venait à disparaître de la scène politique, son parti pourrait connaître le même sort. La Ligue du Nord, louvoyant d'un cap à l'autre, n'aura plus de raison d'être lorsque son but, le fédéralisme, sera atteint. Quant à la scission démocrate-chrétienne du ccd, ce n'est plus un parti mais un satellite de Berlusconi.

Le MSI est pour l'heure le parti qui possède le meilleur enracinement et la plus grande cohésion. Il compte 202 715 adhérents, 110 fédérations, 8 451 sections, 46 élus aux régions et 132 aux provinces, 75 maires, 109 députés, 48 sénateurs et 11 députés européens.⁽⁷⁰⁾ En 1993, son budget s'élevait à 11 milliards 720 millions de liras. Par ailleurs, le MSI possède trois organisations de jeunes (Fare fronte, la Fuan et Fronte della gioventù), un syndicat, une association sportive (Fiamma), une organisation de défense de l'environnement, une association d'anciens combattants, un groupement des émigrés italiens (la ctim), plusieurs publications, des centres d'études et une station de radio.⁽⁷¹⁾

Une fraction de plus en plus importante de l'élite économique juge que Fini est une alternative «fiable» à un Berlusconi en panne de crédibilité. Le leader du MSI ne cesse de gagner en popularité. Toute une série de personnalités avouent clairement leurs sympathies pour le MSI: Vincenzo Desario, directeur général de Bankitalia, Roberto Tana et Antonio Urcioli, membres du conseil d'administration du holding public ira, Michele Tedeschi, p.d.g. de l'IRA, Ernesto Pascale et Biagio Agnes, hauts dirigeants de la Telecom, Salvatore Mancuso, directeur d'Iritecna.

Après l'échec de Berlusconi, Fini peut s'imaginer futur leader d'une droite unifiée. Pour cette ambition, le MSI est toutefois trop étriqué et trop «chargé d'histoire». Se voyant soutenu par une partie croissante de la bourgeoisie, Fini décide d'intégrer définitivement le MSI dans l'Alliance Nationale (AN), qu'il dirige également. Le dix-septième congrès du parti, qui s'ouvrira le 25 janvier 1995 à Fiuggi, devra confirmer la dissolution

61

du MSI, après quoi les *missini* «réformés», entraînant dans leur sillage une armée de transfuges, seront en mesure d'aller au pouvoir à marches forcées. Fini pense pouvoir risquer la rupture avec la partie «historique» de son assise politique.

De fait, une fraction de la vieille garde s'estime mise à l'écart. Les réserves s'affichent, les critiques fusent. Le 25 janvier 1995, Donna Assunta Almirante, veuve du fondateur du MSI, déclare dans une interview à *L'Italia* qu'elle ne veut absolument pas d'une dissolution du parti. Un «élargissement», d'accord, Giorgio Almirante en a d'ailleurs lui-même donné le signal en 1972, en créant le MSI-Destra Nazionale. «Je vois bien que Fini n'a pas d'autre solution. Mais quel sens y aurait-il à nous dissoudre au moment où nous gagnons», se lamente-t-elle. Pino Rauti propose des variations sur le même thème. Peu avant le congrès, il lance *Linea*, une nouvelle publication calée sur une ligne pure et dure. Sous le titre *Suicide*, Rauti souligne l'ironie du sort. «Au moment même où nous réalisons notre percée politique, nous sommes contraints de renoncer à nos idées», écrit-il, en terminant par une allusion claire à l'affiliation de Berlusconi à la Loge P2. «Quel est ce médecin qui nous prescrit le suicide? Quelle loge maçonnique, quelle puissance obscure cherche à nous rayer complètement de la carte?» [\(72\)](#)

Le 25 janvier 1995, c'est le début du congrès historique à Fiuggi, un lieu de villégiature mondaine au sud de Rome. Les travaux se dérouleront en deux étapes. Jusqu'au 28 janvier se tiendra le dernier congrès du MSI. Ensuite, les 1 600 délégués du MSI seront rejoints par quelque huit cents congressistes venus des nouveaux «cercles», pour transformer immédiatement le MSI en Alleanza Nazionale. Toute l'Italie politique, six cents journalistes et diplomates venus de cinquante pays, dont tous ceux d'Europe, les Etats-Unis et la Chine, sont dans la ville d'eaux pour assister à la transformation. La chorégraphie est soigneusement pensée: une tribune ultramoderne, un impressionnant podium tout en bleu et en blanc, la flamme tricolore du MSI et, à l'arrière-plan, en lettres en relief, la phrase: «La nouvelle Italie renaît.»

Le chahut organisé par un petit groupe de «paléo-fascistes» est du pain bénit pour Fini. Ces protestations augmentent la crédibilité de son entreprise. Teodoro Buontempo et Pino Rauti proposent au congrès une motion qui prend acte de

l'importance du fascisme de Salò, du corporatisme et de «l'Etat national ouvrier». Au nom du corporatisme, ils s'opposent au

62

communisme et au libéralisme - une dose d'anticapitalisme verbal est un ornement obligé du discours de ces dissidents. «Le capitalisme libéral élargit le fossé entre riches et pauvres, il suscite le travail des enfants et une nouvelle forme d'esclavage dans les pays en voie de développement», affirment-ils. Ils s'opposent résolument à Fini lorsqu'il propose d'inclure une condamnation de l'antisémitisme et du racisme dans la déclaration de principes de l'Alliance Nationale. «C'est une provocation. Nous n'avons jamais été racistes», clame Teodoro Buontempo, celui-là même qui organise des ratonnades contre les immigrés clandestins dans la banlieue romaine d'Ostie.[\(73\)](#)

Les partisans de Pino Rauti et de Teodoro Buontempo sont complètement minorisés. Fini peut compter sur le soutien de près de 90% des délégués présents. Il n'a donc aucune peine à imposer sa thèse, selon laquelle le MSI a terminé son cycle et que son évolution naturelle s'appelle Alliance Nationale. Fini déclare qu'Almirante aurait fait de même s'il avait été à sa place. Alessandra Mussolini estime que son grand-père aussi. D'ailleurs, Fini ne snobe pas ses amis néo-fascistes: la flamme et le trapèze, les symboles du MSI, seront maintenus, par quoi il manifeste que la transformation se résume pour l'essentiel à une manœuvre tactique.

Dès lors, les fascistes invétérés comme Teodoro Buontempo, Domenico Gramazio, Mirko Tremaglia et Giulio Baghino décident de se joindre au parti réformé. Baghino, membre fondateur et président honoraire du MSI, déclare sans ambages: «Je suis né fasciste et je mourrai fasciste.» Pour ce groupe, le MSI est une seconde nature. Comme l'affirme Giulio Maceratini, président du groupe au Sénat et ancien partisan de Rauti: «Le MSI ne meurt pas. Il fait maintenant partie de l'Alliance Nationale, le plus grand mouvement politique de l'Italie nouvelle.» Le gendre de Rauti, Giovanni Alemanno, voit dans la réforme du MSI un simple changement de nom. «Nous n'allons pas admettre que les principes auxquels nous avons tenu de si longues années étaient faux», déclare Alemanno, qui lorsqu'il était cadre radical du Front de la jeunesse en 1982, a fait huit mois de prison pour avoir lancé une bombe incendiaire contre l'ambassade de Russie à Rome.[\(74\)](#)

Au sommet du MSI, Pino Rauti sera le seul à refuser de rallier l'Alliance Nationale. A Rome, le 28 janvier 1995, Pino Rauti et Giorgio Pisano refondent le MSI en présence d'une centaine de sympathisants. «Il est inacceptable de défaire tous les liens avec l'histoire», déclare Rauti. Dans le même souffle, il en appelle à la mémoire du fasciste français Maurice

Bardèche, qui après la guerre fut l'un des premiers à minimiser le phénomène des camps de concentration.⁽⁷⁵⁾ Pas étonnant, dès lors, que le «MSI-Refondation» recrute surtout chez les skinheads et chez les social-fascistes, pour qui le temps s'est arrêté avec la chute de la République sociale de Salò.

Fini ne pleure pas le départ de Rauti. Selon ses dires, il met en évidence la rupture du parti d'avec le passé. Mais la réalité est autre: Alleanza Nazionale et MSI sont des synonymes stricts. Le bureau de l'Alliance Nationale se compose exclusivement de cadres du MSI: Fini (président), Maurizio Gasparri (coordinateur du bureau politique), Francesco Storace (porte-parole), Giuseppe Scopitelli (dirigeant du Front de la jeunesse), Roberto Menia (président de la Fuan), Gennaro Malgieri (directeur du *Secolo d'Italia*), Mirko Tremaglia (président du CRM), Giovanni Alemanno (responsable du secteur social).⁽⁷⁶⁾ Selon Adolfo Urso, l'Alliance Nationale compte 1 650 «cercles» en janvier 1995. La grande majorité des effectifs des cercles est fournie par les militants du MSI, auxquels s'ajoutent quelques transfuges d'autres partis, dissous pour la plupart. Au début de 1995, les cercles totalisent trente-trois mille adhérents. Les concentrations du parti se trouvent dans le Latium, autour de Rome, en Sicile et dans la région prospère de Lombardie. Les cercles ont un mensuel, *Circolando*.

A Fiuggi, l'Alliance Nationale adopte également une déclaration de principes. Ce document de 48 pages a été composé par Fini, par l'ancien monarchiste Domenico Fisichella et par les universitaires Gaetano Rasi et Pietro Armani. Il ne contient aucune critique du fascisme. Pour des raisons d'opportunité politique, le fascisme est présenté comme un maillon dans une tradition réactionnaire remontant aux siècles antérieurs. Dante, Machiavel et le philosophe fasciste Giovanni Gentile sont donnés comme les sources intellectuelles du parti. «La droite politique n'est pas fille du fascisme,» affirme le document du congrès. «Les valeurs de droite existaient avant le fascisme, ont existé pendant le fascisme et lui ont survécu. Les racines culturelles de la droite sont intimement liées à l'histoire italienne, avant, pendant et après le *ventennio*, cette période de vingt ans où Mussolini a été au pouvoir.»⁽⁷⁷⁾ Le chapitre «Valeurs et principes» renferme le seul changement important. En vue d'une percée politique, l'Alliance Nationale accepte de manière expresse les règles constitutionnelles; le parti «réformé» doit de ce fait reconnaître que «l'antifascisme, d'un point

de vue historique, a été une étape nécessaire dans la reconquête des valeurs démocratiques.» Plutôt qu'une

conversion à la démocratie, il faut voir dans ce passage un retour au «fascisme constitutionnel».

A Fiuggi, les hommes politiques sont néanmoins nombreux à saluer cette «révolution démocratique». Des représentants de tous les partis, à l'exception de Refondation communiste, assistent au congrès. L'ancien Président Francesco Cossiga est au premier rang. L'invité d'honneur le plus remarqué est Silvio Berlusconi. De tous les orateurs, c'est lui qui recueille les applaudissements les plus nourris. «Ensemble, nous détenons la majorité en Italie», affirme l'ex-Premier ministre. Gianfranco Miglio et Roberto Maroni, chefs dissidents de la Ligue, ainsi que les démocrates-chrétiens Pierferdinando Casini (CCD) et Rocco Buttiglione (PPI), assistent également à la création de l'Alliance Nationale. «Espérons que Fini pourra nous donner le nouveau parti conservateur que l'Italie attend depuis quarante ans», déclare Miglio. Et Buttiglione affirme: «Au lieu de la droite nostalgique, voici la droite démocratique.»

L'attitude à adopter envers l'Alliance Nationale néo-fasciste divise le Parti populaire démocrate-chrétien (PPI) et la Ligue du Nord. Au congrès de la Ligue, le 1er février 1995 à Milan, l'ancien ministre Roberto Maroni rompt avec Umberto Bossi. Le parti développe son nom et s'intitule «Ligue du Nord - Italie Fédérale» pour mieux signifier son objectif principal, une large autonomie pour l'Italie, ou les Italies, du Nord, du Centre et du Midi. Lors du congrès extraordinaire de Milan, les délégués élisent un nouveau bureau entièrement dévoué à Bossi. Au même moment, Berlusconi assiste à Gênes à un congrès de la Lega Italiana Federalista (uf). Cette dernière regroupe les dissidents de la Ligue du Nord, qui rejoignent à nouveau le Pôle de la Liberté. Un mois plus tard, le président du ppi, Rocco Buttiglione, professeur de philosophie et conseiller du pape, crée la surprise: sans presque de concertation préalable, il appose sa signature sous un accord de listes communes avec le Pôle de la Liberté lors des futures élections régionales. Ce geste provoque une scission du ppi.

Berlusconi s'accroche à Fini. Dans un discours où il rappelle sa victoire électorale, douze mois auparavant, Berlusconi affirme que la gauche serait mal inspirée de tenter de le séparer de son «allié loyal». Fini et Berlusconi ont tous deux bien du mal à vaincre leur aversion pour le système parlementaire. Ils n'ont pas accepté d'avoir été écartés par une majorité du Parlement. Ils semblent prêts à tout pour forcer le Président Oscar

65

Luigi Scalfaro à organiser des élections législatives anticipées. Domenico Gramazio, député du MSI, va jusqu'à monter une campagne en vue de la destitution du Président. [\(78\)](#)

L'Alliance Nationale «réformée» ne poursuit pas seulement la pensée politique du MSI. Elle entreprend également des démarches judiciaires contre le «MSI-Refondation» de Pino

Rauti. A la mi-avril 1995, un juge romain confirme que seule l'Alliance Nationale est en droit d'utiliser le nom et les symboles du MSI. Pino Rauti est plus isolé que jamais. A Naples, un meeting organisé par lui n'attire qu'un millier de participants, alors que, dans le bastion d'Alessandra Mussolini, Rauti est venu présenter son cousin Guido Mussolini. Celui-ci recueille des applaudissements reconnaissants lorsqu'il déclare: «A choisir entre Silvio Berlusconi et Benito Mussolini, je préfère le second!»

Rauti perd également son influence sur *L'Italia*. L'Alliance Nationale licencie Marcello Veneziani, rédacteur en chef sans doute trop indépendant, et le remplace par Alessandro Caprinetti. Le premier numéro publié sous sa houlette paraît le 19 avril 1995. Caprinetti a travaillé pour les chaînes de télévision de Berlusconi et vient de publier un livre consacré à l'éloge de Fini. La direction de publication est assurée par Francesco Zuzic, autre fidèle de Fini. Dans le premier numéro, Mirko Tremaglia, parlant du «jour de la libération», affirme: «Je ne regrette rien. La seule chose qui me désole, c'est que nous avons perdu la guerre.» *L'Italia* tout comme *Il Secolo d'Italia* rendent compte d'un livre qui fait grand bruit, consacré par Luciano Garibaldi, collaborateur de l'organe du parti, à la comtesse Piera GATTeschi, la seule femme général sous Mussolini. Garibaldi la décrit comme une patriote sincère et exige sa réhabilitation immédiate, ainsi que celle de ses compagnes de combat, par le Président Oscar Luigi Scalfaro.

Le Pôle de la Liberté, solide vecteur droitier organisé autour du tandem Fini-Berlusconi, s'engage très activement dans la campagne des élections régionales et locales prévues pour le 23 avril 1995. Ces élections sont un test intéressant, car elles concernent le renouvellement des conseils de quinze régions, soixante-sept provinces et plus de cinq mille communes. Dans les rues, les affiches du Pôle sont omniprésentes. Les trois chaînes de Berlusconi inondent le paysage audiovisuel de spots électoraux. Comme Forza Italia est dépourvue d'implantation locale, l'Alliance Nationale joue très naturellement un rôle de premier plan dans la préparation des élections. A Rome, le Pôle de la Liberté fait donner un visage connu de

66

tous: Alberto Michelini, qui a présenté le journal télévisé de la rai uno pendant de longues années. Ce militant de l'Opus Dei veut maintenant préserver la ville éternelle du communisme.

Le 23 avril 1995, le centre-gauche remporte neuf des quinze régions. Le Parti démocratique de la gauche (PDS) devient la première formation politique avec 24,6% des voix. L'Alliance Nationale, en progression, obtient 14,1%. Forza Italia grimpe à 22,4%, légère avancée que Berlusconi doit à son alliance avec l'aile droite du Parti populaire démocrate-chrétien. L'aile gauche du Parti populaire engrange 6%, un score étonnamment élevé. Contre toute attente, la Ligue, qui se

présentait seule, ne s'effondre pas. Elle conserve 6,4% des voix, même si elle a dû céder du terrain au Pôle dans ses bastions du Nord. Au deuxième tour des élections provinciales et municipales, tenu le 7 mai 1995, la victoire du centre-gauche est complète, avec soixante-cinq provinces et 80% des 249 villes de plus de quinze mille habitants.

Mais Berlusconi a d'autres soucis: les référendums fixés au 11 juin. Ils portent notamment sur la limitation de la propriété du nombre de chaînes de télédiffusion à une seule, l'interdiction d'interrompre les films télédiffusés par des écrans publicitaires, une limitation du pouvoir des agences-conseil en publicité télévisuelle. Si Berlusconi perd ces référendums, tout porte à croire qu'il y laissera et sa puissance médiatique, et son pouvoir politique. Le *Cavaliere* se tient délibérément à l'écart de la campagne, ce qui met Fini encore plus en avant.

Le Pôle de la Liberté continue d'évoluer en rangs serrés. Le 11 juin 1995, quelque 57% des Italiens venus exprimer leur vote estiment que Berlusconi peut garder ses trois chaînes et les exploiter comme il le fait - c'est bien plus qu'il n'avait osé espérer quelques mois auparavant. La droite gagne également des référendums qui sapent la représentativité des trois grands syndicats et suppriment le versement automatique des cotisations syndicales par les employeurs.

Ces escarmouches sont un prélude aux élections législatives, décisives, qui viendront tôt ou tard. Le bloc des droites dispose d'un peu plus de 40% de l'électorat. Fini insiste sur l'homogénéité du Pôle de la droite. Ses adversaires, affirme-t-il, sont si divisés qu'il leur sera impossible de former une coalition gouvernementale. La Ligue ne veut à aucun prix se mettre à la traîne du PDS. Pour l'instant, la Ligue reste un parti influent

67

dans le Nord, surtout dans la région lombarde. La Lombardie compte environ trois cents communes, dont 137 sont à la Ligue du Nord. La Ligue administre Milan et un chapelet de villes plus petites comme Varèse, Bergame, Brescia et Pavie. Pourtant, le parti doit lutter pour sa survie. Il a perdu beaucoup d'adhérents, peu intéressés à suivre Bossi dans son duel avec Berlusconi. Bossi espère pouvoir maintenir la Ligue en tant que parti indépendant, car elle deviendrait alors un partenaire gouvernemental obligé, quelle que soit l'issue des élections. Dans cette conjoncture, Bossi pourra jouer son atout: l'appui du parti en échange du fédéralisme, qui reste l'objectif du noyau dur des ligueurs. Début juin 1995, Bossi provoque une fois de plus en annonçant la réunion à Mantoue, «capitale du Nord», d'un Parlement rassemblant tous les élus de la Ligue, à tous les échelons du pouvoir.

A la mi-1995, l'Italie est secouée par une rafale de violences antiracistes. Pour toute réponse, des députés en vue de la

Ligue du Nord réclament une approche plus dure de la problématique de l'immigration, en des termes souvent choquants. L'ex-ministre Mario Borghesio veut autoriser la police à tirer à balles en caoutchouc sur les immigrés suspects. Le sénateur Erminio Boso, un fidèle de Bossi, propose d'une part de prendre l'empreinte du pied de chaque étranger, et d'autre part de rapatrier les clandestins en avions de transport Hercules. La Ligue du Nord se retrouve ainsi sur la même ligne que l'Alliance Nationale, qui veut refouler avec effet immédiat tous les immigrés en situation irrégulière. Le 16 novembre 1995, le cabinet Dini promulgue un décret prévoyant un refoulement plus rapide des immigrés clandestins et des peines plus lourdes pour les patrons employant au noir des étrangers.

Fin novembre 1995, le filet de la justice se resserre sur Silvio Berlusconi. Soupçonné de versements illicites à l'ancien leader socialiste Bettino Craxi, il doit comparaître le 17 janvier 1996 pour corruption de la police fiscale. Même dans les rangs de Forza Italia, son propre parti, on parle de l'éventualité de son remplacement par un nouveau dirigeant. Le 2 décembre 1995, il devient clair que Fini ambitionne ce rôle. Ce jour-là, cent cinquante mille néo-fascistes manifestent à Rome pour la tenue d'élections anticipées et contre le cabinet Dini. La Cisl et le Front de la jeunesse ont mobilisé le ban et l'arrière-ban. Fini prend la parole sur le parvis de l'église Saint-Jean-du-Latran, lieu traditionnel des grandes manifestations de la gauche. «Dini doit partir», affirme-t-il. «Nous avons be-

68

soin d'un Président fort, élu au suffrage direct.» En revendiquant un régime présidentiel fort et un Parlement faible, Fini reste dans le fil de ses idées de toujours. Début 1996, Massimo D'Alema, leader du PDS social-démocrate, cède aux revendications néo-fascistes et donne son accord pour l'instauration d'un régime semi-présidentiel.

Début 1996, Berlusconi propose la formation d'un cabinet «droite-gauche» afin de doter le pays d'un régime semi-présidentiel. Il passe un accord avec Massimo D'Alema, le leader du PDS social-démocrate, mais son plan échoue sur l'opposition de Fini, qui poursuit l'instauration d'un régime purement présidentiel et veut exploiter les bons scores de son Alliance Nationale dans les sondages d'opinion en proposant de nouvelles élections. Fini obtient gain de cause : des élections législatives se tiendront le 21 avril 1996.

Soucieux de séduire l'électorat modéré, le PDS se positionne d'avantage encore au centre. Le parti engage une alliance avec le PPI catholique et confie la direction de la coalition de l'Olivier à Romano Prodi, ex-démocrate-chrétien et ancien président de la puissante holding IRI. Les Verts et même le Premier ministre Lamberto Dini se joignent à l'Olivier, qui conclut également un accord électoral avec Refondation

Communiste, le 24 mars 1996, l'Olivier ouvre sa campagne électorale par une véritable fête populaire au centre sportif Palatrussardi de Milan. A la satisfaction de certains milieux financiers Prodi promet un gouvernement stable, prêt aux sacrifices nécessaires au respect des normes de Maastricht. Par ailleurs, Prodi s'engage en faveur de la solidarité entre le Nord et le Sud, et entre riches et pauvres.

Le même jour, Umberto Bossi rassemble ses troupes à Pontida. Bossi brandit avec plus d'ostentation que jamais la menace d'une séparation du Nord, allant jusqu'à récuser l'appellation «Nord», qui impliquerait selon lui l'appartenance de ce territoire à un ensemble plus vaste. Il propose le nom de «Padanie», la région du Pô. A Pontida, Bossi affirme l'existence d'un gouffre infranchissable entre les économies du Nord et du Sud. A preuve, il cite les chiffres suivants: 3% de chômage dans le Nord-est, 30% à Naples, 50% dans certaines villes plus petites du Sud. Contrairement aux grands groupes industriels du triangle Milan-Gênes - Turin, qui entretiennent des relations suivies avec l'Etat central et la classe politique nationale, le nouveau groupe de «petits capitalistes» établis dans le Nord-est et le long de l'Adriatique maintient ses racines et ses cir-

69

cuits dans sa propre région. C'est ce groupe qui fournit le noyau dur des partisans de Bossi. Opposés à toute immixtion de l'Etat et de Rome, ils défendent une politique de confrontation avec les syndicats et le fisc. Bossi exploite sans vergogne la rébellion fiscale de cette classe moyenne.

Le Pôle de la Liberté (Forza Italia, l'Alliance Nationale et les partis chrétiens-démocrates de droite CDU et ccd) fait de la réduction des impôts son principal thème de campagne. Fini insiste toujours beaucoup pour définir son parti comme une force de «droite sociale et populaire» qui s'appuie sur les secteurs les plus pauvres de la société. Dans cette optique, l'Alliance Nationale centre sa campagne électorale dans les circonscriptions populaires, dans les banlieues des grandes villes et dans les petites villes pauvres du Sud. La «normalisation» de son image lui permet aussi toutes les audaces, comme celle de présenter des candidats tel Edgardo Sogno, impliqué à plusieurs reprises dans les tentatives de coups d'Etat des années 1960 et 1970. Berlusconi propose le même programme que celui qui a fait son succès deux ans auparavant: défense des valeurs chrétiennes et familiales, promesses d'emplois et privatisation de l'enseignement et du secteur de la santé. Toutefois, ces belles promesses ne rencontrent pas la même adhésion que 24 mois auparavant: pour la première fois, les évêques laissent la liberté du vote à leurs ouailles et le président américain Clinton affirme que les Etats-Unis n'ont aucune inquiétude quant à l'avenir de la démocratie en Italie, quel que soit le vainqueur des élections.

Le 21 avril 1996, le Pôle de la droite subit un échec marqué. La Ligue devient le premier parti du Nord et obtient contre tout attente 10,1 % au plan national, soit 86 sièges au Parlement. L'Olivier totalise 246 sièges à la Chambre, 38 de plus que le Pôle de droite. Les 35 sièges de Refondation Communiste lui assureraient une majorité absolue à la Chambre. L'Alliance Nationale progresse de 13,5% à 15,7%, tout en cédant le pas à Forza Italia (20,6%). Selon Fini, l'absence de véritable percée de l'Alliance est due surtout au gain en voix du Mouvement Social de Pino Rauti. Dans certaines localités du Sud et autour de Rome, les fascistes orthodoxes engrangent des résultats impressionnants et dérobent la victoire à l'Alliance Nationale dans près de 40 districts électoraux. L'un des candidats du Mouvement Social, bien placé au plan national avec 2,3% des voix, est Guido Mussolini, petit-fils du dictateur. Il n'est pas élu, contrairement à sa cousine Alessandra, candidate de l'Alliance Nationale. Gio-

70

vanni Alemanno, gendre de Rauti, et Francesco Storace, porte-parole de l'aile droite de l'Alliance, sont eux aussi réélus. Ils renforcent ainsi leur position dans le parti et lancent, avec l'accord de Fini, la publication *Area*.

Le 4 mai 1996, lors d'une réunion du «Parlement du Nord» à Mantoue, Bossi appelle à la séparation de Padanie. Bossi envisage un scénario «tchécoslovaque», passant par la formation d'un «gouvernement» de Padanie comprenant dix ministres, un «comité» de libération nationale» et une milice appelée «Garde Nationale». Une chose est claire: dans les années à venir, il est peu probable que l'Italie connaisse la stabilité, qu'elle soit économique ou politique. Fini espère que le personnel politique de l'Olivier ne tardera pas à gaspiller son crédit dans l'opinion publique, qui dès lors voudra se tourner vers un homme fort. Fini?

71

FRANCE - [Table des matières](#)

Vichy

Au tournant du siècle, le capitaine juif Dreyfus est condamné à tort pour espionnage et trahison. L'affaire Dreyfus constitue un catalyseur important dans le regroupement de l'extrême-droite en France. Les nationalistes prennent parti contre Dreyfus au nom de la défense des «valeurs françaises» face aux «souillures étrangères». Edouard Drumont (1844-1917) crée le slogan «la France aux Français»; au sein du «camp national», groupement hétérogène, s'installent les premiers germes du futur mouvement fasciste.

L'écrivain et homme politique Maurice Barrés (1862-1932) est l'un des premiers à vouloir doter ce réveil nationaliste d'une

idéologie cohérente. Au nom de l'intérêt national, Barrés s'en prend aux «Juifs» de la haute finance, dont le but serait de saper la puissance de la France. Il vitupère également contre les «ouvriers étrangers», naturalisés ou non, dont la présence en France ôterait le pain de la bouche des Français de souche. Il préconise une politique protectionniste, dont l'une des mesures serait un nouvel impôt réclamé aux employeurs embauchant de la main-d'œuvre étrangère, et une autre, l'instauration de pratiques administratives plus restrictives en matière de naturalisation. Barrés entend également remplacer le régime parlementaire, corrompu à ses yeux, par une «démocratie plébiscitaire», caractérisée par un renforcement considérable de l'exécutif. Barrés défend un «socialisme nationaliste» qui ne condamne ni le capitalisme, ni la propriété privée. Pour s'assurer le soutien populaire, il conviendrait cependant d'améliorer le sort des ouvriers et paysans «de chez nous»; cette amélioration passerait par une certaine forme de propriété collective des entreprises.

Après la Première Guerre mondiale, ce nationalisme «socialiste» et républicain doit céder la place devant le nationalisme catholique et royaliste de Charles Maurras (1868-1952), fondateur de l'Action française. Adversaire résolu de la Révolution de 1789, Maurras systématise les idées de la bourgeoisie réactionnaire et les transforme en une alternative cohérente et antidémocratique à la société existante. Elevant le corporatisme de René de la Tour du Pin au rang de doctrine sociale et économique officielle de l'extrême-droite, il impute la crise économique et politique à la «décadence» et à l'oubli des valeurs traditionnelles. Charles Maurras établit une distinction tranchée entre nationalistes et «cosmopolites». Son

74

«nationalisme intégral» fonctionne comme une machine à exclure. Etrangers, Juifs, franc-maçons, communistes et capitalistes apatrides mènent une «conjuraison» contre la nation française et n'appartiennent pas à «notre peuple». Ce sont les responsables de la corruption des institutions de l'Etat, le «pays légal».

Dans ses attaques contre la démocratie parlementaire, l'Action française exploite les nombreux scandales de l'époque. A la suite de l'affaire Stavisky, qui a impliqué des hommes politiques influents, l'Action française lance le slogan «A bas les voleurs». Par l'intermédiaire des Croix-de-Feu de l'ex-colonel de la Rocque, l'Action française est étroitement associée à la tentative de coup d'Etat de la nuit du 5 au 6 février 1934. L'Assemblée nationale est assiégée par plusieurs organisations fascistes; les combats avec la police et l'armée font vingt-cinq morts et près de 1400 blessés.

La liste des intellectuels français ayant rejoint l'Action française ou ayant sympathisé avec elle ne manque pas d'impressionner. Il y a là Georges Bernanos, André Gide,

Auguste Rodin, Marcel Proust, Léon Daudet, André Malraux et bien d'autres. Certains autres «intellectuels nationaux», comme Pierre Eugène Drieu La Rochelle (1893-1945), Louis-Ferdinand Céline (1894-1961) ou Robert Brasillach (1909-1945) sont attirés par le fascisme. Drieu se range en 1936 aux côtés du Parti populaire français (PPF) de l'ancien communiste Jacques Doriot, qui concurrence le Rassemblement national populaire (RNP) de l'ancien socialiste Marcel Déat. Quant à Céline, c'est avant tout contre les Juifs qu'il dirige sa haine. Il publie *Bagatelles pour un massacre* en 1937 et *L'Ecole des cadavres* en 1938, deux pamphlets qui étalent une violence antijuive telle qu'ils sont toujours interdits de rediffusion à ce jour. Dans *L'Ecole des cadavres*, Céline écrit: «Quel est le véritable ennemi du capitalisme? C'est le fascisme. [...] Quel est le véritable ami du peuple? Le fascisme. Qui a le plus fait pour l'ouvrier? l'u.r.s.s. ou Hitler? C'est Hitler. Ya qu'à regarder sans merde rouge plein les yeux. [...] Qui nous préserve de la Guerre? C'est Hitler!» Robert Brasillach, hôte enthousiaste du congrès du NSDAP à Nuremberg en 1937, est lui aussi fasciné par le fascisme. Rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'extrême-droite *Je suis partout*, il fait publier en 1938 et en 1939 deux numéros à thème placés sous le signe de l'antisémitisme.

Les autorités laissent faire. Leur passivité montre à quel point les milieux dirigeants se sont déjà accommodés d'une future domination du fascisme. Au début de la guerre, elles auront à payer le salaire de la peur: l'armée française se révèle incapable d'opposer une véritable résistance

75

aux troupes allemandes. Le 22 juin 1940, les Français capitulent dans le même wagon de chemin de fer que celui où les Allemands reconnurent leur défaite en 1918. L'armistice signé, Philippe Pétain, qui collabore immédiatement et spontanément avec Hitler, accepte la division du territoire français en deux zones. L'Etat français «libre» de Pétain, dont la capitale est Vichy, ne gouverne que le Sud-Est du pays.

Le régime de Vichy est soutenu avec enthousiasme par une partie des élites politiques, judiciaires et religieuses. Vichy signifie pour elles la paix; la réputation de Pétain, patriote et «vainqueur de Verdun», suffit à leurs yeux pour déclarer que «l'honneur du pays est sauf». Le 10 juillet 1940, par un vote entaché d'irrégularités, l'Assemblée nationale met fin à la Troisième République et donne une légitimité de forme au régime vichyssois. Les milieux gouvernants souscrivent avec une confiance aveugle à la révolution nationale de Pétain. On proclame le retour des valeurs morales, inculquées à la jeunesse dans des camps spéciaux d'entraînement. Vichy privilégie l'enseignement catholique et supprime les écoles publiques. Jeanne d'Arc, la pieuse pucelle du quinzième siècle, devient le symbole d'un régime qui s'inscrit contre le matérialisme, le socialisme et la révolution française. La devise «travail, famille, patrie» remplace les républicaines «liberté, égalité, fraternité». Les idées dominantes sont un

catholicisme fanatique, le retour à la nature, la méfiance envers le monde citadin, la glorification du terroir et du petit paysan.

Au fil des mois, la liberté diminue et les contraintes se multiplient. Après l'interdiction de la franc-maçonnerie, c'est la suppression des syndicats et la création de corporations. Belin, ancien dirigeant syndical de gauche, se voit attribuer le Ministère du Travail. Après les combats, Vichy prend l'initiative sur tous les fronts. Convaincus de la victoire de l'Allemagne, Pétain et son Premier ministre, Pierre Laval, souhaitent préserver la place de la France dans l'Europe nazie. Vichy promulgue ses premières lois antijuives dès le 3 octobre 1940, sans y être prié par Hitler. Par la suite, Vichy fournit l'aide indispensable à la réussite de la déportation et à l'élimination des Juifs. La responsabilité de Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de Bordeaux après 1942, est directement engagée dans la déportation d'au moins 1600 Juifs. L'action de René Bousquet, secrétaire général à la police de Vichy, est plus grave encore. Bousquet ordonne et organise la «Rafle du Vél' d'Hiv'», cette sinistre opération de police menée à Paris du 16 au 17 juillet 1942. La police française y concentre quelque

76

treize mille Juifs pendant cinq jours, dans l'attente de leur transfert vers les camps de destruction nazis. A la demande pressante des autorités françaises, les Allemands finissent par accepter la déportation de quatre mille enfants, dont pas un seul ne survivra. Peu s'opposent à l'hystérie régnante. Pour Robert Brasillach, la déportation de familles juives entières est un acte «charitable»: ne vaut-il pas mieux que les enfants voyagent «en famille»? François Mitterrand, employé au Commissariat Général aux Prisonniers de guerre de Vichy, atténue les faits: «Les déportations sont la conséquence d'erreurs commises depuis 150 ans.» Fonctionnaire scrupuleux, Mitterrand est décoré de la francisque par laquelle Vichy distingue les mérites de ses bons serviteurs.

Vichy s'enfonce sans cesse davantage dans la collaboration. Henry Coston, héritier spirituel d'Edouard Drumont, lance l'Action antimaçonnique avec l'aide de la SS parisienne. Roland Goguillot, chef de l'organisation de jeunesse du rnp, publie ses articles dans *Le National-Populaire*. Jacques Doriot, chef du ppf, rejoint en mars 1943 la Légion des volontaires français (LVF) et part pour le front de l'Est, laissant Victor Barthélémy, son bras droit, aux affaires du parti. Marc Augier, membre de la lvf, publie dans *Devenir*, l'organe de la SS française. André Dufraisse, ancien du ppf, s'enrôle dans la division SS Charlemagne. L'Action française de Charles Maunat continue de soutenir Vichy. Jean-Louis Arfel, disciple de Maurras, publie dans l'organe du mouvement et est décoré de la francisque.

Vichy ne pourrait survivre sans la Milice, gardienne de l'ordre pétainiste. Plus de trente mille Français, parmi lesquels Emmanuel Allot, s'engagent dans ce redoutable corps d'élite. Son chef, Joseph Damand, rejoindra plus tard la Waffen-SS. Le chant de guerre de la Milice comporte cette strophe:

«Sol, faisons la France pure
Bolcheviques, franc-maçons ennemis
Israël, ignoble pourriture
Eccœurée, la France vous vomit.»

Après Stalingrad, en 1943, la résistance va toutefois s'amplifier. Au fil du changement des rapports de force, Mitterrand et d'autres pétainistes passent progressivement à l'autre camp. Milice et résistance s'opposent dans une guerre civile sans merci. I[^]s collaborateurs littéraires attisent la haine. Parlant de la République, Robert Brasillach la traite de «putain fétide à l'agonie». Dans sa publication *La révolution nationale*, Drieu La Rochelle glorifie un nouvel ordre européen sous la conduite de l'Allemagne nazie. L'action de Vichy se caractérise globalement par sa grande bruta-

77

lité. Paul Touvier, chef régional de la Milice de Lyon, fait exécuter sept Juifs à Rillieux-la-Pape le 29 juin 1944. Au total, Vichy fait déporter quelque quatre-vingt mille Juifs, dont soixante-dix-sept mille périront.

Pendant l'automne 1944, la résistance communiste exerce un pouvoir de fait dans plusieurs régions de la France occupée - situation intolérable pour le général de Gaulle. De Gaulle veut placer au plus vite la France, et surtout Paris, sous son contrôle exclusif. Le 22 août 1944, à Paris, le commandant communiste des Forces françaises de l'intérieur PPI donne le signal de la révolte contre l'occupant. Une matinée suffit pour que Paris se couvre de barricades de fortune, défendues par des résistants sans uniforme, luttant en groupes disparates. Ils préparent la prise de la ville par la 2^e division blindée de la France libre. Le soulèvement de Paris ne manque pas d'épisodes héroïques et fait couler beaucoup de sang: on compte 1600 victimes du côté français. En un temps record, de Gaulle s'impose comme le héros de la France conservatrice. Ayant engagé la lutte avec les communistes, il la conclut en sa faveur avec l'aide des Alliés occidentaux.

Les pires traîtres, tels que Pierre Laval, Joseph Darnand et Robert Brasillach, n'échappent pas au châtimement. En revanche, la collaboration du plus grand nombre reste impunie. Pétain, condamné à mort, est aussitôt gracié par de Gaulle. Charles Maurras, gravement compromis par son soutien au régime de Vichy, est condamné à perpétuité. Céline attend au Danemark que passe la tourmente. De Gaulle veut le plus rapidement possible tourner la page noire. Comme il a besoin de fonctionnaires, beaucoup d'anciens de Vichy ne tardent pas à retrouver des postes à responsabilité.

On rend ses médailles à René Bousquet, qui entame une brillante carrière de banquier. Papon est laissé en fonction et sera promu. Des fonctionnaires vichyssois comme Jacques Chaban-Delmas et Maurice Couve de Murville commencent leur parcours d'après-guerre: il les mènera aux fonctions de Premier ministre. Leur carrière improbable est un symptôme de la schizophrénie de la France gaulliste, qui enveloppe de nombreux passés de guerre dans les voiles de l'oubli.

La France française

Si l'extrême-droite disparaît dans les coulisses, elle n'y fera qu'un très court séjour. Le 19 juillet 1947 paraît le premier numéro d'*Aspects de la*

78

France, une publication royaliste à laquelle Maurras collabore depuis sa cellule. *Aspects de la France* demande l'amnistie et la réhabilitation de Pétain. Maurice Bardèche, beau-frère de Robert Brasillach, va plus loin. En 1948, il publie *Nuremberg ou la terre promise*, ouvrage dans lequel l'ancien collaborateur de *Je suis partout* présente les camps d'extermination d'Hitler comme une mise en scène organisée par les Juifs.

Après l'octroi de nombreuses grâces et le vote des lois d'amnistie en 1951 et 1953, beaucoup de figures de proue vichyssoises refont surface dans les médias. Leur retour n'inquiète pas ou guère. Roland Goguillot (sous le pseudonyme de Roland Gaucher), l'ancien sympathisant du rnp, collabore à *Est et Ouest* aux côtés de Georges Albertini, naguère bras droit de Marcel Déat. Autre «compagnon de route» de Georges Albertini et ancien assistant de Maurras, Jean Arfel (*alias* Jean Madiran) fonde en 1956 la revue intégriste *Itinéraires*. Sous le nom de François Brigneau, Emmanuel Allot, ancien de la Milice, écrit dans *Rivarol*. Paraissant depuis 1951, *Rivarol* milite ouvertement pour la réhabilitation de Pétain.

Pendant la campagne électorale de juin 1951, *Rivarol* soutient l'Union nationale des indépendants et républicains (unir), unir remporte 280.000 voix et envoie trois députés à l'Assemblée nationale, dont Jacques Isomi, l'avocat de Pétain. Plus remarquable encore est le succès de l'Union de défense des commerçants et artisans de France (udca) aux élections législatives de janvier 1956. Emmenée par Piene Poujade, la liste obtient pas moins de 11,6% des voix et cinquante-trois sièges. A vingt-sept ans, Le Pen devient le plus jeune député à l'Assemblée nationale. L'udca est rapidement touchée par des scandales dus à la présence dans ses rangs de pétainistes tels que Jean Dides, commissaire de police à Paris pendant l'occupation, ou André Dufraisse, ancien de la LVF qui initiera Le Pen aux arcanes de la politique.[\(1\)](#)

Pour trouver une façade politique présentable, les partisans de Vichy devront attendre la création, le 5 octobre 1972, du Front National par *Ordre Nouveau*, une organisation néofasciste violente. Les principaux leaders du Front National sont Le Pen, François Brigneau (ancien de la Milice), Alain Robert (membre d'Ordre Nouveau), Roger Holeindre (ancien de l'OAS), Piene Bousquet (ex-Waffen-SS) et Pierre Durand (après la guerre militant de l'Action française, sympathisant de Pierre Poujade et cofondateur, avec Le Pen, du *serp*, une entreprise de diffusion de disques dont le catalogue propose, entre autres, des chants de propagande de la Waffen-SS et des poèmes de Brasillach).

79

Le FN aime honorer la mémoire de Pétain. Le parti exerce une grande influence sur les associations œuvrant pour la réhabilitation du maréchal et qui, dans ce but, organisent tous les 11 novembre un pèlerinage sur la tombe de leur héros, enterré dans l'île d'Yeu. Hubert Massol, ancien fonctionnaire de Vichy, dirigeant de l'association «La voix de l'île d'Yeu» et conseiller municipal FN à Asnières près de Paris, décide en 1973 de transférer la dépouille mortelle du maréchal dans le cimetière militaire de Douaumont, là où Pétain avait souhaité être inhumé, aux côtés de ses soldats de la Grande Guerre. Dans la nuit du 16 au 17 juillet, un commando de six hommes exhume avec difficulté le cercueil, le charge dans une camionnette et prend le premier bateau pour le continent. Mais l'enlèvement est découvert dès le lendemain matin et la police empêche la réinhumation.

A partir du milieu des années soixante-dix, des catholiques intégristes prennent la tête d'un groupe de pression en vue de la réhabilitation de Pétain. Les mêmes ont permis l'odyssée clandestine de Paul Touvier, pourtant condamné à mort. Bernard Antony, *alias* Romain Marie, fonde en 1975 le mensuel *Présent*. *Présent* soutient l'évêque Marcel Lefebvre, opposé aux réformes du concile Vatican II. Lefebvre ne cache pas ses sympathies pour Franco, Salazar et Le Pen. «Si Le Pen respecte la loi divine et les Dix Commandements, je peux m'entendre avec lui», déclare l'évêque schismatique.⁽²⁾

Elargissant peu à peu les bases du courant intégriste, Bernard Antony met sur pied un réseau aux activités très diverses. *Présent* devient un quotidien à partir de janvier 1982. Le journal est placé sous la direction de Jean Madiran et de Pierre Durand. Sa devise: «Travail, famille, patrie». François Brigneau et Henry Coston, anciens de Vichy, sont au comité de rédaction. 1982 voit également la création de Chrétienté-Solidarité. L'association organise son premier pèlerinage à Chartres en 1983. En 1984, le FN envoie Bernard Antony au Parlement européen. Le 10 avril 1985, grâce aux efforts d'Antony, Le Pen est reçu en audience par Jean-Paul II. Chrétienté-Solidarité fonde des établissements dans vingt-six pays du monde entier. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, certains de ses dirigeants combattent dans les rangs des milices chrétiennes du Liban: ainsi Thibault de la

Tocnaye, qui entretient des contacts étroits avec Samir Géagéa, le chef des Forces libanaises.

Pour le FN, la Deuxième Guerre mondiale n'est jamais très loin. Le Pen lui-même ne voit pas ce qui l'empêcherait, tous les 11 novembre, de fleu-

80

rir la tombe de Pétain sur l'île d'Yeu au large des côtes bretonnes. Tous les chefs de l'Etat français ne font-ils pas de même depuis 1968? Le 11 novembre 1990, le colonel Huchon y dépose une couronne au nom du Président Mitterrand. Robert de Perier, président de l'Association Nationale Pétain-Verdun, Nantais et sympathisant de Le Pen, remercie le colonel pour ce geste qui «l'honore». Huit jours plus tard, le même Perier dépose une gerbe sur la tombe du dictateur Franco. Le 20 avril 1991, Pierre Vial, membre du comité central du FN, et Jean Mabire, critique d'art du *National Hebdo*, publication proche du FN, organisent une cérémonie d'hommage en l'honneur de Marc Augier, surnommé Saint-Loup, collaborateur de la revue SS *Devenir* pendant l'occupation. Saint-Loup a toujours soutenu que seule la SS était en mesure de sauver l'Europe.[\(3\)](#)

Au FN, les hommages trop appuyés à la collaboration ne sont pas du goût de tous. L'opposition interne est motivée avant tout par la crainte de la désapprobation d'une partie de l'électorat du parti. Lors d'une rencontre de l'Eurodroite organisée en 1992 en Irlande, Bruno Mégret prononce un discours sur le thème «désinformation et diabolisation». «Nous devons davantage insister sur le fait que nous comptons dans nos rangs des anciens collaborateurs, mais aussi d'anciens résistants», affirme Mégret. «Nous devons nous profiler comme la nouvelle résistance, qui lutte pour le maintien de l'indépendance et de l'identité de notre pays.»[\(4\)](#) Le FN compte certes quelques anciens combattants anticomunistes, comme l'avocat Jean-Baptiste Biaggi, mais le parti leur concède tout au plus un rôle de faire-valoir et d'alibi. Quant à la résistance communiste ou de gauche, elle a beaucoup moins les faveurs du FN. Bruno Mégret décrit les maquisards comme une bande de criminels. «Leurs méfaits ont hélas été couverts par l'épuration de l'après-guerre», ironise-t-il.[\(5\)](#) Début 1992, Mégret estime le moment venu pour «démarxiser» la France. *Identité*, l'organe du FN, met en batterie une série «d'arguments» idéologiques: «Jamais régime n'aura connu un échec aussi retentissant dans le domaine économique et social que le communisme. Comparé à lui sur ces deux points, le national-socialisme paraît avoir été un paradis.»

L'anticommunisme du FN dérive souvent vers la justification de la collaboration. Dans un long article paru au début de 1993 dans *Itinéraires*, Jean Madiran, collaborateur notoire, acquitte la Milice. Selon lui, ce corps a protégé la population contre la «terreur» des résistants de gauche, qui

«s'habillaient en gendarmes pour abattre des blessés dans les hôpi-

81

taux». Quant à la version officielle du passé, Madiran n'y voit «qu'un énorme mensonge communiste». Pétain, Laval et Brasillach étaient animés de bons sentiments lorsqu'ils insistaient pour que les enfants juifs ne soient pas séparés de leurs parents déportés. Ils n'ont fait que leur devoir, et pensaient d'ailleurs qu'Hitler faisait conduire les Juifs dans une «zone de peuplement juif à l'est de l'Europe». (6) Madiran reproduit ainsi presque littéralement les thèses révisionnistes de Bardèche.

Le FN ne rappelle pas Madiran à l'ordre, bien au contraire. Il est d'ailleurs remarquable que les journalistes de médias «amis» peuvent avancer ouvertement des positions extrêmes sans qu'il soient le moins du monde freinés par Le Pen. Celui-ci aurait pourtant peine à se dédouaner en invoquant «l'indépendance» de ces publications amies. Le journal *Présent* soutient le FN contre vents et marées. «On soutient à 100%, ou on ne soutient pas», explique Jean Madiran. L'hebdomadaire *National Hebdo* est un organe du parti en bonne et due forme. L'ancien collaborateur Roland Gaucher s'étant opposé quelquefois à Le Pen, il est remplacé à la mi-1993 par Martin Peltier, ex-journaliste du *Quotidien de Paris*. Dans son premier article, Peltier appelle Le Pen «un homme providentiel». (7) L'homme fort de *National Hebdo* est François Brigneau, ancien milicien sous Vichy. Dans un billet sur la signification de la presse d'extrême-droite, il écrit: «Les lecteurs finiront par découvrir que leur République est en réalité une dictature, la dictature du cosmopolitisme sur la France. Alors, un jour, parce que trop c'est trop, les esclaves se lèveront, et quand les esclaves se lèvent, quand ils se mettent en marche, ce ne sont pas les gardes mobiles qui peuvent les arrêter. Alors je retrouve le sourire, en écoutant, portée par le vent du matin, la voix de Drumont qui dit: «La France aux Français.» (8)

Vers le milieu de 1993 toujours, *Rivarol* publie un article niant l'existence des chambres à gaz sous le Troisième Reich. Accompagnant le texte, une caricature de Chard ridiculise les victimes des nazis. Chard travaille également pour *Présent*, où sa créativité ne s'exerce que sur un seul thème: l'invasion de la France par les immigrés. Chard, Konk et Aramis, les dessinateurs de presse les plus connus de l'extrême-droite, considèrent Hergé comme leur père spirituel. Selon eux, le modèle de Tintin aurait été Léon Degrelle, collaborateur belge condamné à mort par contumace.

La presse FN a toujours eu - et a de plus en plus fréquemment ces derniers temps - tendance à revaloriser les «qualités» littéraires et, par rico-

chet, les engagements politiques d'écrivains collaborationnistes. Jean Mabire refuse de séparer art et idéologie. Il loue en Maurice Barrés un «Sartre de l'extrême-droite».(9) Pierre Vial fait l'éloge de Drieu La Rochelle et de sa lutte contre la «décadence», Pierre Durand mène campagne pour le classement de la maison natale de Céline. Dans un cercle de plus en plus large, Charles Maurras est à nouveau révééré comme le «guide de la nation». Ainsi lors de l'université d'été du FN début septembre 1993, réunissant six cents cadres. Jacques Trémollet de Villers, défenseur du criminel de guerre Touvier, y prononce une allocution ayant pour titre: «Relève-toi, race latine».(10) «Oser parler de la race, de la langue, de la civilisation latines et de leurs supériorités, cela ne va pas dans le sens du vent», s'enthousiasme Georges-Paul Wagner. Un peu plus tard, conduits par Wagner et Bernard Antony, les cadres du parti rendent une visite à la maison natale de Maurras. *Présent* commente l'excursion en ces termes: «Il y avait très longtemps que ne s'était pas tenue une aussi nombreuse manifestation à la mémoire du maître du nationalisme français.»(11)

L'admiration pour Maurras va de pair avec la condamnation de la Révolution française. Dans le débat historique à l'occasion du bicentenaire, le FN a pour tactique de salir constamment la révolution et ne laisse passer aucune occasion d'évoquer la répression des soulèvements réactionnaires de Bretagne et de Vendée. «Depuis la déclaration des Droits de l'Homme le 26 août 1789, leurs vertueux partisans se sont fondés sur le nouveau credo pour justifier la terreur, les bannissements en masse, la guillotine, les noyades de Nantes, les massacres de femmes et d'enfants brûlés dans des fours à pain, bref, toutes les cruautés des colonnes infernales de Turreau, dont le nom figure hélas encore toujours sur notre Arc de Triomphe,» s'enflamme Bernard Antony.(12) La rigueur historique n'est pas le fort de ce membre du bureau politique du FN. Le même Antony mène campagne pour que le nom du général Turreau soit effacé de l'Arc de Triomphe.(13) Pierre Vial juge lui aussi que la Révolution française est responsable de la fin prochaine de la civilisation française. «Le 21 janvier 1793, la France a perdu la tête, au sens propre et au sens figuré. Deux siècles d'errements l'ont depuis conduite au bord de l'abîme», affirme-t-il sans hésiter.(14)

La réhabilitation des contre-révolutionnaires intervient à l'automne 1993. Le 25 septembre 1993, à Lucs-sur-Boulogne, 35.000 personnes, parmi lesquelles Irene Pivetti, la future présidente du Parlement italien,

assistent à l'inauguration d'un monument à la mémoire des «martyrs» de la Vendée. Philippe de Villiers, noble du cm,

parle de «combattants de la liberté»; l'auteur msse Alexandre Soljénitsyne répète ses attaques contre la «pensée égalitaire» de 1789.(15) *Présent* loue le courage surhumain avec lequel Louis xvi et la «veuve Capet» sont allés à la mort il y a deux cents ans. Hier encore condamnée pour trahison, la reine décapitée est proclamée victime innocente de la révolution. La date de son exécution devient date de célébration. Le 16 octobre 1993, un millier de royalistes se pressent sur la place de la Concorde, où se dressait jadis son échafaud, pour une cérémonie d'hommage. Le royalisme continue de séduire une fraction de la noblesse et de la grande bourgeoisie. Ces milieux sont un des publics visés par le Cercle Renaissance, un groupement FN élitiste mené par Michel de Rostolan, ancien membre du groupe néo-fasciste Occident. Le 6 novembre 1993, Renaissance organise son colloque annuel à Paris sous le thème «1793-1993». La réunion est placée sous le patronage de l'écrivain Jean Raspail et débute par la lecture du testament spirituel de Louis xvi. Le message est simple: la «sainte monarchie» est le symbole de la civilisation chrétienne.(16)

Le FN n'intervient pas seulement dans le débat historique sur la signification de la révolution française: il exige également que soit revue la version officielle de la deuxième guerre mondiale. Le procès contre Paul Touvier, qui s'ouvre le 17 mars 1994, lui donne largement l'occasion de retourner le «climat de l'opinion». Selon toute apparence, Touvier n'a jamais renié ses convictions passées. Dans son journal, dont des extraits sont lus au procès, des personnalités progressistes des médias sont qualifiées «d'ordures juives». Sous une photographie de Le Pen, cette note de sa main: «Enfin un peu d'air frais». Touvier avoue le meurtre de sept Juifs à Rillieux-la-Pape, mais ne montre ni remords, ni honte, ni humilité. Son défenseur, Jacques Trémollet de Villers, ancien collaborateur du fonctionnaire vichyssois Jean-Louis Tixier-Vignancour, dépeint son client comme un autre Schindler. Selon Trémollet de Villers, les Allemands avaient ordonné l'exécution de cent otages, et c'est une prouesse de la part de Touvier que d'avoir réussi à ramener ce nombre à sept fusillés. De plus, l'avocat fait valoir que les «faits de guerre» de Touvier sont atteints par la prescription. La plaidoirie est reproduite intégralement dans *Présent*.

Le 20 avril 1994, Touvier est condamné à une peine d'emprisonnement à perpétuité. C'est la fin d'un procès qui s'est attaché à la persona-

lité de Touvier bien plus qu'au caractère criminel du régime de Vichy. L'extrême-droite n'en est pas moins furieuse. *National Hebdo* parle «d'escroquerie politique», «de mauvaise opérette», de «crime contre le droit, la civilisation et le sens commun».(17) Certains commentaires sont ignobles. Juive, Simone Veil a été déportée à seize ans à Auschwitz, où elle a perdu ses parents et son frère. Son combat pour la dépénalisation de l'ivg lui vaut une haine sans merci de la

part de l'extrême-droite. Le lendemain de la condamnation de Touvier, *National Hebdo* publie cette lettre d'un lecteur: «Pourquoi condamner Touvier pour crimes contre l'humanité et non la mère Veil, elle qui a plus de sang sur les mains que le triste docteur Mengele, en envoyant à la mort plus de trois millions d'enfants?»[\(18\)](#)

La Seconde Guerre mondiale a beau être terminée depuis longtemps, tous n'ont pas encore cessé les hostilités. La droite radicale voit dans le cinquantième anniversaire du débarquement en Normandie l'occasion de mener une campagne de propagande fasciste. Jean Madiran et François Brigneau dénoncent les «méfaits gratuits» commis par les Alliés pendant la guerre. Pour eux, rien ne justifie les bombardements de Caen et du Havre: les «libérateurs» y ont commis un «crime de guerre», ni plus ni moins. «Si l'on recensait toutes les victimes civiles des bombardements alliés sur la France, entre 1942 et 1944, on s'apercevrait que leur somme est supérieure à celle des Juifs français morts en déportation», commente Brigneau.[\(19\)](#)

Début septembre 1994, *Une jeunesse française* de Pierre Péan suscite la controverse. L'ouvrage révèle la sympathie que Mitterrand portait dans ses jeunes années à Pétain et son amitié pour René Bousquet, ancien chef de la police de Vichy, criminel de guerre, assassiné en 1993. Jusque vers la fin des années quatre-vingt, Bousquet, un homme «éminemment sympathique» aux dires de Mitterrand, est resté un visiteur discret mais régulier de l'Elysée. Le livre décrit également le passage de Mitterrand à la résistance après 1943 - bien après la date avouée jusqu'alors par le Président -, et fait apparaître qu'il ne déplore d'aucune façon sa longue sympathie pour le pétainisme. Dans les rangs du PS, c'est la consternation. Jean Glavany, porte-parole du ps, tente de réduire les critiques à l'encontre de Mitterrand par l'argument malheureux selon lequel environ 100% des Français étaient pétainistes sous Vichy. Lionel Jospin, candidat socialiste à la présidence, souligne que pétainisme n'égale pas collaboration. «N'est-ce pas également le cas pour Maunas?», se demande, amusé, Jean Madiran.[\(20\)](#)

85

Madiran exploite l'animosité suscitée par les déclarations de Mitterrand pour dégager définitivement la responsabilité des chefs vichyssois dans ce qui touche aux crimes de guerre et à la déportation de Juifs. «Si le pétainiste Mitterrand a été un authentique résistant anti-allemand, alors Pétain l'a été aussi», affirme-t-il, «car le premier des pétainistes à être antiallemand était le maréchal Pétain en personne. Derrière lui, il y a eu le général Weygand, Charles Maurras et tous les "pétainistes".» Madiran passe délibérément sous silence le fait que Mitterrand a couru des risques en 1943 et en 1944, lorsqu'il a pris contact au nom de la résistance avec la France libre et les Alliés à l'étranger. Dans un entretien télévisé diffusé le 12 septembre 1994, ce n'est qu'après avoir été longuement sollicité que le Président se résout à condamner

les crimes de Vichy.(21) «Mitterrand lynché», titre *Présent*, qui n'a pas de mots assez durs pour «l'interrogatoire de police» du journaliste.(22) «Rarement la police juive de la pensée s'est autant démenée», suggère Brigneau.(23) L'ancien milicien se mue soudain en pacificateur. «Si quelqu'un avait le droit de demander des comptes, ce serait moi. Je n'en ferai rien, pour ne pas contrarier la réussite de ce qui a le plus d'importance: la réconciliation des Français.»(24)

Une semaine plus tard, à la fête des «Bleu-Blanc-Rouge» du FN à Paris, l'homme d'état Le Pen approuve cette vision. «Je n'ai jamais cru que le Maréchal Pétain était un traître, et j'ai pensé [...] que le général de Gaulle et le maréchal Pétain étaient d'accord dans leur effort patriotique, l'un pour être le bouclier, l'autre pour être l'épée de la France», dit le président du FN.(25) Bien plus important que la «modération» de cette déclaration, il y a le fait que Le Pen y affirme la «légitimité» de Vichy, et qu'en 1995, le FN peut toujours, sans dommage politique, glorifier les faits d'armes et les chefs du fascisme français.

Le 6 février 1995, Antony convie la «fleur de la nation» à la maison de la Mutualité à Paris pour y commémorer le putsch fasciste manqué du 6 février 1934 et l'exécution de Robert Brasillach le 6 février 1946. La cérémonie est présidée par Maurice Bardèche en personne, fasciste notoire et propre beau-frère de Brasillach. Bardèche joue sur du velours: il a devant lui un parterre de fidèles, qui sait comment honorer ses «saints et martyrs». L'élite du journalisme «nationaliste» prend la parole. Elle ne fait mystère ni de ses amis ni de ses ennemis. Anne Brassié, critique littéraire de *Présent*, et Martin Peltier, rédacteur en chef de *National Hebdo*, l'organe du FN, ne tarissent pas d'éloges sur la personne de Brasillach, «l'exemple

86

le plus noble pour nous tous». Peltier loue abondamment le «courage moral et physique» des auteurs du coup d'Etat de 1934. Vient alors le tour de Camille-Marie Galic, directrice de *Rivarol*. Cette publication, qui offre régulièrement ses colonnes aux négateurs de l'holocauste, Robert Faurisson en tête, s'est bâti une réputation douteuse par sa rubrique raciste intitulée «Société plurielle». Galic rend hommage aux Français tombés dans la guerre d'Algérie. Elle est relayée par Pierre Sidos, activiste de l'OAS et fils d'un haut fonctionnaire vichyssois exécuté après la guerre. Pierre Sidos lui-même fut milicien et a passé quelque temps au camp de Struthof après 1945. Sidos prêche un public convaincu d'avance. «Au camp, j'ai pu tenir grâce à la poésie de Brasillach,» clame-t-il. Pour les organisateurs FN, Sidos n'a rien à se reprocher, c'est clair. Ils font montre d'une sympathie étonnante envers un homme emprisonné en 1962 pour ses activités au sein de l'OAS, fondateur en février 1968 de l'organisation antisémite l'Œuvre française^ et arrêté le 14 décembre 1993 parce que suspecté de préparer un attentat contre Patrick Gaubert, collaborateur «juif» du cabinet du ministre Charles Pasqua et membre de la

Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA).⁽²⁶⁾ Jean Madiran est l'orateur vedette de la soirée. Madiran ne fait pas dans la dentelle: «La guerre civile fait toujours rage, elle conduit tout droit à un génocide moral», affirme l'ancien collaborateur. La commémoration se transforme en rituel d'allégeance au mouvement fasciste d'avant-guerre. En grande pompe, Madiran transmet la «flamme de la révolution nationale» aux jeunes générations. Il est suivi par François Brigneau, qui rappelle les dernières heures de Brasillach à la prison de Fresnes, où il partageait la cellule du poète fusillé. Sous une avalanche d'applaudissements, il termine par ces paroles: «Je sais que je suis un exclu qui n'a pas droit au devoir de mémoire. Mais ça ne fait rien, le droit, je le prends.» C'est un jour de gloire pour la «France française», pour le dire avec Madiran.⁽²⁷⁾

Dans *National Hebdo*, Pierre Vial revient sur les événements de 1934. Ce membre du bureau politique du FN, qui possède le don du commentaire historique, décrit la tentative de putsch fasciste comme un «acte de désespoir de la part d'honnêtes citoyens».⁽²⁸⁾ Lyrique, il cite Robert Brasillach: «Ce fut une instinctive et magnifique révolte, ce fut une nuit de sacrifice, qui reste dans notre souvenir avec son odeur, son vent froid, ses pâles figures courantes, ses groupes humains au bord des trottoirs, son espérance invincible d'une révolution nationale.» Pour Vial, le 6 février 1934, il a hélas manqué à l'extrême-droite la nécessaire unité d'action

87

ainsi qu'un chef lucide et déterminé. Avec le FN, elle a l'un et l'autre: «une chance vitale - la dernière chance - pour notre peuple et notre terre».

Colonialisme et racisme

Avant la Seconde Guerre mondiale, la «question coloniale» est un sujet soustrait au débat public et, de ce fait, ignoré. Ce silence, le gouvernement français tente de le maintenir après 1945. Dans l'ex-Indochine, on étouffe les aspirations à la liberté, pourtant vivaces de longue date. Fin 1953, les futurs dirigeants FN Roger Holeindre et Jacques Peyrat combattent dans une armée française sur le point de perdre une guerre inutile. C'est le moment que Le Pen choisit pour s'engager aux côtés de l'armée coloniale. En fait de batailles glorieuses, il n'est témoin que de la chute de Dien-Bien-Phu le 7 mai 1954. L'analyse de Le Pen est très simple: «Les politiques ont trahi l'armée.» Avec d'autres anciens d'Indochine, Le Pen adhère à l'Udca de Pierre Poujade. Les passions coloniales sortent l'extrême-droite de son isolement. En janvier 1956, l'Udca obtient 11,6% des voix.

Entre temps, l'Algérie est le théâtre d'une guerre d'indépendance sans merci. Le Pen, jeune député, se met en «congé parlementaire»; il s'engage chez les paras en 1957, participe activement à la «pacification» d'Alger et aux

«interrogatoires» musclés de «terroristes du fln». L'extrême-droite compte avant tout sur les éléments antidémocratiques de l'armée pour maintenir l'autorité française sur l'Algérie et renverser la Quatrième République. Le 13 mai 1958, à Alger, l'armée se soulève effectivement contre le gouvernement de Paris. Le soulèvement entraîne le retour du général de Gaulle, qui installe le régime présidentiel fort de la Cinquième République. Avec la constitution de 1958, l'essentiel des pouvoirs se trouve concentré à l'Elysée. Le Président nomme le Premier ministre ainsi que les autres membres du gouvernement. Il dissout le Parlement sans que le gouvernement ne puisse s'y opposer. Il conduit la politique étrangère et de défense, contrôle l'exécution des lois. Le Parlement dispose de peu de pouvoirs effectifs, car le Président peut organiser des référendums sur n'importe quelle proposition de loi.

Lorsque le général de Gaulle revient aux affaires, Charles Pasqua contribue à la création d'une organisation très particulière: le Service d'action civique (sac). Officiellement, l'organisation a pour but de veiller à la

88

sécurité des hommes politiques gaullistes. Mais après quelques mois à peine, le sac s'implique déjà activement dans la lutte contre le fln, le mouvement de l'indépendance algérienne. D'emblée, le sac recrute ses membres dans la pègre: ce sont les fameux *barbouzes*.

En 1957, Le Pen et son excellent ami Pierre Durand créent le Front national des combattants. En 1958, ils fondent avec François Brigneau le Front national pour l'Algérie française (fnaf). La lutte pour «l'Algérie française» représente une manière de revanche pour certains partisans de Vichy, qui estiment que de Gaulle, et non Pétain, a trahi la France. C'est ainsi que Victor Barthélémy, l'ancien bras droit de Doriot, devient un membre en vue du fnaf. Par son souhait de négocier avec les Algériens, de Gaulle s'aliène définitivement le soutien des ultras. Le 22 avril 1961, les généraux Challe, Zeller, Salan et Jouhaud tentent un putsch, dont l'échec conduit à la création de l'Organisation de l'armée secrète (oas). Par ses attentats contre les partisans de la décolonisation et ses *ratonnades* contre les Arabes, l'OAS provoque une vague de terreur inédite en France.

Le gouvernement français s'opposera de toutes ses forces à l'indépendance de l'Algérie. Le 17 octobre 1961, Maurice Papon, collaborateur notoire de Vichy et responsable de la police de Paris, ordonne la répression sanglante d'Algériens manifestant pour l'indépendance. Ce jour, entre cent et trois cents manifestants algériens sont tués par la police française. Dans la Seine, on repêche des cadavres par dizaines. Le 8 mars 1962, les accords d'Evian scellent la paix. Quelques centaines de milliers de colons français et d'Algériens pro-français se réfugient dans le Midi, où ils constituent à ce jour

un noyau important de l'électorat FN. Après l'indépendance de l'Algérie, la plupart des personnalités de l'extrême-droite et de l'OAS s'en tirent à bon compte. Seul le colonel Jean Bastien-Thiery, auteur d'un attentat manqué contre de Gaulle en août 1962, est exécuté le 11 mars 1963.

Le Pen commence son ascension. Au début des années soixante, il est nommé chef de campagne du candidat à la Présidence Jean-Louis Tixier- Vignancour, haut fonctionnaire vichyssois et avocat des dirigeants oas Raoul Salan et Jean Bastien-Thiery. Tixier-Vignancour n'obtient que 5,2% des voix aux présidentielles de 1965. Après cette pénible défaite, l'extrême-droite se décompose peu à peu. Une partie se dissout dans le gaullisme, une autre se regroupe en 1964 autour d'Occident, une organisation violente. Parmi les cofondateurs du mouvement, il y a Michel de Rostolan, future personnalité du FN, ainsi que Gérard Longuet et Alain Made-

89

lin, plus tard ministres du gouvernement Balladur. Le 1er novembre 1968, Occident est interdit à la suite d'un attentat contre une librairie de gauche - la dernière d'une longue suite de violences. Cependant, la révolte des étudiants en 1968 entraînera un rapprochement entre la droite et l'extrême-droite. En 1968, le sac est l'un des instruments de la «guerre sale» contre la gauche. L'organisation est encadrée par 120 directeurs, qui dirigent d'une main de fer des opérations clandestines exécutées par un effectif de vingt mille membres, pour l'essentiel des truands. En 1968, les commandos du sac se distinguent par leurs raids contre les manifestations d'étudiants et d'ouvriers. Au quartier général du sac, on prépare des plans prévoyant l'arrestation des subversifs et leur concentration dans les stades de football et dans des camps. Dans sa lutte contre la «subversion gauchiste», le sac se fait assister par l'extrême-droite, qui oublie pour un moment ses préventions contre le gaullisme. En juin 1968, le régime gaulliste la récompensera en accordant une amnistie générale aux membres de l'OAS.

Un peu plus tard, des vétérans de cet extrémisme de droite joueront un rôle de premier plan au FN, fondé en 1972. Piene Sergent, par exemple, a participé au coup manqué de 1961 avant d'être le moteur de la branche française de l'OAS. Condamné à mort, il a fui en Belgique et a été gracié en 1968. D'autres membres et sympathisants de l'OAS, tels que Roger Holeindre, Pierre Descaves, Jean-Claude Bardet et Christian Baeckeroot, siègent actuellement au bureau politique du FN. Engagé volontaire d'Algérie en 1957, Roger Holeindre y a été un «spécialiste en infiltration du fln». Il a fondé le Maquis Bonaparte en 1962. Condamné à quatorze années d'emprisonnement, il a été libéré en 1965. Jacques Bompard a fondé le réseau oas Cambronne à Montpellier. Pierre Descaves a été brièvement emprisonné à Saint-Maurice-L'Ardoise en 1962. Christian Baeckeroot et Jean-Claude Bardet ont écopé l'un de vingt-deux, l'autre de vingt-cinq mois de prison. Toute une génération de cadres du FN a

été marquée par le colonialisme. Georges-Paul Wagner, avocat de Le Pen, a défendu l'un des auteurs de l'attentat manqué contre de Gaulle au Petit Clamart. Bernard Antony et Marie-France Stirbois connaissent leur baptême politique à l'occasion de la campagne de Tixier-Vignancour en 1965.

Il n'est donc pas étonnant que les *Cinquante propositions sur la contribution au règlement du problème de l'immigration*, un programme publié par le FN en novembre 1991, manifeste de grandes similitudes avec l'idéologie ra-

90

ciste du passé colonial. La justification colonialiste de l'oppression des peuples de couleur s'y trouve reprise en filigrane. Les immigrés n'appartiennent pas à la nation française, tel est le point de départ et la conclusion de pratiquement tous les points de programme développés par le FN sur le sujet. Plus les thèses sont douteuses et antidémocratiques, plus il faut injecter de «naturel» dans l'argumentation. C'est le fondement du thème de la «nation comme famille», une comparaison que le FN martèle sans cesse et qu'il veut ancrer dans l'opinion publique. La nation provient de la Nature ou de l'origine des temps; aucun passé n'est trop ancien pour la légitimation de l'idée nationaliste. L'ancienneté de l'arbre généalogique, la profondeur des racines historiques permettront de faire passer d'autant mieux un nationalisme antidémocratique. Etant de toujours, il ira de soi. Yvan Blot: «L'idée de nation remonte à l'époque des cités-Etats de la Grèce. La cité était considérée comme la grande famille des hommes libres; Solon avait remplacé la distinction entre tribus par une nouvelle distinction, celle qui sépare le citoyen du barbare. Aujourd'hui, on veut supprimer cette distinction et réintroduire le modèle tribal.» [\(29\)](#)

«Tribu» et «lutte tribale», les termes sont typiquement colonialistes. Le colonialisme et le racisme sont impossibles sans l'existence de tels stéréotypes, qui renvoient directement ou indirectement à l'infériorité d'un modèle social. Dans l'optique du FN, la société multiculturelle débouche inmanquablement sur la guerre tribale. Dans le cadre de cette logique, la déportation à grande échelle des minorités devient une opération humanitaire. Le seuil de l'acceptable est rapidement atteint par Bernard Antony: «En rapatriant les immigrés, nous empêcherons le désordre et le chaos généralisé, le retour à une planète organisée en tribus, où des clans ethniques et des nomades errant en bande dans des espaces étendus, non différenciés, s'épieront de ghetto en ghetto.» [\(30\)](#)

Les anciens spectres colonialistes reprennent vie début 1992, lorsque le gouvernement algérien annule le deuxième tour des élections législatives et met hors la loi le Front islamique du salut (fis), le parti fondamentaliste qui avait obtenu près de 50% des voix au premier tour. Les vieux sentiments revanchistes reviennent comme une seconde nature. Le Pen

prend fait et cause pour le fis contre le Front de libération nationale (fln). «Le régime dictatorial des colonels socialistes, qui dirigent l'Algérie depuis trente ans, a provoqué la ruine de ce pays et est la cause de la révolte du peuple,» déclare Le Pen.⁽³¹⁾ Il déplore le coup d'Etat militaire et

91

l'interruption du «processus démocratique». «La volonté du peuple algérien doit être respectée.»

Bernard Antony qualifie la décolonisation, «précipitée», de «véritable crime contre l'humanité».⁽³²⁾ A ses yeux, la politique coloniale était animée de purs sentiments humanitaires, soucieuse d'apporter le progrès et le bien-être. «En 1962, l'Algérie, malgré huit années de terreur, était encore un pays splendide, doté d'une agriculture d'une valeur inestimable, de riches cités, de routes, de ports et d'aéroports. L'Algérie était plus riche et plus développée que la Corée du Sud», affirme Antony.⁽³³⁾ Antony ne parle pas de l'intérêt économique du colonisateur, qui a pourtant été le premier et le plus important ressort de sa présence en Algérie. De même, il ne dit mot des massacres commis par les Français. Antony ne se rappelle que la «barbarie» du fln, qu'il estime coupable de «l'extermination de cent cinquante à trois cents mille Français et *harkis* (Algériens profrançais), de massacres sans fin accompagnés des pires tortures et des mises en scène les plus macabres.» Dans son style très personnel, il conclut: «Trente ans après, la rencontre du socialisme et de l'Islam a transformé l'Algérie en pays du Tiers-Monde. Les plages sont polluées, les villes des cauchemars. Tandis que le Coran pénètre partout, l'électricité le fait de moins en moins.» Antony s'oppose résolument à l'accueil en France des «terroristes algériens d'hier, chassés par les terroristes d'aujourd'hui.» Pour le FN, les réfugiés algériens doivent être dirigés vers d'autres pays du Maghreb et toute collaboration politique avec l'Algérie doit se fonder sur le rapatriement des «sujets de l'un et l'autre pays».

Il existe une continuité historique certaine entre la politique coloniale et les positions anti-immigrés qui forment le premier chapitre du programme politique publié le 15 février 1993 par le FN sous le titre *Trois cents mesures pour la renaissance de la France*.⁽³⁴⁾ Le FN rend la «bande des quatre» (lisez: les partis traditionnels) responsable de «l'invasion de sept millions d'immigrés» (l'Insee, l'institut français de statistique, estime le nombre d'immigrés en France à 4,2 millions en 1992). Cette invasion, qui dure depuis maintenant trente ans, constitue une menace pour «l'identité, la sécurité et la souveraineté nationales» et coûte tous les ans 210 milliards de francs à l'Etat français. En somme, le FN inscrit sa politique vis-à-vis des immigrés dans une logique de «sécurité nationale». C'est également la raison pour laquelle le FN estime les *beurs*, enfants nés en France de parents algériens,

peu fiables en tant que candidats au service militaire. «Ils forment une cinquième colonne idéale», raisonne Le Pen.

92

Dans ces matières, le FN s'inspire non seulement de considérations de sécurité nationale, mais également d'idées et de rêves de purification ethnique. Le parti entend transformer radicalement la législation sur la nationalité. A l'heure actuelle, les enfants nés sur le territoire français ont un droit automatique à la nationalité française. Ce «droit du sol» doit être remplacé par un «droit du sang», comme sous Vichy. Dans un tel régime, sont français seuls les enfants nés de parents français. Pour obtenir la nationalité française, les ressortissants étrangers devront d'abord renoncer à leur nationalité d'origine. De plus, le candidat à la naturalisation devra faire la démonstration, pendant une période de mise à l'épreuve, qu'il est digne du statut de Français et de la considération de la communauté nationale.

Dans le même temps qu'il veut mettre en œuvre une politique de rapatriement des immigrés, le FN entend introduire un régime d'apartheid. Pour l'accès à l'habitat social, l'école publique, l'aide sociale et l'emploi, le FN donnera la préférence aux «Français purs» devant les immigrés, même ceux de nationalité française. Le regroupement familial et le droit d'asile seront supprimés. Non sans cynisme, le FN propose que le regroupement familial ait désormais lieu dans le pays d'origine; quant aux «véritables réfugiés politiques», leur nombre sera limité à un quota annuel de quelques centaines. Des conditions rigoureuses restreindront la construction de mosquées et l'achat de biens immobiliers par les immigrants. Les ressortissants non-européens auront un régime distinct de sécurité sociale et n'auront droit ni aux allocations familiales, ni au revenu minimal d'insertion (RMI). Les employeurs qui engagent des travailleurs étrangers seront soumis à un impôt spécial permettant de financer le rapatriement. Les touristes non-européens seront astreints au versement d'une «caution suffisante» avant leur arrivée à la frontière. Le FN veut dénoncer les accords de Schengen et renforcer les contrôles aux frontières. Comme la constitution actuelle n'autorise pas des telles mesures de discrimination raciale, le FN entend inscrire le principe de la «préférence nationale» dans le préambule d'une nouvelle loi fondamentale.

Ce programme politique paraît à la veille des élections législatives de mars 1993: le moment n'a rien de fortuit. Aux élections de 1993, l'opposition socialiste est laminée par la majorité conservatrice. Le scrutin majoritaire prive le FN de toute représentation à l'Assemblée nationale. Après cette victoire, le climat politique s'engage inexorablement dans une déri-

93

ve droitière généralisée. Le processus est certes moins spectaculaire que la venue de ministres néo-fascistes au gouvernement italien, mais il est tout aussi efficace. L'un des moteurs de cette évolution est l'influent ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, qui avait déclaré en 1987 partager «un ensemble de valeurs» avec le FN.

Les prises de positions de Charles Pasqua manifestent, dès son entrée en fonction, que les échanges idéologiques entre droite et extrême-droite tendent à s'accélérer plutôt qu'à se ralentir. Le 2 juin 1993, dans un entretien donné au *Monde*, Pasqua souhaite poursuivre une politique «d'immigration zéro». L'immigration menace la nation: tel est le message qui sous-tend les lois restrictives passées à la hussarde par Pasqua à la mi- 1993. Sur pratiquement tous les plans, le séjour des étrangers en France est rendu plus difficile. La nationalité française, auparavant octroyée d'office en cas de mariage avec un conjoint français, l'est après un délai d'un an. Les enfants nés en France de parents étrangers sont tenus d'introduire, entre leur dix-huitième et leur vingt-et-unième année, une demande (Je naturalisation). La nationalité française peut être refusée aux demandeurs ayant encouru une peine de prison supérieure à six mois. Le regroupement familial n'est autorisé qu'après une période de séjour de deux ans, au lieu d'un an auparavant. Le chef de famille doit disposer d'un logement suffisamment grand et de revenus - hors allocations - suffisants. Les autorités sont tenues de prendre l'avis du maire de la commune du demandeur - avis qu'on prévoit souvent négatif, étant donné que beaucoup de municipalités préfèrent limiter le nombre d'étrangers parmi leurs administrés. Les prestations sociales sont subordonnées à la possession d'une autorisation de séjour valable. Par cette approche restrictive, le nouveau gouvernement espère réduire l'opposition du FN.

Mais Le Pen ne se sent pas en veine de modération. A la fête des «Bleu-Blanc-Rouge» du FN, qui se tient les 24 et 25 septembre 1993 dans les bois de Vincennes, Le Pen souligne avec insistance que le centre-droit n'a aucune solution au «problème de l'immigration». Sous le chapiteau central, une affiche proclame: «Dans la France de Balladur et de Pasqua, un étranger est naturalisé français toutes les cinq minutes.» Selon Le Pen, le gouvernement Balladur est pire encore que ses prédécesseurs socialistes. Les médias de la droite ignorent le FN, espérant ainsi priver le parti nationaliste d'une caisse de résonance. Le Pen ne décolère pas: «On nous traite en citoyens de troisième zone, la presse veut nous réduire au silence.» Se-

lon le président du FN, la prise du pouvoir sera brusque et prochaine. «Nous nous enfonçons dans une crise économique et morale de plus en plus profonde, dont nous ne voyons pas la fin. Nous allons arriver à une situation de sinistre complet, où c'est notre civilisation qui sera en jeu.» Alors, avant la fin du siècle, lorsque les partis traditionnels auront épuisé leurs

forces, Le Pen prédit que les Français porteront au pouvoir le FN, seule autre alternative. Le public assistant au meeting de clôture approuve avec frénésie la vision apocalyptique de son chef.

A côté des vins et des fromages, les stands «bleu-blanc-rouge» offrent des articles moins appétissants: c'est toute une panoplie louche, allant d'œuvres rares de Jacques Doriot ou de Drieu La Rochelle à des livres illustrés sur l'art nazi et des études sur la «révolution brune» sous le Troisième Reich. Effet des critiques que le FN a eu à subir les années précédentes, des ouvrages comme *Mein Kampf* ou les pamphlets antisémites les plus virulents ne sont plus vendus que sous le manteau, mais les étalages conservent leurs habituelles collections de brochures et de livres dénonçant le capital «cosmopolite» et le lobby juif comme les racines des maux de la civilisation occidentale. Le FNJ, l'organisation de jeunesse du parti, dirigée par Samuel Maréchal, gendre de Le Pen, vend des T-shirts à l'effigie de Rudolph Hess et des briquets frappés du texte «Viva il Duce».(35)

Charles Pasqua, ancien chef des commandos gaullistes du sac, est partisan de la «fermeté» vis-à-vis des criminels, des immigrés et des terroristes - trois catégories qu'il lui arrive de confondre. Fin octobre 1993, trois membres du consulat français d'Alger sont enlevés par des fondamentalistes. Après une semaine, ils sont remis en liberté, sains et saufs. Le 9 novembre 1993, Pasqua réplique en interdisant une série de publications islamiques et en envoyant la brigade antiterroriste en rafle dans la population algérienne de France. En appliquant l'étiquette de terroristes à tous les musulmans croyants de France, Pasqua ferme d'emblée toutes les portes.

Le FN est très à l'aise dans son rôle de groupe de pression, contraignant le gouvernement en général et le ministre Pasqua en particulier à radicaliser leur politique. Le 10 novembre 1993, lors d'une réunion de l'Euro-droite à Toulouse, Bernard Antony et Le Pen qualifient l'action de Pasqua de «pantalonnade» et de «gadget électoral».(36) Le Pen s'en prend une nouvelle fois au fln qui, estime-t-il, a déclenché une «deuxième guerre d'Algérie» et qui la perdra, malgré le soutien du gouvernement français. Alain Sanders, figure de proue de Chrétienté-Solidarité, le groupement

95

d'Antony, chante la gloire des vrais «héros» de «l'Algérie française». Il publie dans *Présent* des panégyriques de Bastien-Thiery, auteur d'un attentat contre de Gaulle en 1962, et du nazi Christian de la Mazière, auteur du fameux *Rêveur casqué*.(37) Antony dirige également l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (agrif), qui entend s'opposer au «racisme anti-chrétien et anti-français». «Par une étrange sorte de racisme à rebours, la justice ne poursuit pas le seul

racisme véritable, l'antichristianisme rampant et destructeur de la radio et de la télévision», affirme Antony. Les réactions de l'agrif se font de plus en plus agressives. Selon Antony, son organisation a gagné une cinquantaine de procès en 1993. L'agrif peut compter sur l'appui d'un groupe d'avocats expérimentés, parmi lesquels l'ancien défenseur du criminel de guerre Paul Touvier.[\(38\)](#)

Début 1994, devant l'inquiétude de l'électorat conservateur, avivée encore par l'entrée en vigueur imminente des accords de Schengen, Charles Pasqua intensifie la lutte contre l'immigration. Schengen permettra la libre circulation des personnes sur le territoire commun des Etats-membres de l'Union européenne, moyennant une collaboration étroite des polices européennes et une restriction du droit d'asile. Par exemple, un candidat réfugié politique dont la demande d'asile aura été refusée par un premier Etat européen ne pourra plus introduire une deuxième demande en France. Une révision constitutionnelle en ce sens intervient fin 1993. De plus, Pasqua crée en janvier 1994 une police des immigrés, chargée de mieux surveiller les déplacements des étrangers sur le territoire national.[\(39\)](#) De cette manière, le ministre crée petit à petit un climat propice à l'extrémisme de droite et à la résurgence des anciens sentiments revanchistes.

Le 20 janvier 1993, Roger Holeindre, ancien de l'OAS et chef du Cercle national des combattants (CNC - une association de vétérans des guerres coloniales), organise à la maison de la Mutualité à Paris une rencontre sous le thème «Ni fln, ni fis en France». Un millier d'assistants y écoutent Bruno Gollnisch rugissant: «Etrangers, quittez le pays. On vous donne un mois de délai. Toute personne le dépassant sera responsable de sa propre mort violente.» Il faut quelques moments au public pour comprendre que Gollnisch, goguenard, donne lecture d'une lettre écrite par les ravisseurs des trois fonctionnaires du consulat français. Le ton est donné. Holeindre s'emporte contre le «fln terroriste». Il vitupère contre les «mensonges historiques soutenus jusqu'à aujourd'hui» et qualifie la venue de réfugiés algériens de camouflet donné aux anciens combattants. Il qualifie le

96

Premier ministre algérien «d'espèce d'ordure», et de Gaulle de traître à la patrie. «L'armée a gagné la guerre, les politiciens nous ont tiré dans le dos.» Et l'ancien de l'OAS de soupirer: «Si nous avions gardé l'Algérie, nous serions une grande puissance debout. Avec le Sahara, nous serions restés une grande puissance, et l'immigration se serait faite de l'Europe vers l'Afrique du Nord.» Le Pen place le point d'orgue en avertissant que le FN n'a pas à prendre parti dans le conflit qui oppose le fln et le fis, et que son parti continuera à s'opposer de toutes ses forces à la venue de réfugiés algériens.

La misère sociale des banlieues, où s'entassent la majorité des immigrés, le FN n'en a cure. Familles détruites, criminalité, drogue et un chômage dépassant les 50% dans certains quartiers: dans un tel milieu de vie, l'horizon de la jeunesse est sans espoir.⁽⁴⁰⁾ Début 1994, le gouvernement Balladur déclare «zones sinistrées» huit cents quartiers, soit deux fois plus que l'année précédente, pour un budget quasiment identique. Dans les banlieues, le mécontentement croît au fil des temps. Il ne se passe pratiquement pas de semaine sans que des incidents sérieux n'éclatent. A moins qu'il n'y ait des morts, la presse n'y consacre le plus souvent que quelques lignes dans les faits divers. Fin janvier 1994, Rouen connaît trois nuits chaudes à la suite de la mort d'un Sénégalais, tué par une arme de service. Les jeunes attaquent la police à coups de cocktails molotov et de pavés. Peu après, des remous agitent un grand nombre de villes universitaires dont Paris - condition nécessaire et suffisante pour capter l'attention des médias. Le mouvement commence par une vague de protestations contre une mesure du gouvernement Balladur, privilégiant l'enseignement privé catholique au détriment de l'enseignement public. Fin février 1994, c'est à une véritable révolte de la jeunesse que l'on assiste, devant le projet du gouvernement d'introduire un SMIC-jeunes, réduisant les jeunes chômeurs au statut de travailleurs taillables et corvéables à merci. Début mars 1994, la mort de Philippe Huynh, Français de seize ans d'origine vietnamienne, met à nouveau le feu aux poudres.

Le FN profite de ces occasions pour exploiter le registre de la xénophobie et de «l'insécurité». Il impute la perte en qualité de l'école publique à la présence des enfants d'immigrés. «Dans beaucoup d'écoles de nos banlieues, c'est la loi de la jungle», affirme Martine Lehideux. «Dans certains lycées, on trouve jusqu'à soixante nationalités différentes. L'ordre qui y règne n'est pas celui des enseignants, car ils ont appris à craindre leurs propres élèves. Non, ce sont les chefs de bande et les dealers qui mènent

97

e bal! Il ne se passe pas de semaine sans que l'on ne déplore un viol ou un meurtre dans ces établissements à la réputation peu enviable.»⁽⁴¹⁾ De la part du député européen Jean-Claude Martinez, la mise à niveau de ces enfants par des mesures telles qu'un enseignement dispensé partiellement dans leur langue maternelle n'attire que sarcasmes: «Pour les Turcs de certaines vallées qui s'expriment en sifflant, il faudra donner des sifflets aux enseignants».⁽⁴²⁾ Les organisations de jeunesse du parti, le fni et Renouveau étudiant (re) adoptent le même ton. Samuel Maréchal, dirigeant du FNJ, déclare: «Nos écoles sont devenues le terrain de chasse des voleurs, des violeurs et des dealers.»⁽⁴³⁾ Le gendre de Le Pen propose une série de «mesures de sécurité urgentes»: collaboration étroite entre police et directions d'école, châtiments exemplaires infligés aux «trublions», introduction d'un laissez-passer facilitant la mise à l'écart des «éléments étrangers», installation de détecteurs de métaux aux portes

des écoles afin de pouvoir intercepter les armes, et lutte efficace contre l'immigration. [\(44\)](#)

A la mi-août 1994, Charles Pasqua ordonne des contrôles d'identité en masse, après la mort de cinq Français dans un attentat commis par les Groupes islamiques armés (gia) à Alger, dans un quartier protégé et destiné aux membres du personnel français d'ambassade. Pendant six nuits consécutives, seize mille personnes d'aspect maghrébin sont contrôlées. [\(45\)](#) Le pays semble soumis à la loi martiale. Le FN s'effraie lui aussi de la menace algérienne et critique l'opération de Pasqua, «largement insuffisante». Le 22 octobre 1994, l'ex-OAS Roger Holeindre organise un nouveau rassemblement sur les thèmes «Ni fis, ni fln» et «Lutter contre l'invasion». Le FN a un goût très affirmé pour le symbole et le geste. Au cours de la réunion, Holeindre et d'autres membres du bureau politique font le serment suivant: «Héritier des soldats de 1914, des militants de la France propre de 1934, des combattants de 1944, je m'engage dans la résistance à la nouvelle invasion.» [\(46\)](#)

Au même moment, *Identité*, l'organe théorique du FN dirigé par Jean- Claude Bardet, ancien de l'OAS, consacre un numéro à «l'ancien» et au «nouveau colonialisme». [\(47\)](#) *Identité* s'accroche au mythe de la mission civilisatrice de la France: «Le colonialisme a apporté l'ordre, la justice, la prospérité et la paix. La décolonisation, au contraire, a apporté le chaos, la misère, la faim et la guerre.» Le colonialisme français est félicité plus que d'autres, pour avoir construit deux mille dispensaires et quarante hôpitaux en Afrique noire. Le racisme des colonisateurs et l'exploitation

98

économique des colonisés sont en revanche deux thèmes qu'*Identité* évite d'évoquer. Par contre, la revue publie un entretien avec Bernard Lugan, professeur d'université et ardent défenseur du régime sud-africain de l'apartheid. «Si l'Afrique est dans le gouffre, la responsabilité en incombe d'abord aux Africains,» affirme Lugan, qui s'insurge contre le «mythe de l'exploitation coloniale». «A l'époque coloniale, nous avons plus donné à l'Afrique que nous n'en avons retiré,» dit encore Lugan. Selon lui, la France doit cesser d'engloutir son aide au développement dans le tonneau sans fond qu'est l'Afrique. En termes prudentissimes, on envisage une recolonisation. «Nous nous prononçons en faveur d'une politique basée sur le retour - preuve de magnanimité - de nos nations vers les peuples qui en ressentent le besoin. Les occidentaux doivent pouvoir exercer sur place un droit de regard sur l'aide officielle et empêcher que l'aide au développement ne profite à des personnes auxquelles elle n'était pas destinée», déclare Bernard Antony. [\(48\)](#)

Le FN ne fait pas mystère de ses penchants colonialistes et entend, coûte que coûte, assurer les intérêts français dans les départements et territoires d'outre-mer: Martinique,

Guadeloupe, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Réunion. Huguette Fatna, déléguée FN pour les DOM-TOM, veut promouvoir le sentiment de la «nation unique». «Leurs habitants sont des citoyens français à part entière», déclare Fatna. Il lui est pourtant difficile de dissimuler que le FN ignore le droit des Polynésiens à disposer de leur propre territoire et de leurs ressources naturelles.⁽⁴⁹⁾ Les territoires immenses de l'empire colonial français donnent à la France l'illusion d'être une «grande puissance». C'est l'argument géopolitique privilégié par lequel le FN refuse l'indépendance aux dernières colonies françaises. Malgré les milliers de kilomètres qui les séparent de la métropole, le FN considère bel et bien ces territoires comme «l'arrière-cour» de la France. La Polynésie française n'est plus qu'un lieu de villégiature pour touristes. La domination française y a totalement détruit l'économie traditionnelle, au point qu'il faille importer 80% des denrées alimentaires. Le FN propose d'y reprendre immédiatement les essais nucléaires. Par ailleurs, le parti de Le Pen veut renforcer encore la tutelle de Paris sur l'administration du pays, alors que la Polynésie française est administrée par un haut-commissaire français, flanqué d'une assemblée populaire locale dont les compétences sont largement symboliques.

Pendant la campagne présidentielle de 1995, le FN ne se fait pas faute d'insister sur la question algérienne. Le Pen fait les yeux doux aux *pieds-noirs* (les anciens colons français) et à leurs familles. Cette population

99

déplacée, démunie et privée d'avenir a rendu de grands services à l'économie française, affirme Le Pen. Dans un entretien avec Pierre Descaves, ex-OAS, paru dans *National Hebdo*, Le Pen exige la réhabilitation officielle des anciens de «l'Algérie française». Les militaires tués en Algérie sont «morts pour la France» et doivent être honorés comme tels. Le Pen confirme enfin que les *pieds-noirs* doivent être indemnisés intégralement de la perte de leurs possessions dans l'ancienne colonie.⁽⁵⁰⁾

Alors que la campagne électorale bat son plein, le FN diffuse un pamphlet au titre éloquent: «La guerre d'Algérie bientôt en France?». Les intertitres ne le sont pas moins: «Là où la police n'entre plus, les immigrés s'arment», «Jeunes immigrés hier, militants musulmans aujourd'hui, terroristes islamistes demain?», «Les associations immigrées organisent des réseaux souterrains.»⁽⁵¹⁾ Bref, les immigrés sont des «ennemis» et des «terroristes potentiels». Le FN se prépare à une pacification par la violence, la seule réponse qui resterait à l'Occident. La stratégie militaire du FN se fonde sur la capacité à mener de front une double guerre contre l'ennemi intérieur et extérieur. Le Pen estime que des actions militaires contre les immigrés seront inévitables dans un avenir proche. «Que restera-t-il à faire à l'armée lorsque demain, une

révolte éclatera dans cinquante quartiers d'immigrés? L'armée actuelle n'a jamais envisagé un tel scénario. Nous, oui.» [\(52\)](#)

Pour la première fois, le FN explique dans le détail la façon dont il organisera le rapatriement des immigrés. Le Pen fait savoir que s'il est élu Président, il organisera immédiatement un référendum dont la question sera: «Quelle politique souhaitez-vous: l'intégration ou le retour?» [\(53\)](#) Le référendum sera précédé d'une campagne durant laquelle chacun pourra se dire ses vérités: la xénophobie sera partout! De plus, le FN veut expulser, par charter, trois millions d'étrangers indésirables au cours du septennat de son président. Si la France adopte ces propositions, Bruno Mégret s'attend à des résultats concluants à court terme: «La France doit cesser d'être pour les immigrés un pays de cocagne où ils peuvent gagner dix fois plus sans travailler qu'en travaillant chez eux.» Par ailleurs, Mégret préconise l'expulsion immédiate et sans appel de tous les «illégaux, criminels et délinquants», ainsi que la suppression de la carte de séjour de dix ans et son remplacement par un titre limité à un an. Le nouveau permis de séjour ne sera pas renouvelé pour les immigrés sans emploi. Mis à part la question de savoir comment réaliser ces plans sans rafles et violences à grande échelle, Bruno Mégret se montre un calculateur ingénieux:

100

«Nous en rapatrierons 400.000 par avion tous les ans, soit 1200 par jour. Ce qui est dérisoire au regard des 3400 mouvements quotidiens d'avions dans notre pays.» Les jeunes *beurs*, même de nationalité française, seront déportés avec leurs parents. «Ils partageront ainsi le sort des colons français des années soixante», persifle Mégret. [\(54\)](#)

De l'extrême-droite à la droite, les idées circulent très bien maintenant. A la mi-1995, un mois après le succès du FN aux élections municipales, le nouveau gouvernement Juppé applique un scénario de Mégret: à partir du 15 août 1995, les immigrés clandestins seront expulsés du territoire français par charter. [\(55\)](#)

Les attentats à la bombe de l'automne 1995 ne font qu'attiser l'hystérie sécuritaire du FN, dont les hauts dirigeants évoquent une «situation de guerre». Le gouvernement conservateur répond aux cris du FN par des mesures de sécurité de grande ampleur et une nouvelle loi anti-terroriste. Les contrôles de police, qui visent avant tout les étrangers, sont renforcés dans le cadre du plan Vigipirate: au total, ce sont quelque trente-cinq mille gendarmes et militaires qui patrouillent dans tout le pays. Dans les banlieues, les policiers sont équipés de gilets pare-balles et de fusils à balles en caoutchouc. La police peut abuser sans cesse davantage de ses prérogatives et faire preuve d'un racisme de plus en plus ouvert.

sans que cela ne semble gêner la droite, le FN crée en novembre 1995 son propre syndicat de policiers, le Front National Police (FNP), placé sous la direction de Jean-Paul Laurendeau. Lors des élections professionnelles de la mi-décembre 1995, le FNP obtient d'emblée 7,5%, contre 5,8% pour le fpip, son concurrent d'extrême-droite. Le 17 janvier 1996, le Premier ministre Alain Juppé dévoile son «plan Marshall» pour les banlieues pauvres. Parmi les mesures annoncées, il y a le renforcement de la police dans les quartiers à problèmes et la création de «zones franches», dans lesquelles les entreprises seront exonérées d'impôts et de cotisations sociales. Le FN commente le plan en ces termes: «Le pouvoir s'est trompé de western. Juppé a lancé un plan Marshall alors qu'il fallait un plan Shériff.»

La Sixième République

Longtemps, la vision du monde du FN a semblé s'arrêter à ses prises de positions contre les immigrés. Début 1993, le FN met fin à ce malentendu

101

en publiant ses *Trois cents mesures pour la renaissance de la France*. «Le FN ou la barbarie», proclame la préface. Selon le parti, la nation est gravement malade. «Comme un organisme malade sécrète des anticorps salvateurs, la France se forge au travers du FN l'instrument de sa renaissance.» L'idée de démocratie s'est perdue. «Nous vivons dans le régime totalitaire d'une oligarchie qui se laisse mener par les droits de l'homme et le mondialisme», tel est le diagnostic sommaire du FN. Le parti en appelle au peuple et l'avertit que seule une opération radicale est encore en mesure de sauver le pays. Le moment est venu de «casser le système ancien» pour le remplacer par un nouveau système fondé sur «l'alternative nationale». Guidé par ses «trois cents mesures», le FN prend position dans tous les débats de société.

Début 1994, le gouvernement tente d'amender la loi Falloux afin d'augmenter les moyens financiers de l'enseignement privé catholique au détriment de l'enseignement public. Le 16 janvier 1994, 300.000 manifestants défilent dans Paris pour la défense de l'école publique. A la grande colère du FN, la manifestation fait reculer le gouvernement. Pour le FN, l'école publique a terminé sa carrière. Sous le prétexte du «rétablissement de la neutralité de l'enseignement public» et de «l'égalité de tous les réseaux», le FN ravive la guerre scolaire, dont les données remontent à la séparation de l'Eglise et de l'Etat au lendemain de la Révolution française. La démocratisation de l'enseignement a toujours été un des grands idéaux de la gauche, qui a atteint beaucoup d'objectifs en ce sens en deux siècles. L'école publique est ouverte à tous et de plus gratuite. Toutefois, son fonctionnement est rendu plus difficile par des restrictions budgétaires et par des problèmes sociaux contemporains: enfants à problèmes, en

décrochage scolaire, voire violents, enfants de parents divorcés, enfants de parents chômeurs. Le FN n'y voit pas des sous-produits de la crise, mais une conséquence d'un «fausse pensée égalitaire», ou même d'un «complot maçonnique». «La gauche feint de croire que l'école est un chaudron magique, où l'on plonge les enfants pour les en ressortir conformes au moule de la vision gauchiste du monde. Sous le prétexte de développer le respect d'autrui et de combattre les préjugés, on passe les enfants à la moulinette idéologique jusqu'à ce qu'ils soient politiquement corrects», estime Martine Lehideux.[\(56\)](#) Selon Jean Madiran, la franc-maçonnerie a conduit l'enseignement public à la faillite. «Charles Maurras écrivait en 1937: "On connaît les statistiques qui établissent le nombre scandaleux

102

des illettrés en France: les dix pour cent de nos conscrits!" Record largement battu aujourd'hui», se gausse Madiran.[\(57\)](#) Maurras a écrit en juin 1940: «L'école française sera nationale avant tout, parce que les Français n'ont pas de plus haut intérêt commun que celui de la France.» Le FN le pense toujours.

Pour mettre fin au «lavage de cerveau cosmopolite et socialiste,» le FN veut libérer l'enseignement de «la mainmise syndicale». Les parents recevront un chèque scolaire afin de couvrir les frais de scolarité de leur enfant. Le FN espère ainsi favoriser le passage du réseau public à l'enseignement privé - géré à 95% par des institutions catholiques. Actuellement, les parents désireux d'inscrire leur enfant dans un établissement privé doivent payer le prix fort. Selon le FN, les pouvoirs publics doivent subventionner l'ensemble ou la majorité des coûts de fonctionnement des écoles privées. De plus, les enseignants doivent être «d'origine française». Par ailleurs, il convient de remplacer la «désinformation antinationale» des cours d'histoire et de morale par l'éducation au «sens civique» et l'étude des «pages glorieuses de l'histoire nationale».

Le FN entend renforcer encore le caractère sélectif d'un enseignement déjà très «filtrant» en donnant plus d'importance aux examens de fin d'année et à la récompense de la réussite individuelle. Aux retardataires, le FN offrira néanmoins un lot de consolation: «la revalorisation du travail manuel». *Présent* rappelle la doctrine de Pétain: «Travailler de ses mains n'est pas moins noble que de tenir la plume». [\(58\)](#) Selon le FN, les universités ont beaucoup perdu en prestige et en valeur par l'admission d'un trop grand nombre de lycéens aux examens d'entrée. Le parti réclame une politique d'admissions plus stricte, ainsi que des normes plus restrictives d'octroi de bourses d'études. Le résultat de ces mesures sera de limiter davantage l'entrée des grandes universités aux enfants des milieux aisés. Les universités devront également assurer une partie de leur financement par la conclusion de contrats rentables avec les entreprises. Selon ses propres dires, le FN veut économiser 65 milliards de

francs français dans l'enseignement. Il va de soi que l'ensemble de cette politique dessine un système à l'américaine, où une minorité d'écoles privées et coûteuses dispensent un enseignement de qualité, que la majorité des écoles publiques n'est souvent pas à même d'assurer.

Dans l'esprit du FN, la réforme de l'enseignement s'inscrit dans la lutte pour le «rétablissement des anciennes valeurs». La famille doit redevenir la pierre angulaire de la société. Le parti a préparé une multitude

103

de mesures dans le but de favoriser les familles nombreuses. Un revenu maternel sera versé à la mère au foyer, qui bénéficiera également d'une retraite convenable à son nom et de différentes facilités, notamment en matière de réinsertion dans le monde du travail après l'éducation de ses enfants. Les familles nombreuses pourront prétendre à des prêts avantageux et à une priorité dans l'attribution d'un logement. De même, le FN veut introduire un «droit de vote multiple», c'est-à-dire donner des voix supplémentaires aux parents en fonction du nombre d'enfants. Le parti entend décourager la vie en commun de couples non mariés par des «désincitants» fiscaux et sociaux. Les considérations démographiques du FN sont à cet égard aussi importantes que ses arguments économiques. Le parti veut en effet mettre fin à la «décadence démographique» de la nation française et ainsi rendre inutile le recours à l'immigration.

Outre les valeurs familiales traditionnelles, le FN défend «l'inviolabilité de l'enfant non encore né». La loi sur l'ivg de 1975 est à ses yeux un pur produit de la «franc-maçonnerie». Par crainte de perdre des électeurs potentiels, le programme officiel du FN se montre modéré à cet égard. En revanche, les porte-parole du courant catholique intégriste ne manifestent pas la même retenue. Pour *Présent* et pour Martine Lehideux, nièce du ministre du Travail de Pétain et présidente du Cercle national des femmes d'Europe, l'avortement est un meurtre. Ils exigent l'abrogation de la loi Veil et réclament l'impunité pénale des commandos anti-IVG. Georges- Paul Wagner, l'avocat de Le Pen, va plus loin. Le 5 mars 1994, Wagner est un des orateurs invités au congrès de l'Action familiale et scolaire (afs), un groupe lié à l'organisation catholique intégriste ictus. Le président de l'afs, l'amiral Berger, est un défenseur de «l'ordre naturel» tel qu'il existait sous les rois catholiques d'avant 1789.⁽⁵⁹⁾ Dans son intervention, Wagner affirme que la révolution française a détruit l'ordre familial séculaire en reconnaissant le droit au divorce et en minant l'autorité parentale. Il constate avec horreur que sous Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, la législation sur le divorce s'est encore assouplie. «Les politiciens de droite de la Cinquième République ne défendent que la bourse et la banque, pas l'ordre naturel», conclut Wagner.⁽⁶⁰⁾

Georges-Paul Wagner, Jean Madiran et Bernard Antony, tous membres du bureau politique du FN, rejettent pareillement la démocratie. Ils veulent instaurer un Etat autoritaire, fondé sur les Dix Commandements. Dans leur optique, Dieu distingue le bien et le mal, le licite et l'interdit.

104

Dans sa *République du Panthéon*, Madiran écrit: «La démocratie moderne est l'instrument de la ténébreuse alliance entre le socialisme apatride et la techno-finance anonyme et vagabonde.» Antony ajoute: «En réalité, la déclaration des Droits de l'Homme sans Dieu - pour me servir de la belle formule de Jean Madiran - conduit à un errement intellectuel, de l'absurde de Camus à l'horreur de Sartre, en passant par le nihilisme de Kafka, pour aboutir au désespoir de l'humanité. Pour redonner espoir aux gens, il faut enseigner à nouveau la loi naturelle, qui a été révélée au monde sous la forme succincte des Dix Commandements donnés par Dieu à Moïse.»[\(61\)](#)

Non sans jubilation, le FN voit les juges français suivre l'exemple de leurs collègues italiens et commencer leur propre opération «Mains propres». Le parti socialiste est aspiré par les scandales comme par les sables mouvants. Le socialisme de gouvernement, qui s'annonçait en 1981 comme le règne de la justice et de l'humanisme, se termine en clientélisme et en scènes dignes de la cour des Borgia. François de Grossouvre, ami influent de Mitterrand, se tue le 7 avril 1994 d'une balle dans la bouche dans son bureau de l'Elysée. Il y a les aventures de Bernard Tapie, homme d'affaires douteux à qui l'appui de Mitterrand vaut un ministère dans le gouvernement Bérégovoy. Tapie est mis en cause dans une interminable cohorte de procès pour escroquerie, abus de biens sociaux et corruption. Ce sont les signes macabres d'un socialisme qui a troqué l'idéal de l'émancipation collective pour la soif d'enrichissement individuel.

Après l'entrée en fonctions du gouvernement Balladur, les filets de la Justice se serrent également autour d'éminents représentants de la majorité gouvernementale. Plus douloureux encore, de plus en plus de ministres semblent orienter leur conduite en fonction d'une interprétation on ne peut plus souple de la norme et de la loi. Le 12 octobre 1994, Alain Carignon est emmené menottes aux poings. Après Gérard Longuet, cofondateur du FN en 1972, c'est le deuxième dirigeant politique qui doit quitter le cabinet Balladur parce que soupçonné d'avoir accepté des pots-de-vin. Pour le FN, les scandales sont du pain bénit. Le Pen a beau jeu de conclure que «c'est tout le système de la bande des quatre qui est corrompu et corrupteur».[\(62\)](#) Narquois, le FN publie la liste d'une cinquantaine de responsables politiques, hauts fonctionnaires et grands industriels ayant à

répondre devant la Justice.(63) «Il est temps de nettoyer les écuries d'Augias de la classe politique», déclare Mégret.(64)

105

Ce ne sont pas les propositions anti-corruption du FN qui sont ambiguës, mais les idées qui les inspirent. De manière significative, le FN s'en prend violemment aux «puissances d'argent» qui financent les partis politiques traditionnels. Bruno Gollnisch évoque une «solidarité mafieuse entre les politiques et certains milieux économiques.»(65) «Le grand capital contre le mouvement national», titre *Présent*(66) lors de la sortie de l'ouvrage *L'argent et la politique*, diffusé par Difaivre, l'éditeur du journal. Son auteur, Henry Coston, a collaboré avec les Nazis pendant l'occupation et a publié de nombreux articles contre les *deux cents familles* et la *conspiration judéo-maçonnique*. Ce dont Coston est outré avant tout, c'est que le FN a beau faire, il ne peut compter sur aucun soutien financier de la part du monde des affaires et de la grande bourgeoisie. En 1993, le FN n'a reçu que 433.300 francs français au total, dont 250.000 versés par Jean Bruel, entrepreneur ami du parti.(67) Coston en conclut que «l'influence grandissante des puissances d'argent ou des hommes d'affaires transforme la démocratie en ploutocratie».(68)

, Dans ce climat délétère, le FN place sa campagne aux présidentielles sous le thème «Mains propres et tête haute». Le 21 octobre 1994, Jean-Yves le Gallou inaugure devant le Palais de Justice de Paris un «monument aux corrompus». Lors de la cérémonie, on entend des slogans tels que «Socialistes et libéraux, tous voleurs» ou «Le Pen Président».(69) Le FN fait également quelques projets anti-corruption. L'un des points les plus sensibles: le financement des partis politiques et de leurs campagnes électorales par les dons des entreprises devra être interdit, les dons privés restant autorisés. Pour compenser le manque à gagner, le FN propose d'augmenter la dotation de l'Etat: c'est tout à l'avantage d'un parti qui se plaint amèrement de la «ladrerie» des entreprises à son égard. Fait piquant, l'Etat français a versé au FN 36 395 505 francs en 1994.(70) Selon le FN, de trop nombreux hommes politiques lorgnent les faveurs des entreprises publiques. Le FN privatisera immédiatement ces entreprises et privera définitivement de son éligibilité tout élu coupable de corruption.(71)

Mais le FN voit plus loin. Après toutes les récentes affaires, Le Pen estime que la Cinquième République vit ses derniers jours. Le régime n'a plus aucune perspective, si ce n'est celle d'un chaos encore plus désordonné, d'une corruption encore plus universelle. Le Pen montre la voie de sortie: elle se nomme la Sixième République et s'incarne en sa personne. Elle fait de Le Pen, pour reprendre les paroles de Bernard Antony, «un instru-

ment de la providence», un «père de la patrie». Dans les meilleures traditions maurrassiennes, le FN retrouve la distinction entre le «pays réel» et le «pays légal». «Dans la tradition nationaliste, les partis sont considérés comme des instruments de division du peuple, comme un outil dont le pays légal se sert pour bâillonner le pays réel», affirme Le Pen, qui pense que cette analyse de Maurras reste valable en substance; il suffit de la retoucher légèrement pour l'appliquer à la situation actuelle.[\(72\)](#)

Pendant la campagne des présidentielles, le FN propage l'idée d'une réforme institutionnelle visant à museler le Parlement, la presse critique et la Justice indépendante. Dans le même temps, cette réforme conduirait à un renforcement très considérable du «noyau répressif» de l'Etat: police, pouvoir judiciaire et armée.

«Le Parlement est l'organe de la souveraineté nationale, même si tous les politologues savent depuis Paréto que représenter, c'est trahir», affirme Jean-Yves le Gallou.[\(73\)](#) On en peut pas reprocher à Le Gallou de s'avancer masqué. Depuis la constitution gaulliste, le Président tout-puissant n'est en réalité responsable devant personne. Le Parlement n'exerce aucune autorité réelle sur l'exécutif. A une Assemblée Nationale qui se réunit peu et qui ne maîtrise pas même son ordre du jour, il ne reste que la faculté de débattre sans trancher et de décider sans imposer. Cette faiblesse caractéristique du législatif dans la démocratie française, le FN veut la consacrer définitivement par un recours plus large au référendum pour toutes les questions essentielles qui touchent aux institutions politiques et au droit civil. Au niveau local, 10% des inscrits pourront obtenir un référendum sur une question particulière. Au niveau national un million de signatures suffiront.

Pour le FN, le référendum d'initiative populaire est le summum de la démocratie: le peuple censé souverain décide en personne, les partis politiques ne sont plus en mesure de prendre la vie politique «en otage», les «tabous» peuvent être dépassés. Bref, la «démocratie directe» pourrait combler le fossé entre les électeurs - la société, le «pays réel» - et les élus - l'Etat, le «pays légal». L'argument du «fossé entre électeurs et élus» est également présent chez les penseurs d'extrême-droite avant la guerre. Les partisans d'une théorie fasciste de l'Etat partent du principe que la volonté politique du député et de l'électeur doivent coïncider en tout point. Cette opinion a notamment été défendue par l'idéologue nazi Cari Schmitt. Elle trouve son origine dans une aversion totale envers le système démocratique, fondé sur l'idée de représentation populaire.

Le FN ne se contente pas de vider le Parlement de la substance de son pouvoir. Au pays de Montesquieu, le pouvoir judiciaire, malgré des tentatives courageuses, est tout sauf indépendant des Ministères de la Justice et de l'Intérieur. Le FN veut réduire encore cette indépendance déjà très relative. Dans le passé, le Conseil constitutionnel, qui réunit neuf membres dont plusieurs socialistes, a invoqué le préambule de la Constitution et les droits de l'homme pour opposer son veto à certains projets de loi antidémocratiques. Le FN est outré de ce «dangereux dérapage idéologique, susceptible de conduire à un gouvernement des juges», et entend réduire de manière significative les prérogatives du Conseil.

En ce qui concerne le pouvoir judiciaire, tout semble aller à vau-l'eau. Le FN met en avant la «croissance exponentielle de la criminalité», conséquence du «laxisme» de la Justice et du «climat permissif» mis en place par les socialistes. Dans la Sixième République, il en ira tout autrement. Le FN penche pour une approche purement répressive - «la sécurité est la première des libertés» -, qui ne considère pas tant la Justice comme un instrument de protection des droits démocratiques de l'individu que , comme la gardienne de la loi et de l'ordre. Seule la fermeté est payante. L'avocat Georges-Paul Wagner prône la peine de mort, moyen de dissuasion aussi indispensable qu'efficace. Il étaye son argumentation en invoquant le bon vieux temps. «La peine capitale doit aussi être considérée comme une cérémonie expiatoire. C'est ainsi que la concevait la société sous l'Ancien Régime», nous apprend-il.(74) Les autochtones, mineurs y compris, effectueront la totalité de leur peine. Pour résoudre le problème de la pénurie de cellules, les immigrés seront transférés dans les prisons de leur pays d'origine; à côté de quoi le FN augmentera de 10.000 unités la capacité des institutions pénitencières françaises. Pour apaiser son angoisse irraisonnée et sa hantise sécuritaire, le FN veut doubler le budget de la Justice.

Dans la Sixième République, médias et liberté d'expression seront soumis à une réévaluation complète. Il y a quelque espoir pour la «presse amie» et les révisionnistes, qui doivent aujourd'hui compter avec les lois antiracistes Pleven et Gayssot. Ces lois «staliniennes», le FN les supprimera purement et simplement. «Elles introduisent une insupportable police de la pensée, une police juive dans la triste tradition de l'Inquisition,» s'exclame Bernard Antony.(75) Bruno Gollnisch en rajoute: «La liberté d'expression, la conscience et la religion sont tous les jours foulées aux pieds,

et notamment dans le cadre de la recherche historique, qui n'est pas libre.» Le vice-président du FN a de la sympathie pour les négateurs obstinés des crimes nazis. «Des universitaires sont punis dans leur carrière, pour avoir dit simplement que les médias ne traitent pas sérieusement de

l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.»[\(76\)](#) Gollnisch doit bien connaître le sujet, lui qui enseigne à l'Université de Lyon II, un haut-lieu du révisionnisme.

Depuis toujours, le FN voue une haine sans bornes au journalisme critique. Venu au pouvoir, le FN prendra des mesures. Il fera modifier la constitution pour mettre fin au «terrorisme intellectuel» de la presse progressiste. Le Pen veut subordonner l'exercice du métier de journaliste au passage d'un examen d'Etat. En outre, le FN créera une «juridiction des médias», un statut déontologique applicable au «corps» des journalistes et un droit de réponse pour les personnes mises en cause dans la presse. On changera tout, tout et surtout pour que le FN puisse avoir plus largement accès aux médias. Chaque parti politique aura par exemple un droit légal de présence dans les médias proportionnel à son poids électoral, et pourra réagir aux déclarations gouvernementales, réactions auxquelles les médias devront consacrer le même temps de diffusion qu'aux déclarations elles-mêmes.

Dans un autre domaine, le FN entend «réajuster» la politique étrangère de la France. La France devra poursuivre exclusivement ses propres intérêts et sa propre grandeur. Dans la disparition du bloc de l'Est et l'affaiblissement des Etats-Unis, le FN voit l'occasion pour la France de réaliser ses ambitions de grande puissance. Il s'oppose donc à l'intégration européenne et veut inscrire la priorité de la législation nationale dans la constitution de la Sixième République. Il refuse tout transfert de compétence de l'Etat français à l'Union européenne. Tout au plus, le FN accepterait-il une «confédération de l'Europe des patries», dans le cadre de laquelle les Etats-membres souverains conviendraient d'une collaboration souple et pragmatique dans des domaines communs tels que l'économie, la lutte contre l'immigration et la défense. L'actuelle Commission européenne devra abandonner une grande partie de son pouvoir et être transformée en une sorte de secrétariat général. On ne badine pas avec l'identité française. «Nous nous opposons au traité de Maastricht parce que nous ne voulons pas que Domrémy, par exemple, soit un jour dirigé par un maire anglais», affirme sans rire Jean-Claude Martinez, député eu-

109

ropéen.[\(77\)](#) Martinez poursuit: «En deuxième lieu, nous sommes d'avis que les Européens risquent d'être submergés par les immigrés. Dans trente ans, on priera cinq fois par jour ici même, au Parlement européen, le visage tourné vers La Mecque.» Le même nationalisme pousse le FN à s'opposer à une «Europe allemande». Dans la bouche de Martinez, le chancelier Kohl devient rien moins que le «chef du Quatrième Reich».[\(78\)](#) Son message est clair: l'Allemagne peut bien

croire que la Bundesbank fixe la valeur du franc, l'armée française est plus forte que l'allemande!

Pour préserver le statut de la France dans le monde, le FN compte principalement sur l'armée. Dans le programme électoral pour la Sixième République, le FN promet de faire passer le budget de la défense de 2,2 milliards en 1995 (2,6% du produit intérieur brut) à 5% du pib, de supprimer toutes les mesures d'économie frappant les programmes militaires et d'accélérer la mise en place d'une armée de métier. Pour donner un semblant de justification à ce renforcement de l'armée, le FN publie depuis plusieurs années un flot continu de rapports alarmants sur les exercices nucléaires non réalisés, l'impréparation de divisions entières, d'inquiétants problèmes de matériel et la démoralisation des soldats et de leurs officiers. «L'armée ne possède même pas assez de munitions pour survivre à une semaine de guerre en Europe», se lamente Le Pen.[\(79\)](#)

Le FN exprime la position des faucons de l'appareil militaire, désireux de renforcer les capacités de défense et spéculant sur le rôle de pivot qui sera bientôt dévolu à la France au sein d'une structure européenne de défense. A cet égard, la mise sur pied d'une force d'intervention rapide revêt une importance capitale. Dès maintenant, la France ambitionne de disposer de 130.000 hommes capables de se porter rapidement sur des foyers de crise à 7000 kilomètres de Paris. Le FN veut renforcer encore cette force d'intervention, pour le motif que les territoires d'outre-mer et des pays africains amis comme le Sénégal, le Gabon et la République Centre-Africaine sont menacés par «la subversion et la guérilla».

Dans la vision du FN, défense intérieure et défense extérieure sont indissolublement liées. C'est ainsi que le FN prône la création d'une «garde nationale» qui assistera la gendarmerie nationale en cas de besoin. La gendarmerie elle-même sera déchargée de ses tâches administratives de façon à pouvoir se consacrer entièrement au maintien de l'ordre. De même, le FN veut créer une nouvelle police des frontières, ayant pour mission de coordonner la surveillance des immigrés et des réfugiés politiques.

110

Le FN suggère une modernisation à grands frais de la force de frappe autonome. Le Pen reprendra immédiatement les essais nucléaires afin de permettre le développement de nouvelles armes atomiques. De plus, il veut équiper la marine française d'une dizaine de sous-marins nucléaires «offensifs» et doter l'armée de l'air de six escadrilles nucléaires. Enfin, un système élaboré de radars sera mis en place pour défendre la France contre des attaques nucléaires en provenance du Maghreb. En effet, le FN croit dur comme fer que «bientôt, les villes françaises du Midi seront exposées aux missiles algériens». A la mi-1995, le gouvernement réalise une partie

du programme de Le Pen. Au mépris de l'opinion mondiale, le Président Chirac décide de reprendre les essais nucléaires dans l'océan Pacifique. Rares sont les chefs d'Etat européens dont la prise de fonction s'est accompagnée d'un tel tintamarre.

Corporatisme et protectionnisme

A la suite de la récession de 1974, certains milieux dirigeants s'intéressent à une «mutation» néolibérale. Friedrich von Hayek et Milton Friedman attirent l'attention par leur thèse selon laquelle «l'Etat-Providence» porte en lui les germes du socialisme. Ils préparent les «révolutions» de Pinochet, de Thatcher et de Reagan.

«Pour la France», le programme du FN publié en 1968, respire tout entier la victoire de cette pensée libérale du marché. Quelles sont les propositions concrètes du fn? Pour l'employeur, la liberté absolue de licenciement de son personnel. Pour les salariés, la suppression d'acquis sociaux tels que les cinq semaines de congés payés, les 39 heures de travail hebdomadaires, le SMIC et le rmi. Pour la représentation des travailleurs, la suppression du «monopole» des syndicats reconnus, la limitation du droit de grève dans les services publics et les petites entreprises. Pour satisfaire les grandes entreprises, le FN se prononce pour la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) et pour le marché unique européen, sans oublier une monnaie commune et une banque centrale européenne.

Alors que les gouvernements socialistes des années quatre-vingt se montrent d'excellents intendants du capitalisme français, le chômage continue d'augmenter dans des proportions inquiétantes. De plus en plus de personnes ne survivent que grâce au Revenu minimum d'insér-

111

tion (RMI). Le FN tente de canaliser le mécontentement croissant dans une offensive en règle contre le socialisme. «Le rapport entre socialisme et chômage a été prouvé par Friedrich von Hayek, prix Nobel, dans son ouvrage *Le chemin de l'esclavage*. Le socialisme crée la pauvreté, le socialisme total crée la pauvreté totale», affirme Yvan Blot.⁽⁸⁰⁾ Les débordements antisocialistes sont innombrables dans *Identité*, la revue théorique du FN. Le numéro de novembre 1990 paraît sous le titre «Réhabiliter le social». *Identité* y découvre cette vérité choquante: la France ne compte plus de capitalistes, elle «ressemble davantage à un pays socialiste du bloc de l'Est qu'à un pays capitaliste du XIXe siècle.» Et *Identité* d'enchaîner: «Le temps où l'ouvrier était exploité par le capitalisme, c'était il y a un siècle». Aussi, conclut la revue selon le meilleur des raisonnements corporatistes: «La lutte ouvrière doit faire place à la solidarité entre les différentes couches de la nation.» La publication du FN professe la conviction profonde que «l'égalitarisme crée l'injustice». «Car

où est la justice si l'employeur et le parasite sont récompensés de la même façon?» *Identité* termine en stigmatisant une dernière fois l'état-providence, «origine des maladies du corps social: l'égalitarisme niveleur et les prélèvements obligatoires qu'il entraîne, le chômage et la pauvreté, l'immigration et l'insécurité.»[\(81\)](#)

Après la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'Union soviétique, la pensée libérale mondiale n'a plus d'adversaire digne de ce nom. En France et en Europe régner une atmosphère inquiète de changement incessant, conséquence de la restructuration du capitalisme. Le discours est à l'accroissement de la productivité et des parts de marché, aux économies de coûts, aux fermetures d'entreprises, aux fusions, à la rationalisation, à la flexibilisation, à la privatisation. Les multinationales européennes se préparent fiévreusement, ici par des licenciements massifs, là par des investissements gigantesques, à la bataille de la concurrence qui va les opposer aux entreprises américaines et japonaises. Ce sont les partisans les plus ardents du traité de Maastricht. Signé fin 1991, le traité instaure l'Union politique européenne d'une part, l'Union économique et monétaire de l'autre. Quant aux économies d'échelle et aux gains de productivité, ils signifient le chômage pour bon nombre de salariés et la disparition pour bon nombre de petites entreprises. Le FN ne peut ignorer plus longtemps cette réalité. Il a l'ambition de devenir un grand parti corporatiste, capable d'attirer toutes les couches de la société. Si le FN ne s'avance pas sur le terrain social maintenant, il perdra toute possibilité de s'implanter

112

dans les milieux populaires, à commencer par les ouvriers et leurs familles qui, bon an, mal an, constituent toujours de 50 à 55% de la population française.

Peu avant les élections régionales, début mars 1992, le FN opère un virage «national-social» marqué. Bruno Mégret présente un programme social et économique en 51 points, dans lequel le FN promet de préserver une série d'acquis tels que le salaire minimum, le revenu minimum et les cinq semaines de congé. Le FN se trouve entre deux feux: s'il veut un jour arriver au pouvoir, il lui faut conquérir le soutien électoral des couches populaires tout en rassurant les classes moyennes et les milieux d'affaires. En 1992, l'économie française est dans le creux d'une récession profonde. Comme un malheur ne vient jamais seul, elle essuie également les rigueurs du marché unique européen, tout en subissant les contrecoups de l'évolution des rapports de force économiques au plan international. Le FN s'efforce d'articuler une réponse cohérente à ces défis politiques et économiques. Le résultat de l'exercice ne laisse pas d'inquiéter, car le parti voit son salut dans un retour aux imprécations démagogiques contre

le «mondialisme» et le «capitalisme apatride», rodées par l'extrême-droite dès les années trente.

A partir de la mi-1992, le «mondialisme» devient le thème central de la campagne contre le traité de Maastricht. Le référendum sur le traité de Maastricht, prévu pour le 20 septembre 1992, déclenche une guerre verbale d'une violence rare. «Maastricht revient à plus de demandeurs d'asile, plus d'impôts, plus de chômage, plus d'insécurité. Maastricht signifie l'abandon de notre indépendance et de notre identité», affirme Le Pen.⁽⁸²⁾ Yvan Blot, qui n'aime rien tant que la confusion des genres, ajoute: «On retrouve dans Maastricht les conceptions fascistes mais aussi socialistes de Vichy, celles-là mêmes que l'on nous reproche sans cesse.»⁽⁸³⁾ La chute du Mur a fait disparaître la nécessité d'une Europe fédérale forte, fer de lance dressé contre le bloc de l'Est. Dès lors, le FN n'admet plus guère qu'une «grande confédération de l'Europe des patries»; l'actuelle Commission européenne devant être transformée en un secrétariat général. «Après la chute de l'Union soviétique, l'Europe n'a plus besoin d'une nouvelle union de républiques socialistes», déclare Antony, qui voit partout la main du socialisme «sans Etat».⁽⁸⁴⁾

Rien ne rejouirait davantage Le Pen que de diriger prochainement un grand front élargi. En recourant à la rhétorique nationaliste, il tente de

113

gagner une fraction de la bourgeoisie. Selon le leader du FN, le différend entre «nationalistes» et «internationalistes» trace dans le paysage politique un fossé si profond que les distinctions traditionnelles entre socialisme et libéralisme, entre gauche et droite, sont peu de chose en comparaison.⁽⁸⁵⁾ Le Pen propose donc un nouveau clivage: celui qui sépare les économies mondialistes des économies nationales. Le FN s'oppose désormais à la politique monétaire commune et à la banque centrale européenne. A première vue, le discours du FN semble s'infléchir vers la gauche. «En 1936, notre peuple s'en prenait aux deux cents familles», dit Jean-Claude Martinez. «En 1997, six oligarques de la banque centrale européenne seront les maîtres de l'économie européenne.»⁽⁸⁶⁾ Le Pen ne mâche pas ses mots: «C'est ni plus ni moins une dictature, exercée par un petit groupe de barons de la finance».⁽⁸⁷⁾ Une chose est claire en tout cas, le FN va à la pêche aux ouvriers déçus de la gauche. «Comment un sympathisant socialiste ou communiste pourrait-il se réjouir de voir confier les rênes de la politique économique à une banque multinationale?» s'exclame Jean-Yves le Gallou.⁽⁸⁸⁾

Mais pour l'instant, le FN trouve son public le plus attentif auprès des classes moyennes. Les commerçants, les artisans et les petits chefs d'entreprise produisent pour le marché national. Le cdca, une organisation des classes moyennes qui

affirme compter plus de cent mille adhérents, condamne le traité de Maastricht lors de son congrès en juin 1992.⁽⁸⁹⁾ Le chef de la section parisienne, Jean-Gilles Malliarakis, admire Mussolini et le théoricien corporatiste René de la Tour du Pin. C'est également un collaborateur estimé de Radio Courtoisie, la radio libre du FN. Le cdca est une organisation poujadiste, qui mène une véritable guérilla contre le fisc et la sécurité sociale, utilisant le non-versement des prestations sociales comme moyen de pression. Ces dernières années, l'organisation a signé au moins soixante-neuf actions violentes.⁽⁹⁰⁾

Les rangs des grands industriels français sont divisés sur la question de Maastricht. La plupart, pro-européens, sont dans le vocabulaire du FN des «capitalistes sans Etat». A la grande satisfaction du FN, quelques chefs de grandes entreprises appellent à voter non. Parmi eux, il y a Jacques Calvet (président de PSA Peugeot-Citroën), Piene Suard (PDG d'Alcatel-Thomson) et Jean-Louis Giral (grand patron du BTP). Calvet est l'un des opposants les plus virulents et les plus en vue. La presse amie du FN cite et approuve ses protestations contre l'attitude à son avis trop pusillanime de

114

la Commission européenne face aux importations de voitures japonaises en Europe. La division des milieux d'affaires se reflète dans les partis de droite. De plus en plus heureux, le FN assiste à la fracture des droites. Les déclarations de politiciens conservateurs comme Charles Pasqua, Philippe Seguin ou Philippe de Villiers concernant la «préférence nationale» ne se distinguent pratiquement pas des thèses officielles du FN. C'est une bien belle unité de pensée qui se dessine là. «Nous perdons notre souveraineté pour de bon», apprend *Présent* de la bouche de Pasqua.⁽⁹¹⁾

Le 20 septembre 1992, c'est finalement le "oui" à Maastricht qui l'emporte, à la majorité la plus ténue qu'on puisse imaginer. Le FN n'est pas mécontent du tout. «La France du "non" a un tout autre visage. C'est la France des petites gens et des chômeurs acculés au désespoir, des employés, des ouvriers, des petits retraités, des veuves réduites à une maigre retraite de 2500 francs mensuels. Bref, la France des "prolos". Cette France-là, c'est la nôtre», écrit Roland Gaucher, membre du bureau politique.⁽⁹²⁾ Ancien collaborateur, Gaucher sait que le mouvement fasciste d'avant-guerre a su se gagner une partie de la classe ouvrière en adoptant un discours mystificateur, mêlant nationalisme et idées socialistes. «C'est pourquoi il ne faut pas hésiter à multiplier les contacts à la base avec les électeurs du "non", communistes, socialistes ou écologistes», écrit-il encore.

Toutefois, l'implantation du FN dans le monde ouvrier ne se réalise pas comme par enchantement. Le FN tente de mettre sur pied des «cercles», par secteur industriel et par catégorie professionnelle. Selon le modèle corporatiste, ils regroupent

patrons, ouvriers, employés et cadres. *Entreprise Moderne et Libertés* (EML) joue un rôle moteur dans cette campagne. eml a été fondé en 1984 par André Dufraisse, le mari de Martine Lehideux. Dufraisse, un grand ami de Le Pen, siège tout comme son épouse au bureau politique du FN. Avant la guerre, André Dufraisse était un militant du ppf; dès 1941, il a combattu dans les rangs de la LVF sur le front de l'Est. Après la libération, il s'est enfui en Allemagne. Il a participé au mouvement poujadiste et à l'OAS. Dufraisse a du galon dans l'extrême-droite. *Entreprise Moderne et Libertés* oriente son action sur les pme/pmi principalement. Son président, Jean-Michel Dubois, est inscrit à la Chambre de Commerce de Paris. Le 10 octobre 1992, eml organise son troisième congrès à Paris, en présence de Le Pen. Le mouvement met l'accent sur les points suivants: fin du monopole des cinq syndicats repré-

115

sentatifs, privatisation de la quasi-totalité des entreprises publiques, ouverture de la sécurité sociale à la concurrence par l'introduction des caisses privées d'assurance-maladie et des sociétés d'assurances. sans oublier la limitation des prestations sociales aux Français «de souche», la liberté absolue de l'employeur quant au licenciement du personnel, le rétablissement du secret bancaire, la réduction des impôts et l'introduction du système allemand des apprentis.(93)

Les différents cercles FN, une quinzaine au total, ont chacun leurs accents propres. Le Cercle national du corps de santé, dirigé par le médecin spécialiste Jacques Lefay, compte cent membres et défend une médecine libérale, y compris la libéralisation des tarifs.(94) Le Cercle national de la fonction publique lutte pour une limitation du droit de grève; son journal *L'Esprit public* trouve l'essentiel de son lectorat dans les milieux de la gendarmerie, de la police et des gardiens de prison. Le Cercle national de la RATP agite volontiers le thème de l'insécurité. Les métiers de la sécurité constituent au demeurant le seul secteur professionnel où le FN a réussi une implantation véritable. C'est ainsi que le FN soutient le syndicat de policiers fpip, orienté à l'extrême-droite. Selon son président Philippe Bitauld, le FPIP a obtenu, lors des élections sociales de la Préfecture de Police, plus de 18% des voix dans le corps des commissaires et des hauts fonctionnaires, et plus de 16% dans celui des officiers et commandants. L'association de militaires cnga, d'obédience FN, conduit par Jean-Jacques Gerardin, ancien commandant de la garde de l'Elysée, diffuse son périodique *Le Glaive* dans les casernes. L'action de la fac, l'organisation de chômeurs du FN, ne va guère plus loin que les cours d'entretiens d'embauche et les offres d'emploi dans *National Hebdo*. Au cours des quatre années écoulées, la fac a trouvé de l'emploi à quelque quatre mille chômeurs: une goutte d'eau par rapport à un océan de chômage qui, en avril 1993, s'est élevé à 11,6% de la population active.

A la mi-août 1993, le nouveau gouvernement conservateur Balladur présente un plan quinquennal destiné à juguler le fléau du chômage. La réflexion du gouvernement s'est arrêtée à l'allègement des charges fiscales et sociales des employeurs et à l'encouragement du travail à temps partiel. Edouard Balladur soutient les restructurations d'entreprises, qui entraînent la suppression d'emplois et des réductions de salaire. Chez Air France, 4600 emplois ont ainsi été perdus au cours des trente-six derniers mois. En septembre 1993, la direction veut licencier quatre mille autres

116

travailleurs et réduire le salaire des personnels de sol les moins bien rémunérés. C'est le signal d'une grève qui paralyse l'ensemble du trafic aérien. Après quelques jours, le ministre des Transports est contraint de retirer tout le plan d'assainissement.⁽⁹⁵⁾ *National Hebdo* dénonce cette «capitulation» précipitée devant la «rue». Pour l'organe du parti, la capitulation du gouvernement pourrait bien entraîner une série de nouveaux conflits sociaux.

Par contre, le FN soutient inconditionnellement les actions violentes de la Coordination rurale, qui manifeste le 17 septembre 1993 à Paris contre le GATT. Le FN a trouvé là un nouveau catalyseur des passions nationales, d'autant plus que le gouvernement des Etats-Unis exige une conclusion des accords sur le commerce mondial avant le 15 décembre 1993. Le FN appelle le Premier ministre Balladur à torpiller les accords du GATT en opposant le veto de la France aux négociations. Le parti demande qu'une politique protectionniste et de priorité absolue aux intérêts économiques et commerciaux français et européens remplace un «libre-échangeisme naïf» que les Etats-Unis et le Japon confessent sans pratiquer. Pour Bruno Mégret, l'ouverture des marchés conduira irrévocablement à la ruine de l'agriculture et à des pans entiers de l'industrie.⁽⁹⁶⁾

Par une élévation des tarifs douaniers et toute une série de taxes et de quotas à l'importation, Mégret voudrait construire une inexpugnable ligne Maginot protectionniste contre les produits en provenance de pays non-européens.

La ligne Maginot, construite dans les années trente en Alsace-Lorraine pour empêcher à tout jamais la venue des Allemands, s'est avérée sans utilité aucune sur le plan militaire en 1940. De même, le protectionnisme ne profitera guère à la France sur le plan économique. A court terme, l'isolement du marché peut certes maintenir des emplois dans des secteurs menacés par le commerce international. Mais à échéance plus lointaine, c'est une menace encore plus grande qui se dessinera. Dans les années trente, le protectionnisme a été l'un des facteurs qui ont déclenché la grande dépression économique, dont le fascisme s'est nourri politiquement. D'ailleurs, l'opposition entre libre-échangeisme et protectionnisme n'est que relative, car tous deux se montrent

hostiles à une «égalité» des échanges entre pays riches et pays pauvres. Le libre-échange est bien souvent un alibi à la pénétration des marchés du Tiers-Monde. De ce fait, il est parfaitement inéquitable que la plupart des pays en développe-

117

ment aient été d'emblée mis hors jeu dans les longues négociations du GATT. En effet, ils risquent de voir renchérir leurs importations alors que le prix de leurs produits exportés baissera, ce qui accroîtra encore l'inégalité des échanges mondiaux.

Le FN s'oppose principalement à la libéralisation de l'agriculture, souhaitée par le GATT, et à la limitation proposée des exportations agricoles. A l'inverse, il propose de placer un cordon sanitaire autour des marchés français et européen, et de supprimer toutes les mesures de limitation des quantités de production, tels que quotas laitiers et le gel des terres agricoles. De plus, le FN veut séduire les 850.000 paysans français en préconisant la suspension des prélèvements des droits de succession et l'exonération des cotisations sociales.⁽⁹⁷⁾ Jean-Claude Martinez siège au bureau politique du FN et au Parlement européen; il préside également le cna, le syndicat paysan du parti. Ce professeur à l'Université de Paris II dépeint le GATT et la politique agricole européenne (pac) comme un «complot international». «On veut instaurer un marché mondial où des troupeaux de consommateurs seront dirigés par une oligarchie», affirme Martinez. «Pour réaliser ce plan, il faut éventrer les nations et les couper de leurs racines. D'où la politique agricole commune, destinée à éliminer les agriculteurs et à détruire le socle de la communauté nationale.»⁽⁹⁸⁾ Martinez passe délibérément sous silence le fait que la politique agricole commune absorbe grosso modo la moitié du budget de l'Union européenne et qu'elle est l'exact opposé du libre-échangeisme. En résumé, il s'agit d'inciter les exploitants agricoles européens à la surproduction, les excédents étant écoulés sur les marchés du Tiers-Monde grâce aux subventions européennes.

En décembre 1993, le monde agricole français continue ses manifestations contre le GATT. Le FN fait de même à Paris, le 11 décembre 1993, avec le slogan suivant: «Sauvons l'emploi français. Non au diktat américain.» Le parti ne mobilise que 1500 manifestants. L'opiniâtreté française arrache quelques avantages pour l'agriculture française, de sorte que le Premier ministre Balladur peut poser un instant en vainqueur lors de la signature des accords du GATT le 14 décembre 1993, un jour avant la date limite des Américains.

Edouard Balladur opte pour le dialogue avec Le Pen. Le 20 juin et le 20 décembre 1994, des délégations du FN se

concertent avec le Premier ministre dans son appartement de fonction. Ce faisant, Balladur confère

118

une légitimité inutile au FN et donne à ses partisans la certitude que l'influence politique de leur organisation va croissant. Pendant les discussions avec le Premier ministre, Le Pen plaide pour une révision du traité de Maastricht et de la ligne française dans les négociations du GATT. La rencontre du 20 décembre 1994 coïncide avec une spectaculaire opération de squattage menée par le très populaire abbé Pierre. Son action éclair dans les quartiers bourgeois près du boulevard Saint-Germain place soudain la misère criante des sans-abri, des exclus et des sans-emploi au centre de la campagne pour les élections présidentielles.

Ce recentrage oblige Le Pen à se pencher, lui aussi, sur le sort des six millions de chômeurs, des 500.000 sans-abri et du million de RMistes - ces estimations proviennent d'un tract électoral intitulé *Les Priorités de Le Pen*. La colère de ce dernier est due avant tout à un calcul électoral des plus simples. Le parti socialiste, tombé au plus bas, n'a plus de prise sur les travailleurs. Aux élections européennes de 1994, Michel Rocard n'a plus attiré que 13% des voix ouvrières. Par des promesses sociales, Le Pen tente de s'attirer des électeurs socialistes. En pleine campagne, au mois de mars 1995, Le Pen promet le relèvement du SMIC à sept mille francs par mois, un revenu parental pour la mère au foyer et des aides à l'accession à l'habitat pour cinq millions de Français.⁽⁹⁹⁾ Pour réaliser cette dernière mesure, Le Pen veut donner à des Français «authentiques», moyennant certaines conditions, les HLM souvent occupés par des immigrés.

La force de séduction des «solutions» de Le Pen réside le plus souvent dans leur simplicité. C'est ainsi qu'il promet de supprimer le chômage pendant son septennat s'il est élu. Son calcul est simplissime: rapatriement des immigrés (1.250.000 emplois), réduction des impôts (1.100.000 emplois), introduction d'un revenu parental (500.000 emplois) et protectionnisme (910.000 emplois). Les propositions sociales de Le Pen ne sont pourtant qu'une façade. Il suffit de lire attentivement les *Trois cents mesures pour la renaissance de la France* pour se convaincre que le programme du FN favorise essentiellement les couches aisées. Par exemple, le FN réclame une réduction sensible des droits de succession et de l'impôt sur les fortunes, voire la suppression pure et simple de l'impôt sur le revenu.⁽¹⁰⁰⁾

Ces réductions fiscales signifient une véritable saignée pour le Trésor public. Comme on n'a rien sans rien, le FN prévoit le licenciement de milliers de fonctionnaires, soixante-cinq milliards d'économies dans l'enseignement et quatre-vingts milliards de coupes dans la sécurité sociale.

Cette dernière sera la plus durement touchée. Le FN ne se borne pas à éliminer les gaspillages ou à maîtriser les dépenses. Il veut casser le «monopole» de la sécurité sociale et en transformer radicalement le régime. Le fondement de la nouvelle construction sera un filet social, une allocation de survie baptisée «allocation de solidarité nationale», destinée aux sans-abri et autres marginaux. L'allocation remplacera le rmi et sera réservée exclusivement aux Français. Elle sera financée par une taxe de solidarité nationale sur les bénéfices des banques et établissements financiers, ainsi que par un impôt spécial sur l'emploi de main-d'œuvre étrangère. Les «bénéficiaires» de cette allocation seront tenus de réaliser à temps partiel des travaux d'utilité collective. Un nouveau service national de «fraternité française» veillera au bien-être matériel et spirituel des pauvres: une attitude paternaliste bien dans la ligne nationaliste du Front. Quelles sont les autres caractéristiques du nouveau régime social? Les immigrés en seront exclus sans appel. Les syndicats devront renoncer à sa gestion. Les cotisations sociales à verser par les employeurs seront considérablement réduites; les contribuables financeront les allocations familiales. La France dispose d'un système de cotisations sociales très «catholique», qui favorise les familles de trois enfants et prévoit des montants élevés pour chaque enfant au-delà. Le FN, qui attache une importance particulière au mariage et à la famille, s'oppose aux économies sur les allocations familiales.

En revanche, on sabrera dans l'assurance-maladie, l'assurance-chômage et l'assurance-retraite. Le FN refuse les allocations de chômage à durée illimitée, qui n'incitent pas à un retour au travail. Le parti se propose d'étudier des mesures permettant de contrecarrer le «laxisme» ambiant. Les demandeurs d'emploi auront l'obligation d'accepter tout travail disponible, même en dessous de leur qualification. De même, le FN propose de retirer le droit aux allocations à tout demandeur qui aura refusé trois fois un emploi qui lui aura été proposé. Pour dépister les fraudeurs, les allocataires sociaux seront munis d'une carte de droits infalsifiable. Par ailleurs, le FN entend transformer en profondeur les régimes de retraite et l'assurance-maladie. Dans la vision de Le Pen, il ne restera qu'un régime de base pour tous les résidents français. Cette réforme conduira à un transfert massif vers les assurances complémentaires, les risques propres et les cotisations privées. C'est la menace d'une dualité inacceptable, dans laquelle les riches auront un traitement de faveur refusé aux groupes moins aisés.

Pendant la campagne présidentielle, au printemps 1995, les dirigeants politiques français sont confrontés à une révolte sociale. Les syndicats, mais aussi toute une partie de l'électorat populaire de Le Pen, soudent les rangs contre le gouvernement. Les travailleurs de la fonction publique sont parmi les plus durement touchés par les mesures d'économie,

les licenciements vont bon train. Des grèves éclatent chez les postiers, chez les cheminots, à Air Inter. Le FN chapitre les grévistes, coupables de prendre les usagers «en otage». Le parti saisit l'occasion pour revendiquer une limitation stricte du droit de grève, la suppression du «monopole» des syndicats représentatifs et la privatisation des postes et d'autres services publics.

Plus que jamais, le FN défend les intérêts des petites et moyennes entreprises, qui assurent trois quarts de l'emploi en France. La défense de ce secteur n'ira malheureusement pas sans conséquences sociales désagréables. Selon le FN, l'époque de l'emploi fixe est révolue. La sous-traitance, l'emploi à temps partiel et d'autres systèmes souples vont gagner en importance. Les chefs de PMI/PME devront avoir la possibilité d'embaucher et de licencier comme bon leur semble. Toute limitation légale en matière de licenciement, d'embauche et de durée du travail sera supprimée. Sur le marché du travail, cela se traduira inévitablement par des formes d'emploi de bas de gamme. Le FN n'y voit apparemment pas d'inconvénient. Il forge même une formule cynique pour désigner ce nouveau paysage de société: «le social sans le socialisme».

Le capitalisme français se trouve dans un processus de transformation difficile, dont l'enjeu est rien moins que sa propre survie dans un contexte de concurrence mondiale. En octobre 1995, le Président Chirac décide de mettre tout en œuvre pour préparer le pays à participer à l'Union économique et monétaire, prévue par le traité de Maastricht. Le Premier ministre Juppé dévoile un plan «audacieux» de réforme de la sécurité sociale et de la sncf. Le plan prévoit de retirer aux syndicats la gestion des régimes sociaux, de geler temporairement les salaires dans la fonction publique, et d'augmenter la durée de cotisation au régime de retraite des fonctionnaires de 37,5 à 40 ans. Quant à la sncf, elle devra subir un assainissement en profondeur sur une période de cinq ans.

Les syndicats combattent ces plans anti-sociaux par une grève longue et des manifestations monstres dans l'ensemble du pays. L'action culmine le 12 décembre 1995. Dans toute la France, ce sont deux millions de

121

grévistes qui se mobilisent. Le gouvernement ne peut résister plus longtemps à un mouvement social d'une telle ampleur. Juppé décide de geler le plan de restructuration de la sncf et propose un «sommet social» aux syndicats. Le 14 décembre 1995, *National Hebdo* crie à la trahison et parle d'une «fausse grève de privilégiés». La publication s'en prend également aux «faux chômeurs et aux faux malades», accusés de baigner «dans la "dolce vita" à la petite semaine, qui pompe littéralement toute l'économie française». «Sur trois millions de chômeurs, on en aurait 1.500.000 qui ne feraient pas le

moindre effort pour essayer de retrouver un emploi. Est-ce possible?» éructe l'organe du FN.

Bruno Gollnisch ne cache pas que la suppression des libertés syndicales est pour lui d'une importance capitale. «J'ajoute qu'une grève dans le service public est intolérable quand elle porte atteinte à la continuité dudit service public. Il faut recourir à des procédures d'arbitrage.» Le secrétaire général du FN poursuit: «Quant aux syndicats, ils n'ont pas à se substituer au pouvoir législatif. Quand le FN aura reçu mandat du peuple de gouverner la France, je puis vous affirmer solennellement qu'il ne se soumettra pas au diktat des syndicats officiels.» L'éditorialiste de *National Hebdo* conspu Louis Viannet (leader du syndicat CGT) et Marc Blondel (dirigeant de Force Ouvrière). «Contre les meneurs qui mettent un pays à genoux et prennent ses habitants en otage, il y a lieu de sévir. Viannet et Blondel en prison, cela ferait plaisir à beaucoup de gens.»

L'accession au pouvoir par la démocratie?

Le FN n'opère sa véritable percée qu'après la constitution d'un gouvernement socialo-communiste en 1981. L'élargissement de la base du parti par l'incorporation des catholiques ultra-conservateurs de Chrétienté-Solidarité, des positions marquées par un racisme virulent, une progression accélérée du chômage et les déceptions suscitées par le gouvernement de gauche forment le faisceau de facteurs qui permettent au FN d'amasser 11% des voix aux élections européennes de 1984.

La peur de l'étranger commence à s'installer dans les mœurs. Le Pen fait de «l'islamisation qui menace la France» le thème principal du débat politique. Avant les élections législatives de 1986, Mitterrand introduit un système de représentation proportionnelle, destiné à compenser coûte que coûte le recul du parti socialiste. La proportionnalité a comme

122

effet secondaire l'entrée à l'Assemblée nationale de 35 députés du FN, qui limite d'autant - c'est-à-dire de beaucoup - la majorité de la droite traditionnelle (rpr et udf). La mesure provoque l'indignation de la nouvelle majorité de droite, qui rétablit aussitôt l'ancien système des districts. Cette majorité s'indigne par contre beaucoup moins de la présence du FN sur le terrain. Mieux, après mars 1986, elle accepte son soutien dans quatre conseils régionaux. Le FN se sent peu à peu légitimé. Lors du premier tour des élections présidentielles de 1988, Le Pen dépasse toutes les attentes en obtenant 14,4%: c'est un record.

Lentement mais sûrement, le FN étend sa sphère d'influence. Aux élections européennes de 1989, le FN se stabilise à 11,8%, qui lui valent dix sièges. Le Pen tente de réunir sur un même dénominateur l'ensemble des partis «nationalistes». Le

5 novembre 1992, il convie une série d'hôtes étrangers à un dîner de gala. Dans son carnet, il note entre autres Madame Schönhuber, Chrysantos Dimitriadis et Aristides Dimopoulos (deux anciens députés européens du parti grec EPEN, pro-colonels), Filip De- winter (Vlaams Blok) et Luis-José Cillero (président des jeunes du Frente Nacional, le parti de l'ami de Franco, Blas Pinar).[\(101\)](#)

En France, le FN pénètre désormais dans toutes les couches de la population. Lors des élections régionales du 22 mars 1992, le parti passe à 13,9% des voix; avec 239 conseillers, il est présent dans les conseils des vingt-deux régions françaises.

Les scandales, la corruption et un chômage en progression continuelle rongent comme une gangrène le parti socialiste au pouvoir. Lors des élections législatives du 21 mars 1993, le PS subit un désaveu cuisant. De ses 252 sièges à l'Assemblée nationale, il n'en conserve que 54. Le RPR-gaulliste et l'UDF libérale remportent la victoire électorale la plus éclatante de l'histoire de la France. Avec près de 42% des voix, ils conquièrent 85% des sièges au Parlement. Malgré ce triomphe RPR-UDF, le FN récolte 12,5% au premier tour, soit pratiquement 3% de mieux qu'en 1988, et devient le troisième parti de France. De plus, il réussit quelques percées remarquées sur le plan local. Près de cent candidats du FN se placent au deuxième tour. Le FN est le premier parti à Nice et dans les Alpes-Maritimes, sans pouvoir traduire cette position de force en une présence à l'Assemblée nationale. Au deuxième tour, le FN se trouve en effet devant un front républicain. Marie-France Stirbois, veuve du secrétaire général national-solidaire du FN, décédé en 1988, occupait depuis 1989 le seul siège FN à

123

l'Assemblée nationale. Ce siège, le FN le perd à Dreux par une marge de 150 voix.

Le nouveau Premier ministre, Edouard Balladur, a ses entrées au cnpf, la Confédération nationale du patronat français. Il prend dans son équipe quelques anciennes figures de proue d'Occident, un ancien groupement fasciste violent. Alain Robert, cofondateur du FN, est un des proches collaborateurs du Premier ministre. William Abitbol est un des conseillers les plus importants du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Quant à Alain Madelin et Gérard Longuet, ils se voient attribuer un portefeuille ministériel. Après sa période «occidentale», Madelin s'est reconverti à l'Institut d'Histoire sociale de Georges Albertini, ancien de Vichy et ex-cadre du parti fasciste rnp.[\(102\)](#) Madelin y a enseigné l'histoire du syndicalisme et de la gauche aux futurs dirigeants d'entreprises: un tremplin idéal vers l'adhésion au Parti Républicain.

Il ne faut donc pas s'étonner que le gouvernement Balladur applique une politique de détente envers le FN. Fin avril 1993, pour la première fois, Le Pen est reçu officiellement dans l'appartement de fonction du Premier ministre. Cette ligne pragmatique produit cependant un effet opposé à celui qu'escomptait le pouvoir. Le FN s'oppose violemment au gouvernement de *l'establishment* et, à partir de la fin 1993, s'ancre plus à droite encore. Parmi les signes de ce raidissement, il y a les visites rendues par Le Pen au Chili et à l'Argentine, où le chef du FN se répand en éloges à l'adresse des dictateurs militaires Pinochet et Videla.⁽¹⁰³⁾ Citons aussi les réactions du FN à la victoire du MSI aux élections municipales de novembre 1993. «Mussolini reste le grand homme de l'Italie moderne, comme Napoléon fut le grand homme de la France romantique. Mussolini a finalement été battu? Napoléon aussi; et moralement aussi honni par la communauté internationale», décide Jean Madiran.⁽¹⁰⁴⁾ Martin Peltier, rédacteur en chef de *National Hebdo*, se laisse lui aussi aller à sa joie. Grâce à Berlusconi, «le fascisme n'est plus une bête immonde, un mal indépassable, intrinsèquement pervers», jubile-t-il. «Les hommes de bien ont le droit de s'allier à lui pour chasser d'autres partis, infiniment plus dangereux. C'est désormais un phénomène historique comme un autre, avec ses bons et ses mauvais côtés. Si on le regarde du point de vue des menaces actuelles, c'est plutôt un bien. [...] Le fascisme est peut-être au fond le seul socialisme à visage pas trop inhumain. Maurice Bardèche voyait en lui la République aboutie: pourquoi pas? [...] L'innovation de Silvio Berlusconi, la véritable mutation mentale, c'est que l'opinion est désormais libre à propos du fascisme.»⁽¹⁰⁵⁾

124

Du 4 au 6 février 1994, le FN tient son neuvième congrès à Port-Marly. La tendance autoritaire s'y confirme. Le Pen, seul candidat à sa succession à la présidence, propose les membres du bureau politique. L'organe suprême du parti, élargi désormais à quarante membres, compte quelques nouveaux venus comme Piene Jaboulet-Vercherre, négociant en vins bien connu, et Pierre Descaves. Ce dernier est chargé de la coordination des «cercles» du FN, actifs parmi les anciens combattants (le CNC de Roger Holeindre), les femmes (le CNFE de Martine Lehideux), les contribuables (l'asiref de Pierre Descaves), les paysans (le CNAF de Jean-Claude Martinez), les retraités (le CNPR de Jean-Pierre Reveau), les médecins (le CNC de Jacques Lafay) et les chefs d'entreprise (l'EML de Jean-Michel Dubois).

Au bureau exécutif également, Le Pen a bien les choses en main. Il y nomme Bruno Gollnisch vice-président et Jean-Pierre Reveau trésorier. Leur mission: faire contrepoids à l'influence grandissante de la Nouvelle Droite, dont le porte-parole le plus important est Bruno Mégret, délégué général. Bruno Gollnisch emmène le FN dans la région Rhône-Alpes; il enseigne le japonais à l'université de Lyon II, un bastion révisionniste. Gollnisch est le porte-parole du courant

catholique-intégriste. Reveau, cofondateur du FN en 1972, est un ancien compagnon de lutte de Le Pen, qu'il a côtoyé dans le mouvement poujadiste et au Front des combattants. Le bureau exécutif comprend en outre Carl Lang (secrétaire général) et Dominique Chaboche (vice-président).

Les membres du comité central sont élus selon le principe de la «démocratie dirigée». Le FN ayant en horreur le suffrage égal, les délégués ordinaires ne disposent que d'une voix, alors que les membres du bureau politique en ont cinq et ceux du comité central dix. Il y a quatre cent vingt candidats pour cent places. Georges-Paul Wagner, avocat de Le Pen, obtient le plus grand nombre de voix. (106) Le Pen, à lui tout seul, peut nommer vingt membres. Il en profite pour repêcher ses fidèles, dont Jean-Michel Dubois, sous-marin de la secte Moon et président d'*Entreprise Moderne et Libertés* (EML), l'association des chefs d'entreprise du FN. Le comité central abrite également le nouveau chef de cabinet de Le Pen, Bruno Racouchot, ancien para et admirateur de l'écrivain SS Saint-Loup.

Au FN se rejoignent différentes tendances. En gros, deux ailes le composent: Bernard Antony, Piene Durand, Georges-Paul Wagner et Bruno Gollnisch sont les représentants les plus connus de son aile catholique- intégriste, qui prône une interprétation littérale de la doctrine maunas-

125

sienne. A côté de cela, le FN possède également une aile séculière, plus «éclairée», dont les positions sont voisines de celles de la Nouvelle Droite. Les principaux idéologues de cette tendance sont Bruno Mégret (ancien du RPR), Pierre Vial (coryphée du grece, le groupe d'Alain de Benoist) et Jean-Yves le Gallou (cofondateur du Club de l'Horloge). Bruno Mégret occupe une position centrale dans les rouages d'un parti fort d'environ quatre-vingt mille adhérents en règle de cotisation et de deux fois autant de sympathisants. Mégret peut compter sur un réseau de réflexion étendu. Son Conseil scientifique et son Centre d'études et d'argumentaires comptent une trentaine de professeurs d'université et d'intellectuels de renom, dont la plupart collaborent à l'Institut de formation nationale et à la revue théorique *Identité*, dirigée par Jean-Claude Bardet, un ami de Mégret. Fernand Le Rachinel, un autre ami de Mégret, dirige «l'atelier de propagande» du parti.

Certains partisans de l'aile Mégret, fascinés par la «voie italienne», montrent - très discrètement, il est vrai - qu'ils ne seraient pas nécessairement opposés à la conclusion d'alliances avec d'autres partis de droite. Pour l'instant, cette ouverture prudente semble toutefois condamnée à l'échec. Au congrès du parti, Mégret met les points sur les i: «Il est hors de question de compromettre nos idées et nos valeurs pour quelques compromis de rencontre. [...] Nous voulons la victoire totale [...] Nous sommes l'alternative nationale au

système en place.»⁽¹⁰⁷⁾ Le FN reste à ses yeux une alternative et non un complément au gouvernement conservateur de Balladur.

Le FN attache une grande importance à la jeunesse. Les quinze mille jeunes groupés dans le FNJ et dans Renouveau étudiant, dirigé par Michel Murat, sont réputés pour leurs positions radicales. C'est ainsi que le premier numéro de *Nouvelle université*, une publication de Renouveau étudiant, reproduit un entretien avec le fasciste Maurice Bardèche. Les jeunes du FN cultivent également les contacts internationaux. Au deuxième congrès de Renouveau étudiant, les 9 et 10 octobre 1993 à La Baule, les 150 délégués écoutent Filip Dewinter du Vlaams Blok et Juan Péligró des Juntas Espanolas. Les jeunes de Flandre, de France et d'Espagne ont en outre un «bureau commun», présidé par Samuel Maréchal.¹⁰⁸

Pendant le mouvement contre le SMIC-jeunes en février 1994, les jeunes du FN se mêlent au débat. Ils proposent la suppression des cotisations sociales pour les employeurs pendant deux ans à l'engagement d'un jeune.⁽¹⁰⁹⁾ Comme beaucoup d'immigrés effectuent des travaux peu rémunérés, refusés par la plupart des «nationaux», le FNJ entend «revaloriser»

126

le travail manuel et donner aux jeunes français l'occasion d'entrer en apprentissage dès 14 ans. Après un mois de manifestations, le gouvernement retire son plan-jeunes.

Malgré un fléchissement de leur popularité, les partis de droite au gouvernement obtiennent plus de 45% au premier tour des élections cantonales du 20 mars 1994. Le FN, qui présente 1848 candidats dans 96% des cantons, obtient 9,7% et double pratiquement son score de 1988 (5,2%). Fernand Le Rachinel, imprimeur et membre du bureau politique du FN, conserve son siège cantonal dès le premier tour. Quatre-vingt-quatorze autres candidats FN se placent au deuxième tour.⁽¹¹⁰⁾ A Dreux, au sud de Paris, Marie-France Stirbois se maintient avec près de 55% face à un front de la gauche et de la droite. Eliane de la Brosse remporte une victoire remarquable à Toulon dans le Var, région qui respire le parfum du scandale politique depuis plusieurs mois. Après la tentative de meurtre sur la personne de Yann Piat, député de droite ayant rompu avec le FN en 1989, c'est la fin du règne de Maurice Arreckx, cacique local de la droite. La candidate du FN, royaliste convaincue, se présente comme le seul acteur politique «aux mains propres».

Pendant ce temps, le FN acclame l'entrée de ministres néofascistes au gouvernement italien. «L'après-guerre est terminé. C'est un exemple et un objectif pour toutes les droites nationales en Europe», commente Le Pen.^m Tablant

sur un «effet MSI», il lance aussitôt la campagne des élections européennes qui doivent avoir lieu le 12 juin 1994. Son slogan: «Contre l'Europe de Maastricht. Allez la France.»

Avec un plaisir non dissimulé, Le Pen observe les brèches ouvertes dans le camp de la droite classique par la liste de Philippe de Villiers, «Pour l'autre Europe». Noble et catholique de stricte obédience, Villiers habite un petit château en Vendée. Dans cette contrée de l'anti-révolution française, il a placé des membres de sa puissante famille à des postes-clés. Le châtelain a jadis milité dans Restauration nationale, un groupe royaliste. Son anti-socialisme est bien connu: en mai 1981, par exemple, il quitte volontairement ses fonctions de sous-préfet pour n'avoir pas à servir un gouvernement socialiste. Il fonde ensuite l'Alliance pour une nouvelle culture, dont le trésorier est Michel de Rostolan, aristocrate et adhérent du FN. En 1986, Villiers devient secrétaire d'Etat à la Culture dans le gouvernement Chirac. En 1991, il crée le mouvement «Combat pour les valeurs», suite à quoi il s'écarte peu à peu des partis de la droite traditionnelle.

127

Pour l'hebdomadaire américain *Newsweek*, Villiers est une «version raisonnable de Le Pen», en raison des réserves émises par le premier à propos des positions ouvertement racistes et antisémites du second.⁽¹¹²⁾ En revanche, le discours de Villiers rejoint celui de Le Pen lorsqu'il parle d'un nécessaire réveil nationaliste et éthique. Villiers est contre l'avortement, pour la peine capitale, pour l'enseignement confessionnel et pour la fermeture des frontières aux immigrés. Dans l'Europe de Maastricht, il ne voit qu'une menace pour la nation française; il attaque violemment la corruption politique et financière. En 1994, le mouvement de Villiers compte quelque 45.000 adhérents dans tous les départements français.⁽¹¹³⁾ Villiers vise une nouvelle cible, celle d'une bourgeoisie droitière et bien-pensante, que la vulgarité d'un Le Pen révulse. «Pour l'autre France» a la sympathie des organes du groupe Hersant, comme le *Figaro* et *France Soir*. «En quelque sorte, Villiers a aseptisé les thèmes du FN, qui sous son label deviennent respectables. Il a redonné l'espoir aux nombreux électeurs de droite qui pensent que Le Pen a raison sur plusieurs points [par exemple, l'immigration et la sécurité], mais qui butent sur l'obstacle que constitue sa personnalité», écrit Max Clos dans le *Figaro*.⁽¹¹⁴⁾

La liste de Villiers compte quelques personnalités connues, comme Jimmy Goldsmith, le magnat franco-britannique dont la fortune est estimée à deux milliards de dollars. Dans son best-seller *Le Piège*, porté aux nues par le FN, Goldsmith se déclare en faveur d'un protectionnisme européen. Grâce à l'avion mis à sa disposition par Goldsmith, Villiers peut être présent dans tout le pays pour y faire connaître ses positions. Le milliardaire investit 3,5 millions de dollars dans la campagne électorale de son ami, sur un budget total de pas moins de 63,7 millions de francs.⁽¹¹⁵⁾ D'autres colistiers de

Villiers sont l'avocat Charles de Gaulle, petit-fils du chef de l'Etat, et le juge d'instruction Thierry Jean-Pierre, grand démêleur d'écheveaux financiers et de collusions entre parti socialiste et intérêts privés. Le mouvement anti-avortement est représenté par Françoise Seiller, militante active d'icrus, un mouvement catholique intégriste.

Villiers ne veut pas couper les ponts avec la coalition de droite. Le 14 mai 1994, il réaffirme dans le *Figaro-Magazine* qu'il appartient toujours à la majorité gouvernementale, position que défend également le ministre Charles Pasqua. Comme Villiers refuse jusqu'à nouvel ordre la constitution d'un front nationaliste uni sous la direction de Le Pen, le FN reprend la guerre des tranchées. «Le leurre Villiers est le défenseur bidon de la

128

France; non pas un Le Pen light, mais un pseudo-Le Pen qui roule pour le système», écrit *National Hebdo* à la veille des élections européennes.

Le 12 juin 1994, Villiers obtient 12,3% des voix et 13 sièges. Ses meilleurs scores sont à Versailles et Neuilly, dans les quartiers riches. La droite au gouvernement fait un piètre 25,5%, mieux pourtant que les 14,5% d'un parti socialiste en déroute. Bernard Tapie, enfoncé jusqu'au cou dans de multiples affaires de corruption, engrange 12%. Le FN se maintient avec 10,5%, qui lui valent onze sièges. Le calcul est simple et inquiétant: pratiquement un quart des électeurs ont voté pour l'ultra-droite. Le Pen se réjouit de la «déconfiture des partis politiques établis» et prédit que l'électorat de Villiers et de Tapie, deux représentants de la «classe politique traditionnelle», passera tôt ou tard au FN.⁽¹¹⁶⁾ «A terme, le FN peut espérer trente pour cent. C'est une évolution à l'italienne qui se dessine», jubile Bruno Mégret.⁽¹¹⁷⁾

La dérive droitière, certes plus lente et moins spectaculaire en France qu'en Italie, n'en est pas moins réelle. Dans la majorité conservatrice, l'idéologie de l'extrême-droite creuse son lit. Différentes propositions de loi en témoignent, comme celle, soutenue par plus de cent députés, visant au rétablissement de la peine de mort, ou celle de supprimer le remboursement de l'ivg par la sécurité sociale.

A la fête annuelle des «Bleu-Blanc-Rouge», le 18 septembre 1994, Le Pen se pose en futur Président de la Sixième République et en pourfendeur de la corruption.⁽¹¹⁸⁾ Ironie du sort, le chef du FN est lui-même au centre d'un scandale de fraude électorale. Fin 1994, l'administration des Impôts notifie à Le Pen un redressement fiscal assorti de pénalités pour 1,4 millions de francs, concernant la période 1978-1981.⁽¹¹⁹⁾ D'autres redressements suivront pour les années ultérieures. Le Pen a apparemment omis d'informer le fisc de l'état réel de sa fortune. En témoignage de reconnaissance pour les soins prodigués au dernier rejeton de la lignée, un

alcoolique, la famille Lambert a donné en héritage à Le Pen le château de Montretout à Saint-Cloud. La valeur de cet legs controversé est estimée à plusieurs millions de francs.

Pour participer aux présidentielles, Le Pen doit réunir cinq cents signatures de maires ou de députés. Il en obtient 591, nouveau signe des défaillances du monde politique français sur le plan des principes démocratiques.[\(120\)](#) En outre, 585 «nationalistes respectés» adhèrent à son comité de soutien, parmi lesquels la princesse A.M. de Polignac et l'avocat royaliste

129

Gérard de Gubernatis, sympathisant de l'Action française et jadis défenseur de l'OAS.[\(121\)](#)

«Français passionnément», «La France pour tous les Français», tels sont les slogans de la campagne présidentielle de Le Pen. Il veut reconquérir la souveraineté française aux dépens de l'Union européenne, créer quatre millions d'emplois pour les Français et exécuter ses «trois cents mesures pour la renaissance de la France», à commencer par le rapatriement forcé de trois millions d'immigrés. Le durcissement de ton contre le «pouvoir établi» paraît dans un entretien que Le Pen accorde le 1er février 1995 au journal italien *II Corriere della Sera*. Il y critique en termes très vifs le projet, cher à Fini, de remplacement du MSI par l'Alliance Nationale. «Je crains que Fini et ses amis, mus par leur désir de s'adapter à *l'establishment*, n'aillent trop loin et ne se transforment en démocrates-chrétiens», affirme-t-il. Le Pen se veut l'exécuteur testamentaire de Giorgio Almirante: «Si Fini s'estime plus proche de Chirac que de moi, il trahit la pensée du fondateur du MSI.»[\(122\)](#)

Autre motif d'irritation pour Le Pen: Philippe de Villiers est lui aussi candidat à la présidence, ayant jugé que Jacques Chirac et Edouard Balladur n'ont pas suffisamment tenu compte de son programme, dont les points essentiels sont les suivants: suppression de l'impôt sur le revenu, soutien aux PMI/PME, réduction importante du nombre de fonctionnaires, reconquête de la souveraineté nationale aux dépens de l'Union européenne, fermeté dans la lutte contre la corruption et l'insécurité, introduction du chèque scolaire, d'un salaire familial et de taxes sur les importations en provenance des pays à bas salaires.[\(123\)](#)

La campagne électorale est agressive. Soutenus par l'avancée de l'extrême-droite, les groupes anti-avortement accentuent leur pression et organisent des actions de commando dans des cliniques pratiquant l'ivg. Le Pen donne son «soutien entier» à Dom Gérard Calvet et aux Sauveteurs de la Trêve de Dieu lorsque ceux-ci manifestent dans une clinique à Grenoble. *Présent* attise l'agressivité des commandos anti-avortement par des titres incendiaires tels que «Loi Veil: déjà 4 millions de victimes.»[\(124\)](#) Le 21 février 1995, trois

membres du FN tuent un immigré de dix-sept ans dans une banlieue de Marseille. Les trois auteurs du meurtre collaient des affiches clamant qu'avec Le Pen au pouvoir, trois millions d'immigrés retourneront chez eux. Dans un premier temps, Le Pen suggère qu'il s'agit probablement d'une provocation destinée à jeter le discrédit sur son mouvement. Plus tard, Bruno Mégret affirme que les trois FN ont agi «en

130

état de légitime défense». Ce n'est pas tout: pendant un meeting à Auch, le 21 mars 1995, Samuel Maréchal, gendre de Le Pen, blesse sérieusement un jeune écolier qui ose protester contre Le Pen.

Le 23 avril 1995, le candidat socialiste Lionel Jospin remporte contre toute attente le premier tour des présidentielles. Placé en deuxième position avec plus de 20%, Jacques Chirac est l'adversaire de Jospin au deuxième tour et est élu Président le 7 mai. Au premier tour, Chirac avait devancé de peu son rival gaulliste, Edouard Balladur (19%). Villiers termine en catastrophe à 4,7%. Le Pen poursuit sa progression, obtenant un nouveau score-record de 15,07%, soit environ 4,5 millions de voix. Le FN I devient le premier parti dans le Midi et en Alsace. Le soutien à Le Pen s'accroît dans les quartiers populaires. Les études montrent que Le Pen fait des scores inquiétants chez les chômeurs (25%) et les ouvriers (30%). *National Hebdo* proclame: «La leçon essentielle de ce scrutin demeure incontestablement la percée du FN dans le monde ouvrier et dans la jeunesse. Avec un chômage à 12,5%, les ouvriers ont reconnu l'alternative représentée par le FN.»[\(125\)](#)

Le 1er mai 1995, le FN organise son annuelle fête de Jeanne d'Arc à Paris. La manifestation se termine par un discours de Le Pen sur la place de l'Opéra. Le chef est planté sur un immense podium, dans une mise en scène grandiose, entouré d'anciens combattants bardés de décorations, de personnalités publiques arborant écharpes et Légions d'honneur. Il conseille à ses électeurs de voter blanc ou Jeanne d'Arc. Le candidat gaulliste est plus vivement critiqué que Jospin par un Le Pen ivre de paroles. «Chirac, c'est Jospin en pire.»[\(126\)](#) «Le soi-disant héritier du gaullisme a trahi son peuple, sa nation et sa foi.» Quant à Jospin, il représente «le parti de l'étranger», l'Europe fédérale et le mondialisme. Le public - 75.000 personnes selon le FN, 10.000 selon la police - approuve bruyamment les attaques contre la société multiculturelle et les partis politiques établis.

Pendant la manifestation, quelques skins, s'étant écartés du cortège, s'en prennent à Brahim Bouarram, un Marocain de 29 ans. Ils le molestent et le jettent à la Seine, où il se noie. A nouveau, Le Pen dément immédiatement toute connexion entre son mouvement et le meurtre du I Marocain. Dans l'indignation générale de la presse et de l'opinion, il voit une conspiration de forces occultes qui veulent lui nuire. «Le coup

est monté, avec seulement une bavure, et de taille: le garçon se noie», raisonne Le Pen. Dix jours plus tard, trois jeunes de Reims sont arrêtés par la

131

police. Bernard Courcelle, chef du dps, le service de sécurité du FN, une organisation fortement hiérarchisée à caractère militaire, disposant de sections dans chaque département, déclare à la radio qu'il a mis la police sur la trace des suspects. Selon le responsable FN, les skins auraient été filmés pendant la manifestation, ils ne seraient pas membres du FN et ils auraient agi dans le but de saboter la journée du parti. La vérité est différente: selon la police, les suspects sont bel et bien des adhérents du FN, venus gratuitement à Paris dans un car affrété par le parti. A la fin de la journée, ils sont retournés à Reims dans le même car, comme si de rien n'était.(127)

Le 7 mai 1995, Chirac est élu Président. Les voix des électeurs d'extrême-droite ont fait pencher la balance en sa faveur, lui procurant une courte victoire par 52,8%. Alain Juppé est nommé Premier ministre. Le gouvernement Juppé compte quelques ministres aux positions droitières notoires. Le portefeuille de la Défense va à Charles Millon, un ancien de «l'Algérie française». Millon s'est prononcé à plusieurs reprises contre l'avortement et pour le rétablissement de la peine de mort. Le ministère stratégique de l'Economie et des Finances échoit à Alain Madelin, un homme au passé ultra-droitier. Lorsqu'il était député, le nouveau ministre de l'Intégration, Eric Raoult, a régulièrement pris position en faveur d'un arrêt de l'immigration et pour une collaboration avec le FN. (128) Et que penser du nouveau secrétaire d'Etat pour l'Enseignement supérieur, Jean de Boishue, qui dans son ouvrage *Banlieue mon amour* use d'un ton ouvertement raciste pour décrire les habitants des banlieues à problèmes?

La droite domine tous les niveaux de la vie politique française, à l'exception de quelques conseils municipaux de grandes villes. Au niveau communal, la coalition de droite au pouvoir doit affronter l'influence croissante du FN. Décidé à exploiter son score record de 15% au premier tour des présidentielles, Le Pen veut profiter des élections municipales de juin 1995 pour imposer, partout où il le pourra, des mesures anti-étrangers à l'échelon local, dans la politique de tous les jours. Le parti se présente dans 512 communes, dont 477 de plus de cinq mille habitants. Au total, le FN aligne près de 25.000 candidats, soit 10.000 de plus qu'en 1989, lorsqu'il avait des listes dans 363 communes.(129)

Le FN a pour objectif l'union de toutes les forces «nationalistes» au plan local, et le mot d'ordre semble bien suivi en plusieurs endroits. La liste emmenée par Pierre Descaves à Noyon comporte plusieurs anciens gaullistes. Le

deuxième candidat FN à Noyon est le général Ceccaldi en personne. A

132

Tourcoing, Christian Baeckeroot a convaincu le frère de feu le cardinal Lefebvre. La «liste d'union» de Jacques Bompard à Orange ne compte que sept adhérents du FN. Bompard, chirurgien-dentiste, a gagné ses galons politiques dans des mouvements violents comme Occident et Ordre nouveau. Il est également l'un des fondateurs du réseau oas Cambronne. Son programme, intitulé «L'Espoir d'Orange», se base sur la préférence nationale en matière de travail, d'habitat et de prestations sociales.

A Toulon, ville de 167.000 habitants et port militaire, la liste «Mieux vivre à Toulon» reçoit le soutien de bon nombre d'officiers supérieurs tel que l'amiral Nachin, anciennement RPR. L'amiral à la retraite Gumppe préside le comité de soutien de Le Chevallier. Celui-ci veut multiplier par cinq le budget de la police municipale et porter ses effectifs de 23 à 70 hommes au moins. Le Chevallier est un catholique conservateur proche du groupe intégriste de *Présent*. Il a participé au comité de soutien de Giscard d'Estaing en 1974 et a été chef du cabinet du secrétaire général des ri. En 1983, Le Chevallier a été nommé chef de cabinet de Le Pen et passe depuis pour l'un de ses intimes.

Le 11 juin 1995, au premier tour des municipales, le FN gagne à nouveau du terrain. Sa progression est la plus importante sur la Côte d'Azur, dans le Nord et en Ile-de-France. Dans 212 grandes villes, des scores supérieurs à 10% permettent au FN de participer au deuxième tour et de s'assurer une position solide face à la droite traditionnelle. Dans dix villes, les ténors du FN s'offrent des scores entre 30 et 45%. A Nice, un demi-million d'habitants, cinquième ville de France, 34% des électeurs votent pour Jacques Peyrat, dissident du FN, 12,5% portant leur voix sur le candidat officiel du FN. En d'autres termes, 46,5% des électeurs veulent être administrés par l'extrême-droite. Peyrat, un avocat aux allures aristocratiques, ancien d'Indochine, a le soutien de Jacques Médecin, ancien maire de la ville récemment extradé du Paraguay, la justice française l'ayant réclamé afin de le juger pour corruption. Peyrat a abandonné le FN, mais pas ses idées. A quelques jours du scrutin, le 31 mai 1995, il se confesse *au Journal du Dimanche* en ces termes: «J'ai quitté le FN avec une peine immense. Je n'abandonne pas les idées de ce parti.» Il convient, explique Peyrat, que «les touristes reviennent [...] que l'on puisse circuler tranquillement et [...] qu'il n'y ait plus d'Arabes ou d'Africains sur l'avenue Jean Médecin». Peyrat veut également installer un système de «surveillance par caméras vidéo» dans les rues de Nice pour combattre l'insécurité.

133

A la veille du deuxième tour, Le Pen tient son dernier meeting électoral à Toulon. Il insiste sur la nécessité d'un «mouvement large». Le nationalisme n'est ni de gauche, ni de droite; il est au-delà. (130) Comme la coalition conservatrice au pouvoir n'est pas disposée à conclure un accord avec le FN, le parti maintient la plupart de ses candidats. Du coup, le FN joue un rôle d'arbitre entre candidats de droite et candidats socialistes dans cinquante-huit villes.

Malgré l'obstacle du vote majoritaire, la vague d'extrême-droite ne semble pas refluer en France. Le 18 juin 1995, le FN obtient 1075 conseillers municipaux dans les communes comptant plus de 3500 habitants - trois fois plus qu'en 1989 - et trois mairies importantes dans le Midi. Ces derniers gains, le FN les engrange là où la droite et la gauche n'ont pas su former un «front républicain». Pendant les six ans à venir, le FN dirigera ainsi Toulon, Orange et Marignane dans la banlieue de Marseille. Ce n'est pas non plus un hasard si ces villes connaissent une présence importante de *pieds-noirs* et de militaires. Jacques Peyrat, ancien notable du FN, est maire de Nice. Le Pen s'annexe en souplesse la victoire de Peyrat sur le maire gaulliste sortant. A Noyon, Vitrolles et Dreux, l'alliance de la droite et du parti socialiste prive les candidats FN de la victoire. Horrifié, Le Pen évoque un complot de la «bande des quatre», les partis traditionnels, qui selon lui n'ont pas hésité à «engager des bataillons entiers d'immigrés».

Fort de ses succès, le FN entame aujourd'hui une nouvelle phase de son évolution: celle où il peut mettre en œuvre, concrètement, au plan local, ses mesures tant annoncées de «préférence nationale». Les maires FN sont convaincus que leur mission est de donner un nouveau «coup de balai», mais pour gagner la confiance des citoyens, on balaie d'abord tranquille. Les mesures dures sont remises à plus tard. Les responsables locaux du FN sont obsédés avant tout par le renforcement de la police et par les mesures d'économie. Les fondations et organisations les plus diverses se voient supprimer leurs dotations ou subventions - avec des conséquences parfois dramatiques au plan social. Le 30 octobre 1995, Le Pen estime le moment venu de siffler la fin de la récréation. Il reçoit ses trois maires à son quartier général de Saint-Cloud. Le Pen leur intime d'appliquer désormais de façon plus ferme le principe de la «préférence nationale». Jean-Marie Le Chevallier s'exécute aussitôt: «A Toulon un étranger peut aller au concert de Johnny Hallyday, mais s'il veut bénéficier d'un logement social ou du rmi, c'est "non".»

Le FN spéculé sur le fait que le gouvernement conservateur ne pourra faire face aux problèmes économiques et sociaux, et entend en profiter pendant l'année électorale de 1998. D'ici là, le FN veut doubler le nombre de ses adhérents; il nommera 22 responsables régionaux et 2200 responsables locaux à cet effet. Carl Lang, nommé à la direction du

département des affaires sociales, est chargé de l'élaboration d'un programme social pour le parti.

Début 1996, Samuel Maréchal, chef du FNJ et gendre de Le Pen, publie un ouvrage intitulé *Ni gauche, ni droite. Français*. La préface est signée Antoine Gaudino, ancien policier célèbre pour son action contre la corruption. En guise d'explication au titre du livre, Maréchal fait imprimer dans *Agir*, l'organe du FNJ, une citation du fasciste José Antonio Primo de Rivera: «L'idéal de la phalange n'est pas un idéal de droite car la droite prétend tout conserver, même ce qui est mauvais; il n'est pas un idéal de gauche car la gauche prétend tout détruire, même ce qui est bon; c'est un idéal valable pour l'ensemble de l'économie espagnole.»

Le mot d'ordre «Ni droite, ni gauche, français!» traduit la radicalisation de toute une frange du parti. Il fut utilisé pour la première fois en 1941 par le dirigeant collaborationniste Jacques Doriot, fondateur du Parti populaire français (PPF). Le 17 février 1996, lors de la deuxième convention nationale du FNJ, la nouvelle orientation est avalisée par Le Pen et les plus hautes personnalités du mouvement. Pour le FN, le clivage n'est plus désormais entre la droite et la gauche, mais entre «l'establishment mondialiste» et les «nationaux». Les lepénistes se posent en «seule vraie alternative» et durcissent le ton à l'égard de la droite traditionnelle au pouvoir. Le 18 mars 1996, le bureau politique du FN prend, à l'unanimité, la décision de «sanctionner systématiquement les élus du RPR et de l'UDF». «La majorité est coincée, soit elle applique nos idées et nous légitime, soit elle ne le fait pas et déçoit son électorat», résume Bruno Mégret, qui veut «dis loquet la majorité en attisant ses contradictions internes». Mégret concède que «tout est possible, y compris le dynamitage de la majorité».

Ce durcissement stratégique s'accompagne de l'apparition d'un «gaucho-lepénisme» et d'une nostalgie plus marquée du régime de Vichy. Dans le numéro de mars 1996 de *Français d'abord*, Bruno Mégret, délégué général du FN, affirme que «la question sociale doit devenir, avec l'immigration et l'insécurité, le troisième pilier de notre crédibilité pour la conquête du pouvoir». Pour Mégret, «les organisations de gauche et surtout

135

le PS sont en voie d'être totalement discréditées sur le terrain qui était traditionnellement le leur, à savoir le social». Le FN doit donc, indique Mégret, «mener une grande offensive sociale et s'ériger comme le défenseur des Français dans leur vie quotidienne et professionnelle».

Le FN tente d'élargir ses réseaux dans le monde du travail et crée une kyrielle de syndicats et d'associations relayant son discours dans diverses catégories professionnelles. Après le Front National de la Police (FNP), le FN lance le 22 mars 1996

un deuxième syndicat à la ratp, la régie des transport de l'Ile-de-France. A sa tête, Michel Eberhardt, conducteur du rer. Soutenu par plus de 200 sympathisants, rejoint par plusieurs délégués de la cfdt et des militants d'autres syndicats, le FN-RATP veut passer la barre des 15% lors des élections professionnelles prévues en décembre. Le 30 mars 1996, le FN se penche sur le sort des commerçants et artisans et des professions libérales en créant la Fédération nationale entreprises modernes et libertés (FNEML). Le FNEML, qui compte déjà plus de 1000 adhérents, présentera des listes à toutes les élections socioprofessionnelles.

Le 13 avril 1996, à la Mutualité à Paris, lors d'un meeting célébrant le 1500ème anniversaire du baptême de Clovis, les représentants du FN se livrent à une évocation nostalgique de Vichy. Le film *De Clovis jusqu'à nous, la France* rappelle la figure de Philippe Pétain, «qui s'est efforcé de rassembler et de protéger les Français»: le passage déclenche un enthousiasme qui n'est égalé que par les paroles de l'écrivain collaborateur Robert Brasillach. Dans le hall de la Mutualité se côtoient des ouvrages interdits comme *La France juive* d'Edouard Drumont ou *Bagatelles pour un massacre* de Louis-Ferdinand Céline, sans oublier les cassettes sur la vie de Pétain racontée par le fasciste belge Léon Degrelle. Bruno Gollnisch rend à son tour un vibrant hommage à la Légion des volontaires français (LVF) qui, Jacques Doriot en tête, combattait sur le front russe sous l'uniforme de la Wehrmacht. «Saluons le courage de tous ceux qui ont combattu pour la France ou qui ont cru le faire, qu'ils aient lutté contre le national- socialisme ou contre le socialisme international, qu'ils aient combattu en Afrique ou en Ukraine», lance-t-il. Dans un discours menaçant, Le Pen invite «députés et politiciens» à quitter le pouvoir «pacifiquement tant qu'il est encore temps».

Le 1er mai 1996, les sympathisants de l'extrême-droite défilent dans la capitale avant d'écouter un discours de Jean-Marie Le Pen sur le thème ; «Présent sur le front social». Il n'est pas nouveau que l'extrême-droite reprenne à son compte des formules venues du bord opposé. Doriot a

136

précédé Le Pen. Lorgnant l'électorat populaire, le président du FN n'hésite pas à «saluer la longue lutte des travailleurs et des syndicats pour plus de justice, plus de sécurité, plus de liberté dans le travail». Le Pen dénonce «les intérêts égoïstes du capital anonyme et vagabond», ainsi que «l'alliance de la haute finance et du communisme». «Travailleurs français, tirez-en les conséquences. La prochaine fois, boutez les politiciens hors du Parlement», hurle-t-il.

137

Le passé refoulé

Le 8 mai 1945, Alfred Jodl signe à Reims l'acte de capitulation de l'armée allemande. Rageur, il déclare que «le peuple allemand et ses forces armées sont désormais entièrement à la merci des vainqueurs.» Pour les soixante millions de victimes qu'a exigées la guerre d'agression d'Hitler, le général n'a pas un mot. Le jour suivant, la même cérémonie se répète à Berlin, avec cette fois la signature de Wilhelm Keitel, le plus haut gradé des officiers de la Wehrmacht. Depuis, le 8 mai est le jour anniversaire officiel de la chute de l'Allemagne nazie et de la libération de l'Europe du fascisme.

Les conférences de Yalta (1945) et de Potsdam fixent les nouvelles frontières européennes: les territoires orientaux du Reich (Silésie, Poméranie et une partie de la Prusse orientale) reviennent à la Pologne; le reste de la Prusse orientale, autour de Kaliningrad, est incorporé à l'Union soviétique. La frontière polonaise se déplace ainsi de 150 km vers l'ouest: c'est la ligne Oder-Neisse. A la suite de cette modification des frontières, plus de douze millions d'Allemands «de souche» fuient les territoires orientaux pour se réfugier dans la mère patrie. Parmi eux, 2,5 millions Allemands des Sudètes, expulsés de Tchécoslovaquie aux termes du décret 108 promulgué en août 1945 par le président Benes. La Tchécoslovaquie les juge coupables de collaboration avec les nazis et confisque tous leurs biens.

Le procès de Nuremberg s'inscrit dans un mouvement historique que certains historiens allemands qualifient significativement «d'assimilation du passé.» A Nuremberg, on ne juge que quelques accusés. Le 1er octobre 1946, douze d'entre eux sont condamnés à mort. Sept autres encourrent des peines de prison. Le diplomate Franz von Papen, le propagandiste Hans Fritzsche et l'ancien directeur de la *Reichsbank*, Hjalmar Schacht, en sont quittes pour la peur. Sous Hitler, Schacht a dirigé plusieurs années durant le ministère des Finances et passait pour l'un des architectes financiers du régime. On peut s'étonner de la facilité avec laquelle les Alliés acquittent les collaborateurs d'Hitler lorsqu'ils proviennent des milieux économiques dirigeants (alors que ceux-là mêmes se sont formidablement enrichis sous un régime nazi qui n'aurait jamais vu le jour sans leur soutien). Tous étaient là en décembre 1936, quand Her-

140

mann Göring, commentant le plan quadriennal d'Hitler, avait souligné qu'au terme de ces quatre années, l'armée et l'économie devaient être prêtes à la guerre. Personne n'avait protesté, comme le déclarera plus tard Alfred Krupp. Karl Krauch, dirigeant du groupe chimique *ig Farben*, était de plus l'un des rédacteurs du plan quadriennal. En avril 1939, la *ig Farben*, au vu de l'insuffisance des réserves pour un conflit de longue durée, ira même jusqu'à insister sur le nécessaire caractère de *Blitzkrieg* de cette guerre imminente. Pendant le

conflit, cette entreprise livrera les gaz à l'aide desquels les SS d'Himmler extermineront à Auschwitz des millions de prisonniers. Dans l'enceinte du camp d'extermination, les forçats travailleront notamment dans une unité de production de la I.G. Farben. Les entreprises sidérurgiques Thyssen et Krupp, de même que Mercedes-Benz, auront elles aussi massivement recours aux forçats des camps. La Deutsche Bank sera un important financier d'Hitler. Mieux, la plus grande institution financière d'Allemagne profitera de manière éhontée de *l'arianisation* et du pillage des entreprises juives.

Pendant l'épuration de l'après-guerre, la plupart des profiteurs et des accapareurs gardent la tête froide. Ils font le gros dos et plaident sans rire pour «le retour à la démocratie et au libéralisme économique». Si les hauts dirigeants de la I.G. Farben sont appelés en juin 1947 à se justifier devant les tribunaux, ils sont traités avec une grande clémence et discrètement acquittés. Les Alliés laissent subsister, en tant qu'entreprises indépendantes, les différentes entités de l'ancien géant de la chimie: des cendres de la I.G. Farben naissent ainsi des entreprises telles que BASF, Bayer et Hoechst. Alfred Krupp, le «roi des canons», est condamné en 1948 à douze ans d'emprisonnement pour «pillage des territoires occupés et esclavagisme», mais n'aura pas à purger la totalité de sa peine. D'un trait de plume, le haut-commissaire américain McCloy annulera même l'ordre de confiscation des biens de Krupp (confirmant ainsi le dicton voulant que «les régimes passent, Krupp reste»). La raison de tant de mansuétude est de nature géopolitique: l'Allemagne doit servir de tampon entre le monde occidental et le communisme. C'est pourquoi la plupart des hauts dirigeants industriels s'en tirent à si bon compte et peuvent réoccuper leurs positions économiques, afin de prendre les commandes de la reconstruction.

La République fédérale d'Allemagne (RFA), créée en septembre 1949 dans les zones occupées par les Alliés, consacre l'aide du Plan Marshall à la re-

141

construction d'une économie capitaliste. Lorsque la Loi fondamentale est adoptée en 1949, il n'y a pratiquement personne pour souhaiter que l'Allemagne puisse encore se doter d'une force armée, et *a fortiori* pour qu'elle la déploie hors de ses frontières. Au début des années cinquante, le chancelier Konrad Adenauer et son ministre des Affaires économiques, Ludwig Erhard (sous le Troisième Reich conseiller économique du *Gauleiter* de la Sarre), font voter une révision constitutionnelle afin de permettre l'intégration de la RFA dans l'OTAN et dans ce qu'il est convenu d'appeler la «communauté de valeurs occidentales».

A la consternation de beaucoup, le gouvernement Adenauer refoule peu à peu les souvenirs du régime nazi, afin de pouvoir «clore en douceur» cette période douloureuse de

l'histoire nationale. Le 31 janvier 1951, un grand nombre de criminels de guerre sont libérés. A l'époque de la guerre froide, les compétences de certains anciens nazis se révèlent bien utiles. La RFA, qui semble avoir un œil de lynx du côté gauche, a la paupière lourde du côté droit. Un décret gouvernemental du 19 décembre 1950 interdit l'accès à la fonction publique aux antifascistes, tandis que des milliers d'anciens nazis sont nommés à des postes clés. Hermann Josef Abs, pendant la guerre directeur de la Deutsche Bank et président-administrateur de la IG Farben, devient conseiller d'Adenauer avant de reprendre ses fonctions à la même Deutsche Bank. Hans Speidel, ancien général de la Wehrmacht, est chargé de la réorganisation de l'armée allemande. Plus tard, Speidel commandera les forces armées alliées en Europe centrale, une fonction importante dans l'OTAN. Sous son commandement en France occupée pendant la guerre, meurtres, tortures et arrestations arbitraires de Juifs et de résistants étaient chose commune. Reinhard Gehlen, chef du service de renseignement militaire allemand sur le front de l'Est, sera même nommé à la tête de la *Bundesnachrichtendienst* (BND), le service secret d'Allemagne fédérale. Le chancelier Adenauer nomme secrétaire d'Etat Hans Globke, dont il sait pourtant qu'il était, sous le Troisième Reich, le commentateur officiel des lois raciales de Nuremberg. Même le premier Président de la République fédérale, Theodor Heuss, n'a pas un passé irréprochable: député au Reichstag, il a voté en 1933 les lois d'urgence d'Hitler. Le gouvernement Adenauer ne se défait de pratiquement aucun de ses juges nazis, dont on estime qu'ils ont condamné pour désertion quelque trente mille soldats, dont les deux tiers ont été exécutés avant que la guerre ne prenne fin. Cette présence importante d'anciens nazis dans l'appareil de l'Etat illustre l'interprétation

142

pour le moins curieuse que la «nouvelle» Allemagne donne à la notion de démocratie.

Le néo-fascisme peut prospérer en Allemagne parce que la libération n'y est pas un vrai recommencement. Bien que l'interdiction de créer des partis similaires au NSDAP soit inscrite dans la constitution, les échappatoires sont nombreuses. Le 2 octobre 1949, de bons nazis fondent le *Sozialistische Reichspartei* (SRP). A son apogée en 1951, le SRP compte plus de dix mille adhérents et obtient 11% des voix aux élections générales dans le Land de Basse-Saxe. Son leader le plus connu est l'ancien général nazi Otto Remer, qui dans ses fonctions de chef de la sécurité a fait échouer l'attentat de juillet 1944 contre Hitler. Le SRP met en cause la démocratie, une invention «non allemande» imposée par les «occupants». Elle stigmatise les politiciens de Bonn, «traîtres à la patrie», et fustige la «justice des vainqueurs». Le 23 octobre 1952, la Cour Constitutionnelle met le SRP hors la loi. Pour la plupart des adhérents du parti, l'interdiction importe peu: ils passent simplement au *Deutsche Reichspartei* (DRP), dont l'idéologue principal est Adolf von Thadden, affilié au

NSDAP (parti ouvrier national-socialiste allemand) depuis 1939 et membre de la *Sicherheitsdienst* en Pologne pendant la guerre. Par le style et le ton, le DRP se distingue certes du SRP aux allures plus «populaires», mais il poursuit le même objectif.

Groupés autour du DRP, un cercle de publicistes et d'éditeurs reposent ouvertement la question de la responsabilité allemande: Hitler est-il le vrai fauteur de guerre, n'a-t-il pas été provoqué par les Juifs et les Bolcheviques? Les presses fascistes tournent à plein régime. Arthur Ehrhardt, jadis *Sturmabführer* des ss, édite *Nation Europa*, «mensuel au service de la rénovation européenne». La revue voit dans la *Waffen-SS*, composée pour partie de volontaires européens, le modèle de l'ordre européen à venir. Elle compte des collaborateurs tels que Hans Grimm, publiciste bien connu sous le Troisième Reich, ainsi que différents fascistes connus d'autres pays, parmi lesquels le Britannique Oswald Mosley et le Français Maurice Bardèche. Le DRP vise le public des «Allemands de souche», qui forme une passerelle entre l'extrême-droite et la droite classique. Le *Bund der Vertriebenen* (Association des expulsés (bdv), qui regroupe vingt associations d'immigrés allemands (*Landsmannschaften*), encadre des millions d'électeurs.

Malgré que ses dirigeants gardent vivant l'idéal de la Grande-Allemagne sous le slogan revanchiste du «droit à la patrie», l'Association est lar-

143

gement subventionnée par le gouvernement allemand. Plus désolant encore, sous Adenauer, les «expulsés» seront placés sous la houlette de trois ministres aux Réfugiés au passé chargé: pendant la guerre, Theodor Oberländer dirigeait l'unité spéciale Nachtigall, responsable de massacres à grande échelle dans la ville ukrainienne de Lvov; Hans Krüger était un juge nazi réputé pour sa dureté; Ernst Lemmer a rédigé, sur ordre de Goebbels, plus de deux mille articles parus dans des publications collaborationnistes à l'étranger.

Cette présence d'anciens nazis dans les plus hautes sphères de l'Etat fera perdre beaucoup de son crédit à la République fédérale. Jusque vers le milieu des années soixante, pourtant, elle ne suscitera guère de commentaires. Le Président Heinrich Lübke, architecte du camp de concentration de Peenemünde, et le chancelier Kurt-Georg Kiesinger, haut fonctionnaire de l'administration de Goebbels, arrivent sans encombre au terme de leur carrière. Les poursuites pénales contre les criminels nazis restent elles aussi au point mort. Pourtant, les temps vont changer. Günter Grass publie *Le Tambour*; dans *Le Vicaire*, Rolf Hochhuth s'arme de vitriol pour analyser l'attitude de l'Eglise catholique sous le Troisième Reich; le procès d'Auschwitz est mis en scène dans *L'Instruction* de Peter Weiss.

Concurrencé par la CDU/CSU, parti de droite, le DRP stagne à 1% aux élections. Adolf von Thadden constate l'impasse: le 28 novembre 1964, il fonde le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (NPD), dont le premier bureau se compose aux trois quarts d'anciens membres du NSDAP. Entre 1966 et 1968, le NPD gagne un nombre important de sièges aux élections dans différents Länder. Aux élections législatives de 1969, il obtient 4,3% des voix, frisant le seuil de représentation fixé à 5%. Ensuite, son déclin sera aussi rapide que l'avaient été ses premiers succès.

D'autres reprennent le flambeau du rassemblement de l'extrême-droite. Le 18 janvier 1971, jour du centenaire de la fondation du Reich allemand par Otto von Bismarck, Gerhard Frey crée la *Deutsche Volksunion* (Union populaire allemande (dvu)). Son slogan: «Il n'est pas trop tard pour l'Allemagne». Frey rassemble beaucoup de monde à ses meetings et y donne la parole à des orateurs tels que le héros de guerre nazi Hans-Ulrich Rudel. Les hebdomadaires de Frey, le *Nationalzeitung* et le *Deutsche Wochenzeitung*, mènent campagne pour la négation de la responsabilité allemande dans la guerre. Frey entretient de bons contacts avec l'aile droite de la CSU bavaroise, dirigée par Franz Josef Strauss, pendant la

144

guerre officier à la *Wehrgeistige Führung*, un poste de propagandiste pas tellement innocent. Strauss souhaite l'oubli du passé nazi. Lorsqu'à la fin des années soixante-dix, la série télévisée *Holocauste* crée un véritable traumatisme dans de larges secteurs de l'opinion allemande, Strauss parle de «falsification historique». En 1983, la CSU est le théâtre d'âpres affrontements à propos d'un prêt accordé par Strauss à la République démocratique allemande (rda). Quelques dissidents de la csu, parmi lesquels le journaliste de la télévision Franz Schönhuber, fondent alors le parti de Républicains (*Republikaner*). Dans son livre *J'en étais*, Franz Schönhuber, ancien membre de la division d'élite «Leibstandarte Adolf Hitler», s'efforce de blanchir l'image des *Waffen-SS*.

Le chancelier Helmut Kohl rebalise lui aussi le champ idéologique. En 1984, l'Association des expulsés l'honore pour avoir rouvert le dossier de la question allemande. Le 5 mai 1985, Kohl n'aurait sous aucun prétexte manqué le rendez-vous avec le Président Reagan à Bitburg, dans un cimetière qui abrite des soldats allemands mais aussi des ss. Trois jours après Bitburg, à l'occasion du quarantième anniversaire de la capitulation, le Président Richard von Weizsäcker (CDU) prononce son célèbre discours dans lequel il appelle le 8 mai le «jour de la libération» et condamne sans ambages le nazisme. «Ceux qui écoutaient et regardaient ne pouvaient ignorer le passage des trains de déportés», déclare le

Président. «Ceux qui refusent de se rappeler la barbarie s'exposent à de nouvelles contagions.»

La Nouvelle Droite

Le 6 juin 1986, le professeur Ernst Nolte déclenche la «bataille des historiens» (*Historikerstreit*) en publiant dans le très conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung (faz)*, sous le titre «Le passé ne s'efface pas», un article dans lequel il s'efforce d'atténuer le caractère criminel du nazisme. En 1987, Nolte publie son best-seller controversé *La guerre civile européenne 1917-1945*. Selon l'auteur, les massacres planifiés et quasi industrialisés des nazis sont loin d'être uniques dans l'histoire. Il ne nie pas les crimes d'Hitler, mais estime que le nazisme est une «réaction» aux «crimes du bolchevisme».

La même année, le jeune historien berlinois Rainer Zitelmann va plus loin. Dans son livre *Hitler. Selbstverständnis eines Revolutionärs*, il présente le *Führer* comme un rénovateur social, économique et écologique loin en

145

avance sur son temps, défenseur «d'une plus grande égalité des chances au sein de la communauté du peuple». Bien avant Keynes, Hitler aurait imaginé des remèdes au chômage. Zitelmann est vivement félicité dans la revue néonazie *Deutschland in Geschichte und Gegenwart* (L'Allemagne hier et aujourd'hui (DGG)). «Zitelman montre que le nazisme n'est ni de gauche, ni de droite», explique dgg. «Selon Zitelmann, Hitler ne visait pas à faire la guerre ou à éliminer les Juifs, mais à réaliser le bien-être de son peuple. Zitelmann met également en évidence à quel point on exagère l'antisémitisme d'Hitler.»

Ernst Nolte et Rainer Zitelmann sont les moteurs de la Nouvelle Droite, une association informelle de politiciens, de scientifiques et d'observateurs politiques qui se donne pour but de réécrire l'histoire et de «renationaliser» l'Allemagne: rendue à la conscience de soi, ayant retrouvé sa fierté, le moment est venu pour l'Allemagne de revendiquer enfin une nouvelle identité. La Nouvelle Droite se veut un «brise-glace idéologique», sans lien formel avec un parti politique donné. Elle entend réunir l'extrême-droite et les ailes nationalistes-conservatrices des partis établis dans un grand mouvement radical de droite, une sorte de front national ou de bloc allemand, qui à long terme pourra déterminer le destin de la nouvelle Allemagne. Sous les multiples visages de la Nouvelle Droite, Armin Mohler, ancien secrétaire d'Ernst Jünger, a raison de souligner tout ce qu'elle doit à un précédent prestigieux: celui de la «révolution conservatrice».

La «révolution conservatrice» est le commun dénominateur du courant nationaliste des années vingt, lié aux noms célèbres d'Arthur Moeller van den Bruck, auteur du *Troisième*

Reich (1923), de Carl Schmitt, d'Ernst Jünger et de Martin Heidegger. Par leurs critiques virulentes à l'encontre de la démocratie parlementaire, ces intellectuels nationalistes signèrent la condamnation de la République de Weimar (1919-1933) et contribuèrent de façon active à l'avènement du nazisme. Certains représentants célèbres de la révolution conservatrice se sont rangés derrière Hitler en toute connaissance de cause. Dans le *Völkische Beobachter*, alors obscur organe d'un petit parti d'extrême-droite, le philosophe et romancier Ernst Jünger célèbre dès le 23 septembre 1923 la venue du national-socialisme comme la seule vraie révolution. Hitler admire Jünger pour la vénération que ce dernier porte à l'héroïsme nationaliste et militaire. Pendant la guerre, Jünger séjourne à Paris en tant qu'officier de la Wehr-

146

macht. Il y soustrait quelques Juifs à la déportation. Après 1945, Jünger, penseur «critique», ne formule aucune critique contre l'armée allemande, malgré les crimes commis à grande échelle dans les Balkans, en Pologne et en Russie occidentale.

L'auteur sans doute le plus cité dans les milieux de la Nouvelle Droite est Carl Schmitt. Dans la vague d'euphorie qui submerge l'Allemagne après la prise du pouvoir par Hitler, le juriste Carl Schmitt adhère au NSDAP et devient l'éditeur de l'influent *Deutsche Juristenzeitung*. Schmitt défend les lois raciales de Nuremberg, ainsi que la sanglante attaque organisée par Hitler le 30 juin 1934 contre la SA, au cours de laquelle Ernst Röhm, le chef des *Sturmabteilungen*, et avec lui un millier de ses partisans, sont liquidés sans pitié. Martin Heidegger devient lui aussi membre du NSDAP en 1933 et se voit récompenser par sa nomination au rectorat de l'université de Fribourg. sans sourciller, Heidegger contribue à l'épuration de l'université, qu'il faut débarrasser de ses «souillures étrangères». Il poursuit son enseignement jusqu'à la fin de la guerre, comme si de rien était. A titre posthume, Hitler admet également le philosophe Friedrich Nietzsche, mort en 1900, au panthéon de l'idéologie nazie. Dans le monument aux morts de Tannenberg, il fait maçonner un exemplaire d'Ainsi parlait Zarathoustra, le chef d'œuvre antichrétien de Nietzsche, à côté d'un exemplaire de son propre *Mein Kampf*. Les nazis sont indubitablement sous le charme de l'implacable et martiale *Deutschtum* du philosophe («Vous chérirrez la paix comme une source de nouvelles guerres»), de son appel à la discipline, à la dureté et à la sélection, de sa glorification du surhomme.

La chute du Mur dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, désignée généralement en Allemagne comme le moment du «tournant», donne une nouvelle impulsion à la Nouvelle Droite. Dans la griserie générale, l'Allemagne célèbre sa plus grande fête nationaliste depuis la guerre. Le 3 octobre 1990 marque un nouveau jalon pour la nation allemande. Pendant quarante ans, deux Etats allemands ont coexisté, tous deux membres des Nations-Unies, ayant leur propre histoire et leur régime politique distinct. Pendant ces quatre décennies, la

RFA a été un «pays provisoire» qui, lors de chacune de ses démarches internationales, devait tenir compte des quatre «grandes puissances»: pour la RFA, en effet, la Deuxième Guerre mondiale ne s'est pas terminée par un traité de paix. Le 3 octobre 1990, la rda, que l'extrême-droite appelle très logiquement «l'Allemagne

147

centrale», est incorporée dans la République fédérale capitaliste. Pour la Nouvelle Droite, c'est la première étape vers la reconquête de la «souveraineté». Allant de l'avant, elle se donne pour mission de formuler le nouveau rôle qui doit être celui de l'Allemagne, dans une logique nationaliste renouvelée. La Nouvelle Droite s'en prend de plus en plus vivement à quelques principes de base de la politique d'après-guerre: l'autolimitation des forces armées allemandes et les liens indissolubles avec les Etats-Unis et l'Union européenne. Chacune de ces prises de position s'entache de connotations troubles. Affirmant par exemple que l'Allemagne doit redevenir dès que possible une nation «comme les autres», elle dit du même coup qu'il faut oublier les crimes nazis.

Dans leurs écrits, les radicaux de droite tentent par tous les moyens de repousser la solution finale dans les oubliettes. Parmi les «dénégateurs» les plus fanatiques, il y a le général Otto Remer, sauveur d'Hitler lors du complot des officiers de 1944, ainsi que l'historien amateur britannique David Irving. Les ouvrages d'Irving se vendent par millions dans le monde entier; en Allemagne, ils sont édités chez Ullstein, une maison réputée. Le révisionnisme d'Irving se fonde notamment sur un rapport douteux de Fritz Leuchter, conseiller de différents Etats américains en matière d'exécutions capitales. A Auschwitz, Leuchter a soumis des échantillons à des examens chimiques et a «constaté» l'impossibilité technique d'un massacre industrialisé. De là, Leuchter conduit à l'inexistence d'Auschwitz. Les révisionnistes sont fréquemment invités à prendre la parole aux réunions de la NPD et de la dvu. Le 10 novembre 1991, Leuchter est la «vedette américaine» d'une réunion de la NPD à Weinheim. A l'aide de diapositives, il expose les résultats de ses investigations «scientifiques» à Auschwitz. Günther Deckert, dirigeant de la NPD, assure la traduction et en profite pour grossir encore le trait. Un film de la rencontre montre certains participants en chemise brune, l'uniforme des *Sturmabteilungen* (sa) d'Hitler. Le 14 mars 1992, Irving explique une nouvelle fois ses thèses révisionnistes au congrès annuel de la dvu, tenu dans la *Nibelungenhalle* de Passau. L'ouverture au début de 1992 des archives de la *Stasi*, l'ancien service de sécurité de la rda, fournit à l'extrême-droite une occasion rêvée de s'accaparer l'histoire de l'Allemagne de l'Est: manchette après manchette, leurs médias annoncent à jet continu de nouvelles «révélation» sur la *Stasi*. Ces «informations» n'ont qu'un but: suggérer que le joug de la RDA était en tout cas pire que celui du Reich hitlérien. L'Allemagne peut cesser de battre sa coulpe, estime Franz Schönhuber. «Il

est temps de décloquer les Allemands du pilori de l'histoire, à présent que dans l'autre partie de notre pays, on découvre sans cesse de nouveaux charniers contenant les dépouilles des victimes massacrées par les tortionnaires bolcheviques,» clame le leader des Républicains.¹

Moins excessive dans son langage, la Nouvelle Droite veut elle aussi libérer la conscience allemande du fardeau qui l'opprime. En février 1992, Nolte affirme dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*: «La RDA était le genre d'Etat qu'Hitler craignait par-dessus tout et contre lequel il a mis en garde, en évoquant le "marécage sanglant du bolchevisme, ce charnier où s'entassaient des millions de morts". La rda, c'était également le cauchemar de tous ceux qui en 1933 pensaient qu'Hitler avait *in extremis* pu sauver l'Allemagne des griffes du communisme.» Et Nolte de conclure: «Ceux qui craignaient et méprisaient la RDA avant sa création ont eu raison.» En 1992, Nolte publie sa biographie *Martin Heidegger*. Selon l'auteur, le célèbre philosophe a fait le bon choix en 1933, car le nazisme était alors le seul contrepoids crédible au communisme.[\(2\)](#)

Les ouvrages de Nolte sont distribués par un éditeur ayant pignon sur rue: Ullstein/Langen/Müller, propriété commune de Springer et de Herbert Fleissner. La réputation d'Ullstein a bien un peu souffert de la participation à son capital de Fleissner, qui s'est fait connaître en publiant des titres de Franz Schönhuber, de Jörg Haider et du leader fasciste belge Léon Degrelle. Fleissner est également membre de la *Witikobund*, organisation fondée en novembre 1947 par neuf hauts dignitaires nazis dans le but de favoriser le «retour des Allemands du territoire des Sudètes dans leur patrie». Le président du comité de lecture d'Ullstein est l'historien révisionniste Rainer Zitelmann, un ancien maoïste, selon *Junge Freiheit*. Zitelmann veut susciter rien moins qu'une révolution culturelle de droite, en partant du principe qu'il faut conquérir la sphère culturelle avant de pouvoir prendre le pouvoir politique.

Au début de 1992, le gouvernement Kohl effectue lui aussi ses ajustements historiques. Tout en reconnaissant la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre, il évoque la nouvelle continuité de l'histoire allemande depuis 1871: pour rétablir le lien avec le passé prestigieux, il faut et il suffit de jeter le discrédit sur les partisans de l'antifascisme et du socialisme dans l'ancienne rda. Les Allemands de l'Est occupés dans la fonction publique sont contraints de fournir des informations concernant leurs

anciennes activités politiques et leur collaboration éventuelle avec la *Stasi*. Pour ce dernier point, les autorités s'informent également auprès du bureau de Joachim Gauck, qui gère les

archives de la *Stasi* à la demande du gouvernement fédéral. En cas de renseignements défavorables sur un fonctionnaire, celui-ci peut être congédié. Le passé rattrape des dizaines de milliers d'enseignants et de fonctionnaires, frappés d'interdiction professionnelle. Plus d'un politicien se voit contraint de démissionner à la suite de révélations sur ses activités passées, l'exemple le plus illustre étant Lothar de Mazière, le premier et dernier chef de gouvernement élu de la rda. Début 1992, c'est au tour de Manfred Stolpe, Premier ministre social-démocrate du Land oriental de Brandebourg, d'essuyer les feux de la critique. L'hebdomadaire *Der Spiegel* annonce vers la mi-février 1992 que Stolpe, avocat de l'Eglise luthérienne dans l'ancienne rda, aurait été un «collaborateur officieux» de la *Stasi*. Les Allemands de l'Est se voient également soustraire leurs écrivains: Christa Wolf, par exemple, l'un des auteurs allemands les plus lus, est «démasquée» comme espionne à la solde de la *Stasi*.

Sur le plan de la politique militaire et étrangère, c'est une nouvelle époque qui commence pour Bonn. L'armée est-allemande est intégrée à la Bundeswehr. Avec des effectifs ramenés à 370.000 hommes, l'armée allemande unifiée se prépare à de nouvelles tâches de «gestion des crises internationales». Ces missions, le gouvernement Kohl estime que l'Allemagne doit les assumer dans le cadre des Nations-Unies ou au sein d'une future armée européenne. Le 12 mai 1992, Kohl répète une nouvelle fois son désir de voir modifier la constitution allemande en un sens qui permette la participation de l'Allemagne à des actions «de maintien ou d'imposition de la paix» sous le commandement des Nations-Unies et hors du territoire de l'OTAN. Le SPD (*Sozialistische Partei Deutschlands* (Parti socialiste allemand), dont le soutien est indispensable pour obtenir la majorité requise au *Bundestag*, se borne pour l'instant à accepter une participation allemande à des missions de maintien de la paix sous l'égide des Nations-Unies. Cette position contraint Kohl à recourir à la tactique du saucissonnage. Fin mai 1992, Kohl et Mitterrand signent un accord prévoyant la création d'un corps franco-allemand de 35.000 hommes, noyau éventuel d'une force armée européenne. Peu après, durant l'été de 1992, le gouvernement allemand envoie un navire de guerre dans l'Adriatique pour y surveiller, dans le cadre de l'OTAN, l'application de l'em-

150

bargo des Nations-Unies contre la Serbie. Le SPD juge cette action contraire à la loi fondamentale et introduit un recours auprès de la Cour Constitutionnelle.

Les circonstances aidant, on tend à ignorer l'argument selon lequel la présence de la Bundeswehr pourrait ne pas être de mise en des lieux où les souvenirs de la Deuxième Guerre mondiale restent vivaces (les nazis ont soutenu l'Etat vassal croate du fasciste Ante Pavelic et ont «purifié» la Serbie de ses Juifs). Il en va de même pour l'argument selon lequel l'Allemagne est indirectement à l'origine de la guerre en ex-

Yougoslavie. Pour éviter un *cavalier seul* de l'Allemagne, l'ue décide fin 1991 de reconnaître la Croatie et la Slovénie. Cette mesure imprudente place la Bosnie dans un vide politique, avec toutes les conséquences que l'on connaît: purifications ethniques, massacres, viols en masse. Etayant ses exigences par des récits terrifiants, l'extrême-droite demande début 1993 l'envoi d'une mission militaire «d'imposition de la paix» dans les Balkans. «Une poignée d'assassins et de Serbes ivres de puissance transforment l'Europe et la moitié du monde en épouvantail, tout en commettant des crimes affreux contre l'humanité, parce que le monde censément libre a perdu ses dernières parcelles de dignité et complètement son sens de l'honneur,» se lamente Johanna Grund, députée au Parlement européen.⁽³⁾ Grund ne peut s'empêcher de rappeler le sort des «expulsés» allemands et de poser l'Allemagne en victime de la guerre. «Le viol en masse de femmes islamiques dépasse en bestialité systématique jusqu'aux atroces parties de chasse menées devant mes yeux par des soldats de l'Armée Rouge et des brutes polonaises contre des femmes allemandes en Silésie en 1945.» Sachant que Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations-Unies, souhaite la collaboration de soldats allemands coiffés du casque bleu, Grund conclut: «Il ne s'agit pas de jeter les troupes des Nations-Unies dans une guerre de terrain. Ce dont il est question, c'est de fournir des armes à l'armée régulière bosniaque. Et d'un appui logistique militaire, de frappes aériennes ponctuelles, d'actions contre différents points serbes tels que postes de commandement, dépôts d'armes, bases aériennes, concentrations d'équipements lourds et voies d'acheminement.»

En fin de compte, les positions de l'extrême-droite en matière de sécurité internationale s'appuient, une fois de plus, sur la question de savoir dans quelle mesure l'Allemagne peut se comporter comme un Etat «ordinaire». Comme toujours, l'extrême-droite exige une marge de manœuvre maximale pour l'Allemagne. Celle-ci a été bridée dans le passé par les

151

Etats-Unis et par l'Union soviétique et c'est en un certain sens toujours le cas, puisque leurs années n'ont pas encore quitté le territoire allemand au début de l'année 1993. «J'attends d'abord le retrait de toutes les troupes étrangères qui se trouvent encore en territoire allemand,» affirme Johanna Grund.⁽⁴⁾ «Et disant cela, je ne parle pas uniquement de l'Armée Rouge. Il est choquant que les pays de l'OTAN, en se fondant sur la persistance du concept "d'Etat ennemi" dans le système de référence des Nations-Unies, estiment nécessaire de maintenir des troupes et armes dangereuses en Allemagne.» Pourtant, la limitation de la liberté d'action militaire de l'Allemagne risque désormais d'être surtout le fait de l'Union européenne. Grund ne veut rien savoir d'un «carcan» imposé à la Wehrmacht allemande par cette Union. Elle s'oppose ainsi à la fois à la politique de Kohl et au corps franco-allemand comme embryon d'une future armée fédérale européenne. Elle préférerait voir la puissance militaire et le

«droit à l'autodétermination» de l'Allemagne accrus de telle sorte qu'un tel «carcan» n'aurait plus de raison d'être. Son collègue au Parlement européen, Harald Neubauer, précise le fond de sa pensée: «Nous devons réaliser que le temps des blocs monolithiques est révolu et qu'il existe désormais de nouvelles constellations. De Gaulle a dit qu'un pays ne peut durer que s'il - je cite - assume la responsabilité directe de sa défense nationale.»⁽⁵⁾ Le chef de la Ligue allemande pour le peuple et la patrie brise également le tabou du statut nucléaire de l'Allemagne. Si on refuse à l'Allemagne une position équivalente à celle des Etats-Unis ou de la France, gesticule-t-il dans *Nation Europa*, que Bonn dénonce donc le traité de non-prolifération et se dote d'armes atomiques!⁶

Début 1993, le débat sur «l'identité nationale» entretenu par la Nouvelle Droite se voit subitement propulsé devant l'opinion. Coup sur coup, *Der Spiegel* publie des articles signés par Hans Magnus Enzensberger, Martin Walser et Botho Strauss, auteurs en vue ayant pour caractéristique commune d'être passé, en quelques années, de la gauche à une droite plus ou moins accusée. Depuis la chute du Mur, ils cherchent assidûment à donner un nouveau sens idéologique à leur existence. Le patriotisme et le nationalisme, jadis vilipendés, prennent la place des idéaux anciens. Les feux de la rampe se braquent surtout l'essai *Anschwellender Bocksgesang* (*Le chant tonitruant des bêtes à cornes*) de l'auteur dramatique Botho Strauss. Ce dernier se déclare «de droite» et ne fait pas mystère de sa prédilection pour les ténors de la révolution conservatrice d'avant-guerre,

152

Martin Heidegger et Ernst Jünger. Comme le constate avec raison l'hebdomadaire hambourgeois, la Nouvelle Droite s'installe dans les mœurs.

Le mensuel *Junge Freiheit* est comme un phare de la Nouvelle Droite. En cinq ans, son tirage est passé à 35.000 exemplaires, et la publication s'apprête à tirer à plus de 50.000 exemplaires en hebdomadaire. Cherchant à atteindre un public aussi large que possible, *Junge Freiheit* s'entoure délibérément d'un halo idéologique susceptible d'accrocher conservateurs, antidémocrates nationalistes et sympathisants de la Nouvelle Droite. Les sympathisants droitiers de la CDU/CSU se reconnaissent dans les collaborations régulières de députés CDU/CSU tels qu'Heinrich Lummer et Harmut Koschyk. La revue ouvre également ses colonnes à des universitaires ultra-conservateurs comme Helmut Diwald, Robert Hepp et Michael Wolffsohn, dans l'espoir de se gagner les membres des associations d'étudiants de la droite extrême. Perspicace et dynamique, *Junge Freiheit* fournit une tribune à tous les leaders de l'extrême-droite, de l'Allemand Rolf Schierer (Républicain) à l'Autrichien Jörg Haider (ÖFP). Bien que *Junge Freiheit* affirme se distancier du néonazisme, la publication ne ferme pas pour autant la porte aux sympathisants du NPD et de la dvu. La rubrique «Histoire contemporaine» est tenue par Alfred Schickel, conseiller de

l'Association Rudolf Hess qui œuvre pesamment mais sûrement pour la réhabilitation de la Wehrmacht et la remise en cause de l'existence des camps d'extermination sous Hitler. Parfois, *Junge Freiheit* peut même se réjouir de l'appui d'un Wolfgang Templin, vert et alternatif, ou d'un Johann Scheringer du SPD. Autre interlocuteur favori du mensuel, l'abbé dominicain Heinrich Basilius Streithofen est un conseiller connu du chancelier Kohl. Ce prêtre catholique estime que les plus grands exploiters du contribuable allemand sont les Polonais et les Juifs - propos qui lui valent un procès pour «provocation populaire et incitation à la révolte».

Ceux qui se prêtent à des entretiens avec *Junge Freiheit* peuvent difficilement affirmer qu'ils ignorent ses ambitions pour l'Allemagne. Son rédacteur en chef, Dieter Stein, ne s'embarrasse pas de considérations. Vers la mi-1993, il expose son plan pour un ordre nouveau: «Après la chute du Mur en 1989, l'Allemagne avait le devoir de liquider les restes de l'ancienne République fédérale», écrit-il. Sa définition des «restes» laisse rêveur: «Je veux dire la négation de la Nation et de l'histoire, l'idéologie anti-autoritaire, le pacifisme, le féminisme, l'antimilitarisme, la veulerie par rapport à l'histoire allemande, l'intégration dans l'Europe occidentale.»[\(7\)](#)

153

L'Allemagne unifiée est en droit de se comporter comme une grande puissance: «L'Allemagne est dirigée comme si le rideau de fer existait encore. Le gouvernement de Bonn est incapable de doter l'Allemagne d'un statut à sa mesure; il ressemble au cabinet fantôme d'une puissance d'occupation militaire.» On retrouve le même ton dans le *Rückruf in die Geschichte (Rappel à l'histoire)*, de Karlheinz Weissmann, ouvrage publié lui aussi chez Ullstein. Le jeune historien néo-droitier y défend un Etat allemand «national et souverain», auquel il incombe de jouer un rôle privilégié en Europe.[\(8\)](#)

En 1993, la légitimité et la crédibilité de la Nouvelle Droite sont réelles. Des révisionnistes «acceptables» comme Ernst Nolte ont de moins en moins de mal à s'exprimer dans les colonnes du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ou du *Welt*. Leurs livres sont consommés par une population que plus rien n'étonne et qui finit peu à peu par croire que la vérité est à l'exact opposé de ce qu'on lui a toujours dit. Toute dénégarion des massacres nazis est absurde, affirme Ernst Nolte dans *Streitpunkte (Points de controverse)*, son nouvel ouvrage, mais il estime légitime et même souhaitable de s'interroger sur la fiabilité des comptes rendus de témoins oculaires, la force probante des documents, la crédibilité de nombres sans cesse répétés, et la possibilité technique du génocide, surtout en ce qui concerne les gazages.[\(9\)](#) Il déplore que la littérature révisionniste soit tenue à l'écart de la discussion scientifique et ne refuserait pas même de soumettre le rapport Leuchter à un examen critique. De cette manière, l'auteur de *Streitpunkte* rend plus présentable le révisionnisme radical et pousse un peu plus loin l'interprétation de la portée du

national-socialisme, à redéfinir comme un chapitre douloureux de l'histoire allemande, rien de plus.

Une nation consciente de sa valeur

Les politiciens progressistes sont d'avis que l'Allemagne ne pourra être acceptée en tant qu'Etat «comme les autres» qu'à la condition de ne pas oublier son passé. Pour perpétuer la mémoire des victimes du nazisme, ils déposent début 1993 devant le Parlement européen une résolution en vue de protéger les camps de concentration nazis en tant que monuments. Johanna Grund s'oppose à cet acte «diabolique»: «On veut démo-

154

niser douze ans de l'histoire allemande, qui en compte plus de mille, et faire du peuple allemand un bouc émissaire sous prétexte d'exhiber les horreurs des camps aux générations futures.» [\(10\)](#) Grund préfère dénoncer les «crimes de guerre» des Alliés. Elle met en équation victimes allemandes et victimes du nazisme: «Les 300.000 habitants et réfugiés de Dresde, tués sous les bombes alliées, les dizaines de milliers de personnes mortes après 1945 dans les camps de concentration rouverts par les Soviétiques, méritent eux aussi un monument.»

En 1993, un vent iconoclaste s'abat sur l'Allemagne. Les statues sont renversées, démolies, quelquefois déplacées ou remisées. Il faut effacer le souvenir de la RFA, se refaire une identité pour fonder une nouvelle légitimité. Dans cette mutation, certains monuments reçoivent de nouvelles significations morales ou politiques. Ainsi la *Neue Wache* (*La relève de la garde*), située le long du boulevard *Unter den Linden* à Berlin-Est. Après la partition de l'Allemagne, on y commémorait les victimes du fascisme et du militarisme. Le 14 novembre 1993, le monument change de sens. Des représentants de la résistance et d'organisations de gauche protestent contre le fait que l'on y commémore désormais tous les morts de la Seconde Guerre mondiale. La distinction entre victimes et auteurs, entre antifascistes massacrés et SS tués au combat, s'estompe.

Dans ce climat de «faux pas» officiels, les révisionnistes haussent le ton. Quant à Gerhard Frey, il se déchaîne. Son *Nationalzeitung*, titre: «Scandale à millions. La grande escroquerie de l'holocauste.» [\(11\)](#) Dans l'article qui suit, Frey lâche qu'à Auschwitz et dans d'autres camps d'extermination, plus de personnes sont mortes de mort «naturelle» (par maladie ou épuisement) que de mort violente. Semaine après semaine, il aligne de cyniques décomptes, en minimisant de manière systématique le chiffre des victimes. Les historiens estiment le nombre de morts de Dachau à 238.000. Frey avance le chiffre de 28.000, dont les deux tiers auraient été emportés par le typhus. Quant aux gazages, ce sont des bobards. [\(12\)](#) Pour Mauthausen, Frey publie une estimation de

97,5% (!) inférieure à celle de Simon Wiesenthal.(13) Les comptes «erronés» publiés pendant des années seraient dus aux aveux du commandant d'Auschwitz, Rudolf Höss, aveux obtenus sous la torture par les unités soviétiques après qu'elles eurent investi le camp.(14) Frey accuse également les Juifs d'avoir tout inventé pour «extorquer» des dommages de guerre à l'Allemagne. D'ailleurs, l'Allemagne aurait déjà versé deux cents milliards de marks aux Juifs, s'indigne-t-il.(15)

155

Le révisionnisme gagne. Depuis longtemps déjà, Nolte n'est plus le seul historien à débiter la légende de la «guerre préventive» d'Hitler. Le professeur Werner Maser, biographe officiel du chancelier Kohl, répand à son tour la thèse absurde selon laquelle Hitler n'aurait pas mené, à l'Est, une guerre de conquête mais une guerre «défensive». C'est parce que Staline aurait été sur le point d'envahir l'Allemagne qu'Hitler serait passé à la «contre-attaque», affirme Maser dans son ouvrage *Der Wortbruch (La parole trahie)*.(16) L'opération «Barberousse», nom de code allemand de l'offensive contre l'Union soviétique déclenchée pendant la nuit du 21 juin 1941, est ainsi érigée en «action défensive et patriotique», au lieu de signifier le début d'une guerre d'extermination qui a coûté la vie à près de 27 millions de citoyens soviétiques.

L'ouvrage de Maser est parfaitement dans l'esprit du temps. Malgré les efforts déployés par l'Union soviétique dans la lutte contre et la victoire sur Hitler (les batailles de Stalingrad (1942) et de Koursk (1943) sont considérées comme le tournant de la guerre), les puissances occidentales estiment normal de ne pas associer les Russes à la grande commémoration du Jour J le 9 juin 1994. Quant à l'Allemagne, elle ne commémore rien. L'extrême-droite allemande s'indigne du fait que le sort des 116.000 soldats allemands tombés en Normandie soit à peine évoqué. Depuis des années, Frey mène le chœur des lamentations des vétérans de la Wehrmacht, qui se plaignent du «manque de reconnaissance». En marge de ses débordantes activités de publiciste, Frey trouve encore le temps d'éditer des ouvrages «scientifiques». «Sensationnel, inédit», annonce la publicité de son dernier best-seller, *Les meilleurs soldats du monde*, dans lequel Frey défend la thèse que la Wehrmacht n'a fait que «servir fidèlement la patrie allemande, comme son devoir le lui imposait», et rend hommage à des nazis convaincus comme l'amiral Karl Dönitz et le héros de guerre Hans-Ulrich Rudel, qui à ses yeux sont l'objet de «la tendance allemande à la haine et à la diffamation de soi». Frey répète également la légende du «coup de poignard», un classique de la propagande nazie: l'armée allemande aurait pu résister en Normandie sans la trahison du général Hans Speidel, qui aurait réduit à néant les chances de succès de la Wehrmacht.(17) Lors du débarquement allié, le 6 juin 1944, Erwin Rommel, le légendaire commandant des troupes allemandes, était en congé en Allemagne. Selon Frey, Hans Speidel omit d'informer à temps le maréchal Rommel et

refusa d'engager des troupes fraîches et des divisions de chars pourtant disponibles. En somme, Speidel aurait

156

choisi le camp des Alliés, et devrait à ce revirement sa carrière éclair dans l'OTAN.

Aux yeux de Frey, Hans Speidel est également responsable du suicide de Rommel. Speidel aurait, à tort, accusé Rommel de connaître les préparatifs de l'attentat du 20 juillet 1944, dans lequel étaient impliqués un grand nombre d'officiers d'origine nobles, regroupés autour du comte Klaus von Stauffenberg. Stauffenberg réussit à placer un porte-documents bourré d'explosifs sous la table d'Hitler, mais le *Führer*, par miracle, échappa au sort. Certains des conspirateurs se donnèrent la mort, d'autres furent exécutés, d'autres encore, comme Rommel, furent contraints au suicide. Parlant des officiers conspirateurs, les milieux ultra-nationalistes n'utilisent pas le mot «défection», de nature à ternir l'image d'un régime nazi formant un bloc idéologique sans failles. Frey présente donc Rommel et Stauffenberg comme de «bons nazis». «De nos jours, ils seraient stigmatisés comme étant d'extrême-droite», affirme Frey. «Stauffenberg et ses partisans ne s'étaient pas opposés à la Grande-Allemagne. Pour eux, les territoires de l'Est, le pays des Sudètes, l'Autriche et l'Alsace-Lorraine appartenaient à l'Allemagne.»⁽¹⁸⁾ Frey rappelle également que les putschistes partageaient le racisme d'Hitler et qu'ils étaient partisans d'un régime autoritaire. Sur ce dernier point, Frey ne fait que répéter une vérité historique bien établie, et ne dit rien d'autre que ce que les historiens ont pu lire depuis longtemps dans la *Déclaration du gouvernement Beck/Goedeler* et dans le programme rédigé par Stauffenberg en vue de négociations éventuelles avec les Alliés.

La résistance non communiste à Hitler, quelque dérisoires qu'aient été ses effectifs, est soudain redécouverte et se transforme aussitôt en un nouveau symbole national. Le 20 juillet 1994, le chancelier Kohl honore en Stauffenberg un «combattant de la résistance». «Ce fut un soulèvement de la conscience. Ces résistants ont aidé l'Allemagne à retrouver sa place dans le concert des nations», affirme le chancelier. Kohl ne souffle mot de la discussion qui fait rage: les communistes allemands sont-ils des résistants présentables? Dans les rangs de la CDU/CSU surtout, les politiciens, parmi lesquels Franz Ludwig, fils du conspirateur Stauffenberg, sont nombreux à estimer qu'il faut exclure les communistes des commémorations antifascistes. Dans le discours prononcé par Kohl et dans les commentaires de journaux de droite comme *Die Welt* et le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, les ambitions véritables et les opinions politiques des

157

putschistes sont totalement passés sous silence. Au contraire, on nimbe les conspirateurs d'une lumière héroïque et humaniste, pour les transformer peu à peu en «démocrates sincères». N'est-ce pas le signe d'une restauration des valeurs droitières que les généraux du 20 juillet eux-mêmes souhaitaient?

Le 1er août 1994, on commémore à Varsovie le soulèvement de la résistance non communiste. Les soixante-trois jours du soulèvement de Varsovie ont exigé 200.000 victimes. Après l'écrasement de la révolte, les Allemands déportèrent les survivants et, par vengeance, détruisirent le centre de la ville. A Varsovie, le tout nouveau Président Roman Herzog, ancien président de la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe, fait ses débuts sur la scène politique internationale. A la grande colère de l'extrême-droite, il demande pardon pour les souffrances infligées par les Allemands à la Pologne. «Le scandale de Varsovie. Herzog falsificateur de l'histoire», titre le *Nationalzeitung*.⁽¹⁹⁾ Suit une effrayante bordée d'injures à l'adresse de la Pologne «impérialiste»: pendant l'entre-deux-guerres, elle aurait «expulsé» un million d'Allemands et aménagé des «camps de concentration», elle aurait «provoqué» l'attaque d'Hitler du 2 septembre 1939 et «fait main basse» sur le sol national allemand après 1945. En passant, Frey informe ses lecteurs que l'Allemagne déplore plus de victimes que la Pologne et que ce pays transforme ses six millions de morts en un filon juteux pour escroquer l'Allemagne.⁽²⁰⁾

Gerhard Frey est obsédé par le passé. Devant celui-ci, sa pensée refuse toute logique. Il veut faire table rase de tout ce qui «encombre» l'Allemagne (excuses, autocritique, information objective sur le passé nazi). Lorsqu'un dirigeant politique de quelque envergure reconnaît la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre, il se voit aussitôt traité de «national-masochiste». Frey se venge en fouillant avec un plaisir quasi sadique dans le passé de guerre du personnel politique repent. Il leur consacre même un livre: *Réalités de l'Allemagne d'alors*. Après la déclaration de Varsovie, le cou Roman Herzog est devenu l'une de ses cibles préférées. Haineux, Frey tente de «noircir» Herzog en révélant que son père était membre du NSDAP dès avant 1933 et que son maître à penser, l'ancien constitutionnaliste nazi Theodor Maunz, récemment décédé, restait à plus de quatre-vingts ans un conseiller discret de la dnu.⁽²¹⁾ Frey en veut également à Herzog d'avoir pris la place de Steffen Heitmann, ministre CDU de la justice en Basse-Saxe et premier candidat de Kohl à la présidence de la Républi-

158

que fédérale. Heitmann ravissait l'extrême-droite par sa vigoureuse opposition à l'avortement et l'immigration, doublée de déclarations telles que «l'Allemagne ne doit pas se sentir poursuivie jusqu'à la fin des temps par son passé nazi.»⁽²²⁾ L'opposition à Heitmann de la part de la communauté juive et de son président, Ignatz Bubis, ranime

d'anciens sentiments antisémites. Frey s'enflamme et persifle: «Bubis se prend pour le roi d'Allemagne.» Frey va jusqu'à reprocher au gouvernement allemand de se plier aux quatre volontés du Congrès mondial juif.

La vie n'est pas toujours rose pour les «dénégateurs», mais elle leur réserve de belles consolations. Le 10 août 1994, le tribunal de Mannheim publie les attendus du jugement du président de la NPD, Günther Deckert, condamné à un an de prison avec sursis pour ses dénégations publiques et répétées de l'holocauste. Les attendus décrivent Deckert comme un «homme droit, de principes et d'engagements, un bon père de famille», et manifestent une certaine compréhension pour son opinion selon laquelle on met trop l'accent sur les crimes de guerre de l'Allemagne et pas assez sur les violations des droits de l'homme de la part des Alliés. «La dénégation de l'holocauste par Deckert s'explique principalement par sa volonté d'encourager, au sein du peuple allemand, les forces qui s'opposent aux prétentions des Juifs du fait de l'holocauste», écrit le juge Rainer Orlet. Ce faisant, le juge ne semble pas se rendre compte qu'il souscrit littéralement aux thèses révisionnistes. En dépit de vives critiques en Allemagne et à l'étranger, Orlet persiste et signe.

L'Allemagne s'avance désormais à grands pas vers la reconquête de son «entière souveraineté». L'une après l'autre, les armées alliées quittent son territoire. Le 31 août 1994, les derniers contingents russes s'en vont de Berlin. L'extrême-droite publie de véritables communiqués de victoire contre les vainqueurs de la bataille de Berlin en mai 1945, qui coûta la vie à 102.000 soldats soviétiques. Pour un peu, on croirait que les Alliés avaient délivré l'Allemagne du communisme plutôt que du nazisme. Le principal mérite des Alliés pendant le demi-siècle qui vient de s'écouler, affirme Helmut Kohl, a été leur inébranlable volonté de ne pas céder devant la menace communiste. Il y a également quelques remous quant à la manière dont la Bundeswehr a choisi de saluer les Alliés sur la *Pariserplatz*: l'armée allemande y organise une grande retraite aux flambeaux, sur les lieux où les nazis firent de même pour fêter en 1940 leur victoire sur la France. Le gouvernement Kohl ne fait d'ailleurs pas mystère de ses ambitions pour la Bundeswehr: l'Allemagne doit devenir un acteur à part

159

entière dans les opérations de paix internationales et il lui revient d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations-Unies. La Bundeswehr affectera 50.000 hommes à des «unités de gestion de crise». Kohl sait qu'il peut compter sur l'appui du Président américain Clinton et de la Cour Constitutionnelle de la République fédérale, qui dispose le 12 juillet 1994 que la Bundeswehr est habilitée à s'engager hors du territoire de l'OTAN.

Au cours de l'automne 1994, les partis nationalistes extrêmes ne constituent certes pas un danger direct. Toutefois, leur propagande incessante provoque un glissement vers la droite de l'ensemble de l'éventail politique, parce que cette propagande répond partiellement aux désirs secrets d'une fraction des milieux dirigeants. Symptomatique à cet égard est l'ouvrage *Und der Zukunft zugewand*, de Wolfgang Schäuble, président du groupe CDU au Parlement fédéral et «prince-héritier» de Helmut Kohl.⁽²³⁾ Les Allemands, dit Schäuble, peuvent et doivent considérer à nouveau leur nation comme une «communauté de sauvegarde et de destin» (*Schutz- und Schicksalsgemeinschaft*). Les citoyens allemands devraient, davantage que par le passé, s'identifier avec leur patrie. Ce n'est que lorsqu'une conscience nationale existera à nouveau qu'on pourra vendre politiquement l'idée que l'Allemagne ne peut plus se tenir militairement à l'écart de la scène internationale. Harald Neubauer s'empresse de saluer l'ardeur «patriotique» de Schäuble; en septembre 1994, *Nation Europa* en fait son «livre du mois».

Tout aussi symptomatique est le succès d'une pétition lancée le 28 septembre 1994 par Dieter Stein, le rédacteur en chef de *Junge Freiheit*. Quelque deux cents intellectuels signent cette pétition, qui met en garde contre un dangereux regain du socialisme et une «chasse aux sorcières» dirigée contre les intellectuels conservateurs. La pétition est signée par tout un parterre de journalistes de droite: la rédaction de *Junge Freiheit* elle-même, le rédacteur en chef de *Criticon*, sans oublier l'historien révisionniste Rainer Zitelmann. Pour la première fois, la Nouvelle Droite réussit également à faire la jonction avec l'aile droite de la CDU (Alfred Dregger, Heinrich Lummer, Steffen Heitmann) et même avec des artistes de l'ancienne RDA (Sarah Kirsch, Hans-Joachim Schädlich, Freya Klier).⁽²⁴⁾

Depuis le *Anschwellender Bockgesang* de Botho Strauss, la sympathie pour ses coups de bélier grandit lentement mais sûrement. Début 1995, deux journalistes du *Welt am Sonntag*, Ulrich Schacht et Heimo Schwillk

160

(un spécialiste renommé d'Ernst Jünger), rassemblent, sous le titre *Die selbstbewusste Nation (Une nation consciente de sa valeur)*, 29 contributions dont la première est précisément *Le cri retentissant des bêtes à cornes* de Botho Straus. Le volumineux recueil est diffusé par Ullstein, qui entreprend des relations de collaboration avec le grand groupe de médias Bertelsmann. Comme on le constate, le discours de la Nouvelle Droite trouve le chemin d'un public de plus en plus large.

Une Nation consciente de sa valeur respire l'ambiance de la révolution conservatrice. Botho Strauss s'y trouve en compagnie d'Ernst Nolte, l'auteur qui a déclenché la *Historikerstreit*, de Brigitte Seebacher, la veuve de Willy

Brandt qui a quitté le SPD au début de 1995. En 1994, la «veuve noire» embarrasse le parti socialiste allemand en publiant un journal inconnu de Brandt, dans lequel celui-ci - c'est du moins la lecture de son épouse suggère avoir eu en son temps des soupçons sur son président de fraction Herbert Wehner, pendant la guerre collaborateur de radio Moscou et depuis longtemps une des cibles favorites de l'extrême-droite. *Une Nation consciente de sa valeur* accueille également Manfred Brunner (ami intime de Jörg Haider et leader de l'Association des citoyens libres), Rüdiger Safranski (auteur d'une biographie de Heidegger), Michael Wolffsohn (historien juif, rédacteur de rubriques dans le *Bildzeitung* et professeur à l'académie militaire de la Wehrmacht à Munich), Steffen Heitmann (Dresdois et ex-candidat à la présidence de la République, qui a remporté le 4 mars 1995 les 10.000 dm du «Prix de la liberté des pestiférés politiques», décerné tous les ans par la fondation conservatrice Démocratie et Economie de marché, dont font partie Wolffsohn et Brunner), sans oublier l'inévitable Rainer Zitelmann.

Rainer Zitelmann ne cesse d'étendre son terrain d'action. Estimant que la Nouvelle Droite a besoin de personnalités influentes, appartenant aux sphères de la décision politique du pays, Zitelmann décide d'infiltrer les milieux politiques. Il y réussit plutôt bien. Après le 1er décembre 1993, il a dirigé pendant quelque temps la rubrique des arts dans le *Welt*, la publication phare de Springer. En juin 1994, on apprend que Zitelmann a formé un cercle «Nouvelle Droite» à Berlin. Dans ce club très confidentiel se rencontrent notamment l'ancien NPD Hans-Ulrich Pieper, l'ancien procureur général Alexander von Stahl, le député CDU Heinrich Lummer et le SPD Tilman Fichter, qui aime à se démarquer de son parti (il a signé un opuscule nationaliste intitulé *Le SPD et la nation*). Le 12 août 1994, *Junge*

161

Freiheit annonce triomphalement que Rainer Zitelmann vient d'entrer au FDP, le parti libéral, partenaire obligé de pratiquement tous les gouvernements depuis la guerre. Dès le printemps 1995, Zitelmann, assisté de von Stahl, mène la révolte contre le président du parti Klaus Kinkel, ancien chef du service de sécurité intérieure. Depuis 1992, moment où Kinkel, ministre des Affaires étrangères, a été placé à la direction du parti, le FDP accumule les défaites électorales. Le duo Zitelmann-von Stahl publie un manifeste dans lequel il appelle Klaus Kinkel à caler le FDP vacillant sur une ligne placée nettement plus à droite de la CDU/CSU. Le manifeste est signé par Manfred Kittlaus, officier supérieur de la police, Wolfgang Mieczkowski, député de Berlin, et Hans-Joachim Josewski. Il reçoit l'appui d'Arnulf Barning, historien renommé qui a entamé un long glissement vers le nationalisme de droite.

Le manifeste de l'aile nationaliste de droite, emmenée par Zitelmann et von Stahl, s'oppose carrément à la démocratie. Les auteurs y prônent une approche purement répressive de

la violence et de la criminalité, un meilleur équipement de la police et le recours à des procédures poussées d'observation. «Les bonnes performances doivent être récompensées. Les citoyens socialement faibles ne sont pas en situation d'envier ceux qui ont mieux réussi», affirme le manifeste. «Ceux qui peuvent travailler mais ne le veulent pas abandonnent de ce fait même leurs droits à la sécurité sociale.» Les signataires du manifeste demandent un allègement important de la pression fiscale pour les couches aisées et le remplacement partiel de la sécurité sociale par des assurances privées, afin de réduire les charges salariales des employeurs. Par ailleurs, ils réclament un «enseignement élitiste», ainsi qu'une «Europe des patries», ouverte aux pays de l'Est. Ils souhaitent une offensive idéologique contre «l'endoctrinement socialiste», le «féminisme» et la «société multiculturelle». Les féministes sont condamnées pour ne pas vouloir «l'égalité de droits, mais l'apartheid.» Aux immigrés, on impute «des chiffres de criminalité effroyables», raison pour laquelle il convient de limiter davantage le droit d'asile. S'il était nécessaire, le manifeste prouve que Zitelmann et von Stahl, après l'échec de l'Association des citoyens libres de Brunner, entreprennent une nouvelle tentative de mettre sur pied une version allemande du Parti de la liberté de l'Autrichien Haider. L'aile nationaliste-libérale du FDP peut compter sur le soutien immédiat de *Junge Freiheit* et même de la VDU. Le *Nationalzeitung* cite le parti néo-fasciste autrichien comme un exemple à suivre. «Le FPÖ a remporté 22,6% des voix aux élections législatives et

162

dans quatre ans, Haider sera probablement le nouveau chancelier de l'Autriche,» déclare la publication néonazie. [\(25\)](#)

Au début de l'année 1995, l'Allemagne commémore la libération d'Auschwitz et les bombardements britanniques sur l'ancienne ville royale de Dresde. Les radicaux de droite ne cachent pas leur sentiment sur ces événements historiques. *Die Deutsche Stimme* (*La Voix de l'Allemagne*), l'organe du NPD, publie un article intitulé «Hurler avec les loups? Jamais!» [\(26\)](#) Le NPD dénonce la pression exercée par l'Allemagne contre le Danemark en vue de l'extradition du SS-Sonderführer Thies Christophersen. Le NPD n'a que louanges pour l'auteur du *Mensonge d'Auschwitz*, «patriote courageux» et «combattant de la vérité». Christophersen dépeint Auschwitz sous les allures d'une colonie de vacances. Quant au massacre organisé, il n'en a rien remarqué lorsqu'il y était. *Die Deutsche Stimme* «compense» en quelque sorte Auschwitz par de prétendus «camps de la mort alliés» dans lesquels, à en croire l'imagination malade du NPD, «des millions de prisonniers de guerre allemands, parmi lesquels des femmes, des enfants et des vieillards, ont trouvé la mort dans des conditions effroyables après le mois d'avril 1945.» [\(27\)](#)

Les dénégateurs professionnels comme Günther Deckert, leader du NPD, ou Gerhard Frey, chef de la dvu, usent et

abusent d'une vieille ficelle: systématiquement, ils présentent les Alliés comme les criminels de guerre et les nazis comme les victimes. C'est ainsi qu'ils décrivent le bombardement britannique de Dresde comme un «crime de guerre caractérisé», dont les auteurs restent impunis à ce jour. «Holocauste. Destruction massive sur l'ordre de Churchill,» écrit Frey.(28) Deckert proclame que Dresde a vu la mort de plus de victimes qu'Hiroshima et Nagasaki réunies.(29) Selon lui, le bombardement de Dresde a coûté la vie à plus de 250.000 victimes. Les historiens estiment leur nombre à 35.000. Le lieutenant-général Franz Uhle-Wettler, ancien directeur du Collège de l'OTAN à Rome, décrit dans *Junge Freiheit* le bombardement de Dresde comme la plus grande purification ethnique de l'histoire, et comme un crime plus grave que tous les méfaits de la Wehrmacht pris ensemble.(30) Au cours de la cérémonie officielle du 13 février 1995, le Président Roman Herzog adopte une position mitigée. Il fait observer que le peuple allemand a lui aussi souffert, parle de «la mort, la douleur, les déplacements de populations, l'horreur». «Ensemble, nous voulons interpréter le passé, là où les Allemands furent les coupables, mais là aussi où les Allemands furent les victimes,» dit le chef de l'Etat.(31)

163

A mesure que le 8 mai et le cinquantième anniversaire de la capitulation approchent, l'extrême-droite intensifie le combat idéologique. *Nation Europa*, publication alliée à la Ligue allemande pour le peuple et la patrie, lance un appel: «Cinquante ans, cela suffit. L'Allemagne doit rester allemande.» Selon la rédaction, l'appel est signé par 148 personnalités de premier plan, parmi lesquelles des hommes politiques importants et des officiers supérieurs. Les signataires se prononcent contre la «culpabilisation exclusive de l'Allemagne et la nature particulière des crimes nazis». Ils estiment que l'Allemagne doit cesser de battre sa coulpe et arrêter de se lamenter sur son Etat et son armée démantelés. «La Bundeswehr est la seule armée au monde à ne pas disposer de ses propres structures de commandement», précisent-ils. Ils appellent la population à ne pas célébrer le 8 mai comme un jour de «libération».

Presque en même temps, un appel similaire, émanant de la Nouvelle Droite, paraît dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 7 avril 1995 sous le titre: «Huit mai 1995 - Contre l'oubli.» Les promoteurs en sont Rainer Zitelmann et les rédacteurs à *!Dne Nation consciente de sa valeur*, Heimo Schwilk et Ulrich Schacht. Le texte de leur annonce est éloquent. «Les médias et les politiciens ont décidé de faire du 8 mai un jour de "libération". On passe ainsi sous silence que ce jour n'a pas seulement marqué la fin du national-socialisme, mais également le début d'une terreur qui a conduit à de nouveaux déplacements de populations et une nouvelle oppression à l'Est, sans oublier la partition de notre pays. Une version de l'histoire qui tait, refoule ou atténue ces vérités n'offre aucun fondement solide pour une nation consciente de sa valeur.»

Parmi les 250 signataires de cet appel du 8-mai, il y a les radicaux de droite (Républicains, NPD, Association des citoyens libres et *Junge Freiheit*), ainsi qu'un nombre considérable de nationalistes-conservateurs, députés et personnalités importantes des partis de gouvernement. Pour le FDP, on y trouve les représentants du courant Nouvelle-Droite: l'ancien procureur général Alexander von Stahl et l'officier de police Manfred Kittlaus. Mais ce sont surtout les signataires de la CDU/CSU qui provoquent l'embarras du chancelier Kohl: il s'agit en effet de poids lourds tels qu'Alfred Dregger (ancien officier de la Wehrmacht et président honoraire du groupe CDU/CSU au Parlement fédéral), Carl-Dieter Spranger (ministre CSU de la Coopération au développement), Peter Gauweiler (député CSU et président de la section du parti à Munich) et Heinrich Lummer (député CDU et leader de l'important groupe de pression *Deutschlandforum*). Parmi les signataires, on re-

164

marque encore la présence de l'amiral Christian Giermann. Quant à Hans Appel, ancien ministre SPD, il commence par donner sa signature, mais la retire précipitamment en apprenant les autres noms de la liste.

L'éditeur néonazi Rolf-Josef Eibicht célèbre le 8 mai à sa façon. C'est pour lui l'occasion de publier un ouvrage au titre certes trop long, mais qui a l'avantage de la clarté: *Cinquante ans de déplacements de populations. Le massacre des Allemands. Allemagne orientale et territoire des Sudètes: restitution, oui, abandon, non*. Dans le livre, c'est tout un cortège «d'étoiles» de l'extrême-droite qui défile: Manfred Brunner, Gerhard Frey, Jörg Haider, Franz Schönhuber, ainsi que les deux figures de proue de l'Association des expulsés: Paul Latussek et Wolfgang Thüne. Deux personnalités influentes de la cou, Heinrich Lummer et Alfred Dregger, prêtent eux aussi leur concours à ce pamphlet revanchiste. «Nous ne sommes pas le crachoir de l'histoire», écrit le fielleux Eibicht. Le fil de l'ouvrage est simple: l'Allemagne ne pourra devenir «une nation comme les autres» qu'en retrouvant ses frontières de 1937. Il reste à espérer que les Allemands laisseront à d'autres qu'à l'extrême-droite le soin de définir ce qu'est une nation «comme les autres».

La tentation de l'Est

Dans l'esprit de l'extrême-droite et de l'Association des expulsés, la réunification allemande du 4 octobre 1990 n'est qu'une «phase préliminaire».

La députée européenne Johanna Grund, elle-même d'origine silésienne, affirme: «Le processus d'unification de ma patrie qui vient d'avoir lieu n'est pas abouti; il s'agit seulement d'une première étape, d'une réunification partielle de l'Allemagne occidentale et de l'Allemagne centrale (la RFA).» [\(32\)](#) Il reste par conséquent à accomplir la «véritable»

réunification, qui inclura également «l'Allemagne orientale», terme qui dans le vocabulaire de l'extrême-droite désigne les territoires allemands orientaux perdus après la guerre; ce sont, pour l'essentiel, la Silésie (Pologne), le territoire des Sudètes (Tchécoslovaquie) et Königsberg/Kaliningrad (Russie). «Cette deuxième étape suivra dans quelques années, par nécessité économique et politique», prédit Grund avec un bel optimisme.

Est et Ouest sont d'accord pour estimer que la faisabilité politique de la réunification allemande est subordonnée à la reconnaissance des fron-

165

tières d'après-guerre. Dans le traité 2+4 conclu avec les anciens Alliés, l'Allemagne admet par conséquent de reconnaître la frontière Oder-Neisse. Bonn reconnaît la frontière germano-polonaise dès le 14 novembre 1990 et conclut un traité d'amitié avec la Pologne l'année suivante, le 17 juin 1991.⁽³³⁾ Six mois plus tard, le 27 février 1992, elle conclut un autre traité d'amitié avec la Tchécoslovaquie. Immédiatement après son entrée en fonction, le Président Vaclav Havel avait présenté à Bonn les excuses de la Tchécoslovaquie pour «l'injustice de l'expulsion» des 2,5 millions d'Allemands des Sudètes en 1945. Dans les milieux de l'Association des Allemands des Sudètes de Nuremberg, cette déclaration avait été interprétée comme un premier pas vers une réhabilitation complète et, surtout, vers une restitution des biens expropriés en Tchéquie. Ces points ne sont toutefois pas abordés dans le traité d'amitié signé par Kohl et Havel en février 1992.

Du coup, l'extrême-droite voue les deux traités d'amitié aux gémonies et crie à la trahison. «Les quatre puissances victorieuses du passé contraignent le gouvernement allemand à abandonner la patrie de quinze millions de compatriotes de l'Est - et avec eux, des témoins inestimables de la culture et de l'histoire allemande - condition de leur acceptation du traité de réunification,» tempête Johanna Grund. Voici sa solution à la «question allemande»: «Nous souhaitons pour les territoires allemands orientaux un statut d'autonomie qui garantisse des droits politiques, économiques, culturels et religieux entiers aux deux nationalités qui y vivent, ainsi qu'aux Allemands expulsés qui voudraient s'établir à nouveau dans leur ancienne patrie. Ce faisant, ils doivent pouvoir choisir librement entre la citoyenneté allemande ou polonaise; de plus, le bilinguisme doit être introduit dans la vie publique. C'est la seule voie vers une solution équitable et vers l'intégration future de la Pologne dans une Europe unifiée.»

Pour l'extrême-droite, la «véritable» réunification allemande a priorité absolue sur l'unification européenne. Jusqu'il y a peu, elle voyait dans «l'Europe unie» une patrie de substitution et un fer de lance nécessaire contre l'Union soviétique. C'est ainsi que l'Union pan-européenne (PEU) du député européen

Otto de Habsbourg, fils du dernier empereur d'Autriche-Hongrie, œuvrait depuis 1945 en vue d'une Grande-Europe allant de la mer du Nord à l'Oural. Le réseau de la peu comprend près de quatre-vingts organisations, dont l'Association des Allemands des Sudètes et la

166

CRIM, une organisation de la diaspora italienne, contrôlée par le MSI. Après la chute du Mur et la disparition de l'ennemi communiste, l'extrême-droite change de ligne. Elle s'oppose violemment au traité de Maastricht, naguère encore si vivement combattu par Kohl. Pour l'extrême-droite, «Maastricht», qui prévoit une union politique et monétaire à l'échelle européenne, et la *Westbindung* - l'existence de liens privilégiés avec l'Europe occidentale et les Etats-Unis - sont désormais le dernier obstacle à la «véritable réunification» et à l'expansion allemande vers l'Est et de ce fait, une atteinte inadmissible à la «souveraineté» et au droit «d'autodétermination» de l'Allemagne.

L'extrême-droite bat le rappel. Sa démagogie n'est plus très éloignée des menées nazies contre le traité de Versailles, auquel - ce n'est pas une coïncidence - elle compare celui de Maastricht. On suggère qu'une fois de plus, l'Allemagne a plié devant un «diktat» économique et politique de l'étranger. Schönhuber s'exclame: «Nous sommes les adversaires les plus résolus de Maastricht, ce Versailles sans la guerre. Nous sommes des Européens convaincus, mais nous nous opposons avec la même conviction à l'abandon de notre identité en faveur d'un bouillon unique bruxellois. Helmut Kohl aura à se justifier devant l'histoire pour avoir inexorablement entraîné le peuple allemand dans le piège de Maastricht.» [\(34\)](#) Frey publie un ouvrage intitulé *Du diktat de Versailles au traité de Maastricht. Le pillage de l'Allemagne*.

En particulier, la disparition annoncée du mark et l'instauration de la «monnaie de Monopoly», comme on appelle l'écu, donnent à l'extrême-droite l'occasion de porter les sentiments anti-européens et nationalistes à une intensité nouvelle. Frey lance même une campagne de «sauvegarde du Deutsche Mark». A Kohl, on reproche également de brader l'indépendance nationale. Harald Neubauer agite le droit à l'autodétermination, une arme idéologique utilisée en principe par les peuples colonisés et minorisés contre leurs oppresseurs. L'Allemagne réunifiée est-elle un peuple colonisé aux yeux de Neubauer? Mais peut-être l'ancien membre du NSDAP-AO pense-t-il plutôt au premier premier du programme proposé en 1920 par Hitler: «Nous exigeons la réunion de tous les Allemands dans une seule Grande-Allemagne, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.» Neubauer commente «Maastricht» en ces termes: «L'intention est de priver les peuples du fondement originel et démocratique de leur existence, à savoir le droit à l'autodétermination. Comment

la démocratie pourrait-elle fonctionner si les peuples libres sont remplacés par une masse amorphe, séquestrée par des bureaucrates appartenant à une classe d'apatrides cosmopolites?» Ce qui intéresse Neubauer, ce n'est pourtant pas le déficit démocratique de l'Europe. Ce qu'il veut, c'est l'Europe allemande.

Malgré l'opposition croissante à la disparition du mark et aux coûts d'une intégration plus poussée - l'Allemagne finance environ 30% du budget de l'Union européenne - Kohl dispose des meilleurs atouts. Fin 1991, son enthousiasme vis-à-vis de «Maastricht» n'est ni feint ni désintéressé. En réalité, il traduit le sentiment et les intérêts des banquiers et grands industriels tournés vers le marché international, et qui craignent d'être laminés devant l'expansion des autres grands blocs capitalistes, les Etats-Unis et le Japon. Les groupes allemands opèrent à l'échelle européenne; par exemple, moins d'un tiers du chiffre d'affaires des grands groupes chimiques allemands provient du marché national. Pour eux, le marché européen est un enjeu vital. Plus de 60% des exportations allemandes ne quittent pas le territoire de l'Union européenne. Avec ses 80 millions d'habitants et un pnb voisin de ceux de la France et du Royaume-Uni pris ensemble, la nouvelle Allemagne est en bonne position pour imposer sa marque à l'Union européenne, comme les autres Etats membres le constateront plus d'une fois.

Bonn s'efforce par exemple de donner au chapitre «Justice» du traité de Maastricht un caractère plus communautaire. L'Allemagne souhaiterait qu'Europol, actuellement au stade embryonnaire, puisse être dotée d'une autonomie d'action plus grande et opérer à la manière d'un fbi européen, sans tutelle ni contrôle démocratique de la part des Etats-membres. C'est d'ailleurs un Allemand, Jürgen Storbeck, qui dirige le service anti-drogue d'Europol. L'autre priorité de l'Allemagne est l'accord de Schengen. Signé par la plupart des autres pays de l'eu, Schengen est le moteur d'une Europe plus répressive, dans laquelle le «déficit démocratique» ne fera qu'augmenter. Si Schengen supprime la plupart des contrôles aux frontières internes de l'Union, c'est pour introduire aussitôt d'autres instruments de surveillance. Dans la pratique, l'accord repose essentiellement sur la centralisation des polices européennes à l'aide du grand ordinateur central de Schengen, d'une part, et sur une sévère limitation des droits des demandeurs d'asile, d'autre part. Schengen introduit toute une panoplie de mesures destinées à empêcher les réfugiés d'atteindre l'Europe. Ne mentionnons ici que l'accentuation des contrôles aux frontières extérieu-

res de l'Europe, l'extension de l'obligation du visa, les sanctions à l'encontre des sociétés de transport emmenant

des réfugiés et les plans de création d'une zone tampon à l'Est.

Le gouvernement allemand infléchit également la politique extérieure de l'Europe. A la mi-janvier 1992, l'ue est contrainte de reconnaître la Croatie, à la suite d'un *cavalier seul* de l'Allemagne. Ce faisant, l'ue et l'Allemagne jouent un jeu très dangereux, car en Yougoslavie, le nationalisme signifie la guerre. Dans l'éclatement du drame yougoslave, deux dirigeants jouent un rôle de boute-feu: le leader serbe Slobodan Milosevic, l'apprenti-sorcier qui, à partir de 1987, a attisé sans vergogne les sentiments latents de rancune chez une partie des Serbes à l'égard des autres peuples de la Yougoslavie, et le leader croate Franjo Tudjman, qui a dû quitter l'armée yougoslave en 1961 pour son parti pris nationaliste pro-croate.

En 1989, Tudjman fonde l'Union démocratique croate (HDZ). Les caisses du parti sont généreusement alimentées par la diaspora croate anticomuniste d'Amérique du Nord et d'Allemagne. L'un de ces financiers est le Conseil national croate, établi à Toronto. Depuis 1974, ce club milite en faveur du rétablissement de l'Etat croate vassal des nazis (ndh), qui se déchaîna de 1941 à 1945 contre les Serbes, les Juifs et les partisans de Tito. Tudjman, qui pense être un historien important, s'est donné pçur mission d'atténuer les crimes des Oustachis croates fascistes. Dans un volumineux ouvrage, *Les déserts de la réalité historique*, Tudjman explique que seuls quarante mille Serbes, Juifs et Tziganes ont péri dans le camp de concentration croate de Jasenovac, et non des centaines de milliers comme on l'admet généralement. Par-dessus le marché, il doute que des millions de Juifs soient morts dans les camps de concentration nazis - affirmation dans laquelle il voit un mythe fabriqué par les sionistes. Tudjman est élu Président en avril 1990, sur un programme ultra-nationaliste, par 41% des voix et une majorité des deux tiers au Parlement.

Il y a peu d'illusions à se faire sur le caractère autoritaire de la toute- puissante Union démocratique croate (HDZ): les non-Croates perdent leur maison et leur emploi, et bientôt, on assiste à la réhabilitation rampante des figures de proue du fascisme des années 1941-1945. Le HDZ est ouvert aux radicaux de tout poil. Son vice-président, Josip Cvitan, est un ancien officier de la Wehrmacht allemande. Cvitan dirige également les Amitiés germano-croates. Dès mai 1991, Harald Neubauer et Jean-Marie

Le Pen sont reçus avec tous les égards dans la capitale croate. Le 14 mars 1992, Vera Pichler est l'invitée d'honneur d'une réunion de la DVU à Passau. Pichler, de nationalité allemande, est députée HDZ au Parlement croate. Elle préside également l'Association des Allemands et Autrichiens de Croatie, un groupement qui compte dix mille membres. Les

anciennes amours renaissent. Le *Nationalzeitung* de Frey entreprend la défense des trente-quatre chefs militaires allemands et croates tombés pendant la guerre pour la cause nazie et fait l'éloge du général Löhner, le général de la Wehrmacht qui résolut le «problème juif» dans les Balkans.

Après l'embrassement de la Yougoslavie, l'extrême-droite ne cesse d'appeler à l'abandon du principe de l'intangibilité des frontières européennes. Cette position est sous-tendue par l'idée que l'Allemagne, grande puissance économique et politique, pourra alors dominer plus facilement une constellation de petites nations faibles. Aux yeux de Schönhuber, les Etats pluri-ethniques comme la Yougoslavie, l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie sont des «monstruosités historiques». «Nous parlons tant de la maison européenne. Cette maison ne doit-elle abriter que des familles nombreuses, dont les membres vivent comme chien et chat?» se demande Schönhuber. Evoquant le poète allemand Herder, qui a beaucoup contribué à l'éclosion du nationalisme des peuples en Europe de l'Est, il répond: «Les peuples sont les pensées de Dieu. Nous ne devons pas agir en athées politiques.»⁽³⁵⁾ Schönhuber est partisan de la division de la Yougoslavie selon des frontières ethniques. Une fois ce principe accepté dans l'ex-Yougoslavie, il pourra être appliqué plus facilement à l'ensemble de l'Europe centrale et orientale. Johanna Grund demande ouvertement: «D'autres groupes ethniques, comme les Allemands de la Silésie ou de Kaliningrad, aujourd'hui gouvernées par la Pologne et la Russie, ne pourront-ils pas alors revendiquer le même droit à l'autodétermination?»³⁶

Selon une estimation du gouvernement allemand, il reste environ quatre millions d'Allemands ethniques à l'Est, la majorité se trouvant dans l'ancienne Union soviétique. Depuis la réunification, 230.000 d'entre eux réintègrent tous les ans «la patrie du Reich». Ils viennent y grossir les rangs de l'Association des expulsés. Les quinze millions d'Allemands ethniques et leurs familles, qui représentent pratiquement 20% de la population allemande, constituent un groupe de pression puissant au sein de la CDU/CSU. De surcroît, les organisations des «expulsés» sont pour la plu-

170

part dirigées par les politiciens de la CDU/CSU; leurs positions politiques sont dès lors couvertes par le parti.

Fin mai 1993, Franz Neubauer, président de l'influente Association des Allemands des Sudètes, se réjouit de pouvoir accueillir un grand nombre d'hommes politiques importants à la quarante-quatrième journée des Allemands des Sudètes à Nuremberg. Les anciens ressortissants des territoires des Sudètes habitent majoritairement en Bavière, et le Premier ministre du Land, Edmund Stoiber (CSU), dont l'épouse est originaire de l'ancienne Karlsbad, est l'un de leurs sympathisants les plus fidèles. Rien d'étonnant, par

conséquent, à la présence du ministre des Finances Theo Waigel (csu), du ministre de l'Intérieur Manfred Kanther et du ministre autrichien des Affaires étrangères Alois Mock. Quant à Franz Neubauer, il ne voit que le destin des «expulsés». Selon son habitude, il vitupère contre «le déplacement de notre population»; pourtant, tous les Allemands des Sudètes n'ont pas été expulsés en 1945 par la Tchécoslovaquie: 300.000 ouvriers et antifascistes sont restés au pays. Pour Franz Neubauer, la question allemande reste une question ouverte. Il exige la restitution des biens expropriés et «le droit au retour dans la patrie». Les autorités tchèques, affirme-t-il, doivent engager des négociations directes à ce propos avec les représentants de l'Association. Il ne s'arrête pas une seconde aux atrocités nazies ni à la collaboration qui a été le fait de la grande majorité des Allemands des Sudètes. Aucun des ministres présents ne critique ce revanchisme. Au contraire, Theo Waigel trace un parallèle peu élégant entre l'expulsion des Allemands des Sudètes et les purifications ethniques dans l'ex-Yougoslavie.

Début octobre 1993, l'Association des expulsés tient congrès à Berlin. La réunion est placée sous le thème des «traités illégitimes» avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. Son président Herbert Czaja, ancien député CDU, souhaite une «correction» des traités - pour l'obtenir, il estime que des pressions pacifiques, de nature économique et politique, suffiront. C'est ainsi qu'il propose de subordonner l'entrée de la Pologne et de la République tchèque dans l'Union européenne à la révision des traités. Tout se passe comme si le gouvernement de Bonn utilisait l'Association des expulsés comme un instrument pour contourner sa propre ligne politique officielle: le secrétaire d'Etat Kroppenstedt ne réitère-t-il pas son appui total à l'Association dans la poursuite de ses objectifs? «Vous, les expulsés, ainsi que vos pères, vous avez été et vous restez les meilleurs ambassa-

171

deurs de la culture allemande et européenne,» déclare Kroppenstedt. Il souligne également que la subvention versée à l'Association des expulsés par le gouvernement fédéral est passée de 1.527.000 marks en 1988 à 3.373.612 marks en 1993, notamment pour donner à l'Association les moyens de s'implanter dans l'ancienne rda. Il est à noter que l'Association est subventionnée également par les Länder et les communes.

Le gouvernement fédéral accorde aussi des soutiens financiers directs aux Allemands ethniques résidant hors du territoire allemand. De 1990 à 1993, Bonn réserve une enveloppe de quelque huit millions de marks aux dix mille Allemands de Kaliningrad, l'ancienne Königsberg. Fichée entre la Pologne et la Lituanie, Kaliningrad fut jadis la capitale économique et culturelle de la Prusse orientale. La ville a été presque entièrement détruite en 1945. Une centaine de milliers d'Allemands, pour l'essentiel des partisans des nazis, prirent alors la fuite devant l'approche de l'Armée Rouge.

L'ancien port prussien devint une importante base militaire de l'Union soviétique. Aujourd'hui que la Russie se désintègre, Königsberg fait son retour sur la carte d'Europe. Sous couvert d'y établir une zone franche, politiciens et hommes d'affaires allemands entendent retrouver leur emprise d'antan sur l'enclave. Dans l'imaginaire de l'extrémiste de droite moyen, Königsberg n'a jamais cessé d'être un territoire allemand. La haine et la nostalgie survivent elles aussi: «Les communistes, en tuant et en expulsant la population allemande de Königsberg, ont commis l'une des plus terribles opérations de purification ethniques de ce siècle,» affirme Johanna Grund, ancienne députée des Républicains et elle-même originaire de Prusse orientale.⁽³⁷⁾ «Aux yeux de Grund, le «problème de Königsberg» peut être résolu en un tournemain dans le cadre européen. «Il suffit de doter la Prusse orientale d'un statut européen autonome», propose-t-elle, «pour qu'elle redevienne la nouvelle patrie de centaines de milliers d'Allemands de Russie.» Grund est l'incarnation même du revanchisme allemand. Ignorant superbement l'autorité russe sur Kaliningrad, elle demande pour l'enclave une représentation germano-russe commune à l'étranger. Dans la foulée, elle exige l'introduction d'une économie de marché de type capitaliste, le droit au retour de tous les «Allemands privés de leur patrie», sans oublier l'administration de l'enclave par la seule Allemagne.

Gerhard Frey est convaincu que le chemin vers la restauration de la Grande-Allemagne et de la reconquête de Kaliningrad passe par Moscou. Pour cela, Frey décide de jouer la carte Jirinovsky. Leader du Parti libéral-

172

démocrate (pld), Vladimir Jirinovsky s'est fait connaître sur la scène internationale en 1991, en se plaçant, avec 7,81% des voix (6.211.007 électeurs), en troisième position aux élections présidentielles russes, immédiatement derrière Boris Eltsine et l'ancien Premier ministre Rjgov. Le 2 octobre 1993, Vladimir Jirinovsky est l'un des invités d'honneur de la Journée de l'Allemagne à Passau en Bavière, aux côtés du Néerlandais Hans Janmaat (Parti démocratique du centre) et du Belge Hubert Verhelst (Vlaams Blok). Jirinovsky prononce une allocution en russe. Personne ne la comprend, si ce n'est les derniers mots, dits en allemand: «Vive la Grande-Allemagne, vive la Grande-Russie. Russes et Allemands sont amis pour l'éternité !» Il plaide pour une nouvelle partition de la Pologne. «L'Allemagne et la Russie doivent retrouver une frontière commune», dit-il sous une salve d'applaudissements.

Deux jours après Passau, Eltsine s'empare du pouvoir par les fusils et les chars. Le 4 octobre 1993, il fait bombarder le Parlement pour en déloger une opposition récalcitrante. Ce fait d'armes accompli, il organise des élections en vue de former une nouvelle assemblée constituante. Jirinovsky semble avoir guetté ce moment, car il se lance aussitôt dans l'action. Il est le premier candidat à remettre les cent mille

signatures nécessaires. La liste du pld compte 140 candidats, parmi lesquels beaucoup d'avocats, d'académiciens et de chefs d'entreprise. Alors que les autres partis en sont seulement à se structurer, Jirinovsky mène une campagne en flèche, financée par des sources manifestement généreuses mais jamais complètement identifiées. Le leader du pld s'offre des passages télévisés pratiquement journaliers, pour un coût approximatif de soixante-dix millions de roubles.⁽³⁸⁾ Une partie de cette manne est probablement fournie par Frey.

Pendant la campagne électorale, Jirinovsky présente dans les *Izvestia* son programme pour un «national-socialisme à visage humain». «Par ses rêves d'hégémonie mondiale et ses pratiques d'extermination, Hitler a jeté le discrédit sur le véritable national-socialisme, qui est plutôt la philosophie du citoyen moyen, du petit-bourgeois en quelque sorte, qui rêve d'un vie tranquille avec sa femme et son enfant, d'un emploi stable, d'un pavillon de week-end et de vacances annuelles. C'est la philosophie du citoyen comme les autres, qui ne dérange personne et ne veut pas qu'on le dérange, et qui n'apprécie pas que sa fille se fasse violer ni qu'on enfonce le crâne à son fils.»⁽³⁹⁾ Dans son programme, le leader du pld tente

173

de répondre par la démagogie aux conséquences désastreuses de la crise économique, de l'inflation, du recul consternant de la production, d'un chômage en hausse rapide et d'une paupérisation massive de la plus grande partie de la population russe. Son remède semble simple. L'économie doit reposer sur des «fondations nationales»: préservation d'une partie du secteur étatique, arrêt du passage de l'industrie militaire à la production civile, stimulation des exportations d'armes. Jirinovsky plaide pour une «troisième voie» entre capitalisme et socialisme - un concept typiquement fasciste. «Toute forme d'initiative privée est absolument nécessaire,» explique le chef du pld. «A celui qui réussit, il est permis de s'enrichir rapidement, de s'offrir des voitures luxueuses et des résidences secondaires. Mais l'Etat ne peut pas abandonner à leur sort les millions de faibles, de malades et de personnes âgées. Le socialisme a assuré l'enseignement, les soins de santé et les services sociaux pour les soldats et les mères. Ces réalisations étaient bonnes et doivent être conservées.»

Jirinovsky n'a rien d'un démocrate ou d'un libéral. Il veut combattre le crime par une justice expéditive et la peine de mort suivie d'effet immédiat. Partisan d'une présidence forte, il ne renie pas la constitution autoritaire de Boris Eltsine. Celle-ci cadre parfaitement avec son idéologie; de plus, il espère bien pouvoir lui-même faire un jour usage des très larges pouvoirs que la nouvelle constitution russe confère au Président. Il veut étrangler économiquement les anciennes républiques soviétiques telles que les Etats baltes et l'Ukraine pour que, «affamées, elles viennent implorer leur retour». Il espère en particulier «que nos soldats puissent laver leurs bottes dans les eaux tièdes de l'océan Indien.» Le racisme est

un autre de ses arguments: «Nous devons ériger un mur de Berlin pour nous protéger contre les gens du Sud, les Asiatiques et les Caucasiens. Ce sont de pauvres bergers et des vigneron, qui n'ont que faire d'usines. Ils auront leur air pur et leur pèlerinage à la Mecque, mais à pied, pas dans un Boeing.»

A la veille des élections seulement, la télévision russe diffuse un documentaire critique sur le leader du pld. Mais le mal est déjà fait: aux élections du 12 décembre 1993, le pld conquiert plus de treize millions de voix, soit pratiquement un quart de l'électorat russe. Jirinovsky trône au milieu d'un groupe qui ne compte pas moins de soixante-six députés. Il n'est dépassé en nombre que par le Choix de la Russie du vice-premier ministre Gajdar. Gerhard Frey jubile: «C'est le coup de départ pour une nouvelle alliance entre les deux plus grands peuples de l'Occident, les

174

Russes et les Allemands.» Deux jours après son étonnant succès, le chef du pld assure dans un entretien avec le *Nationalzeitung* qu'on «n'a pas encore dit le dernier mot» sur la frontière Oder-Neisse. Le 21 décembre 1993, Frey et Jirinovsky s'embrassent comme de vieux camarades à Munich, une scène diffusée en direct par une chaîne commerciale, après quoi Jirinovsky s'en va rendre visite à un autre de ses supporters, l'industriel autrichien Edwin Neuwirth qui, pendant la cérémonie d'hommage à son hôte, en profite pour mettre en doute l'existence des chambres à gaz à Auschwitz.[\(40\)](#)

Frey et Jirinovsky filent le parfait amour. Le 3 avril 1994, Frey est l'invité d'honneur du cinquième congrès du pld à Moscou. Jirinovsky y est élu à l'unanimité président du parti, doté de tous les pouvoirs pour les dix années à venir, et candidat du pld à la présidence de la Russie. Pendant l'été 1994, Frey est à nouveau à Moscou pour y présenter son livre *Ce que je veux vraiment*. L'ouvrage comporte une carte qui concrétise - sur le papier - le rêve de Jirinovsky: la restauration de la Russie dans les frontières de l'empire des tsars, y compris l'Ukraine, les pays baltes et même l'Alaska, la Finlande et une partie de la Pologne. Dans le même temps, le leader du pld fait aussi bien que les plus extrêmes des nationalistes allemands: pour l'Allemagne, Jirinovsky réclame l'Autriche, la Tchéquie et la partie occidentale de la Pologne, sans oublier une ouverture sur la Méditerranée par l'incorporation de la Slovaquie. Kaliningrad sera la cerise sur le gâteau.

Les nationalistes les plus radicaux ne pensent rien de bon de la tactique de Frey. Traditionnellement enclins à soutenir les mouvements nationalistes violemment anti-russes des républiques baltes et de l'Ukraine, ils se méfient de Jirinovsky. «Comment peut-on soutenir un homme qui s'apprête à sacrifier les républiques baltes?» s'exclame Schönhuber. Quant à *Nation Europa*, elle suit avec un intérêt

marqué la percée du nationalisme radical dans la république d'Ukraine, indépendante depuis la mi-1992. Dans cette nation de 52 millions d'habitants, qui dispose d'environ 1600 têtes nucléaires, *Nation Europa* admire surtout deux mouvements ultra-nationalistes en pleine expansion: *Rouch*, emmené par Viatselav Tchomovil, et l'Assemblée nationale ukrainienne de Youri Chouchevitch, bien plus radicale encore. Dans les années quarante, Chouchevitch a combattu aux côtés du nationaliste ukrainien Stepan Bandéra, qui s'allia aux nazis pour chasser l'Armée Rouge de l'Ukraine. L'Assemblée nationale ukrainienne est un parti «social-nationaliste» doté d'une aile

175

paramilitaire, l'Organisation d'autodéfense nationale ukrainienne, dont les membres se préparent à défendre par tous les moyens l'indépendance de l'Ukraine contre la Russie.

L'Association de Prusse orientale ne parie pas non plus sur Jirinovsky. Cette organisation «d'expulsés» préfère suivre le chancelier Kohl, qui continue à défendre Eltsine et à soutenir son objectif d'intégration de la Russie dans le monde capitaliste. Pour Eltsine, Kaliningrad pourrait en effet recevoir un statut similaire à celui d'une zone franche. De plus, l'Association de Prusse orientale compte sur la contribution de l'Union européenne dans la résolution du «problème de Königsberg». «Il appartient à l'ue de soutenir financièrement la proposition russe d'un transfert contractuel de Kaliningrad à l'Allemagne, ainsi que le rétablissement des Allemands qui ont dû jadis y abandonner leurs biens», affirme Hans-Günter Schodruch, lui-même originaire de Prusse orientale et bras droit de Le Pen dans le groupe de l'Eurodroite au Parlement européen.[\(41\)](#) La résistance polonaise contre une Königsberg redevenue allemande se comprend aisément. Elle est nourrie de craintes inspirées par des expériences historiques pour le moins malheureuses. Schodruch, toutefois, a une autre vision des choses: «L'Union européenne ne peut se faire la complice de la politique expansionniste de la Pologne, qui ne saurait constituer une base pour un développement pacifique de l'Europe orientale.»

Les organisations «d'expulsés» et leurs millions d'adhérents se manifestent de plus en plus, ne cessant d'étendre leur influence et leur pouvoir. C'est ainsi que dans l'ancienne rda, un million de personnes introduisent une demande «d'indemnisation aux expulsés». Dans le même temps, on assiste dans ces milieux à un processus de radicalisation et de rapprochement avec l'extrême-droite. Hans-Günter Schodruch prend la parole à une réunion de l'Association de Prusse orientale le 12 juin 1992 à Dusseldorf. Les publications officielles de l'organisation, *VOstpreussenblatt* et son magazine pour la jeunesse *Fritz*, semblent de plus en plus perméables au discours *ultra*. *Fritz* publie un commentaire très lénifiant sur les néonazis qui incendient cinq habitations de demandeurs d'asile à Rostock; *VOstpreussenblatt* loue le «courage civique» des négateurs de l'holocauste.[\(42\)](#) Cela

n'empêche pas le gouvernement de subventionner l'Association de Prusse orientale à raison de 650.000 marks en 1994.

Le gouvernement Kohl oppose une fin de non-recevoir à toutes les demandes de couper les vivres à ces organisations revanchistes: les relations entre le gouvernement et l'Association des expulsés sont «normales», et

176

l'Association joue de surcroît un rôle de tête de pont et d'ambassadeur de la culture allemande à l'Est. Entre 1992 et 1994, le gouvernement fédéral estime que 74 millions de marks ne sont pas trop pour protéger l'identité culturelle de la minorité allemande en Pologne (approximativement 300.000 personnes). Une partie de cette somme est distribuée par l'intermédiaire de l'Association des Silésiens, dont le travail de taupe s'appuie sur une interprétation très large du traité d'amitié de 1991. Dans celui-ci, le passage sans conteste le plus sensible sur le plan politique concerne la promesse, faite par la Pologne, de protéger les droits des Allemands ethniques. Il est admis qu'ils peuvent préserver leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse. De plus, ils ont le droit «d'exercer effectivement leurs libertés fondamentales, sans discrimination aucune». La Pologne craint cependant que l'Association vise en fait une germanisation progressive du pays, aidée par certains éléments de la minorité allemande. Une chose est sûre: l'Association a le vent en poupe et regroupe déjà quinze mille jeunes en Silésie.

Le 1er août 1994, on commémore à Varsovie, en présence du Président de la République fédérale, le soulèvement contre l'occupant allemand et ses deux cent mille victimes polonaises. Ce même jour exactement, à Essen, les Silésiens commémorent l'expulsion de leurs pères par une cérémonie aux morts et une messe catholique. Quelque cent mille personnes répondent à l'appel de l'Association et assistent aux deux jours de recueillement et de fête. De nombreux assistants ont revêtu leurs habits traditionnels, la bière coule à flots, on sert la charcuterie et la pâtisserie de la *Heimat*, on chante. Au-dessus des longues tables, des banderoles égrènent les noms allemands de villes polonaises. Herbert Czaja (CDU), chef de l'Association, dit peu des victimes polonaises du soulèvement de 1944, mais parle abondamment de «l'injustice historique et des souffrances» infligées par la Pologne aux Allemands. Il exhorte l'assistance à ne pas en perdre le souvenir, dans l'espoir qu'un jour «la Silésie soit de nouveau nôtre». Czaja souhaite que la Pologne et les Allemands collaborent «de manière sincère» - lisez: la Pologne est tenue de dédommager les Allemands de la perte de leurs biens. Il formule également le vœu que la Silésie puisse devenir une région autonome et une tête de pont économique.

Cinquante ans après la libération de l'Europe, la réhabilitation des «expulsés» est un thème de revendication omniprésent. Plus de cent intellectuels tchèques et allemands publient un appel commun au dialogue

177

entre Prague et les représentants des Allemands des Sudètes. Les «expulsés» entendent corriger les résultats de la deuxième guerre mondiale. L'Association des Allemands des Sudètes poursuit une offensive en vue de l'abrogation des décrets Benes; un Tchéque d'origine allemande introduit même un recours devant les tribunaux pour obtenir la restitution de la maison de ses parents, nationalisée par le gouvernement d'Edvard Benes. Le Président Vaclav Havel déclare en février 1995 que son pays rejette catégoriquement toutes les revendications des Allemands des Sudètes. Début mars 1995, la Cour Constitutionnelle tchèque ratifie le décret de 1945 concernant l'expropriation des biens immobiliers d'Allemands des Sudètes ayant collaboré, un jugement que Klaus Kinkel, ministre FDP aux Affaires étrangères, qualifie «d'ahurissant». Le ministre estime qu'il faut accorder aux expulsés la possibilité de s'établir dans la République tchèque «en citoyens à part entière». Kinkel est bruyamment approuvé par Hartmut Koschyk, député CSU et ancien dirigeant de l'Association des Expulsés.

De plus en plus de politiciens de droite prennent fait et cause pour l'Association revanchiste, créant ainsi une zone grise entre droite et extrême-droite. Le 25 mars 1995, l'Association des Silésiens se réunit à Hanovre sous le thème «Expulsés depuis 50 ans». Christian Wulff, président du groupe CDU au Parlement de Basse-Saxe, se montre admiratif. «Vous êtes un trésor inestimable, un exemple pour tout le pays», lance-t-il.⁽⁴³⁾ Wulff n'ignore pourtant pas que l'Association des Allemands des Sudètes possède une aile franchement extrémiste, la *Witakobund*, qui réunissait à ses débuts un grand nombre de nazis du Parti des Allemands des Sudètes de Konrad Henlein. Aujourd'hui, la *Witakobund* compte un certain nombre de cadres du NPD et des *Reps*, à côté de personnalités comme Herbert Fleissner, le troisième éditeur allemand, ou Hans-Ulrich Kopp, collaborateur de *Junge Freiheit*.

A la mi-1995, dans *Deutsche Umschau*, l'organe de l'Association des expulsés, Paul Latussek, vice-président de l'Association et président de la DSU (parti frère de la CSU dans l'ancienne RDA) de Thuringe, présente ses desiderata au gouvernement. Il exige un droit de codécision dans toutes les questions ayant trait aux territoires orientaux, le droit au retour dans la *Heimat* et la restitution des biens expropriés. Les responsables des «expulsions» doivent être punis. Quant aux Allemands ethniques vivant encore hors d'Allemagne, il faut leur accorder le droit de participer aux élections

et linguistique des minorités allemandes dans les pays d'Europe de l'Est doit être préservée. La même menace s'entend dans le thème des traditionnelles Journées des Allemands des Sudètes, les 3 et 4 juin 1995 à Munich: «Pas de prescription pour l'injustice».

La scène néonazie

L'Allemagne possède depuis très longtemps son réseau néonazi, dont la «centrale de coordination» la mieux connue s'intitule Parti national-socialiste ouvrier allemand / Organisation à l'étranger (NSDAP-AO). Ce groupe opère sous la direction de l'Américain Gary Lauck depuis l'Etat du Nebraska. Depuis 1972, le NSDAP-AO diffuse la revue *NS-Kampfruf* (*L'Appel au combat national-socialiste* - vingt mille exemplaires) et vend sur catalogue toute une série «d'articles à thème»: brassards frappés de la croix gammée, millions de macarons, d'autocollants et d'affiches portant des slogans tels que «N'achetez pas chez les Juifs», «Combattez les partis juifs CDU, SPD et FDP », «Les étrangers dehors» ou «nsdap maintenant». Dans les milieux néonazis, Lauck est devenu une sorte de héros pour réussir, année après année, à faire entrer ses publications et ses articles en Allemagne, via le Danemark. Les services de recherche fédéraux soupçonnent le parti néerlandais cp'86 de l'aider dans cette contrebande.

En Allemagne, le NSDAP-AO est représenté par Christian Worch. Worch s'est proclamé *Führer* de la Liste Nationale (nl), créée en 1989, et semble disposer de fonds importants. Il est l'héritier politique de Michael Kühnen, le trop célèbre dirigeant du Front d'action des socialistes nationalistes (ans), mort du sida en avril 1991. Une autre figure connue des milieux néonazis allemands est l'ancien membre du NPD Meinolf Schönborn, aujourd'hui chef du Front Nationaliste (nf). *L'Assaut*, organe du nf, publie des listes détaillées d'antifascistes à supprimer. Le Parti libre des travailleurs (fap) a une réputation tout aussi sinistre. Depuis novembre 1988, le fap est dirigé par Friedhelm Busse. Ce parti est l'un des groupements néonazis les plus dangereux, toujours prêt à recourir à la violence.

Ces différents groupements entretiennent des contacts suivis. On les voit tous les ans à la télévision, marchant au son du tambour et sous des drapeaux rouges et noirs vers la tombe de Rudolf Hess, le «successeur» d'Hitler, mort en 1987 dans la prison alliée de Berlin-Spandau. Ils met-

tent en place des structures clandestines et donnent un entraînement militaire à leurs adhérents. Depuis la

réunification allemande, ce réseau de groupes néonazis est responsable d'un nombre croissant d'actes de violence contre des étrangers et des militants de gauche. En 1991, le ministère de l'Intérieur enregistre 1489 cas d'agression, presque cinq fois plus qu'en 1990. Les médias se penchent alors sur la scène néonazie, mais s'attachent peu à sa superstructure qui s'étend dans des partis légaux comme l'Union du peuple allemand (dpu), le Parti nationaliste-démocratique (NPD) ou la Ligue allemande pour le peuple et la patrie (dlvh).

La Ligue allemande s'est constituée en 1991. Ses fondateurs sont Jürgen Schützinger et Martin Müssnug, anciens chefs du NPD, et Harald Neubauer, ex-«prince-héritier» de Schönhuber. Aux dires de Michael Kühnen, Harald Neubauer était au début des années soixante-dix un permanent du NSDAP-AO pour l'Allemagne du Nord, et trésorier du parti dans le Schleswig-Holstein. Sa carrière politique le conduira ensuite du NPD, via la dpu, aux Républicains. L'orateur principal du congrès de fondation de la Ligue allemande est Reinhard Uhle-Wettler, un officier supérieur de l'armée de l'air allemande. La Ligue allemande s'est donné pour but d'unifier l'extrême-droite et est soutenue d'emblée par le mensuel *Nation Europa*, créé en 1951 par le SS Arthur Ehrhardt et le sa Herbert Böhme. Depuis la mort d'Ehrhardt en 1971, la direction de la publication est assurée par Peter Dehoust, qui anime également le comité de soutien au régime d'apartheid en Afrique du Sud.

La dpu, le plus grand parti néonazi, dispose de groupes d'action aux noms sonores: «Initiative pour la limitation du nombre d'étrangers», «Action Oder-Neisse» et autres «Association allemande pour la défense du peuple et de la culture». En 1991, la DVU compte environ 26.000 adhérents. Gerhard Frey, son chef, publie à Munich deux hebdomadaires, le *Nationalzeitung* et le *Deutsche Wochenzeitung*, tirant ensemble à plus de 100.000 exemplaires. Ces magazines ressemblent comme deux gouttes d'eau aux journaux du Troisième Reich, à cela près qu'on n'y trouve pas de représentations du *Führer*. Le millionnaire Frey tire ses revenus de ses titres de presse et de l'immobilier, mais aussi d'un commerce florissant d'articles d'inspiration nazie. Son entreprise de vente par correspondance fournit cassettes, livres, vidéos et drapeaux. Au catalogue, il y a également *Le Triomphe de la volonté* de Leni Riefenstahl, le célèbre film nazi sur les congrès du parti à Nuremberg, toujours interdit en Allemagne. Aux élections de Brême en septembre 1991, la DVU obtient son premier grand

180

succès en engrangeant 6,1% des voix. Le 5 avril 1992, la DVU rafle 6,3% dans le Schleswig-Holstein, ce qui lui vaut 650.000 marks de financement par l'Etat. Le parti doit une bonne partie de son succès à des slogans tels que «L'Anatolie aux Turcs, le Schleswig-Holstein aux Allemands». Le même

jour, le NPD et la Ligue allemande obtiennent 0,9% et 0,5% dans le Bade-Wurtemberg.

Les partis néonazis présentent le mouvement actuel de l'histoire de la façon suivante: les «vrais» Allemands risquent de devenir une minorité dans leur propre pays. En l'absence de réaction, un génocide culturel est imminent, ce sera la répétition moderne de ce qui est arrivé aux Indiens d'Amérique. «Ce que nous vivons actuellement n'est que le prélude à une invasion qui menace de déduire notre identité européenne,» affirme Harald Neubauer. «Des millions de gens sont prêts à venir en Europe, qu'ils voient comme une sorte de pays de cocagne où les caillies leur tomberont toutes rôties dans la bouche.»⁽⁴⁴⁾ Dans la tête de jeunes gens soumis constamment à ce genre de propos, il se développe des scénarios violents. Cinq jours après cette déclaration de Neubauer, dans la nuit du 23 novembre 1992, deux jeunes boutent le feu à la maison d'une famille turque à Mölln. Trois femmes périssent dans l'incendie. L'un des auteurs est un sympathisant du NPD. A son domicile, la police judiciaire fédérale, le bka, trouvent de la propagande nazie fournie par le NSDAP-AO.

Jusqu'alors, la police et la Justice avaient donné l'impression d'assister passivement aux événements. La terreur de droite était largement considérée comme l'expression de la révolte d'une jeunesse inorganisée en manque d'idéal. Pour le procureur général Alexander von Strahl, la menace majeure pour l'Etat restait la gauche. Après Mölln, l'Allemagne se ressaisit: pendant de longues semaines, des centaines de milliers de citoyens descendent dans la rue pour des manifestations silencieuses, à la lueur de milliers de petites bougies.

Pour redorer son blason terni, le Ministère de l'Intérieur décide fin 1992 d'interdire trois petits partis néonazis: l'Alternative allemande (da), le Front nationaliste (nf) et l'Offensive nationale (NO). Le ministre devrait mieux étudier ses dossiers, car cette mesure touche à peine trois cents néonazis, alors que les estimations très prudentes du service de sécurité intérieure (bfv) font état de la présence en Allemagne, à la fin de 1992, de quatre-vingt-deux organisations extrémistes de droite totalisant 42.700 sympathisants, sans compter les Républicains, qui ne sont pas placés sous sur-

181

veillance policière.⁽⁴⁵⁾ Le rapport annuel du BFV pour 1992 fait le bilan de cette année catastrophique. Les attentats et les meurtres commis par des extrémistes de droite de plus en plus nombreux. Le BFV compte 2584 actes de violence pour l'année 1992, qui ont coûté la vie à dix-sept personnes. Le BFV atténue la gravité de la situation en mettant en lumière l'action de «skinheads» inorganisés, sans beaucoup s'arrêter au fascisme «idéologique», dont les productions se vendent

librement dans pas moins de 130 journaux et périodiques, à des tirages en augmentation constante.

Quoi qu'il en soit, ni la police ni la Justice ne gênent beaucoup les néonazis dans leurs tentatives de débarrasser l'Allemagne des étrangers. Certaines de leurs actions se traduisent par des initiatives inédites. En mars 1993, par exemple, la Ligue allemande veut distribuer cinquante mille tracts dans Cologne, où la Ligue compte deux conseillers municipaux. L'un d'eux est Manfred Rouhs, visiteur fidèle des manifestations du Vlaams Blok en Belgique et éditeur de *Europa vorn*, qui entretient des liens de collaboration étroite avec l'avant-garde de la Nouvelle Droite, représentée par Alain de Benoist et son ancien secrétaire Robert Steuckers. Les tracts sont destinés à faire la chasse à une Tsigane venue de Macédoine et dont la demande d'asile a été rejetée. Dans toute la ville, la Ligue colle des affiches reproduisant la photo de la Tsigane et promettant une récompense de mille marks à quiconque pourra fournir des renseignements conduisant à son anestation. Neubauer soutient l'action. «Nous avons diffusé un avis de recherche concernant une femme qui avait introduit une demande d'asile injustifiée et que la police souhaitait appréhender. Nous nous sommes simplement mis à la disposition des forces de l'ordre, comme des citoyens respectueux de la loi,» déclare Neubauer.⁴⁶

Les grands partis «démocratiques» comme le Front National ou le Vlaams Blok ne sont pas du tout embarrassés par l'attitude douteuse d'un Harald Neubauer. Au printemps 1993, il est l'un des orateurs invités au congrès de l'organisation de la jeunesse du Vlaams Blok. Au mois de mars 1993, *Nation Europa*, liée à la Ligue allemande, fait paraître un article d'Yvan Blot et un entretien avec Bruno Mégret. Le numéro deux du FN y raconte que tout va très bien pour le groupe des Droites européennes, auquel appartient également Neubauer. Dans le même numéro, des publicités vantent les derniers titres des éditions *Nation Europa*: les mémoires du nazi Hans Baur, un as de la *Luftwaffe*, et un livre intitulé *Lorsque tous les frères se taisent*, qui célèbre les prouesses de la *Waffen-SS*. Dans le

182

même numéro toujours, les rubriques «Violences contre les Allemands» et «Nouvelles du front de l'invasion» présentent quelques échantillons de xénophobie pure, dure et haineuse.

Pourtant, les auteurs de *Nation Europa* rejettent toutes les accusations qui voient en eux les instigateurs moraux de la vague d'attentats racistes qui s'abat sur l'Allemagne au début de l'année 1993. Ils s'évertuent à dépolitiser la violence en dépeignant les incendiaires comme des «asociaux» et des «cerveaux politiquement embrumés». «Car si le national-socialisme n'avait été que la manifestation désordonnée d'une bande de skinheads, de grands esprits comme le philosophe Heidegger ou le premier Président de l'après-guerre Heuss se

seraient contentés d'un haussement d'épaules», écrit *Nation Europa*.⁽⁴⁷⁾ Selon Johanna Grund, c'est faire injustice aux brutes radicales que de les accuser de racisme. «Ils n'ont rien contre les étrangers. Ils ne toucheraient pas à une antenne d'un Martien, s'il venait chez nous en touriste ou en homme d'affaires.»⁽⁴⁸⁾ Grund jette de l'huile sur le feu, en déplaçant une fois de plus le «problème» vers «l'afflux» de demandeurs d'asile.

Pendant la campagne pour les élections municipales dans le Land de Hesse, tenues le 7 mars 1993, la DVU et le NPD versent leur contribution au débat. Le *Nationalzeitung* titre: «Les fraudeurs de l'asile. Des milliards de marks pour de faux demandeurs d'asile.»⁽⁴⁹⁾ A Francfort, la DVU veut expédier par la poste trois cent mille tracts intitulés «Aurons-nous cinq millions de demandeurs d'asile?». Pour la première fois, la régie des postes refuse de distribuer la propagande de la dvu, mais est contrainte de le faire à la suite d'une décision de justice en référé. Pendant la campagne, la DVU présente également un soutien de noble ascendance, la princesse Marie-Thérèse Hug, qui se plaint amèrement de ce que les Allemands pauvres des quartiers défavorisés de Francfort deviennent des «étrangers dans leur propre pays».⁽⁵⁰⁾ Le 7 mars 1993, la DVU et le NPD obtiennent respectivement 2,7 et 0,7% à Hesse.

La DVU et le NPD poursuivent sur leur lancée, exploitant à fond la question de l'asile. Ce débat atteindra fin mai 1993 son point le plus noir, lors de la limitation constitutionnelle du droit d'asile et d'un quintuple meurtre frappant une famille turque à Solingen. Frey estime que le gouvernement devrait aller beaucoup plus loin, et envoyer sur-le-champ cent mille soldats aux frontières de la Pologne et de la République tchèque.⁽⁵¹⁾ Sa colère va surtout à «l'invasion des Tsiganes», dont «zéro pour cent» mérite à ses yeux le statut de réfugié politique.

183

Frey aime les moyens modernes de communication et les stratégies de marketing. La DVU est en quelque sorte un «parti fantôme», sans base de militants digne de ce nom. La télévision est un instrument essentiel de ses campagnes électorales. Selon le principe de l'équilibre démocratique, les chaînes publiques de télévision sont contraintes de donner la parole à tous les partis «dont on peut raisonnablement admettre qu'ils disposent d'un certain soutien dans la population,» dit le juge qui en août 1993, peu avant les élections dans le Land autonome de Hambourg, statue en référé que la Norddeutsche Rundfunk (ndr) n'est pas en droit de refuser la diffusion d'écrans publicitaires de la dvu. Le juge enjoint également la ndr à admettre la DVU à une table ronde en direct avec les partis établis. Frey investit onze millions de marks dans une campagne raciste («Tombouctou aux

Africains, Istanbul aux Turcs, Hambourg aux Allemands»), En retour, il obtient 2,8% des voix le 19 septembre 1993.

A l'automne 1993, Frey monte un coup publicitaire retentissant. Le *Nationalzeitung* publie des documents prouvant qu'après la guerre, trois anciens nazis lui ont rendu «de bons services» pendant des années. Les trois nazis en question sont des personnalités chrétiennes-démocrates ayant eu une carrière politique de premier plan: Alfred Seidl, Theodor Maunz et Reinhard Gehlen, que Frey appelle son «meilleur ami». La carrière politique de Gehlen est étonnante en effet. A la fin de la guerre, ce chef du service de renseignements militaires sur le front de l'Est se réfugie dans un chalet des Alpes bavaroises, avec quelques collaborateurs et ses archives. Après avoir laissé passer le plus gros de la tempête, Gehlen se rend aux Américains. Ceux-ci se montrent très intéressés par les archives et l'enrôlent dans leur armée. Comme le montrent ses mémoires, Gehlen est resté un nazi convaincu. Le gouvernement allemand y a apparemment vu une qualité, puisque Gehlen dirigera le service de renseignements de la République fédérale jusqu'en 1968 sans être inquiété.

Au cours des dernières décennies, Frey a également eu recours aux conseils juridiques d'Alfred Seidl et Theodor Maunz, deux importants hommes politiques de la CSU. Selon toute apparence, ils n'ont jamais renié leur passé. Après avoir défendu Rudolf Hess au procès de Nuremberg, Seidl s'efforcera durant toute sa vie de faire libérer cet «idéaliste». Pendant vingt-huit ans, il siégera comme député CSU au Parlement de Bavière et deviendra même ministre de la Justice dans ce Land.⁽⁵²⁾ Sous le Troisième Reich, Maunz enseigne le droit public à Fribourg. Il estime à cette époque que le droit ne peut donner un cadre réglementaire à l'action de

184

la Gestapo dans l'exercice de sa vraie mission, la neutralisation des éléments «subversifs».⁽⁵³⁾ Après la guerre, Maunz écrira, en collaboration avec l'actuel Président de la République Roman Herzog, un ouvrage de référence sur la constitution allemande. A partir de 1952, Maunz enseigne à nouveau le droit public, cette fois à Munich. Il n'est pas seulement le conseiller juridique de Frey, mais signe également des centaines d'articles dans son *Nationalzeitung*. Assisté par de tels experts, Frey peut se vanter de n'avoir jamais perdu un des six cents procès qui lui ont été intentés.

Bien que l'Allemagne semble se dégager de la spirale des violences de droite en 1993, le service de sécurité intérieure recense tout de même encore, pour cette année, 2232 agressions ayant causé la mort de sept personnes. sans morts, les agressions ne font cependant pas les gros titres. La DVU se fait une spécialité de renverser les rôles. Après l'attentat contre la synagogue de Lübeck, le *Nationalzeitung*

écrit le 8 avril que cette attaque est sans doute l'œuvre d'un agent secret ayant pour mission de jeter le discrédit sur l'Allemagne. L'hebdomadaire poursuit en tirant à boulets rouges sur Ignatz Bubis, chef de la communauté juive: «Il se prend pour le roi d'Allemagne». Et le *Nationalzeitung* de rêver à l'Italie: «En Italie, la terreur politique contre la droite a pratiquement disparu», écrit Frey, «contrairement à l'Allemagne, où cette terreur est systématiquement entretenue et s'accroît de jour en jour.»⁽⁵⁴⁾ Le millionnaire Frey tire ses propres conclusions de la situation italienne. «Nous devons rassembler nos forces et cibler prioritairement notre propagande sur les jeunes et sur les démunis. Les milieux aisés ne sont pas prêts à accepter le changement. Notre heure viendra lorsque la situation économique empirera.»

Sur la scène électorale, la dnu, le NPD et la Ligue allemande perdent peu à peu pied. Lors des élections européennes de juin 1994, le NPD obtient à peine 0,2% des voix. Le parti ne résiste que sur le plan local: Jürgen Schützinger et Martin Mussnug, les deux leaders de la Ligue allemande, obtiennent l'un 5,3% à Villingen, l'autre 5,2% à Tuttlingen. Günther Deckert, chef du NPD, obtient 3,4% à Weinheim. Si Deckert fait pourtant la une des journaux, c'est suite à sa condamnation par le tribunal de Mannheim pour avoir diffusé ses thèses sur le «mensonge d'Auschwitz».

Vers le milieu de 1994, la grande affaire de Frey est la position de force de l'Allemagne en Europe. Frey attache beaucoup d'importance à la notion de *Mittellage*, la situation centrale occupée par la grande Allemagne uni-

185

fiée au cœur de l'Europe. «Les rapports de force politiques en Europe, et surtout en Europe centrale, ont connu au cours des dernières années des changements profonds en faveur de l'Allemagne», constate-t-il avec satisfaction. «La Yougoslavie et la Tchécoslovaquie n'existent plus. L'élargissement de l'Union européenne pousse la France vers la périphérie et place l'Allemagne au cœur du continent. Comme le développement futur de l'ue se fera sans nul doute vers l'Est, cette tendance ne pourra que se renforcer.»⁽⁵⁵⁾ Aussitôt, c'est l'ancienne idée de l'Allemagne, «guide naturel de l'Europe centrale», qui ressurgit. L'expression est tabou depuis la crise des Sudètes et l'*Anschluss*; elle est aussi peu rassurante aujourd'hui qu'hier. Frey raisonne: «Le peuple allemand est de loin le plus puissant en Europe centrale. Ses voisins sont les Polonais, les Tchèques, les Slovaques, les Slovènes, les Croates, les Hongrois. Pendant mille ans, les Allemands ont partagé leur Etat avec les autres nations centrales, les Polonais exceptés. Ce n'est qu'après le diktat de Versailles que l'Europe centrale a été morcelée en une multitude d'entités indépendantes.»⁽⁵⁶⁾ Le publiciste éclaire alors les fondements idéologiques de cette conception géopolitique. «L'idée de l'Europe centrale, le souhait d'une collaboration politique étroite et le désir d'un grand Etat

unique sont restées vivaces au cours des siècles. Stauffenberg et Hitler avaient élaboré les plans d'un tel ordre européen.» On voit que Frey répète explicitement les vues expansionnistes du Troisième Reich.

La marotte de Frey, la résurrection d'un Saint-Empire teuton, n'est pas une perspective réjouissante pour les «voisins». Dans une série d'articles fleuves, Frey décrit l'Autriche comme une «monstruosité historique». Il y donne également la parole à l'ancien nazi autrichien Otto Scrinzi, ami intime du criminel de guerre allemand Walter Reder. Frey s'attaque ensuite aux Pays-Bas et à la Belgique. Saluant la sympathie croissante d'une fraction de l'opinion néerlandaise pour l'Allemagne, le *Nationalzeitung* fait observer: «Il y a quelques siècles, les Pays-Bas appartenaient au Premier Reich allemand.»[\(57\)](#) Dans le même souffle, le *Nationalzeitung* encourage le séparatisme du Vlaams Blok (vb) en Belgique. «Le Vlaams Blok lutte pour l'indépendance de la Flandre. Le succès du Blok réduit considérablement l'espérance de vie de la Belgique multinationale. C'est une évolution favorable pour l'Allemagne, car cette Belgique l'a privée après la première guerre mondiale de la région d'Eupen et de Malmédy. Après la disparition de l'Etat belge, on ne manquera pas de s'interroger sur la destination de ce morceau de territoire allemand.»[\(58\)](#) Quant au VB lui-même-

186

me, ses relations avec Frey semblent reposer sur un principe très simple: plus Frey conspue la Belgique, plus on l'admire. Le 24 septembre 1994, Hubert Verhelst du VB est encore une fois à honneur chez la DVU à Passau, avec Oswald Astfäller, le «combattant de la liberté» du Sud-Tyrol, et des représentants de Silésie qui ont mérité le prix Andreas Hofer. Le thème de la réunion, «L'égalité de droits pour l'Allemagne», ressemble à une provocation. L'orateur de la DVU ouvre le feu: «La question allemande reste ouverte. Nous n'aurons de cesse que le Tyrol, la Prusse orientale, Königsberg et la Silésie ne soient revenues à l'Allemagne.» Sous les acclamations des six mille participants, il termine par ces paroles: «Vive la solidarité internationale de toutes les forces nationales.»[\(59\)](#)

Depuis, Frey se concentre presque exclusivement sur la vente de ses journaux et de ses articles nazis, dont l'antisémitisme est de plus en plus net. A partir de l'automne 1994, le *Nationalzeitung* publie régulièrement des caricatures du leader du PDS Gregor Gysi et de l'écrivain est-allemand Stefan Heym, âgé de quatre-vingt-un ans et sans parti, qui siège au Parlement fédéral sous l'étiquette PDS. Jeune homme, Heym dut quitter l'Allemagne nazie en 1933. Ilyrevinten 1944-1945 comme officier de l'armée américaine. En 1952, il quitta les Etats-Unis pour s'établir en rda. Dans le plus pur style national-socialiste, le *Nationalzeitung* représentent Gysi et Heym sous les traits de Juifs à longue barbe.

Pour la Ligue allemande aussi, les succès électoraux se font de plus en plus rares. Aux élections municipales du 16 octobre 1994, la Ligue n'obtient que 1,3% dans son bastion de Cologne. L'essentiel de ses activités consiste désormais dans la publication de *Nation Europa*. Fin 1994, *Nation Europa* connaît une réorganisation: Harald Neubauer, ancien député européen et maintenant sans emploi, en devient le directeur idéologique et se tourne vers ses «amis» européens. «Haider, Le Pen, Mussolini et Dillen ne sont pas des étrangers», proclame une de ses couvertures. Harald Neubauer peut compter sur des collaborateurs aux états de services impressionnants, comme Karl Richter (ancien rédacteur du *Welt*, responsable de presse de Schönhuber et éditeur responsable du *Deutsche Rundschau*, l'organe de la Ligue allemande), Adolf von Thadden (ex-NSDAP, fondateur du NPD) ou Wolfgang Straus (ancien prisonnier politique en urss, grand admirateur de Soljénitsyne). Le nombre d'abonnés s'étant réduit à 3000, *Nation Europa* doit se contenter des revenus que lui procure la vente d'un fonds interminable d'ouvrages de propagande et de films sur la

187

Wehrmacht, la *Waffen-SS* et la Gestapo. Rien qu'en novembre 1994, *Nation Europa* publie cinq nouveaux livres sur la SS et la Wehrmacht!

Günther Deckert, chef du NPD, se spécialise dans les coups d'éclat et donne du fil à retordre à la police et la Justice. Le 22 novembre, il veut organiser une «promenade politique» au camp de Buchenwald. La police empêche le leader du NPD de parader dans l'enceinte du camp. On a l'impression que les autorités font enfin preuve d'un peu plus de sévérité envers les néonazis. Le 30 novembre 1994, Christian Worch, chef de la Liste nationale, est condamné à Francfort à deux ans de prison. Toujours en novembre 1994, le ministre Kanther met la *Wikingjugend* hors la loi. Qu'à cela ne tienne, les membres du groupe néonazi interdit passent simplement aux Jeunes nationaux-démocrates (JN), l'organisation de la jeunesse du NPD. Les Jeunes du NPD, dirigés par Holger Apfel, disposent de nombreux contacts à l'étranger: le 10 décembre 1994, ils organisent le premier Congrès européen de la jeunesse à Klingenberg, à l'occasion de leurs 25 années d'existence. Les Juntas Espanolas et le Vlaams Blok sont là pour les féliciter.

Pas plus que l'année précédente, les autorités allemandes n'ont pu mettre fin aux violences de la droite, encore que leur nombre soit en régression. En 1994, Bonn a enregistré 1489 actes de violence commis par des militants de droite, contre 2232 en 1993. Cependant, le chiffre de 1994 est encore quatre fois plus élevé que celui de 1990. Depuis 1990, la violence de droite a fait trente-cinq morts selon les chiffres fédéraux officiels. D'autres sources mentionnent le chiffre de soixante-dix-neuf morts. Selon le rapport du bfv, le service de sécurité intérieure, le nombre d'adhérents déclarés d'organisations extrémistes de droite a connu en 1994 une légère baisse, passant à 56 600. Selon le BFV toujours, les

Reps et la DVU conservent vingt mille adhérents à la fin 1994. Le NPD et la Ligue allemande ne compteraient plus que 4500 et 900 adhérents. Quant au nombre de skinheads, le BFV l'estime à 5400.

Seules des mesures fermes pourraient briser la spirale de la violence de droite. Nous n'en sommes pas là. Il reste à voir si l'offensive engagée par l'autorité de l'Etat au début de l'année 1995 marquera le début de la fin pour les néonazis. Le 17 janvier 1995 est le premier jour du procès contre les responsables du *Einblick (En coulisses)*, qui en 1993 avaient publié les adresses d'antifascistes à liquider. Le 24 février 1995, le ministre Kanther interdit le fap, fondé en 1979, dirigé par Freidhelm Busse et comptant en-

188

viron 450 membres. Depuis 1992, le gouvernement a interdit une dizaine des soixante-dix organisations extrémistes de droite. Le 20 mars 1995, après que l'Allemagne a enfin lancé un mandat d'arrêt international contre lui, Gary Lauck est arrêté à Copenhague au domicile du néonazi danois Jonny Hansen. Trois jours plus tard, la police allemande perquisitionne quatre-vingts maisons et saisit une grande quantité de matériel de propagande du NSDAP-AO. En avril 1995, le leader du NPD, Günther Deckert, est condamné à une peine d'emprisonnement de deux ans. A la mi- août 1995, Peter Naumann, ancien cadre du NPD, révèle huit caches d'armes réparties dans toute l'Allemagne. La police y trouve 150 kilos d'explosifs et d'armes.

La police judiciaire fédérale, le bka, commence elle-même à évoquer une «Braune Armee Fraktion» - un réseau néonazi secret, occupé à préparer des attentats. En juin 1995, *NS-Kampftruf*, l'organe du NSDAP-AO, présente la situation en ces termes: «La lutte finale en vue du renversement des vassaux de Bonn et de la création d'une Europe national socialiste a commencé. Les combattants d'aujourd'hui sont les fiihrers de demain.»

Les Républicains

En 1989, les *Republikaner (Reps)* sont tout d'unfcoup appelés à jouer un rôle politique de premier plan. Le 29 janvier de cette année, ils obtiennent 7,5% aux élections de Berlin, transformés en onze sièges au Parlement du Land et un demi-million de marks en subventions officielles. Lors des élections européennes du 18 juin 1989, plus de deux millions d'Allemands votent *Reps*. Leurs 7,1% leur valent six députés: Franz Schönhuber, l'officier de police Klaus-Peter Köhler, l'ex-NPD et ex-DVU Harald Neubauer, ainsi que Johanna Grund, Hans-Günter Schodruch et Emil Schlee, trois représentants des «expulsés». Gagnant 130.000 marks de salaire parlementaire, on ne les voit pourtant guère à Strasbourg. Le 13 janvier 1990, les Républicains approuvent un programme politique élaboré avec la collaboration de l'historien

révisionniste Helmut Diwald et Franz-Uhle Wetter, ancien directeur du Collège de l'OTAN à Rome. Franz Schönhuber se considère comme le véritable chef de l'opposition.

La réalité est toutefois différente. Alors que les Républicains réclament la Grande-Allemagne depuis si longtemps, c'est le chancelier Kohl qui récolte la gloire de la réunification. De plus, le parti ne semble pas être ce

189

bloc cohérent que beaucoup imaginaient. Franz Schönhuber y règne en despote. Après une rébellion de Harald Neubauer, il se défait le 7 juillet 1990 de son «opposition nazie». Suite à cette crise interne, les *Reps* s'effondrent à 2,1% aux premières élections nationales de l'Allemagne unie.

Les Républicains se lancent alors dans la guerre totale contre les étrangers. Puisque trois millions d'Allemands sont au chômage, les *Reps* veulent que le pays se débarrasse de ses travailleurs immigrés. La main-d'œuvre étrangère spécialisée devra se contenter de contrats temporaires, et seulement dans la mesure où ses compétences sont vraiment indispensables à l'économie du pays. Quant aux «faux demandeurs d'asile», ils devront être écartés aux frontières mêmes. Le parti préconise un renforcement de la police des frontières et une surveillance militaire. Lorsqu'une demande d'asile a été rejetée, l'intéressé devra être reconduit aux frontières selon une procédure accélérée. Les réfugiés en provenance de pays «sûrs» ne seront admis en aucun cas, et des actions policières vigoureuses doivent être menées contre le transport illégal de personnes. En bref, les Républicains demandent au gouvernement de déclarer une sorte de loi martiale sous laquelle chaque demandeur d'asile sera considéré comme un ennemi potentiel de l'Etat. Pour Edmund Stoiber, ministre CSU de l'Intérieur dans le Land de Bavière, le «métissage» constitue un danger mortel pour le peuple allemand. Friedhelm Farthman, président du groupe SPD en Rhénanie du Nord-Westphalie, veut prendre les demandeurs d'asile «par le cou» et les bouter hors d'Allemagne. Ce type de langage fait le bonheur de Schönhuber, qui peut désormais se positionner en «démocrate et patriote de droite». La nouvelle acceptation des *Reps* par l'opinion se manifeste également dans les nouveaux cadres du parti. Schönhuber s'adjoit un groupe de carriéristes de bonne éducation, pragmatiques et roués. La section berlinoise est confiée à Werner Müller, un politicien d'un certain âge déjà, qui a travaillé jadis sous l'étiquette SPD à la chancellerie de Helmut Schmidt à Bonn. Au Bade-Wurtemberg, il y a Rolf Schlierer et Christian Käs, la trentaine et transfuges de la CDU. Schlierer, avocat, qui a adhéré dans sa jeunesse à l'association des étudiants du NPD avant de participer au laboratoire d'idées chrétien et conservateur de Weikersheim, passe pour un confident du chef du parti.

Alors que les attentats contre les demandeurs d'asile se succèdent, les Républicains effectuent un retour remarqué sur la scène électorale. Le 5 avril 1992, ils obtiennent 10,9% des voix et quinze sièges dans le Land de

190

Bade-Wurtemberg - le meilleur résultat de l'extrême-droite depuis 1945. Le 24 mai 1992, ils sont à 8,3% à Berlin.

Le débat sur le droit d'asile conduit à une escalade de violences. En août 1992, à Rostock, des néonazis incendient un immeuble abritant des demandeurs d'asile sous l'œil «vigilant» de la police. Cent Vietnamiens ont toutes les peines à s'échapper. Franz Schönhuber condamne «vivement» l'attentat, tout en accusant les journalistes étrangers d'avoir «payé d'importantes sommes en dollars» aux jeunes de Rostock «pour poser devant les caméras en faisant le salut hitlérien». Et il excuse la terreur de droite par ces mots: «La gauche jette des pierres aussi, et elles sont rouge sang.»⁽⁶⁰⁾ Schönhuber estime également qu'il est «perfide» d'accuser la police allemande. «Les policiers allemands sont les pauvres parmi les pauvres. Ce sont les boucs émissaires de la nation,» s'indigne-t-il.

Les Républicains cultivent soigneusement leur image de parti «démocratique». En septembre 1992, Schönhuber nomme Udo Bösch, ancien lieutenant-colonel de la Bundeswehr et ex-agent du service de sécurité PND, à la tête de l'organisation du parti. Udo Bösch, pendant vingt-deux ans membre de la CDU, a pour mission d'empêcher le discrédit du parti par la présence de néonazis violents. La nomination de Bösch n'est pas une précaution inutile. En novembre 1992, deux membres des *Reps* assassinent un Allemand pour avoir pris la défense d'un étranger. Le vice-président des Républicains en Bavière, Otmar Wallner, diffuse des cassettes d'enregistrements antisémites. Bösch agit énergiquement. Début 1993, il congédie trois chefs régionaux d'Allemagne de l'Est, où le parti, en proie à des luttes internes, perd son public et compte au plus 2800 adhérents. Schönhuber n'hésite pas à recruter d'anciens communistes pour rendre son parti plus convaincant. Günter Bernhard, pendant trente ans membre du SED et professeur de sociologie, devient le nouveau président des Républicains en Saxe au début 1993. En dépit des querelles et des scissions en fractions concurrentes, les *Reps* continuent de progresser. Lors des élections municipales dans le Land de Hesse, le 7 mars 1993, les Républicains se présentent comme un parti «aux mains propres», décidé à lutter contre «la corruption et le crime».⁽⁶¹⁾ Ils obtiennent 9,3% à Francfort. Quant à la «lutte contre le crime», on voit ce qu'il en est lorsque le 9 mars 1993, des *Reps* attaquent à Mülheim un vieil homme turc, qui succombe à une crise cardiaque après avoir subi un simulacre d'exécution.⁽⁶²⁾

Schönhuber ouvre également la porte à quelques transfuges connus. Le chef du parti félicite en particulier l'ancien SPD Klaus Zeitler, pendant vingt-deux ans maire de la ville de Würzburg en Bavière du Nord. Son père avait été maire national-allemand d'Erfurt avant la guerre et avait péri à Sachsenhausen en 1950, comme ennemi de l'ordre est-allemand. Après trente ans de services, Zeitler quitte le SPD en raison de son «abandon des petites gens» et de ses positions politiques en ce qui concerne le droit d'asile et l'Allemagne. Autre acquisition: Hans Hirzel, condamné en 1943 comme membre de la *Rose blanche*, un groupe de résistance formé d'étudiants et d'écoliers. Hirzel a été membre de la CDU pendant seize ans. Il entre chez les Républicains à une date symbolique, le 19 avril 1993, cinquante ans jour pour jour après sa condamnation par les nazis. Le 25 mai 1993, les Républicains accueillent leur transfuge le plus connu: Rudolf Krause, vétérinaire et député fédéral CDU pour le Land de Saxe-Anhalt. En guise de dot, Krause offre aux Républicains leur premier siège au *Bundestag*: au lieu de remettre son mandat à son ancien parti, il le conserve pour le donner à ses nouveaux amis. Porte-parole du groupe de pression chrétien et conservateur *Deutschlandforum*, Krause a longtemps évolué dans la zone grise entre droite et extrême-droite. *Deutschlandforum* regroupe quelque huit cents hommes politiques influents de la CDU/CSU, parmi lesquels Heinrich Lummer, qui plaide ouvertement pour une alliance avec les Républicains. Son programme, connu sous le nom des *Vingt thèses du forum*, penche vers l'extrême-droite: défense des «expulsés» et du «droit de l'Allemagne à l'autodétermination», refus de la société multiculturelle et des législations «libérales» sur l'avortement et le droit d'asile, engagement de troupes allemandes sous l'égide des Nations- Unies.

Sous la pression de l'aile droite et sous le prétexte de retirer des arguments à l'extrême-droite, le gouvernement Kohl insiste désormais sur la «sécurité intérieure». Le 26 mai 1993, le Parlement fédéral, y compris une majorité du SPD, accepte une modification controversée du droit d'asile allemand: un candidat réfugié entré sur le territoire allemand à partir d'un pays limitrophe ou d'un pays sûr, sera aussitôt reconduit à la frontière. Les voisins de l'Est critiquent la décision, mais ne haussent pas trop le ton, de peur de compromettre leur entrée dans l'Union européenne, ainsi que le bénéfice de l'aide économique qui leur a été promise. Le gouvernement allemand nie la construction d'un «mur à haute technologie»,

bien qu'il renforce ses frontières par une augmentation des effectifs de police et la mise en place d'équipements à infrarouge et de radars aux frontières de la Pologne et de la République tchèque, destinés à permettre la détection des passages illégaux de nuit. Le gouvernement décide également

la création d'un système informatique contenant les enregistrements des empreintes digitales des demandeurs d'asile, et conclut avec la Pologne et la Roumanie des conventions de retour des illégaux, aux termes desquelles des étrangers arrêtés aux frontières peuvent être renvoyés en charter ou dans des trains gardés.

Moins de vingt-quatre heures après le vote du *Bundestag* sur le nouveau droit d'asile, quatre jeunes incendient une maison à Solingen, provoquant la mort de cinq femmes et enfants d'origine turque. L'enquête de la police révèle que du matériel de propagande des Républicains était toujours disponible en quantité chez le gérant du gymnase qui formait trois des quatre suspects à différents sports de combat. L'intervalle très court qui sépare la catastrophe de Solingen du débat sur le droit d'asile n'est pas qu'une macabre ironie du sort. Après Solingen, la communauté turque, qui compte 1,8 millions de personnes en Allemagne, s'exprime massivement en faveur de la double nationalité - elle permet aux ressortissants turcs de conserver la possibilité d'hériter de leur famille restée en Turquie. Les Républicains lancent aussitôt une campagne réclamant le maintien de la loi de 1913, qui prescrit que la nationalité allemande est ouverte aux seules personnes de «sang allemand». Parmi ces citoyens potentiels, il faut donc également compter les «Allemands ethniques» vivant en Europe de l'Est et en Russie. «Le droit du sang est un garant de loyauté vis-à-vis de la nation allemande», raisonne l'extrême-droite.⁽⁶³⁾ Erwin Huber, secrétaire général de la CSU, utilise lui aussi l'argument de la loyauté allemande pour refuser la double nationalité qui ne serait qu'une sorte d'accessoire «disponible en option».⁽⁶⁴⁾

Malgré les quelques «grands transfuges» venus des partis établis, on se demande de plus en plus ouvertement combien de temps encore les Républicains pourront se maintenir. La discipline et l'unité n'ont jamais été les points forts des *Reps*; désormais, ils ont toutes les peines du monde à trouver des personnes actives ou simplement compétentes pour siéger dans les organes représentatifs, du Parlement européen au conseil municipal de Passau. Des six Républicains du Parlement européen, seul Schönhuber est encore membre du parti. Le 26 juin 1993, les Républicains

193

cains tiennent leur congrès dans la *Schwabenhalle* à Augsburg. Schönhuber tente de remonter le moral des six cents délégués par le slogan: «Du parti de la protestation au parti de programme, du parti de programme au parti des responsabilités.» *L'Engagement au service des intérêts des Allemands*, la nouvelle déclaration de principes des Républicains, compte soixante-seize pages. Rolf Schlierer les a été rédigées avec prudence, de telle manière que le ministère de l'Intérieur ne puisse pas y trouver matière à interdiction.

Tout laisserait penser que la conjoncture est favorable pour les *Reps*. L'introduction du capitalisme dans l'ancienne RDA a englouti des centaines de milliards de marks en trois ans. Le pays est morose et la récession économique frappe dur. Dans ce climat, les thèmes favoris des Républicains (criminalité, étrangers, politique des réfugiés) devraient trouver un écho, surtout parmi les paysans, les petits indépendants et les couches sous-prolétarisées des grandes villes. Schönhuber a découvert à son tour cet électorat «naturel», qu'il essaie de séduire par un programme «social- patriotique»; «Nous sommes un parti national mais pas nationaliste, social mais pas socialiste, patriotique mais pas chauviniste», déclare Schönhuber. Dans le même temps, il combat l'union syndicale du DGB et réclame le «pluralisme syndical». «L'union syndicale ne défend plus les intérêts des travailleurs, c'est le fer de lance d'un bouleversement idéologique», affirme le programme des Républicains, qui dit également que «les partenaires sociaux ont l'obligation d'œuvrer dans le sens du bien-être général.» En d'autres termes, les syndicats ne peuvent pas défendre les intérêts spécifiques des travailleurs.

Schönhuber déclare la guerre aux politiciens traditionnels. «L'Allemagne n'est pas encore perdue, car nous, les Républicains, sommes là. Nous conduirons le peuple hors de l'esclavage de Babylone, nous le sortirons du négativisme et de l'apitoiement sur son sort», déclame-t-il dans son discours de clôture. «Que les politiciens ne s'y trompent pas», conclut-il rageusement, «nous leur rendrons tout, les intérêts compris, et y compris les intérêts sur les intérêts. Dans ce pays aussi, comme l'a fait la Ligue du Nord en Italie, nous réduirons les soi-disant partis populaires à trente pourcent.»

Le 19 septembre 1993, les élections de Hambourg semblent donner raison à Schönhuber. Les partis traditionnels essuient une défaite retentissante. Les grands vainqueurs des urnes sont les Verts et le Statt-Partei, une scission toute récente de la CDU. Plus inquiétant, les deux partis

194

d'extrême-droite, la DVU (2,8%) et les Républicains (4,8%) obtiennent ensemble près de 8% des voix. Les *Reps* manquent de très peu les 5% qui leur auraient ouvert les portes du Parlement régional. A Hambourg, frappée par le chômage et la crise du logement, 16% de l'électorat ouvrier votent pour l'extrême-droite.

Lors de la réunion annuelle de Passau, début octobre 1993, Frey évoque «l'union de la droite» en présence de ses invités, le Russe Vladimir Jirinovsky, le Belge Hubert Verhelst du Vlaams Blok et le Néerlandais Hans Janmaat, mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Schönhuber continue - provisoirement - à refuser toute collaboration avec le «négociant en articles de dévotion NS». Le 30 octobre 1993 à Rastatt, Schönhuber lance sa campagne pour les élections européennes et contre le traité de Maastricht. Optimiste, il prédit que les

Républicains, qui comptent à présent 23.000 adhérents, feront un score voisin de 10% aux européennes.

La CDU/CSU, qui s'inquiète de la concurrence de l'extrême-droite, souffle le chaud et le froid. Max Steibl, un haut responsable de la CSU, s'entretient personnellement avec Schönhuber. Bien sûr, la presse est informée de la rencontre. Le 2 novembre 1993, le nouveau Premier ministre du Land de Bavière, Edmund Stoiber, donne au *Süddeutsche Zeitung* une interview qui fera beaucoup de bruit. Tout comme les Républicains, Stoiber s'oppose à un Etat fédéral européen, qu'il considère comme une idée périmée et une «tentative de rejet de notre propre nation». Fin novembre 1993, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Horst Waffenschmidt (CDU) découvre soudain «des indications tendant à faire penser que les Républicains poursuivent des buts anticonstitutionnels». Les fonctionnaires membres des *Reps* doivent tenir compte de l'éventualité de se voir démis. Ce n'est pas une perspective réjouissante, vu la popularité des *Reps* dans l'armée et la police. Le président des Républicains pour la Rhénanie du Nord- Westphalie, Uwe Goller, est un adjudant dans l'armée; le permanent républicain Reinhard Willnow enseigne l'histoire et la politique aux militaires à Brême.⁽⁶⁵⁾ Une chose est sûre: avant d'entamer la grande année électorale 1994, la CDU/CSU se promet de maintenir les voix d'extrême-droite dans son camp. La ligne du parti se durcit en conséquence. Manfred Kanther, le nouveau ministre de l'Intérieur, ne craint pas le discours musclé sur les restrictions au droit d'asile et le renforcement de la lutte contre le crime. Wolfgang Schäuble, le «prince-héritier» de Kohl, déclare fin 1993 que «les frontières entre la sécurité intérieure et extérieure

195

s'estompent à une époque de courants de migration internationaux.» C'est pourquoi il est partisan d'une modification constitutionnelle qui permettrait d'utiliser la Bundeswehr pour prévenir les «menaces importantes» contre la sécurité intérieure.⁽⁶⁶⁾

Ces prises de position aggravent les divisions chez les *Reps*. Une partie d'entre eux veulent s'allier au NPD, à la DVU et à la Ligue allemande. Une autre fraction veut travailler avec la «droite convenable». Schönhuber fait appel à tous ses dons d'acrobate politique pour éviter la scission, mais rien n'y fait: fin 1993, près de la moitié des 136 groupes Républicains aux municipalités et aux districts ont volé en éclats, et le nombre d'élus est passé de 402 à 289.⁽⁶⁷⁾ Bien que Schönhuber dise s'efforcer d'écarter encore le «national-socialisme sinistre», les néonazis font leur percée dans les instances supérieures du parti. C'est ainsi que la police saisit des armes et de la propagande nazie du NSDAP-AO au domicile du vice-président des Républicains pour le canton d'Herford.

Début 1994, alors que la position politique des Républicains s'effrite de toutes parts, de nouveaux candidats se présentent

pour combler le vide. Deux anciens députés européens républicains, Emil Schlee et Johanna Grund, fondent *Aufbruch* 1994. Ils sont soutenus par Wolfgang Thüne, collaborateur à la revue Nouvelle-Droite *Criticon* et membre de l'Union pan-européenne. Une initiative plus importante est celle de Manfred Brunner, ex-président du très libéral FDP en Bavière et ancien bras droit du Commissaire européen Bangemann. Le 23 janvier 1994, Brunner fonde l'Association des citoyens libres. Manfred Brunner est un opposant résolu au traité de Maastricht, contre lequel il a intenté un recours devant le Conseil Constitutionnel de Karlsruhe. Il dépeint la politique européenne du gouvernement de Bonn comme la «destruction de notre peuple» et n'est pas loin de la comparer à un autre holocauste. Inscrits dans le programme du parti, il y a une meilleure sécurité, le renforcement de la police et une politique plus restrictive en matière de droit d'asile. Brunner veut rassembler autour de lui les nationalistes que les formations d'extrême-droite existantes effraient, et présenter ainsi une issue pour les nombreux mécontents qui restent dans les partis traditionnels parce qu'ils ne veulent pas s'encanailler chez les *Reps*. Le nouveau parti compte trente-six membres fondateurs, essentiellement des hommes d'affaires et des universitaires qui louvoient entre droite et extrême-droite. Ce groupe comprend également des personnalités de la Nouvelle Droite comme Bruno Bandulet et Gunnar Sohn.

196

Désormais, les Républicains ont devant eux un concurrent très sérieux, bien que Schönhuber plaisante: «Vingt professeurs d'université, ce n'est pas encore un parti.» Les *Reps* sont dans une impasse. Depuis cinq ans, le parti tente vainement de créer une Fondation Franz Schönhuber, qui assurerait la formation des cadres et bénéficierait d'une subvention gouvernementale. Jusqu'à présent, le gouvernement socialiste de Rhénanie du Nord-Westphalie - la Fondation devrait être établie à Bonn - a toujours trouvé les arguments juridiques pour en empêcher la création. Les Républicains ont de plus en plus de mal à trouver l'oreille des médias, à l'exception de *Junge Freiheit*, dans laquelle Hans Hirzel va jusqu'à comparer la situation des *Reps* à celle des Juifs d'avant-guerre! (68) Les résultats électoraux confirment le recul. Aux élections de Basse-Saxe du 13 mars 1994 et dans le Schleswig-Holstein la semaine suivante, les *Reps* retombent à 3,7 et 0,5%. Schönhuber choisit la fuite en avant. Après l'attentat contre la synagogue de Lübeck, le 25 mars 1994, Schönhuber profite d'un entretien radiodiffusé pour traiter Ignatz Bubis, président du Conseil central des Juifs d'Allemagne, «d'agitateur». (69) Ses propos provoquent l'indignation de tous les grands partis. Pourtant, le ministre de l'Intérieur Manfred Kanther continue de danser sur la corde raide. Le 14 avril 1994, lors de la présentation du rapport annuel du service de sécurité intérieure, Kanther affirme qu'il y a «trop peu d'indices pour considérer les Républicains dans leur ensemble comme un parti extrémiste». Cela n'empêche pas les radicaux d'être plus que jamais les

bienvenus chez des Républicains aux abois. En Saxe, ils accueillent Jürgen Schön, l'ancien président national du NPD. Et en Basse-Saxe, Gerhard Wruck, un ancien du NPD lui aussi, accède même à la présidence de la section du Land.

Pendant la campagne précédant les élections européennes, prévues pour le 12 juin 1994, *Junge Freiheit* soutient à la fois les *Reps* et «l'opération d'élargissement» de Brunner.⁽⁷⁰⁾ Sur ses affiches et à ses meetings dans les grandes villes, Brunner se fait accompagner par son ami Jörg Haider, chef du parti autrichien FPÖ. Haider lui vaut une présence médiatique certaine, et même les encouragements de Herbert Kremp du journal conservateur *Die Welt*, mais repousse certains adhérents et électeurs plus modérés. Lorsque l'ancien diplomate Erwin Wickert tourne le dos à Brunner, *Europa vorn* observe: «Les libéraux quittent le navire. Tant mieux!»⁽⁷¹⁾ D'abord, Brunner semble aller vers un beau succès, sans autre moyen qu'une campagne d'affichage. Ses placards noir et blanc disent tantôt: «Le 12 juin, il

197

s'agit de l'Ecu et du D-Mark!» et tantôt: «Pour une Europe libre et multiforme.» Le message est à peine différent de celui des *Reps*. Pourtant, il apparaît rapidement que l'Association des citoyens libres est un parti sans base et sans militants. Le *faz* constate le 27 avril 1994: «Le parti ne compte que quelques dizaines d'adhérents dans chaque région. C'est au Sud que ses cadres sont les plus clairsemés.» Quant à «l'élargissement», dans la perspective duquel Brunner a placé son initiative, ses manifestations concrètes se limitent à quelques exceptions. Le *Nationalzeitung* fait un récit enthousiaste d'une rencontre, le 20 mai 1994 à Chiemsee en Bavière, de Jörg Haider, Brunner et de Peter Gauweiler, membre important de la CSU et, jusqu'il y a peu, ministre de l'Environnement au gouvernement du Land.⁽⁷²⁾ Le soutien apporté par Haider à Brunner s'inscrit dans sa volonté de constituer un sorte d'Internationale nationale libérale, qui rassemblerait le FPÖ, l'Association de Brunner, la Ligue du Nord, les *Freiheitlichen* (une filiale du FPÖ dans le Sud-Tyrol), le parti libéral tchèque et le parti de Philippe de Villiers en France. Les traits communs entre ces partis: tous sont radicalement nationalistes et jouent sur le racisme, sans flirter trop ouvertement avec la dictature ou le fascisme. Or, on constate - fait nouveau en Europe - que ce type de parti «modérément» extrémiste rencontre un ample écho dans l'électorat. A n'en pas douter, c'est un nouveau créneau, que le MSI italien a déjà correctement investi.

Mais Brunner néglige une donnée. Contrairement à Silvio Berlusconi, Helmut Kohl n'a pas besoin de l'extrême-droite. L'élite des milieux d'affaires soutient la CDU/CSU, car ces partis garantissent une bonne stabilité financière et économique, permettant aux groupes allemands d'accroître encore leur pouvoir. En avril et mai 1994, les puissantes banques d'Allemagne occidentale (la Deutsche Bank ou la Dresdner Bank, par exemple), ses grandes entreprises

(Siemens, Volkswagen) participent pour ainsi dire à la campagne européenne de Kohl, sous le thème: «L'Europe est un bien pour l'Allemagne, sur le plan politique comme sur le plan économique». Pendant cette année électorale, Kohl reçoit également le soutien précieux du groupe Springer, de l'éditeur Bertelsmann et du capitaine bavarois de la télévision, Leo Kirsch. A l'aide de ses chaînes commerciales RTL et SATI, ce Berlusconi allemand accompagne la campagne de Kohl avec une sympathie bien dosée. Derrière Kirsch, il y a le milliardaire Otto Beisheim, entré très jeune dans la SS Leibstandarte Adolf Hitler. Aujourd'hui, il est (co)propriétaire de la chaîne internationale de grandes surfaces Makro. Enfin, Kohl réussit à défendre l'idée de l'Europe en puisant

198

dans les thèmes droitiers de sa politique intérieure et en choisissant ceux qui se prêtent à un «élargissement» européen. Il parle de «sécurité intérieure» de l'Europe, d'une police européenne, d'une approche commune du crime organisé et de l'immigration clandestine. Ce sont autant d'armes pour couper l'herbe sous le pied de l'extrême-droite.

Le processus de décomposition des *Reps* se poursuit à un rythme accéléré. L'opposition grogne et semble enfin avoir perdu sa fascination révérentielle devant Schönhuber. Juste avant les élections européennes, Marianne Rosenberger, secrétaire politique, et Udo Bösch, responsable de l'organisation, quittent le navire en perdition. Du coup, c'est le grand déballage: des membres du parti ont participé à des incendies de centres d'hébergement pour réfugiés, Schönhuber était au courant, la démocratie déjà bien rare au parti a totalement disparu, Schönhuber se comporte comme un *fihrer*, il remplit à lui tout seul le journal du parti, seuls Schönhuber et le trésorier Claus-Dieter Pahl savent où va l'argent, le président du parti roule dans une bmw de 300.000 marks, etc., etc. De confidences en révélations, ces récits confirment ce que chacun savait depuis des années: les Républicains sont tout, sauf un parti démocratique. Peu avant les élections européennes, le député *Reps* Rudolf Krause le confirme une fois de plus en se rendant en Argentine pour un entretien avec Wilfred von Oven, un proche collaborateur de Goebbels.[\(73\)](#) Le parti s'effondre. L'organisation de jeunesse, qui dans ses tracts appelle le «rétablissement de l'Empire de la Meuse à Memel», est un fiasco complet. «La jeunesse républicaine», puisque tel est son nom, compte une dizaine de membres en tout et pour tout. Dans *Junge Freiheit*, Rolf Schlierer demande «un nouveau style politique». Schlierer entretient de bons contacts avec *Junge Freiheit*. Pendant l'été 1994, il est l'un des animateurs de son université d'été, de même qu'Andreas Mölzer, l'idéologue de Haider.

Dans ces circonstances, il n'y a pas grand-monde pour prendre au sérieux la campagne des Républicains contre l'Europe. Elle leur vaut tout de même 3,9% (1.389.060 voix). Quant aux autres partis d'extrême-droite, ils s'en tirent nettement moins bien. L'Association des libres citoyens de

Brunner (1,1% - 384 687 voix) partage la débâcle du NPD (0,2% - 77.070 voix). S'il ne tenait qu'à Harald Neubauer, Schönhuber vivrait les derniers jours de sa vie politique. «Rideau sur le one man show d'un clown de la politique», dit-il avec mépris dans *Nation Europa*.⁽⁷⁴⁾ La CDU/CSU (38,8%) est le grand vainqueur des élections. Les porte-parole des grands

199

partis en concluent que la trajectoire de l'extrême-droite a atteint son point d'inflexion et que, de ce fait, il faut reporter la vigilance sur la gauche. Ils estiment «extrêmement préoccupants» les 4,7% obtenus par le Parti du socialisme démocratique (PDS). Avec 20% des voix de l'ancienne rda, le PDS s'y impose comme une force politique incontournable. Son électorat se compose pour une bonne partie de citoyens ordinaires, appartenant aux 2,5 millions de chômeurs créés par la rationalisation féroce qui a cours depuis quatre ans dans la partie orientale de l'Allemagne.

Devant cette popularité croissante, le gouvernement Kohl panique quand même un peu. Dans les jours qui précèdent les vacances de l'été 1994, les sociaux-démocrates et les Verts de Saxe-Anhalt forment un gouvernement de coalition qui peut compter sur le soutien tacite du PDS. Pour Helmut Kohl, cette collaboration représente «une rupture avec les traditions démocratiques». Kohl inonde aussitôt le pays d'affiches montrant une chaussette rouge accrochée à une corde à linge. En dessous, le texte suivant: «Allons de l'avant ensemble, mais pas en chaussettes rouges.» La CSU bavarroise, plus droitiste encore que la CDU de Kohl, se surpasse en sortant, pour la première fois de son histoire, une affiche frappée de la tête de Karl Marx. Le vénérable barbu met les Allemands en garde en disant: «Je reviens!» Par des attaques acerbes contre «le front des gauches qui menace l'unité nationale», Kohl tente d'effrayer les électeurs, de souder les rangs conservateurs et d'affaiblir le camp de la gauche. Voter SPD aux prochaines élections générales, c'est voter pour les «néocomunistes» du PDS, qui sont des «fascistes passés au rouge».

Les Républicains et la DVU courent à perdre haleine pour rattraper le train des chaussettes rouges. En cet été 1994, Schönhuber est dos au mur. Ses certitudes et ses perspectives ont fondu comme neige au soleil. A la fin du mois d'août 1994, il entre soudain en conclave avec le néonazi Frey. Leurs entretiens débouchent sur une déclaration enjoignant leurs adhérents respectifs d'oublier les querelles et de former ensemble une «force de défense» contre «le front des gauches». La DVU s'abstiendra de présenter une liste aux élections législatives et appellera ses sympathisants à voter républicain. A Schönhuber, ces louvoiements tactiques font perdre pour de bon la crédibilité qu'il a eu tant de mal à bâtir. Ses professions de foi «démocratiques»? Simple calcul d'un opportuniste de talent,

qui s'est défait en temps voulu de symboles impopulaires, sans rien abandonner de ses convictions profondes.

200

Le *Nationalzeitung* chante désormais des cantiques à la gloire de Schönhuber: «Chez les Républicains, personne n'a son prestige, son rayonnement et sa force d'attraction.» Pourtant, l'alliance Frey-Schönhuber suscite un enthousiasme plus que modéré. Le 12 septembre 1994, les *Reps* ne font que 1% aux élections parlementaires dans les Länder de Saxe et de Brandebourg. Le PDS progresse à 16,5% dans le Brandebourg et à 18,7% en Saxe. Mais leur défaite la plus amère, les *Reps* l'essuient le 25 septembre 1994 dans leur bastion de Bavière. La liste républicaine a beau aligner seize militaires de carrière et officiers de police, le parti de Schönhuber obtient un lamentable 3,9%. Les élections sont gagnées haut la main par le CSU, qui attire 52,8% de l'électorat.

Devant cette avanée, le bureau politique réagit. Rolf Schlierer, Christian Käs et Alexander Hausmann jugent que le tandem Frey-Schönhuber n'arrivera à rien, ni aux élections pour le Bundestag le 16 octobre 1994, ni après. Le 1er octobre 1994, le bureau des *Reps* décide à l'unanimité de démettre Franz Schönhuber de toutes ses fonctions, officiellement pour avoir rompu avec le credo républicain qui exclut toute coalition avec les néonazis. «Nous n'avons rien, ni ne voulons rien avoir en commun avec les ultra-nationalistes», déclare le vice-président Christian Käs. Schönhuber parle de «coup de force sans fondement légal». Frey allume un contre-feu, traite les adversaires de «nains politiques» et «d'intrigants», évoque une manipulation du lobby juif. Les divisions font rage. Wolfgang Hüttel, qui dirige la section bavaroise des *Reps*, s'oppose à la démission de Schönhuber. Déchirés, se malmenant les uns les autres, les Républicains atteignent péniblement 1,9% aux élections générales du 16 octobre 1994. La coalition gouvernementale, rassemblant les chrétiens-démocrates (CDU/CSU) et les libéraux (FDP), obtiennent une majorité de dix sièges au nouveau Parlement fédéral. Pourtant, le FDP de Klaus Kinkel a subi une lourde défaite: les libéraux rendent pratiquement 5% des 11% qu'ils avaient conquis en 1990. Le parti libéral doit sa présence au Bundestag aux électeurs CDU qui lui ont cédé leur «deuxième» voix.

Après tant de batailles électorales perdues, c'est la révolte au FDP. Un groupe Nouvelle-Droite s'y forme à l'initiative de Rainer Zitelmann et de l'ancien procureur général von Stahl. En novembre 1994, ils publient un manifeste dans lequel Klaus Kinkel est sommé d'orienter le FDP sur un cours nettement marqué à droite de la CDU/CSU. L'initiative suscite les applaudissements enthousiastes de *Junge Freiheit*, qui ne semble plus parier

201

sur une extrême-droite totalement délitée. Rolf Schlieret cherche lui aussi à faire la jonction avec la Nouvelle Droite du FDP : «Nous rassemblerons les national-libéraux,» prédit-il dans *Junge Freiheit*.⁽⁷⁵⁾

Au congrès du parti tenu le 17 décembre 1994 à Sindelfingen, les Républicains se choisissent, par 335 voix sur 595, un nouveau président en Rolf Schlieret. Rudolf Krause, candidat de «l'union dans la continuité», obtient 224 voix. Schlieret, qui passe auprès de ses proches pour un partisan de la Nouvelle Droite, propose aux *Reps* l'exemple du parti autrichien de Haider. Il entend mettre en avant le thème de la sécurité intérieure. «Nous défendons un Etat fort parce que nous ne voulons pas d'un homme fort,» affirme Schlieret. Schönhuber met le parti en garde contre une dérive «centriste». «Nous ne pourrions survivre politiquement qu'en menant une opposition radicale et en visant les couches sociales des pauvres et des démunis.» Schönhuber se décrit comme un disciple des frères Strasser, qui représentaient l'aide dite «gauchiste» et «anticapitaliste» au sein du national-socialisme. Il fustige les intellectuels néo-droitiers de *Junge Freiheit*, ces fils de riches qui méprisent les «prolétaires» républicains. Schönhuber ne veut pas que les *Reps* se mettent à la remorque des partis établis. «Ils ne nous accepteront pas comme des égaux. Je ne mendie pas les miettes, et je ne ferai pas allégeance à Manfred Kanther et consorts. Nous pourrions chanter l'Ave Maria qu'ils entendraient le Horst-Wessellied. Si nous mettons un genou à terre, ils nous demanderont de nous coucher à plat ventre.»

A l'issue du congrès, Wolfgang Hüttl, président des Républicains en Bavière, quitte le parti pour fonder *Die Freiheitlichen Augsburg*. Son successeur à la présidence est Alexander Hausmann, un gestionnaire de fortunes au passé csu. Les leaders régionaux les plus importants restent - pour l'instant - fidèles au parti: Rudolf Krause en Saxe-Anhalt, Werner Müller à Berlin, Christian Käs dans le Bade-Wurtemberg. La base, de son côté, est désemparée et beaucoup d'adhérents s'en vont, purement et simplement. De plus, les *Reps* connaissent des difficultés financières, même si son trésorier, Klaus-Dieter Pahl, affirme avoir 1,4 millions de marks en caisse. A partir des premiers mois de 1995, l'organe du parti devient bimensuel et n'occupe plus que quatre pages.

Le 19 février 1995, les élections régionales de Hesse confirment la déroute. Les Républicains obtiennent 2%, un score somme toute honorable en comparaison de l'Association de Brunner (0,3%). Brunner penche désormais pour un parti unifié de l'ultra-droite, qui regrouperait aussi la DSU (le

parti frère de la CSU dans l'ex-RDA), l'aile droite des libéraux du FDP et Aufbruch 1994.⁽⁷⁶⁾ Brunner lui-même se cale encore un peu plus à droite et suit aveuglément le cours de son mentor Jörg Haider. Deux membres du bureau politique,

Karl Schachtsneider et Joachim Starbatty, quittent l'Association des citoyens libres pour cette raison. Lors du congrès du parti, début février 1995 à Kassel, Brunner décide d'accoler la mention «Die Freiheitlichen» au nom du parti, de façon à faire ressortir le parallélisme avec le FPÖ de Haider. Roberto Pink, le président de la dsu, assiste au congrès.

A présent que les Républicains sont au plus bas, les partis au pouvoir durcissent soudain leur attitude. Le 3 avril 1995, Günter Beckstein (csu), ministre de l'Intérieur du Land de Bavière, déclare que les Républicains sont des «extrémistes de droite». Tous les Länder estiment désormais qu'une surveillance permanente des *Reps* par les services de sécurité régionaux s'impose. Les fonctionnaires républicains doivent donc savoir qu'ils risquent une interdiction professionnelle. Pour Klaus Zeitler et Uwe Goller, officier de l'armée et président du parti en Rhénanie du Nord-Westphalie, c'en est assez pour dire adieu aux *Reps*. De façon significative, Beckstein met également en garde contre une «criminalisation» de la Nouvelle Droite. De cette manière, il couvre son camarade de parti Alfred Dregger, qui compte prendre la parole à une «contre-commémoration» du 8 mai 1945 dont les autres orateurs seront Ernst Nolte, Heimo Schwillk, Rainer Zitelmann et Manfred Brunner. Sous la pression de l'opinion publique, la manifestation n'aura finalement pas lieu.

Le 13 mai 1995, les Républicains du Bade-Wurtemberg tiennent leur congrès régional à Stuttgart. Le Bade-Wurtemberg est la base des dirigeants actuels du parti, Christian Käs et Rolf Schlierer. Les *Reps* comptent encore quelque deux mille adhérents dans le Land et disposent de quinze sièges au Parlement régional. Les délégués savent que le sort de Rolf Schlierer et de la «rénovation» du parti dépend des résultats des élections régionales, qui se tiendront au début de l'année 1996. Si les Républicains n'y passent pas la barre des 5%, Schlierer aura bien du mal à se maintenir à la tête du parti. A Stuttgart, Schlierer clame haut et fort que la situation du parti se stabilise. Cette affirmation est contredite par les scores des *Reps* aux élections du 14 mai 1995 en Rhénanie du Nord-Westphalie (0,8%) et à Brême (0,27%).

Les libéraux du FDP continuent eux aussi de patauger. Klaus Kinkel n'est plus président du parti depuis le 18 mai. Son successeur, Wolf Gerhardt,

203

s'est donné pour mission de sortir le FDP de l'ornière. L'aile Nouvelle-Droite, regroupée autour du duo von Stahl / Zitelmann, semblent attirer de plus en plus de radicaux de droite. Hans Ulrich Pieper, ex-NPD, de même que l'ancien député européen républicain Klaus-Peter Köhler, se rallient aux libéraux. Après les défaites électorales de l'extrême-droite, certains radicaux se réfugient ainsi dans le giron des grands partis de gouvernement. Ces partis de droite

possèdent d'ailleurs des fractions nationalistes qui n'ont d'yeux que pour les succès de Haider en Autriche. A l'extérieur, ce courant est soutenu par *Junge Freiheit*, l'Association des libres citoyens de Brunner, Aufbruch 94 et les Républicains de l'aile Schlierer.

Au même moment, Franz Schönhuber prend la tête d'un groupe de personnalités qui s'assigne pour but de rassembler les *Reps* (les vrais), la dvu, le NPD et la Ligue allemande pour le peuple et la patrie. Schönhuber estime que ces partis sont séparés moins par leurs principes politiques que par les brouilles entre leurs dirigeants. Lui-même garde une influence importante sur les Républicains, surtout à l'Est, où les sections de Saxe et de Thuringe l'ont élu «président honoraire». Selon Schönhuber, il est urgent de briser la paralysie et l'impuissance de l'extrême-droite. Il «déploie» avoir chassé du parti, en 1990, Harald Neubauer et ses partisans de la Ligue allemande. De même, il pense maintenant que les journaux néonazis de Frey sont des instruments «précieux». Enfin, il rejette le «strip-tease politique» en vue d'échapper à la surveillance des services de sécurité. La mise en place de cette surveillance et les attaques contre son propre parti l'ont encore conforté dans cette opinion. Il en ressent un besoin d'autant plus vif de s'ancrer dans un extrémisme de droite qui se dit tel. L'ancien sous-officier de la *Waffen-SS* ne craint plus de donner ce «corps d'élite» en exemple. Mieux, le voici plein de sympathie pour les jeunes néonazis, à la recherche de «l'aventure romantique».

L'extrême-droite allemande a rarement été aussi morcelée qu'aujourd'hui. Rolf Schlierer doit encore faire la preuve de ses capacités à l'unir à nouveau. Mais ce n'est pas la première fois que les Républicains ont un pied dans la tombe.

Le climat économique et politique joue en faveur des Républicains. Début 1996, le chômage atteint en Allemagne un record historique : près de 4,5 millions de personnes sont sans emploi, soit plus de 11% de la population active. Les recettes des Républicains ne sont pas différentes de cel-

204

les du CDU-FDP au pouvoir : ils proposent d'élargir l'écart de revenus entre chômeurs et travailleurs au travail, ainsi que des mesures d'économies dans la sécurité sociale.

Affligeant mais vrai: alors que l'Allemagne connaît la crise économique la plus grave depuis la Deuxième Guerre mondiale, Oskar Lafontaine, président du SPD, et Dieter SPÖri, son leader local dans le Bade-Wurtemberg, vont aux élections avec pour mission d'imputer le chômage et les problèmes économiques à la monnaie européenne unique et aux deux mille Allemands ethniques immigrant tous les ans en République fédérale depuis la Russie et l'Europe de l'Est. Les réactions ne se font pas attendre : Rolf Schlierer accuse

le SPD de «racisme», et les Républicains se sentent d'autant plus en droit de s'en prendre aux «profiteurs véritables», les demandeurs d'asile et les immigrés. Les Républicains réclament le départ immédiat de tous les sympathisants du Parti des travailleurs kurdes (pkk). Leur slogan: «Les demandeurs d'asile viennent, les emplois s'en vont». Les Républicains exploitent également la crainte de voir s'instaurer une monnaie européenne unique - «l'argent espéranto» - et les appréhensions de la venue au pouvoir d'un gouvernement rouge-vert. Les effets de cette campagne sont dévastateurs, surtout dans le Land de Bade-Wurtemberg.

Le 24 mars 1996, les Républicains reculent à peine et retournent au parlement avec 9,1% des voix et 14 sièges. En Rhénanie-Palatinat, ils progressent de 2 à 3,5%. Dans le Schleswig-Holstein, la DVU néo-nazie obtient 4,3% des voix. Selon Schlierer, les Républicains, après deux ans de difficultés et d'agitation, sont de retour. En tout état de cause, il serait prématuré de dresser dès maintenant leur acte de décès politique.

205

AUTRICHE - [Table des matières](#)

Le modèle Haider

Le 12 février 1934, dix-sept mille hommes de troupe et membres des organisations de combat fascistes attaquent au canon une cité ouvrière socialiste à Vienne. Le bombardement fait près de mille morts. Par cet assaut, le chancelier Engelbert Dollfuss met fin aux libertés politiques. Dans la période qui s'ouvre alors, les conservateurs cléricaux déclinent leur version particulière du fascisme. «L'austrofascisme» impose à l'Autriche l'idéal de l'Etat corporatiste. Le 11 mars 1938, *l'Anschluss* marque le point final de l'indépendance autrichienne. Ce petit pays des Alpes se fait incorporer avec enthousiasme dans le Troisième Reich. Lors du référendum du 10 avril 1938, 99,3% de la population se range derrière Hitler. La NSDAP autrichienne connaît un succès éclatant; au sommet de sa gloire, elle comptera près de 700.000 membres. Pendant la guerre, 35.000 membres de la résistance et 65.000 Juifs seront tués par les nazis.

A la fin de la guerre, les Alliés se montrent d'emblée très compréhensifs pour l'Autriche. Dès octobre 1943, ils déclarent l'Autriche «première victime de l'agression nazie». On peut se demander si, ce faisant, ils rendent vraiment service au pays. Après la libération, la plupart des 500.000 anciens nazis ne seront pas inquiétés: les historiens autrichiens parlent de «réparations à rebours». C'est ainsi que Kurt Waldheim, futur secrétaire général des Nations-Unies, s'entend confirmer en novembre 1946 son acquittement officiel pour ses activités en tant qu'officier de liaison dans la Wehrmacht allemande. Waldheim était un proche collaborateur du général Alexander

Löhr, coupable de crimes de guerre graves en Yougoslavie. À partir de 1949, les anciens nazis sont rétablis dans leurs droits civiques et électoraux. Certains adhèrent à l'un des deux grands partis, ÖVP démocrate-chrétien ou SPÖ socialiste. D'autres rejoignent l'Union des indépendants (*Verband der Unabhängigen*, VDU), un groupement d'extrême-droite.

Les Alliés se retirent de l'Autriche en 1955. Pour l'extrême-droite, ce retrait est l'occasion d'un travail de recadrage de l'histoire nationale récente: elle ne mettra plus désormais l'accent que sur les «épurations injustes». Sa liberté retrouvée se manifeste par la multiplication des associations d'anciens combattants, vecteurs efficaces d'une glorification ouverte des

208

«valeurs traditionnelles». C'est dans ce climat qu'en 1956, la VDU donne naissance au Parti libéral autrichien (*Freiheitliche Partei Österreichs*, FPÖ). Ses principaux fondateurs sont Anton Reinthaller et Friedrich Peter, anciens officiers de la ss. Friedrich Peter se donne pour objectif de sortir le parti de son isolement politique. En 1965, devant le congrès du FPÖ, il déclare que «les nationalistes et les libéraux sont les bienvenus au parti». En réaction, Norbert Burger crée en 1966 le parti national-démocrate (*Nationaldemokratische Partei*, NDP), d'inspiration néonazie.

Jörg Haider, né en 1950, se retrouve très naturellement au FPÖ. Son père, ancien dirigeant des jeunesses nazies à Oberdonau, et sa mère, ancienne *Bannmädchenführerin* du mouvement de jeunesse fasciste, l'élèvent dans les traditions nationalistes allemandes. Jörg Haider se distingue très tôt par ses déclarations tranchées. À seize ans, il gagne un concours d'élocution en présentant un discours sur le thème «Les Autrichiens sont-ils allemands?» Le jeune Jörg répond par l'affirmative. Le texte du discours sera imprimé dans le *Nationalzeitung*, une publication néonazie allemande. En 1968, Haider prend la direction des jeunes du FPÖ en Haute-Autriche. De 1970 à 1974, pendant ses études de droit à Vienne, il dirige l'union des étudiants du FPÖ. En 1975, à la demande de Mario Ferrari-Brunnenfeld, Haider s'établit en Carinthie pour y devenir secrétaire du parti. Dans le Bärenthal, un ami de la famille lui lègue un vaste domaine producteur de bois, d'une valeur de près d'un demi milliard de francs belges. Le domaine avait été acquis à bas prix par cet ami à la suite de «l'aryanisation» des biens juifs pendant le Troisième Reich. La jolie province de Carinthie est un vrai repaire d'ex-nazis. Haider y évolue dans les milieux nationalistes-allemands regroupés autour d'Otto Scrinzi, député FPÖ et ancien *Sturmführer* des SA. Les idées de Scrinzi sont à l'opposé de la modération: par exemple, il refuse la qualité d'Allemand au poète national Heinrich Heine en raison de ses origines juives.

En 1978, il signe un appel du *Nationalzeitung* en faveur de l'octroi d'une amnistie générale aux criminels de guerre nazis.

La carrière de Haider est rapide. En 1979, il est le plus jeune député autrichien à Vienne. A sa grande irritation, le congrès du FPÖ nomme en 1980 le libéral Norbert Steger à la présidence du parti. Sous l'impulsion de Steger, le FPÖ adhère à l'Internationale libérale en 1983. La même année, le Premier ministre socialiste Bruno Kreisky forme un gouvernement de coalition avec le FPÖ, qui obtient trois ministres et trois secrétaires

209

d'Etat. Haider est à l'époque rédacteur en chef des *Kärntner Nachrichten*. La réputation de cette publication, organe du parti en Carinthie, est pour le moins controversée. Par exemple, elle tient Rudolf Hess, le bras droit d'Hitler, pour «l'une des personnalités politiques les plus nobles d'Allemagne». Dans *Les Nouvelles de Carinthie*, Haider tire à boulets rouges sur la ligne libérale de Steger. Sa véritable percée nationale, Haider la fera lors de l'affaire Reder en 1985. Walter Reder, ancien *Hauptsturmführer* des ss, a été condamné à perpétuité en Italie pour sa responsabilité directe ou indirecte dans l'assassinat de centaines de citoyens italiens. Le nouveau gouvernement autrichien insiste - avec succès - auprès des autorités romaines pour le faire libérer. A son retour à Vienne, Reder est accueilli par Friedhelm Frischenschlager, ministre FPÖ de la Défense. Devant le tollé général, Frischenschlager finit par s'excuser de son faux pas. A tort, écrit Haider dans *Les Nouvelles de Carinthie*, car «Walter Reder a fait son devoir, comme le lui commandait son serment de soldat. Le destin de Walter Reder aurait pu être celui de tous nos pères.»

Le FPÖ s'engage dans une crise profonde. Tandis que les conflits entre les ailes «libérale» et «nationale-allemande» s'aiguisent, son audience électorale retombe à 3%. En 1986, Otto Scrinzi participe aux élections présidentielles sans l'étiquette FPÖ et obtient 1,2% des voix. Kurt Waldheim est élu Président à une confortable majorité.

L'aile nationale-allemande du FPÖ prend le pouvoir lors du congrès du parti tenu le 14 septembre 1986 à Innsbruck. Haider est élu président du parti par 59,5% des voix. Le «Juif» Norbert Steger, battu, est menacé de la chambre à gaz. Dans son discours de victoire, très sûr de lui, le nouveau chef du parti vilipende les «vieux partis» qui divisent l'Autriche en blocs politiques antagonistes. Syndicats, enseignement, pour Haider, tous les rouages de la société ont leur face «rouge» (socialiste) et leur face «noire» (conservateur). Haider veut détruire cet ordre ancien. Il s'en prend également aux «rats» qui, à ses yeux, outragent la génération de la guerre. Il fustige en particulier Thomas Bernhard, l'auteur de *Heldenplatz* (*Le lieu des héros*) qui dans

son testament a interdit toute représentation future de ses pièces en Autriche.

Après l'accession de Haider à la présidence du FPÖ, les socialistes cessent toute collaboration avec les libéraux et rétablissent la coalition avec l'ÖVP catholique. D'emblée, le nouveau leader du FPÖ recherche et sert la clientèle des anciens nazis autrichiens. A la Pentecôte 1986, Haider dépose une gerbe en hommage aux «morts au combat des deux guerres mon-

210

diales, qui ont courageusement offert leur vie pour la liberté de leur *Heimat*». Dans l'allocution prononcée pour la circonstance, il aborde un thème qui lui est cher: la génération de la guerre n'est pas coupable. «C'est à elle que nous devons la reconstruction, après 1945, d'une Autriche prospère sur les ruines de la guerre», affirme-t-il. «Il est inacceptable que nos pères et grands-pères soient traités en criminels. Je suis de leur côté.»⁽¹⁾ Haider ne craint pas de fréquenter les extrémistes. Le 4 juillet 1987, il rencontre en secret Otto Scrinzi et Norbert Burger pour évoquer la possibilité d'une collaboration. Fait plus significatif, il entretient des relations de travail étroites avec Andreas Mölzer, journaliste à *Aula*, influente publication néo-fasciste et porte-parole du nationalisme pangermanique. Mölzer glorifie l'idéal d'une grande nation allemande, qui s'étendrait «de Hermannstadt jusqu'à Eupen et de Bozen jusqu'à Memel». Haider le nomme rédacteur en chef des *Kärntner Nachrichten*. Jürgen Hatzenbichler, familier des cercles néonazis regroupés autour de Gerd Honsik, entre lui aussi à la rédaction des *Nouvelles de Carinthie*. Haider lui-même se sent appartenir à la «communauté ethnique et culturelle allemande». En été 1988 - l'année du cinquantenaire de *l'Anschluss* - répétant les mots d'Hitler, il qualifie la nation autrichienne «d'avorton historique».

Ces déclarations incendiaires ne nuisent pas aux résultats électoraux de Haider. Au contraire, ses attaques contre les «anciens partis» et ses positions extrêmes sur le «problème des étrangers» lui valent l'essentiel de sa popularité. Le 12 mars 1989, le FPÖ fait sa percée en Carinthie. Le parti obtient 29% des voix et onze sièges au Parlement de cette province méridionale. A Salzbourg et au Tyrol, le score du FPÖ s'établit à 16,4% (six sièges) et à 15,6% (cinq sièges). Du coup, Haider est autre chose qu'une «curiosité»: il devient l'homme fort d'une coalition ÖVP-FPÖ et accède à la Présidence de la province. Le FPÖ acquiert le statut de parti acceptable. Pour l'ÖVP, cette coalition équivaut à un suicide politique que le parti catholique semble cultiver avec soin: lors des élections législatives générales du 8 octobre 1990, l'ÖVP perd plus de 9%. Le grand vainqueur est le FPÖ, qui obtient 16,6%: 780.000 voix, une progression de 6,87%, trente- trois sièges au Parlement national.

Au début des années quatre-vingt-dix, on assiste en Autriche au développement d'une réflexion critique sur les années de guerre. Le chancelier socialiste Franz Vranitzky rompt pour la première fois le silence autour de la participation autrichienne aux crimes nazis. Lors d'une cérémonie de commémoration dans l'ancien camp de concentration de Mauthausen-

211

sen, le ministre catholique Erhard Busek demande le pardon du peuple polonais. Haider n'a que faire de ces aveux de culpabilité. Pour lui, ils reviennent à victimiser l'Autriche et sont l'œuvre des «rats». Le 13 juin 1991, le leader du FPÖ provoque un véritable tollé politique en parlant en termes élogieux de la politique d'emploi d'Hitler lors d'un débat au Parlement de Carinthie. Le jour suivant, il persiste et signe: «Ceux qui m'ont écouté attentivement auront compris mon propos. Je souhaite que lors de la réforme du régime social, nous faisons en sorte que ceux qui travaillent n'aient plus à entretenir la paresse de ceux qui ne font rien.» Andreas Mölzer, conseiller personnel de Haider et responsable de la formation idéologique des cadres du parti, va plus loin. Dans la publication néonazie allemande *Staatsbriefe*, qui ouvre également ses colonnes à des personnages tels que Michael Kühnen, Mölzer affirme que la politique économique et sociale des nazis était «efficace et honorable».(2)

Pendant le conflit qui ensanglante l'ex-Yougoslavie, l'Autriche doit faire face à un afflux important de réfugiés. A la mi-1994, Vienne compte près de cent mille réfugiés yougoslaves. Le FPÖ propose une solution rapide et radicale au problème: l'arrêt complet de toute immigration. Haider tempête contre la chaîne publique de télévision (ORF) qui a critiqué sa campagne xénophobe. «L'ÖRF est une officine du terrorisme rouge», affirme le chef du FPÖ. Lors des élections municipales de Vienne, l'ÖVP emboîte le pas à Haider et lance le slogan «Vienne aux gens de Vienne». Mais rien n'y fait, le 10 novembre 1991, l'ÖVP ne récolte que 18% des voix. Le SPÖ recule de 7% et conserve de justesse sa majorité absolue au conseil municipal de Vienne. Le FPÖ devient le deuxième parti de la capitale: passant de 8,9 à 22,7%, il obtient vingt-trois sièges. Dans les quartiers ouvriers, le FPÖ prend 40.000 voix aux socialistes.

L'agitation permanente du FPÖ encourage les néonazis, que l'attitude de la police et de la justice ne freine pas vraiment. Un exemple choquant de cette ambiguïté est le cas de Gerd Honsik, président du mouvement *Ausländer Halt* (Halte aux étrangers) et auteur de l'ouvrage *Hitler acquitté?*, interdit dès 1988. Inculpé depuis quatre ans, Honsik n'a toujours pas été jugé fin 1991. Le tribunal de Vienne a chargé un historien d'une «expertise» concernant l'existence des camps de concentration... A la suite d'une série d'attentats, la police arrête fin 1991 Gottfried Küssel, chef de l'Opposition populaire extra-parlementaire (VAPO), une redoutable

organisation paramilitaire. De toute évidence, Haider ne veut pas voir son FPÖ

212

assimilé à de telles figures néonazies. Il nie donc catégoriquement tout lien avec elles, sans que cela empêche à d'autres membres du FPÖ d'entretenir d'excellentes relations avec les milieux néonazis, notamment par l'intermédiaire de la revue *Aula* d'Andréas Mölzer.

Début mars 1992, Mölzer manifeste son inquiétude devant la déliquescence de la «substance de notre peuple». Dans un discours prononcé à Salzbourg, l'idéologue en chef du FPÖ évoque la «*Umvolkung*» (dénationalisation), conséquence du «racisme anti-germanique» dont témoigne d'après lui l'admission d'un trop grand nombre d'étrangers dans le pays. Prenant la défense de Mölzer, Haider affirme: «Un témoignage en faveur de notre identité n'est jamais scandaleux et ne peut par conséquent être interdit.»⁽³⁾ La minorité libérale au Parlement apprécie peu. Jörg Mauntner Markhof, dont le bisaïeul juif a fondé le plus grand groupe industriel familial d'Autriche, quitte la direction du parti et abandonne son siège de député. Le chef du groupe libéral au Parlement, Norbert Gugerbauer, démissionne lui aussi. Avec leur départ, c'est l'un des derniers foyers de l'opposition libérale qui s'éteint. Le style autoritaire de Haider n'est pas mis en cause par le reste de la direction du FPÖ ni par la base: le 3 mars 1992, le chef est réélu à la présidence du parti par 85,8% des voix.⁽⁴⁾ Pour le président sortant et rentrant, qui siégeait toujours au gouvernement provincial de Carinthie, c'est le moment de troquer son mandat provincial pour la direction du groupe FPÖ au Parlement à Vienne.

Le comte Otto Lambsdorff, président du parti libéral allemand (FDP), parvient pour l'instant à empêcher que le FPÖ ne soit exclu de l'Internationale libérale. Haider peut même organiser une tournée en Allemagne, où différentes sections locales et régionales du FDP l'invitent à parler en septembre et octobre 1992.⁽⁵⁾ Alors que dans les rues allemandes, la violence contre les candidats réfugiés bat son plein, le président du FPÖ déclare aux libéraux venus l'écouter que les Allemands sont en passe de devenir des «étrangers dans leur propre pays». Haider exploite à fond les thèmes xénophobes. Sous sa pression, le gouvernement autrichien adopte une nouvelle loi très restrictive sur les demandes d'asile et la fait entrer en vigueur au 1er juin 1992. Aux termes de cette loi, toute demande d'asile politique émanant de réfugiés ayant transité par un «pays sûr» est d'office irrecevable. Les demandeurs concernés sont arrêtés dès leur entrée dans le pays et reconduits aux frontières à la suite d'une procédure judiciaire rapide.

213

De temps à autre, Haider ne peut cacher sa sympathie pour les pages les moins glorieuses de l'histoire autrichienne. Au début du mois de septembre de 1992, une polémique se développe autour du projet d'une réunion, à Graz, d'anciens de la *Waffen-SS*. Dans leur comité de soutien, il y a le général Silvester Stadler, commandant autrichien du régiment allemand qui, le 10 mai 1944, fut responsable du bain de sang d'Oradour-sur-Glane dans le Sud-Ouest de la France. Le ministre socialiste de l'Intérieur ordonne une enquête sur les organisateurs de la réunion, parmi lesquels on trouve bon nombre de criminels de guerre. Haider ne reste pas indifférent, et qualifie les membres de la *Waffen-SS* d'anciens combattants «honorables» qu'il ne faut pas «criminaliser».

Les Freiheitlichen

Début 1993, le FPÖ organise une pétition populaire sur son programme en douze points, «l'Autriche d'abord». La pétition est une tentative de ramener tous les problèmes de société du pays à un seul dénominateur commun: la question des étrangers. Les principales demandes de la pétition sont les suivantes: stipulation, dans le texte de la Constitution, du fait que l'Autriche n'est pas un pays d'immigration; blocage de toute immigration tant que durera la crise du logement et que le taux de chômage sera supérieur à 5%; obligation d'identification des étrangers sur leur lieu de travail; augmentation des effectifs de la police des étrangers; refus du droit de vote aux étrangers; renforcement des mesures contre les étrangers en situation irrégulière et contre les abus en matière de sécurité sociale; refoulement immédiat des «éléments criminels» et limitation du nombre d'enfants étrangers dans les écoles. La pétition est soutenue avec enthousiasme par le *Kronenzeitung*, journal à sensation tirant à 1 million d'exemplaires, par la revue néo-fasciste *Aula* et par une multitude de groupuscules néonazis. Cette provocation droitière de Haider entraîne le départ des derniers tenants de la ligne libérale du FPÖ: Heide Schmidt, vice-présidente du parti, et quatre députés au Parlement national quittent le FPÖ pour fonder le Forum libéral. Une campagne contre le «modèle Haider» regroupe des partis politiques et des organisations de la société civile sous le slogan «la décence d'abord». A l'initiative de «SOS-Humanité», plus de deux cent mille personnes manifestent contre la pétition du FPÖ à Vienne à la fin du mois de janvier 1993. Au grand regret du FPÖ,

214

«SOS-Humanité» a le soutien du cardinal Franz König, aussitôt traité de «mauvais berger» par un Haider furibond. Quoi qu'il en soit, les protestations sont telles qu'une bonne partie des sympathisants du FPÖ n'osent pas se rendre à l'hôtel de ville pour y appuyer publiquement la pétition, qui en fin de compte ne recueille «que» 417 278 signatures.

Pour les forces démocratiques, il n'y pourtant aucune de raison de se reposer sur leurs lauriers. Le FPÖ n'est ni vaincu, ni en recul. Le 24 janvier 1993, il progresse sensiblement aux élections municipales de Graz, deuxième ville du pays. Le FPÖ y recueille plus de 20% des voix et obtient douze sièges au conseil municipal. Conforté, Haider redouble ses attaques contre le régime. «L'Autriche est une démocratie autoritaire, dominée par des gouvernants par procuration, des partis qui ne doivent leur existence qu'à l'occupant allié. En fait, nous assistons au retour de l'austrofascisme», clame-t-il.⁽⁶⁾ Le chef du FPÖ reste sur la touche, mais se sent fort, en pleine possession d'un immense potentiel politique: «Nous sommes un parti d'opposition qui participe déjà aux affaires», déclare-t-il lors d'une réunion du parti début 1993 à Graz. Une chose est sûre, il fouaille le gouvernement rouge-noir (socialiste-catholique) par un activisme incessant. Le FPÖ exerce une influence incontestable sur une politique en matière d'immigration de plus en plus restrictive. Le 1er juillet 1993, une nouvelle loi sur les immigrés impose un «quota d'étrangers»: jusqu'en juillet 1994, le nombre de permis de séjour octroyés par l'Autriche sera limité à vingt mille. Des milliers de soldats sont envoyés dans l'Est pour y assister la police des frontières.

Six millions des huit millions Autrichiens se déclarent catholiques. L'Eglise a toujours soutenu l'ÖVP. L'évêque de Sankt-Pölten, Kurt Krenn, est réputé pour être le prélat le plus «papiste» et le plus conservateur du synode autrichien. Il provient d'une famille nazie et entretient des contacts étroits avec le mouvement fondamentaliste *Das Engelenwerk* (Les Angéliques). Il est partisan de la coexistence pacifique avec le FPÖ. Haider et son bras droit Andreas Mölzer se montrent sous un jour de plus en plus catholique et de plus en plus pratiquant. Ils prennent publiquement le parti de Krenn contre les catholiques et les évêques réformateurs et orchestrent une campagne de grande ampleur, destinée à gagner la confiance des catholiques conservateurs. A la mi-1993, le pape Jean-Paul II accorde une audience à Haider; l'opinion reste indifférente. Au même moment, Andreas Mölzer réussit à attirer Friedrich Romig, proche conseiller de l'évêque Krenn, dans les colonnes de sa revue *Aula*. Le 22 septembre

215

1993, Andreas Mölzer et Friedrich Romig fondent à Vienne le «Club des patriotes», un beau forum pour les intellectuels catholiques qui cherchent à renverser le courant qui conduit à la «décadence prochaine» de l'Occident chrétien. La présence de Romig aux côtés de Mölzer est généralement interprétée comme un signe qu'un nombre grandissant de catholiques de droite se détournent d'un ÖVP associé à «l'Eglise caviar». Fin 1993, Haider publie un ouvrage intitulé *Die Freiheit, die ich meine* (La liberté telle que je la conçois). C'est une nouvelle déclaration d'amour, dans laquelle l'auteur appelle au «réarmement moral»: «La Troisième République autrichienne sonnera la fin de la répression totalitaire et du matérialisme

stérile. A leur place s'épanouiront la religion, la foi, l'histoire et la nation. Ce dont nous avons besoin surtout à l'avenir, c'est d'une ferme direction spirituelle», écrit-il.

Le FPÖ a quitté l'Internationale libérale depuis la mi-1993 pour éviter d'en être chassé. Haider se met aussitôt en quête de nouveaux alliés à l'étranger. Il s'intéresse notamment au Haut-Adige italien, *alias* le Sud-Tyrol. Mussolini a italianisé le Haut-Adige de force, interdisant l'emploi de l'allemand en public dans cette région à majorité germanophone. Beaucoup de tyroliens du Sud ont alors opté pour le Troisième Reich. Après la deuxième guerre mondiale, le Sud-Tyrol s'est vu attribuer un statut d'autonomie. Bien que l'Italie ait rapidement supprimé toute discrimination, des groupements d'extrême-droite comme l'*Union für Südtirol* d'Eva Klotz ont refusé l'autonomie pour réclamer l'indépendance. Jusqu'à ce jour, néonazis germanophones et néo-fascistes italiens s'opposent bec et ongles dans le Haut-Adige. Fin 1993, Haider entre dans le jeu du Sud-Tyrol et présente son propre parti aux élections municipales. Les *Freiheitlichen* de Haider défendent le droit du Sud-Tyrol à l'autodétermination. Le parti de Haider récolte environ 6% des voix germanophones.⁽⁷⁾ Les opérations étrangères du chef du FPÖ ne s'arrêtent pas au Haut-Adige. Haider entretient de bons contacts avec Manfred Brunner en Allemagne, avec la Ligue du Nord en Italie, avec les *Freisinnigen* et les libéraux en Suisse et avec le Parti démocratique des citoyens du Premier ministre tchèque Vaclav Klaus. Se dessine ainsi une large coalition national-libérale, articulée autour de l'idée d'une «Europe confédérale de l'Atlantique à l'Oural». On voit que la chute du bloc de l'Est a fait naître une nouvelle réalité: l'Europe centrale, ou médiane, existe à nouveau et recommence à vivre sa vie propre.

216

Pendant ce temps, le FPÖ poursuit son rapprochement avec l'aile droite de l'ÖVP; pour cela, le parti libéral est prêt à modérer son nationalisme pangermanique. Haider découvre soudain les mérites d'un «patriotisme autrichien sans complexes». «Nous défendons résolument l'Autriche», déclare-t-il début 1994 à Klagenfurt.⁽⁸⁾ S'insurgeant contre cette tendance, Andreas Mölzer déplore vivement que toute référence à la «communauté ethnique et culturelle allemande» fasse défaut dans le nouveau programme du parti, au lieu de quoi le chef du FPÖ insiste sur l'identité culturelle propre à la nation autrichienne.

Lorsqu'il faut s'adresser à ses partisans, Haider, sportif et bronzé, a une prédilection pour les *Bierhalle* bondées. Pendant la campagne des élections provinciales du printemps 1994, il chante l'hymne autrichien et exploite les sentiments nationalistes et anti-européens d'un public conservateur. Au Tyrol, son slogan, pas vraiment original, décline un thème bien connu: «Le Tyrol aux Tyroliens». Dans le pays de Salzbourg, c'est «Pas de mosquée à Salzbourg avant une église à La Mecque.» Le 13 mars 1994, le FPÖ mord à belles

dents dans l'électorat des partis au pouvoir. Dix-neuf pour cent à Salzbourg, 16% au Tyrol, une victoire haut la main en Carinthie, où le FPÖ obtient 33% et dépasse le SPÖ socialiste dans vingt-huit communes, dont Klagenfurt, la capitale de la province.[\(9\)](#)

Par ce succès, le FPÖ met définitivement à mal les espoirs de ceux qui croyaient à un fléchissement de sa popularité. Pendant la campagne, le chancelier socialiste Franz Vranitzky et le vice-chancelier Erhard Busek (ÖVP) se sont engagés à refuser toute coalition avec le FPÖ. En Carinthie, cet engagement est largement ignoré au niveau des sections locales. Tant les catholiques de l'ÖVP que les socialistes du SPÖ recherchent des accords avec le FPÖ. Michael Ausserwinkler, leader du SPÖ, entame des «concertations constructives» avec Haider en vue de la présidence du gouvernement provincial. «Je ne veux pas offrir au FPÖ le luxe d'un séjour dans l'opposition», dit-il.[\(10\)](#) Le chancelier fédéral Franz Vranitzky doit intervenir en personne et ordonne la mise en quarantaine du FPÖ. En fin de compte, la présidence de la province reste acquise à Christof Zematto, le leader de l'ÖVP en Carinthie. Pour ce résultat, Zematto a dû faire d'importantes concessions à Haider et garantir qu'aux prochaines élections, le premier parti pourra désigner le chef du gouvernement provincial.

Lors d'un congrès extraordinaire tenu le 8 avril à Villach, le FPÖ doit décider de ses consignes de vote pour le référendum du 12 juin 1994 sur

217

l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne. L'avis du FPÖ n'est plus ignoré dans le pays. Le ministre des Affaires étrangères Alois Mock (övp) et la secrétaire d'Etat Brigitte Ederer (SPÖ) s'adressent aux délégués au nom du gouvernement. Parmi les autres orateurs, on remarque Franz Ceska, porte-parole des patrons autrichiens, et Corrado Pirzio Biroli, ambassadeur de l'Union européenne à Vienne. Le conservateur Alois Mock, qui n'a jamais fermé la porte à une alliance avec Haider, voit dans sa participation au débat le signe du «début d'une nouvelle culture politique». «Il faut respecter les convictions de chacun», déclare Mock. La salle FPÖ le récompense de cette attitude courageuse par un tonnerre d'applaudissements. Tous les orateurs invités défendent l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne; pourtant, leur présence a surtout pour effet de dissimuler le manque de démocratie la plus élémentaire au FPÖ. Haider a l'habitude de faire prévaloir son avis. Après avoir été partisan de l'entrée dans l'Union européenne jusqu'à la mi-1992, le chef du FPÖ s'est peu à peu opposé à une Europe «centralisatrice» et «fédérale». Au congrès, il accable d'avance l'Europe de tous les maux que l'on voudra: augmentation du déficit de l'Etat, destruction du tissu agricole, criminalité accrue, immigration accrue, pression fiscale accrue et perte de la souveraineté nationale. Aucun cadre important du FPÖ n'ose contredire son chef en public,

bien que les sondages d'opinion font apparaître que seule une courte majorité des adhérents sont contre l'Union européenne. Kriemhild Trattnig, égérie de l'ultra-droite carinthienne, publiant de temps à autre dans le *Nationalzeitung*, la revue néo-fasciste allemande, sort le grand jeu et tire à boulets rouges contre ceux qui selon elle dominent l'Union européenne: les grands groupes industriels, les banques et les franc-maçons. Elle dépeint l'Union comme un mécanisme de redistribution de la richesse des peuples riches vers les peuples pauvres, qu'elle évoque dans sa tirade en parlant de «parasites» et de «fainéants». Manfred Brunner abonde dans son sens. «sans les cochons de payants que sont l'Allemagne et bientôt peut-être l'Autriche, l'Union européenne manque de carburant», persifle-t-il.⁽¹¹⁾ Bref, 85,5% des délégués du parti finissent par voter, avec Haider, contre l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne.

La campagne anti-européenne de Haider s'articule autour d'un slogan: «L'Autriche d'abord», et d'affiches: «Non à la criminalité sans limites», «Non au droit de vote des étrangers». Comme on le constate, c'est un ton où pourraient se reconnaître un Front National ou un Vlaams Blok. Le FPÖ a le soutien du journal à sensation *Täglich Alles* (Tout, tous les jours)

218

et du magazine à grand tirage *Die Woche*. Depuis peu, les sentiments nationalistes sont en recrudescence en Autriche, même à l'égard des Allemands. Un des grands thèmes des articles du *Täglich Alles* et du *Woche* est que l'Allemagne ne veut l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne que pour son propre intérêt.⁽¹²⁾ Le *Woche* parle «d'Anschluss». Le sommet de la phobie anti-européenne est atteint dans ce titre du *Woche*-, «Le Parlement européen veut que les homosexuels se marient et adoptent des enfants».⁽¹³⁾ Haider contribue lui aussi à l'atmosphère. Selon lui, la puanteur et le bruit du trafic de transit européen entraîneront une véritable catastrophe écologique au Tyrol et dans le pays de Salzbourg. Il se répand en déclarations démagogiques: «Je ne suis pas partisan d'un *Anschluss* par l'Allemagne. Pour cela, je vous renvoie au gouvernement, qui souhaite l'entrée de mon pays dans l'Union européenne. Moi, je suis pour une Autriche indépendante.» Andreas Mölzer et son jeune disciple Jürgen Hatzenbichler, tous deux collaborateurs du journal allemand *Junge Freiheit*, voient ces sorties contre l'Allemagne d'un mauvais œil. Haider clarifie ses positions dans un entretien accordé fin mai 1994 à *Junge Freiheit*. Distinguant entre Etat-nation et nation culturelle, il affirme pouvoir «appartenir à la fois à la nation autrichienne indépendante et à la communauté culturelle allemande».⁽¹⁴⁾

Le 12 juin 1994, c'est à une majorité très confortable - bien plus confortable que prévu - que les électeurs autrichiens se prononcent pour l'adhésion de leur pays à l'Europe. Les 65% de «oui», Haider ne les considère pas comme un échec pour autant. Après tout, le FPÖ a-t-il fait autre chose que de

donner un avis à ses partisans? Au congrès du parti à Linz, les 17 et 18 juin 1994, Haider est réélu par 96,6% des voix. Son comportement devient de plus en plus autoritaire; Haider impose le silence aux quelques voix critiques que le FPÖ compte encore. Erwin Hirnschall, importante personnalité libérale de Vienne, l'apprend à ses dépens, pour avoir trinqué avec l'organisation patronale autrichienne à la victoire du «oui» au référendum.(15) Pour beaucoup de grands industriels, les positions de Haider pendant le référendum sont un motif pour cesser leur contribution financière auFPÖ. A première vue, ils réduisent ainsi les chances du parti de former une coalition avec l'ÖVP. Mais les apparences sont trompeuses. Au sortir du scrutin, l'aile conservatrice de l'ÖVP, dominée par Alois Mock, ministre des Affaires étrangères et pourtant proeuropéen fervent, déclare n'exclure personne: c'est une avance à peine déguisée en direction du FPÖ. Josef Höchtel, gendre de Kurt Waldheim et diri-

219

géant du syndicat chrétien, partage la position de Mock.(16) Il en va de même pour d'influents caciques de l'ÖVP dans les provinces, comme Josef Krainer, Premier ministre de la Styrie, ou Erwin Pröll, Premier ministre de Basse-Autriche. Ce faisant, ils adoptent une ligne diamétralement opposée à celle du président de leur parti, le vice-chancelier Erhard Busek, issu des milieux catholiques progressistes. Busek s'oppose catégoriquement à toute coalition avec Haider.

Dans la période qui précède les élections législatives du 9 octobre 1994, Haider expose sa stratégie et ses plans d'avenir dans un entretien accordé au *Kurier*.(17) Il annonce qu'il veut être chancelier d'Autriche en 1998 au plus tard. Dans ce but, il se distancie désormais de son «idéologue en chef» Andreas Mölzer et d'autres néo-fascistes à la réputation douteuse. Dans le même temps, il pousse à l'avant-plan des personnalités au passé politique moins chargé, de préférence transfuges de l'ÖVP. Derrière Haider, tête de liste, les deuxième et troisième positions reviennent à deux anciens de l'ÖVP. Liane Höpinger-Lehrer, numéro deux sur la liste et docteur en droit, se ridiculise d'emblée en évoquant les «quatre millions d'étrangers» que l'Autriche nourrit sur son territoire. En 1992, l'Autriche compte 550.000 étrangers, soit 6,6% de la population totale. La juriste se plaint amèrement du «laxisme» de la Justice. «La perpétuité, c'est pour toujours», soupire-t-elle.(18) Le numéro trois a pour nom Hans Pretterebner. Un nom bien connu en Autriche: après avoir révélé le scandale du Lucona, ce journaliste se présente comme le Monsieur Propre de la politique.

Le FPÖ profite de la campagne électorale pour progresser en direction de la Troisième République autrichienne. Dans son «manifeste pour un renouveau politique», (19) le FPÖ salit les partis établis et les accuse de ne songer qu'à leurs propres intérêts, tout en ignorant le sort des petites gens. «L'Autriche ne peut pas rester la République des rouges et des noirs, elle doit devenir le *Heimat* de tous les Autrichiens», déclare le

manifeste. Le FPÖ veut remplacer le «système des privilèges» par une «communauté solidaire». Comme cet ensemble solidaire ne connaîtra plus de conflits entre couches sociales, les travailleurs seront priés de se plier à «l'intérêt commun». Le FPÖ rejette explicitement les principes de la démocratie représentative. Dans la Troisième République, le citoyen élira directement les maires des communes et les Premiers ministres des provinces. L'Autriche deviendra un régime présidentiel fort, dont le Président et Premier

220

ministre sera élu au suffrage direct. Les référendums permettront de connaître l'avis de la population concernant les grandes décisions en matière d'impôts, de budget et de politique d'immigration. Le FPÖ entend également mettre un terme à la pratique de la concertation sociale, dans laquelle les organisations des employeurs et des travailleurs déterminent la politique économique et sociale en concertation avec le gouvernement. Dans le collimateur du FPÖ, il y a surtout les *Bundesarbeiterkammer*, syndicats liés au SPÖ et auxquels adhèrent tous les travailleurs autrichiens. Ces associations sont chargées notamment de la gestion des régimes sociaux. Aux yeux du FPÖ, elles constituent une «puissance extra-parlementaire» considérable, contraire à la «liberté d'association». Le manifeste du FPÖ glorifie la «liberté individuelle» du travailleur et veut réduire la puissance collective des partenaires sociaux et des syndicats. Par ces propositions, le multimillionnaire Haider ouvre la voie à un recul social généralisé. La justice sociale est définie comme la «reconnaissance officielle d'inégalités légitimes». Le manifeste du FPÖ dénonce «l'abus des régimes sociaux» et prône une «plus grande flexibilité des conditions de travail», la reconnaissance du travail de la femme au foyer, une plus grande «responsabilisation des assurés sociaux», la concurrence entre assurances privées et sécurité sociale, sans oublier une médecine libérale. Suivent d'autres recettes: privatisation des services publics et des entreprises publiques, réduction de la pression fiscale, promotion de l'enseignement public, réduction du subventionnement des «élites culturelles», suppression du monopole de la radio-télédiffusion publique, responsabilité pénale des journalistes qui «abusent du droit à la libre expression», ligne dure en matière de répression de la criminalité, création d'une armée de métier, adhésion à l'OTAN, souveraineté de l'Autriche dans une confédération européenne élargie, arrêt de l'immigration afin de «préserver l'identité culturelle et la paix sociale». Jamais encore, le «patriotisme positif» et la *Heimatgefühl* n'avaient atteint une telle intensité. «L'Autriche, notre *Heimat*, est notre premier et plus grand bien commun», insiste le manifeste.

Le FPÖ mène sa campagne à grand renfort de moyens, avec hélicoptères, meetings dans toutes les grandes villes, vidéoclips, passages en discothèque, musiques traditionnelles et modernes, le tout ponctué par des slogans tels que «Il dit ce qu'on pense» ou «Tout honnête, tout Jörg». La télévision

reste l'arme favorite du parti. Dans un débat qui l'oppose au chancelier socialiste Franz Vranitzky, Haider brandit un panneau sur lequel figure simplement un montant: 181.000 schillings, le salaire extra-

221

vagant d'un dirigeant syndical des *Arbeiterkammer*. D'entrée de jeu, les partis de gouvernement sont acculés à la défensive. Le 9 octobre 1994, le FPÖ savoure le plus grand succès de sa carrière. Haider obtient 22,6% des voix, une progression de 6,2% en quatre ans. Ayant obtenu le suffrage de près d'un million d'électeurs, le FPÖ occupe 42 des 182 sièges au Parlement fédéral et devient le plus grand parti d'extrême-droite européen.

Au sortir du scrutin, Haider annonce la création d'un «mouvement de citoyens» destiné à réunir tous les nationalistes. Dans *Aula*, les jusqu'au-boutistes du nationalisme pangermanique Andreas Mölzer et Otto Scrinzi s'en prennent aux «yuppies sans principes» et avertissent que les bases idéologiques du parti sont menacées.⁽²⁰⁾ Mais il est trop tard pour renverser le courant. Lors de son congrès du 15 janvier 1995 à Linz, le FPÖ change son nom en *Die Freiheitlichen*, ou F en guise de sigle. La fonction de secrétaire général est supprimée et l'appareil du parti transformé en un *Büro Bündnis Bürger 98* (Bureau de l'union des citoyens 98). Haider proclame que cette association de citoyens sera en mesure de «combler le fossé béant entre les quarante mille adhérents du FPÖ et son million d'électeurs». Le nouveau mouvement sera constitué de plusieurs cercles concentriques. Le plus large comprendra les sympathisants, qui recevront une «carte d'information». Le deuxième cercle inclura les membres actifs. Ils doivent être de nationalité autrichienne et ne peuvent pas adhérer à un autre parti politique. Ils ont un droit de vote aux réunions du parti. Au troisième cercle appartiendront les candidats à des fonctions politiques.⁽²¹⁾ En supprimant d'un trait de plume tous les organes démocratiques de l'ancien parti, Haider réduit son association de citoyens à une machine à applaudir, à l'applaudir. Haider lui-même se prépare à une future union avec l'aile droite du parti populaire catholique (ÖVP). Au congrès de refondation, il décoche ses flèches habituelles à l'aide gauche de l'ÖVP et à Erhard Busek. En revanche, la sympathie de beaucoup d'intellectuels catholiques de droite pour le FPÖ apparaît à la lecture des *Annales pour la rénovation politique* publiées à l'occasion du congrès. Les intellectuels y abordent plusieurs thèmes significatifs: Robert Prantner, auteur lié à l'entourage de l'évêque Krenn, critique la franc-maçonnerie; Peter Meier-Bergfeld, rédacteur de l'hebdomadaire catholique et nationaliste allemand *Rheinischer Merkur*, suggère que l'Autriche est une construction artificielle; le professeur Werner Pfeifenberger, un partisan de l'apartheid sud-africain, argumente contre le «cosmopolitisme».

Haider lui-même a sa façon toute personnelle d'interpréter l'histoire. Début 1995, quatre Tsiganes sont assassinés par des néonazis dans la province de Burgenland. Le 8 février, le Conseil National (la chambre basse du Parlement) commémore les victimes en observant une minute de silence. Seul Haider suscite la polémique par une tirade contre la violence, qu'il faut combattre, mais qui n'est «ni de gauche, ni de droite». Parlant de la persécution des Tsiganes, il commet un lapsus qui ne passe pas inaperçu: il rappelle leur quasi-disparition dans les «camps de travail» pendant la guerre...

Tout en misant tout sur une future coalition avec l'ÖVP, le FPÖ refuse de se démarquer du néofascisme colporté en Autriche par des dizaines d'associations et de publications. Lors des élections municipales de mars 1995, plusieurs anciens du NPD sont candidats sur ses listes, comme Frank-Dieter Stanzel à Sankt Andrä-Wördern et Bernhard Blochberger à Krumbach. [\(22\)](#) Le 19 mars 1995, les *Freiheitlichen* font passer le nombre de leurs conseillers communaux de 366 à 677 en Basse-Autriche et de 266 à 691 en Styrie. Et dans le Vorarlberg, les élections municipales du 2 avril 1995 font des F, avec 16,2% des voix, le deuxième parti de la province.

Le parti catholique ÖVP fait les plus mauvais scores électoraux de son histoire. Aux yeux d'un groupe de dirigeants conservateurs des provinces, la responsabilité en incombe principalement à Erhard Busek, ancien maire de Vienne et leader de l'aile progressiste. Puisque la coalition avec le SPÖ vaut au parti un recul historique, un nombre grandissant de conservateurs souhaitent maintenir l'option d'une coalition entre ÖVP et Haider. Le 22 avril 1995, Busek est écarté et remplacé à la présidence du parti par Wolfgang Schüssel, ministre des Affaires économiques.

A peine un an après la formation d'un gouvernement de coalition avec le SPÖ, le nouveau leader de l'ÖVP veut la tenue de nouvelles élections en raison des différends entre catholiques et socialistes à propos du budget de 1995. Schüssel garde ouverte la possibilité d'une coalition avec Haider. Il juge certes que les idées de Haider concernant la Troisième République autrichienne sont quelque peu extrêmes, mais se retrouve dans ses propositions en matière de «maîtrise des coûts» de la sécurité sociale et de réduction d'impôts pour les employeurs. Et lorsqu'il s'agira de passer aux choses concrètes, tout porte à croire que l'ÖVP se ralliera sans trop de difficultés à Haider quand il proposera de refouler en masse les étrangers en situation irrégulière et les réfugiés de l'ex-Yougoslavie.

Dans cette ambiance de xénophobie, une militante des droits de l'homme et un médecin d'origine syrienne sont blessés le

16 octobre 1995 par des lettres piégées. Les attentats coïncident avec le début du procès contre deux néonazis, Peter Binder et Franz Radl, soupçonnés d'une autre série d'attentats à la lettre piégée.

Au même moment, Haider provoque un beau tollé par un discours prononcé à l'occasion d'une rencontre annuelle de la *Waffen-SS* à Krumpfendorf en Carinthie. Sur un enregistrement vidéo divulgué à son insu, l'Autriche peut le voir et l'entendre affirmer qu'il se réjouit de savoir «qu'il existe encore des gens honnêtes, qui font preuve de caractère et qui ont le cran de rester fidèles à leurs convictions jusqu'à aujourd'hui, même s'ils rament à contre-courant». Devant ce public d'ancien nazis, parmi lesquels se trouve la fille d'Himmler, Haider déclare que «la décence finira par triompher, même si nous ne sommes pas majoritaires pour l'instant. Mais notre supériorité spirituelle est décisive». Derrière Haider, on lit un slogan: «La camaraderie, l'honneur et la fidélité sont nos biens les plus précieux». Pendant la guerre, la devise des SS était «Notre honneur se nomme fidélité».

La perspective d'une coalition entre l'ÖVP et Haider fait revenir bon nombre d'électeurs vers le parti socialiste. Le 17 décembre 1995, le SPÖ obtient 38,3% des voix, 10% de plus que l'övp. Par rapport à 1994, l'électorat des *Freiheitlichen* se stabilise à 22,1%, ce qui correspond à un recul léger de 0,4%. Avec son million d'électeurs, Haider dirige toujours le plus important parti d'extrême-droite d'Europe.

Malgré sa défaite électorale, Wolfgang Schüssel poursuit son rapprochement avec Haider. Le 23 janvier 1996, le président du parti conservateur de Styrie, Waltraud Klasnic, est élu Premier ministre de la province avec l'appui des f. En contrepartie, un des poulains de Haider, Wilhelm Braudener, professeur en droit professant des opinions controversées sur l'époque nazie, est élu deuxième vice-président du Parlement national. Haider compte sur un essoufflement de la «grande coalition» au pouvoir, ce qui lui permettrait de réaliser, lors des prochaines élections législatives nationales, le rêve qu'il caresse depuis si longtemps: la chancellerie, à la tête d'un gouvernement de coalition associant *Freiheitlichen* et ÖVP.

224

BELGIQUE - [Table des matières](#)

Le Vlaams Blok

Sous l'impulsion du *Vlaams Nationaal Verbond* (Alliance nationale flamande - VNV), fondé en 1933 par Staf de Clercq, le nationalisme flamand d'avant-guerre se rapproche du fascisme. Pendant l'occupation, cette proximité se change en collaboration active. Peu après la libération, Karel Dillen reprend le fil de cet activisme un instant interrompu. Dillen est l'un des moteurs de la campagne pour l'amnistie, menée

dès 1947 par la *Sint-Arnoutsvendel* (Enseigne de Saint-Arnaud) et à partir de 1949 par la *Vlaamse Concentratie* (Concentration flamande). Dillen n'a qu'un objectif: la réhabilitation des anciens collaborateurs, ses sympathies allant en particulier à la fraction SS de la Flandre noire. Cyriel Verschaeve (prêtre, poète et volontaire du front de l'Est) et Ward Hermans (cofondateur de l'*Algemene SS-Vlaanderen*) sont présentés comme des symboles et des modèles, dont Dillen se donne pour mission de transmettre les purs idéaux.

Avec Bert Van Boghout, ancien de la *Waffen-SS*, Karel Dillen fonde *Were-Di* (Défends-toi), un mouvement de formation élitiste qu'il dirige en personne jusqu'en 1975. L'idéologie de *Were-Di* est celle de l'aile «thioise», la plus fasciste du VNV, et comprend la destruction de la Belgique. Malgré son extrémisme virulent, Karel Dillen trouve de 1957 jusqu'au début des années soixante-dix un refuge politique dans la *Volksunie* (Union populaire), parti où il devient l'avocat du *Vlaamse Militantenorde* (Ordre des militants flamands - VMO), un groupe paramilitaire et violent.

Par l'entremise de Bert Van Boghout, Dillen et Lode Claes, banquier et ancien collaborateur de la publication VNV *Volk en Staat* (Peuple et Etat), lancent aux élections de décembre 1978 une liste d'union nationaliste sous le nom de *Vlaams Blok* (Bloc flamand). Les élections sont placées sous le signe du pacte d'Egmont, un accord politique majeur prévoyant une réforme institutionnelle et la création de trois régions. L'extrême-droite dénonce ce pacte comme une «trahison à la Flandre». A la surprise générale, Dillen obtient un siège au Parlement. Filip Dewinter (NSV), Roeland Raes (Voorpost) et Xavier Buisseret (VMO) rejoignent le Vlaams Blok.

Sous le slogan «Notre peuple d'abord», le Vlaams Blok obtient 17% des voix et 10 conseillers aux élections municipales d'Anvers le 9 octobre

226

1988. Lors du «dimanche noir» des élections législatives du 24 novembre 1991, c'est la percée définitive. Le Vlaams Blok fait un score de 10,3%, c'est un véritable coup de tonnerre. Depuis, le Vlaams Blok n'est plus une «curiosité» de la vie politique. On peut reprocher beaucoup de choses à ce parti, mais pas un manque de clarté concernant ses véritables objectifs. C'est ce que montrent une fois de plus les «70 propositions pour le règlement de la question des étrangers» présentées début juin 1992 par Dewinter. On y évoque ouvertement un régime d'apartheid et de rapatriement forcé des immigrés de Belgique. Pratiquement tous les étrangers non-européens seront reconduits aux frontières. Dans sa politique de purification ethnique, le Vlaams Blok entend commencer par les trois catégories «difficiles» que constituent les criminels, les clandestins et les sans-emploi. Pour réduire autant que possible le coût de leur rapatriement, ils seront déportés à bord d'avions de transport Hercules C-

130. Le Vlaams Blok ne s'arrête pas aux étrangers: il s'en prendra aussi à «notre peuple». Le travailleur aura à donner le maximum pour son entreprise. La solidarité de classe entre travailleurs sera entravée. Le Vlaams Blok ne tolérera pas les syndicats, organisations autonomes de défense des ouvriers, qui «sèment la division» dans le «corps de la nation». C'est pourquoi le Blok veut imposer la personnalité juridique aux syndicats. Les chômeurs se verront proposer un service d'utilité collective. S'ils s'y soustraient, ils perdront leur droit aux indemnités après un an. Le Blok veut encore stocker les empreintes digitales des allocataires sociaux pour faciliter le dépistage des «fraudes».

Bien entendu, la grande majorité des hommes politiques respectables s'empressent de dénoncer les idées du Vlaams Blok. Les vertueuses condamnations ne suffisent cependant pas à enrayer l'avance du parti, qui a toute liberté pour mener campagne pour les élections municipales du 9 octobre 1994. C'est un nouveau «dimanche noir»: le Blok progresse et place 204 conseillers communaux. C'est à Anvers qu'il frappe le plus fort; il y obtient plus de 28% des voix et 18 des 55 sièges du conseil communal. Dewinter récolte 28 599 voix de préférence. Seul un patchwork de quatre partis permet de maintenir le Vlaams Blok hors du collège des bourgmestre et échevins.

Fort de ce succès électoral constant, le Vlaams Blok se sent assez sûr de lui pour attaquer les principes mêmes de la démocratie parlementaire lors des élections législatives de 1995. Sous son slogan «Table rase», surmonté d'un poing frappant sur la table, le Vlaams Blok attaque la «cor-

227

ruption de la classe politique au pouvoir». Articulant sa campagne sur des thèmes démagogiques, le Vlaams Blok dénonce l'immigration, la criminalité et la «Wallonie voleuse» - allusion à la prétendue inégalité des transferts entre Flandre et Wallonie dans le cadre de l'Etat belge. La seule lumière dans cette campagne grise et froide est que le citoyen semble désormais savoir quel sort le Vlaams Blok veut réserver à la démocratie. C'est ainsi que le Blok propose d'armer les citoyens dans la lutte contre l'insécurité. Le Blok songe à des matraques électrifiées et des bombes lacrymogènes. Bruxelles doit devenir la capitale d'une «république flamande autonome». Filip Dewinter appelle le Conseil Flamand (le parlement de la région flamande) à passer outre les lois de la Belgique et à proclamer l'indépendance de la Flandre. «J'estime que la Flandre ne pourra obtenir son indépendance que par la voie extra-parlementaire», affirme-t-il le 18 mai 1995 au journal néerlandais *De Volkskrant*. Il poursuit: «Si nous voulons l'indépendance de la Flandre, nous devons ignorer les lois de la Belgique. Je reste convaincu que la démocratie n'est possible que dans le cadre de communautés

ethniques homogènes. Il n'y a pas de démocratie en Belgique.»

Le parti libéral VLD, à Anvers plus encore qu'ailleurs, légitime les idées racistes du Vlaams Blok en adoptant, tout au long de la campagne, un profil très agressif sur le thème de la criminalité et de la sécurité. Mais cette stratégie agit comme un boomerang. Le 21 mai 1995, le Vlaams Blok renforce ses positions: il devient le premier parti à Anvers et progresse de près de 2% pour l'ensemble de la Flandre. Le Blok obtient 12,3% des voix pour le *Vlaamse Raad*. Occupant 11 sièges à la Chambre fédérale, 15 au *Vlaamse Raad* et 6 au Sénat fédéral, le Blok ne cesse de gagner en influence politique.

Il n'est donc pas étonnant que l'emprise du parti sur le mouvement flamand se renforce à vue d'œil. A vrai dire, le mouvement flamand se désagrège sous le poids du Vlaams Blok, qui mène une cabale contre Lionel Vandenberghe, président du Comité du pèlerinage de l'Yser. Vandenberghe veut explorer les possibilités d'une Belgique désormais fédérale, dans laquelle la Flandre dispose de son propre gouvernement, qui a compétence pour promulguer des lois et conclure des traités internationaux. Mais même ce «modéré» cède devant les pressions du Blok et déclare que la fédéralisation du pays ne sera pas terminée avant que la région flamande ne dispose d'une autonomie fiscale et financière et que la sécurité sociale, aujourd'hui matière fédérale, ne soit scindée et régionalisée.

228

En août 1995, 15 des 45 membres du Comité du pèlerinage de l'Yser rendent leur mandat en invoquant le fait que le Comité refuse de revendiquer l'indépendance immédiate de la Flandre. Les membres démissionnaires fondent le Forum du pèlerinage de l'Yser, placé sous la tutelle politique du Vlaams Blok. Le Forum est soutenu par Lieven Van Gerven (président du *Davidfonds*, la principale association culturelle du mouvement catholique), Peter De Roover (président du *Vlaamse Volksbeweging*) et Hugo Portier (dirigeant de *I'Algemeen Nederlands Zangverbond*). Le 27 août 1995, quelque trois mille manifestants restent sur la rive droite de l'Yser au lieu de rejoindre le lieu traditionnel du pèlerinage, sur la rive gauche. Ils scandent des slogans tels que «Belgique crève». La majorité des dissidents sont des sympathisants ou des responsables du Vlaams Blok.

En attendant de nouvelles élections, le Vlaams Blok s'emploie à renforcer son organisation. Le parti semble assez solide; il possède désormais un immeuble à Bruxelles, où il dispose de 70 collaborateurs rémunérés, d'un centre d'études, d'une cellule juridique et d'un institut de formation. Dans les années à venir, le Vlaams Blok projette d'augmenter ses effectifs (25.000 membres) et d'étoffer son organisation à l'échelon local (181 sections). Dans ce but, le parti est sur le point de lancer plus de 100 publications locales. De cette manière, le

Vlaams Blok entend se mettre en position pour participer au pouvoir sur le plan local vers l'an 2000.

Pour gagner la course au pouvoir, le Vlaams Blok s'efforce de se profiler comme le défenseur des pauvres et des faibles. En mars 1996, Filip Dewinter donne le signal d'une campagne publicitaire de grande envergure, sous le thème : «Du travail pour notre peuple d'abord».

La propagande du parti se focalise sur ses formules magiques habituelles : régionalisation de la sécurité sociale et réduction de la puissance des syndicats. Le VB tire à boulets rouges sur les syndicats catholique et socialiste, qui ont rayé quelque 200 adhérents du Vlaams Blok.

Pour séduire les couches moins aisées de la population, le Vlaams Blok propose une augmentation du salaire minimum et l'octroi d'un «minimum d'existence» à tous les retraités. La campagne entend également «rompre le monopole du parti socialiste sur la lutte sociale». Dans le même mouvement, le Vlaams Blok veut également casser la «mainmise» du parti socialiste sur la fête du 1er mai.

Le 1er mai 1996, 1200 membres du Vlaams Blok organisent un dépôt de gerbes devant la statue du prêtre Adolf Daens, qui au 19e siècle re-

229

groupa les travailleurs des industries contre la bourgeoisie conservatrice catholique. Devant les caméras de la télévision, Filip Dewinter déclare ouvertement la guerre aux socialistes : «Nous leur avons d'abord pris leurs électeurs. Aujourd'hui, nous leur prenons leurs symboles, demain, nous prendrons leur pouvoir».

Le Front national belge

La tache brune se répand également à Bruxelles et à la Wallonie, où l'organisation la plus active est le Front national belge (fnb), fondé le 30 septembre 1985 par le docteur Daniel Féret. La carrière politique de Féret débute au début des années soixante, lorsqu'il sympathise avec l'OAS française et avec le mouvement néo-fasciste Jeune Europe de Jean Thiriart. En 1971, Féret passe au parti libéral, le plp. sans être très rigoureux quant au tri de ses idées politiques passées, Féret figure tout de même sur la liste libérale aux élections législatives de 1974. Féret veut «imposer le respect», mais encore faut-il être respectable. Le 1er juillet 1987, la Cour d'appel de Mons le condamne à une peine d'un an de prison avec sursis pour avoir rédigé de fausses prescriptions médicales. Après ce jugement, Féret est rayé de l'Ordre des médecins pour une période de trois mois.

Le FN de Féret recrute dans les milieux néo-fascistes. C'est ainsi qu'il s'attache Emile Lecerf, collaborateur culturel

pendant la Deuxième Guerre mondiale et plus tard directeur du *Nouvel Europe Magazine*. Le 23 mai 1991, Féret conclut un accord avec le Parti des forces nouvelles (PFN), une organisation néonazie qui fusionne avec le FN. Daniel Gilson, leader historique du PFN et admirateur de Léon Degrelle, chef du mouvement rexiste, entre au bureau politique du FN. Féret cherche également à se rapprocher des néonazis d'Assaut, une organisation violente.

Cette radicalisation ne le prive pas du succès électoral. Lors des élections législatives du 24 novembre 1991, le FN obtient près de 30.000 voix en Wallonie et 33 534 voix (4,2%) à Bruxelles. Georges Matagne, le seul député du parti, est un ancien de Corée et ex-dirigeant du PFN. A Liège, le FN est concurrencé par le groupe agir, qui obtient 11 189 voix. Willy Freson, conseiller provincial nouvellement élu d'AGiR, a commis une attaque à main armée en 1980 après avoir milité au Front de la Jeunesse, interdit en 1981 comme milice armée après une série d'actions violentes, agir est dirigé par Robert Destordeur, un ancien cadre du PFN. Contrairement au

230

fn, qui défend une Belgique unitaire et monarchique, agir prône un nationalisme wallon fanatique.

L'organisation de FN et d'AGiR est médiocre et leur effectif réduit. Féret, président à vie, tente coûte que coûte de conserver tout le pouvoir au sein du parti, mais le FN est un terrain de chasse pour une série d'aventuriers aux ambitions de chef. Malgré ses luttes intestines, l'extrême-droite a pourtant le vent en poupe. Aux élections européennes du 12 juin 1994, plus de 218.000 Bruxellois et Wallons votent pour l'extrême-droite, FN (175.000) ou agir (43.000). Lors des élections municipales du 9 octobre 1994, le FN obtient 72 sièges, dont 46 à Bruxelles. Dans les communes bruxelloises de Molenbeek et d'Anderlecht, le FN devient le troisième parti avec 16,6 et 13,2% des voix. Dans des grandes villes wallonnes comme La Louvière et Charleroi, le FN récolte 14,4 et 10,5% des voix.

A la suite de ces succès, les tensions s'exacerbent au sein du parti. Frictions et scissions se suivent. Deux autres petits partis se constituent à la veille des élections législatives du 21 mai 1995. Une dizaine de mandataires FN wallons fondent Droite Nationale, dont la cheville ouvrière est Joseph Franz, ancien membre du CEPIC (l'aile droite du parti démocrate-chrétien PSC). Une poignée de conseillers communaux FN de Bruxelles lancent à leur tour Alliance Radicale. Cette scission entraîne des dirigeants FN tels que Patrick Sessler, ancien membre du PFN, et Nadine Lemmens, qui a fait la une des journaux en Belgique en faisant le salut hitlérien lors de sa prestation de serment en tant que conseillère communale de Bruxelles.

En dépit de tous les scandales, Féret peut compter sur une sympathie grandissante de la part de l'aile droite du PSC catholique et du prl libéral. Féret attire sur ses listes Marguerite Bastien, magistrale au Tribunal du travail de Bruxelles et militante du prl de longue date. Quant à la section bruxelloise du PRL-FDF, elle durcit peu à peu ses positions vis-à-vis des minorités. En témoigne par exemple un tract où elle attaque les intégristes «qui créent des réseaux terroristes» et où elle prône le «rapatriement collectif» des demandeurs d'asile et la limitation des prestations de la sécurité sociale pour les non-Européens. Ce raidissement traduit une crainte grandissante d'une percée du FN.

Quant à ce dernier, il estime que ses idées sont désormais largement acceptées par la population; son programme électoral est une longue litanie de menaces et de reproches adressés aux immigrés. Le «credo» du FN comporte toutefois quelques autres points qui méritent d'être signalés:

231

suppression progressive de l'impôt sur le revenu, augmentation de 25% du salaire des policiers, suppression du «monopole des syndicats politiques» et introduction d'un revenu parental compris entre 25.000 et 30.000 francs belges par mois.

Le 21 mai 1995, le FN poursuit sa progression et obtient 7,8% des voix pour la Chambre des représentants dans la province du Hainaut, 6,8% dans celle de Namur. Ce score lui vaut deux députés au Parlement national, 6 députés au Parlement régional bruxellois, 2 au Parlement régional wallon. Le succès, comme d'habitude, avive les conflits entre dirigeants.

Plusieurs cadres importants se désolidarisent de Daniel Féret; ainsi, le négationniste Patrick Sessler et la tout récente députée Marguerite Bastien. Bastien accuse Féret de comportement autoritaire et de détournement de fonds du parti à son profit personnel. Le 9 septembre 1995, Bastien est exclue du parti.

A partir de là, le cours des événements va s'accélérer. Le 16 septembre 1995, Bastien rassemble 75 opposants de Féret à Drogenbos. Parmi eux, d'anciens du Parti des force nouvelles et du groupe paramilitaire. l'Assaut, sans oublier Luc Eykerman, un pharmacien industriel d'Anderlecht ayant, selon un reportage de la RTBF, écoulé des médicaments périmés sur le marché africain. Bastien réussit également à convaincre des personnalités importantes telles que l'ancien sénateur PSC Noël de Burlin et les ex-PRL Roger Nols et Marie-Françoise De Fays. Mais son soutien le plus important - sur le plan symbolique en tout cas - lui vient de France. Bastien, dont le pedigree nationaliste est de bien meilleure tenue que celui de Féret, dont le comportement fantasque inspire une profonde méfiance aux milieux FN de France. Le 25

septembre 1995, Bastien reçoit la bénédiction de Le Pen. Le 4 janvier 1996, le journal officiel belge publie les statuts d'un nouveau FN. Lors de la conférence de presse inaugurale, Bastien est accompagné par Yvan Blot, envoyé de Le Pen. Bastien devient un pôle d'attraction de plus en plus important. Fin avril 1996, son nouveau parti enregistre l'adhésion de Joseph Franz, importante personnalité FN de Liège, et de 22 mandataires communaux wallons.

Bien que Féret semble désormais sur le retour, il réussit le 4 mai 1996 à se faire réélire président d'un parti aux rangs plus clairssemés. Il renforce même son pouvoir en s'entourant de deux vice-présidents fidèles: Hu-

232

gués Wailliez, son gendre, et Georges Matagne. Il se peut que Féret disparaisse de la scène politique, mais Bastien maintiendra alors son cap idéologique.

233

Notes - [Table des matières](#)

Italie

(1) Bertoldi, Silvio, *La Guerra Parallela, 8 Settembre 1943 - 25 Aprile 1945*, Milan, Sugarco, 1963.

(2) Mammarella, G., *L'Italia contemporanea 1943-1985*, Bologne, Il Mulino, 1985.

(3) Murgia, Pier Giuseppe, *Il Vento del Nord: Storia e Cronica del Fascismo dopo la Resistenza, 1945-51*, Milan, Sugarco, 1975.

(4) Loftus, John, *The Belarus Secret*, New York, Knopf, 1982.

(5) Setta, Sandro, *La Destra nell'Italia del dopoguerra*, Editori Laterza, 1995.

(6) Gelli, Licio, *La verità*, Demetra Edizioni, Lugano

(7) Murgia, *Il vento del Nord*, Milan, Sugarco, 1975.

(8) Rosembaum, Peter, *Il nuovo fascismo. Da Salò ad Almirante. Storia del MSI*, Milan, Feltrinelli, 1975.

(9) CIA: *The Pike Report*, Nottingham, Spokesman, 1977.

(10) Ignazi, *Il Polo escluso. Profile del MSI*, Bologne, Il Mulino, 1972.

- [\(11\)](#) Spotts, Frédéric; Wieser Theodor, *Italy. A Difficult Democracy*, Londres, 1986.
- [\(12\)](#) Galli, G., *U difficile governo*, Bologne, Il Mulino, 1989.
- [\(13\)](#) Barbieri, Daniele, *Agenda nera. Trent'anni di neofascismo in Italia*, Rome, Coines, 1976.
- [\(14\)](#) Zangrandi, Ruggero, *Inchiesta sul SIFAR*, Rome, Riuniti, 1970.
- [\(15\)](#) Mamarella, G., *L'Italia contemporanea 1943-1985*, Bologne, Il Mulino, 1985.
- [\(16\)](#) Barbieri, Andrea, *L'Italia della P2*, Milan, Mondadori, 1981.
- [\(17\)](#) de Simone, Cesare, *La Pista Nera*, Rome, Riuniti, 1972.
- [\(18\)](#) *Défense de l'Occident*, n° 121, 1976.
- [\(19\)](#) Porta Della, *Terrorismi in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1984.
- [\(20\)](#) di Michele, Stefano; Galiani, Alessandro, *Mal di destra*, Milan, Sperling & Kupfer Editori, 1995.
- [\(21\)](#) Addio, Duce, *La biografia di G. Fini*, Goffredo Locatelli & Daniele Martini Longanesi, Milan, 1994.
- [\(22\)](#) *Libération*, 24 mars 1994.
- [\(23\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 23 mai 1988.
- [\(24\)](#) *20 anni di lotte e di sogni*, Fronte della Gioventù de Triest, 1991
- [\(25\)](#) *L'Unità*, 16 décembre 1994.
- [\(26\)](#) Bossi, Umberto; Vimercati, Daniele, *La Rivoluzione*, Sperling & Kupfer, Milan, 1993.
- [\(27\)](#) *L'Espresso*, 29 avril 1994.
- [\(28\)](#) *L'Indipendente*, 13 novembre 1992.
- [\(29\)](#) *L'Indipendente*, 1er décembre 1992.
- [\(30\)](#) *Le Monde Diplomatique*, janvier 1994.
- [\(31\)](#) *La Repubblica*, 27 septembre 1993.
- [\(32\)](#) *La Stampa*, 22 novembre 1993.

- [\(33\)](#) *Corriere della Sera*, 5 décembre 1993.
- [\(34\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 12 décembre 1993.
- [\(35\)](#) *La Stampa*, 14 décembre 1993.
- [\(36\)](#) *L'Italia*, 2 février 1994.
- [\(37\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 23 janvier 1993.
- [\(38\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 29 janvier 1993.
- [\(39\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 27 janvier 1993.
- [\(40\)](#) *La Stampa*, 24 janvier 1994.
- [\(41\)](#) *La Repubblica*, 27 janvier 1994.
- [\(42\)](#) *L'Espresso*, 22 avril 1994.
- [\(43\)](#) *Avvenimenti*, 2 novembre 1994.
- [\(44\)](#) *La Stampa*, 1er avril 1994.
- [\(45\)](#) *L'Italia*, 27 avril 1994.
- [\(46\)](#) *L'Italia*, 27 avril 1994.
- [\(47\)](#) *Le Monde*, 26 avril 1994.
- [\(48\)](#) *Corriere della Sera*, 22 avril 1994.
- [\(49\)](#) *L'Unità*, 16 décembre 1994.
- [\(50\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 12 mai 1994.
- [\(51\)](#) *Le Monde*, 13 mai 1994.
- [\(52\)](#) *L'Espresso*, 29 avril 1994.
- [\(53\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 12 mai 1994.
- [\(54\)](#) *La Stampa*, 3 juin 1994.
- [\(55\)](#) *L'Italia*, 8 juin 1994.
- [\(56\)](#) *Pagine Libéré*, juillet 1994.
- [\(57\)](#) *L'Italia*, 8 juin 1994.
- [\(58\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 31 mai 1994.

- [\(59\)](#) *La Repubblica*, 13 juin 1994.
- [\(60\)](#) *L'Espresso*, 22 avril 1994.
- [\(61\)](#) *Le Monde Diplomatique*, janvier 1995.
- [\(62\)](#) *Il Manifesta*, 13 juillet 1994.
- [\(63\)](#) *Identità*, octobre 1994.
- [\(64\)](#) *L'Italia*, 20 août 1994.
- [\(65\)](#) *Identità*, novembre 1994.
- [\(66\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 15 octobre 1994.
- [\(67\)](#) *L'Italia*, 16 février 1994.
- [\(68\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 15 octobre 1994.
- [\(69\)](#) *Identità*, novembre 1994.
- [\(70\)](#) Caprettini, *La nuova destra*, Edizioni Arbor, 1995.
- [\(71\)](#) Ignazi, Piero, *Postfascisti?*, Il Mulino, Bologne, 1994.
- [\(72\)](#) *Linea*, numéro 1, décembre 1994.
- [\(73\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 27 janvier 1995.
- [\(74\)](#) *Il Nazionale*, 28 janvier 1995.
- [\(75\)](#) *Linea*, janvier 1995.
- [\(76\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 11 février 1995.
- [\(77\)](#) *Pensiamo l'Italia*, Il domani c'è Già. Valori, idee e progetti per l'Alleanza Nazionale.
- [\(78\)](#) *Il Secolo d'Italia*, 15 avril 1995.

France

- [\(1\)](#) *Le Nouvel Observateur*, 29 septembre 1994.
- [\(2\)](#) *Présent*, 3 avril 1985.
- [\(3\)](#) *Défense de l'Occident*, mars 1976.
- [\(4\)](#) *Europe et Patrie*, juin 1993.
- [\(5\)](#) *Identité*, janvier 1992.

- [\(6\)](#) *Itinéraires*, n° 2, 1993.
- [\(7\)](#) *National Hebdo*, 7 octobre 1993.
- [\(8\)](#) *National Hebdo*, 17 février 1994.
- [\(9\)](#) *National Hebdo*, 10 février 1994.
- [\(10\)](#) *Présent*, 14 septembre 1993.
- [\(11\)](#) *Présent*, 7 septembre 1993.
- [\(12\)](#) *Débats du Parlement européen*, 20 janvier 1994.
- [\(13\)](#) *Présent*, 16 septembre 1993.
- [\(14\)](#) *National Hebdo*, 20 janvier 1994.
- [\(15\)](#) *Présent*, 28 septembre 1993.
- [\(16\)](#) *Présent*, 29 octobre 1993.
- [\(17\)](#) *National Hebdo*, 21 avril 1994.
- [\(18\)](#) *National Hebdo*, 21 avril 1994.
- [\(19\)](#) *National Hebdo*, 21 avril 1994.
- [\(20\)](#) *Présent*, 10 septembre 1994.
- [\(21\)](#) *Le Monde*, 13 septembre 1994.
- [\(22\)](#) *Présent*, 15 septembre 1994.
- [\(23\)](#) *National Hebdo*, 21 septembre 1994.
- [\(24\)](#) *National Hebdo*, 21 septembre 1994.
- [\(25\)](#) *Présent*, 20 septembre 1994.
- [\(26\)](#) *Le Monde*, 16 décembre 1993.
- [\(27\)](#) *Présent*, 15 juin 1995.
- [\(28\)](#) *National Hebdo*, 3 février 1994.
- [\(29\)](#) *Débats du Parlement européen*, 17 novembre 1993.
- [\(30\)](#) *Débats du Parlement européen*, 9 mars 1993.
- [\(31\)](#) *Débats du Parlement européen*, 11 février 1993.

- [\(32\)](#) *Débats du Parlement européen*, 16 septembre 1992.
- [\(33\)](#) *Débats du Parlement européen*, 16 décembre 1993.
- [\(34\)](#) *Prois cents mesures pour la renaissance de la France*, Editions Nationales, février 1993.
- [\(35\)](#) *Ras l'front*, novembre 1993.
- [\(36\)](#) *Présent*, 11 novembre 1993.
- [\(37\)](#) *Le rêveur casqué*, Laffont, 1972.
- [\(38\)](#) *Débats du Parlement européen*, 1er décembre 1993.
- [\(33\)](#) *Le Monde*, 18 janvier 1994.
- [\(40\)](#) *Les étrangers en France*, insee, 1994.
- [\(41\)](#) *Débats du Parlement européen*, 21 avril 1993.
- [\(42\)](#) *Débats du Parlement européen*, 21 janvier 1993.
- [\(43\)](#) *National Hebdo*, 20 janvier 1994.
- [\(44\)](#) *Présent*, 22 septembre 1993 et *National Hebdo*, 20 janvier 1994.
- [\(45\)](#) *Le Point*, 13 août 1994.
- [\(46\)](#) *National Hebdo*, 20 octobre 1994.
- [\(47\)](#) *Identité*, n° 22, 1994.
- [\(48\)](#) *Débats du Parlement européen*, 16 septembre 1992.
- [\(49\)](#) *Présent*, 15 juin 1995.
- [\(50\)](#) *National Hebdo*, n° 556.
- [\(51\)](#) *Le Pen. La France*, n° 212, mars 1995.
- [\(52\)](#) *National Hebdo*, 9 février 1995.
- [\(53\)](#) *National Hebdo*, 16 février 1995.
- [\(54\)](#) *National Hebdo*, 16 février 1995.
- [\(55\)](#) *Le Monde*, 13 juillet 1995.
- [\(56\)](#) *Débats du Parlement européen*, 21 janvier 1993.

- [\(57\)](#) *Présent*, 8 janvier 1994.
- [\(58\)](#) *Présent*, 19 mars 1994.
- [\(59\)](#) *Présent*, 26 février 1994.
- [\(60\)](#) *Présent*, 8 mars 1994.
- [\(61\)](#) *Débats du Parlement européen*, 15 juillet 1993.
- [\(62\)](#) *National Hebdo*, 20 octobre 1994.
- [\(63\)](#) *Présent*, 7 décembre 1994.
- [\(64\)](#) *Présent*, 15 octobre 1994.
- [\(65\)](#) *Présent*, 15 octobre 1994.
- [\(66\)](#) *Présent*, 31 décembre 1994.
- [\(67\)](#) *Présent*, 17 juin 1995.
- [\(68\)](#) *Présent*, 31 décembre 1994.
- [\(69\)](#) *Présent*, 26 octobre 1994.
- [\(70\)](#) *Présent*, 22 décembre 1994.
- [\(71\)](#) *Présent*, 24 novembre 1994.
- [\(72\)](#) *National Hebdo*, 20 octobre 1994.
- [\(73\)](#) *Présent*, 13 août 1993.
- [\(74\)](#) *Présent*, 21 octobre 1993.
- [\(75\)](#) *Débats du Parlement européen*, 2 décembre 1993.
- [\(76\)](#) *Débats du Parlement européen*, 17 janvier 1994.
- [\(77\)](#) *Débats du Parlement européen*, 15 juin 1993.
- [\(78\)](#) *Présent*, 8 décembre 1994.
- [\(79\)](#) *National Hebdo*, 9 février 1995.
- [\(80\)](#) *Débats du Parlement européen*, 5 juillet 1993.
- [\(81\)](#) *Identité*, novembre 1990.
- [\(82\)](#) *Débats du Parlement européen*, 10 juin 1992.

- [\(83\)](#) *Débats du Parlement européen*, 7 avril 1992.
- [\(84\)](#) *Débats du Parlement européen*, 9 juin 1992.
- [\(85\)](#) *Identité*, septembre 1992.
- [\(86\)](#) *Présent*, 8 décembre 1994.
- [\(87\)](#) *Débats du Parlement européen*, 10 juin 1992.
- [\(88\)](#) *Présent*, 18 septembre 1992.
- [\(89\)](#) *National Hebdo*, 25 juin 1992.
- [\(90\)](#) *Libération*, 26 août 1991.
- [\(91\)](#) *Présent*, 5 août 1992. (
- [\(92\)](#) *National Hebdo*, 24 septembre 1992.
- [\(93\)](#) *La Lettre de Le Pen*, novembre 1992.
- [\(94\)](#) *Présent*, 8 février 1995.
- [\(95\)](#) *Le Monde*, 26 octobre 1993.
- [\(96\)](#) *National Hebdo*, 14 octobre 1993.
- [\(97\)](#) *National Hebdo*, 16 février 1995.
- [\(98\)](#) *Débats du Parlement européen*, 18 novembre 1993.
- [\(99\)](#) *La Lettre de Le Pen*, mars 1995.
- [\(100\)](#) *Unis cents mesures pour la renaissance de la France*, Editions Nationales, février 1993.
- [\(101\)](#) *Europe et Patrie*, 5 août 1992.
- [\(102\)](#) *Le Nouvel Observateur*, 23 mai 1995.
- [\(103\)](#) *Présent*, 29 décembre 1993.
- [\(104\)](#) *Présent*, 26 novembre 1993.
- [\(105\)](#) *National Hebdo*, 2 décembre 1993.
- [\(106\)](#) *La Lettre de Le Pen*, février 1994.
- [\(107\)](#) *La Lettre de Le Pen*, février 1994.
- [\(108\)](#) *La Lettre de Le Pen*, janvier 1994.

- [\(109\)](#) *Présent*, 1er avril 1994.
- [\(110\)](#) *National Hebdo*, 24 mars 1994.
- [\(111\)](#) *National Hebdo*, 14 mai 1994.
- [\(112\)](#) *Newsweek*, 15 juin 1992.
- [\(113\)](#) *Le Point*, 18 juin 1994.
- [\(114\)](#) *Figaro*, 17 juin 1994.
- [\(115\)](#) *Présent*, 4 décembre 1994.
- [\(116\)](#) *Présent*, 17 septembre 1994.
- [\(117\)](#) *Présent*, 18 juin 1994.
- [\(118\)](#) *Présent*, 20 septembre 1994.
- [\(119\)](#) *Le Monde*, 29 décembre 1994.
- [\(120\)](#) *La Lettre de Le Pen*, mai 1995.
- [\(121\)](#) *National Hebdo*, 20 avril 1995.
- [\(122\)](#) *Présent*, 3 février 1995.
- [\(123\)](#) *Information*, 9 février 1995.
- [\(124\)](#) *Présent*, 3 décembre 1994.
- [\(125\)](#) *National Hebdo*, 11 mai 1995.
- [\(126\)](#) *National Hebdo*, 5 mai 1995.
- [\(127\)](#) *Libération*, 12 mai 1995.
- [\(128\)](#) *Présent*, 20 mai 1995.
- [\(129\)](#) *National Hebdo*, 15 juin 1995.
- [\(130\)](#) *Présent*, 17 juin 1995.

Allemagne

- [\(1\)](#) *Débats du Parlement européen*, 4 avril 1990.
- [\(2\)](#) Nolte, Ernst, *Martin Heidegger*, Propyläen, 1992.
- [\(3\)](#) *Débats du Parlement européen*, 20 janvier 1993.

- [\(4\)](#) *Débats du Parlement européen*, 23 octobre 1991.
- [\(5\)](#) *Débats du Parlement européen*, 24 octobre 1991.
- [\(6\)](#) *Nation Europa*, mai 1994.
- [\(7\)](#) *Junge Freiheit*, juillet/août 1993.
- [\(8\)](#) Weissmann, Karlheinz, *Rückruf in die Geschichte*, Ullstein, 1992.
- [\(9\)](#) Nolte, Ernst, *Streitpunkte. Heutige und künftige Kontroversen um den Nazionalsozialismus*, Propyläen, 1993.
- [\(10\)](#) *Débats du Parlement européen*, février 1993.
- [\(11\)](#) *Nationalzeitung*, 17 juin 1994.
- [\(12\)](#) *Nationalzeitung*, 2 septembre 1994.
- [\(13\)](#) *Nationalzeitung*, 21 mai 1993.
- [\(14\)](#) *Nationalzeitung*, 23 décembre 1994.
- [\(15\)](#) *Nationalzeitung*, 29 juin 1994.
- [\(16\)](#) Maser, Werner, *Der Wortbruch. Hitler, Stalin und der Zweite Weltkrieg*, Olzog Verlag, 1994.
- [\(17\)](#) *Nationalzeitung*, 17 juin 1994.
- [\(18\)](#) *Nationalzeitung*, 22 juillet 1994.
- [\(19\)](#) *Nationalzeitung*, 12 août 1994.
- [\(20\)](#) *Nationalzeitung*, 19 novembre 1993.
- [\(21\)](#) *Nationalzeitung*, 29 juillet 1994.
- [\(22\)](#) *Süddeutsche Zeitung*, 18 septembre 1993.
- [\(23\)](#) Schäuble, Wolfgang, *Und der Zukunft zugewandt*, Siedler Verlag, 1994.
- [\(24\)](#) *Profil*, n° 41, 1994.
- [\(25\)](#) *Nationalzeitung*, 4 mai 1994.
- [\(26\)](#) *Die Deutsche Stimme*, 12/1994.
- [\(27\)](#) *Die Deutsche Stimme*, 4/1995.

- [\(28\)](#) *Nationalzeitung*, 25 février 1994.
- [\(29\)](#) *Die Deutsche Stimme*, 3/1995.
- [\(30\)](#) *Junge Freiheit*, 10/1995.
- [\(31\)](#) *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (faz), 14 février 1995.
- [\(32\)](#) *Débats du Parlement européen*, 20 novembre 1990.
- [\(33\)](#) *Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung* 68, 1991.
- [\(34\)](#) *Republikaner*, n°4, 1993.
- [\(35\)](#) *Débats du Parlement européen*, 14 mars 1991.
- [\(36\)](#) *Débats du Parlement européen*, 9 octobre 1991.
- [\(37\)](#) *Débats du Parlement européen*, 8 février 1994.
- [\(38\)](#) *Le Soir*, 14 décembre 1993.
- [\(39\)](#) *Der Spiegel*, 2/1994.
- [\(40\)](#) *Le Monde Diplomatique*, mars 1994.
- [\(41\)](#) *Débats du Parlement européen*, 6 février 1994.
- [\(42\)](#) *Fritz*, novembre 1992, *Ostpreussenblatt*, 23 avril 1994.
- [\(43\)](#) *Deutscher Ostdienst*, n° 13, 1995.
- [\(44\)](#) *Débats du Parlement européen*, 18 novembre 1992.
- [\(45\)](#) *Bundesamt für Verfassungsschutz*, Rapport annuel 1992.
- [\(46\)](#) *Débats du Parlement européen*, 21 avril 1993.
- [\(47\)](#) *Nation Europa*, février 1993.
- [\(48\)](#) *Débats du Parlement européen*, 17 septembre 1992.
- [\(49\)](#) *Nationalzeitung*, 21 mai 1993.
- [\(50\)](#) *Nationalzeitung*, 5 mars 1993.
- [\(51\)](#) *Nationalzeitung*, 28 mai 1993.
- [\(52\)](#) *Nationalzeitung*, n° 59 et 60, 1993.
- [\(53\)](#) Maunz, Theodor, *Droit Allemand*, 1935.

- [\(54\)](#) *Nationalzeitung*, 8 avril 1994.
- [\(55\)](#) *Nationalzeitung*, 29 juillet 1994.
- [\(56\)](#) *Nationalzeitung*, 15 juin 1994.
- [\(57\)](#) *Nationalzeitung*, 15 juillet 1994.
- [\(58\)](#) *Nationalzeitung*, 14 octobre 1994.
- [\(59\)](#) *Nationalzeitung*, 30 septembre 1994.
- [\(60\)](#) *Débats du Parlement européen*, 17 septembre 1992.
- [\(61\)](#) *Republikaner*, 2-1993.
- [\(62\)](#) *Focus*, n° 23, 1993.
- [\(63\)](#) *Nation Europa*, juillet 1993.
- [\(64\)](#) *Focus*, n° 23, 1993.
- [\(65\)](#) *Der Spiegel*, n° 25/94.
- [\(66\)](#) *Frankfurter Allgemeine Zeitung (faz)*, 23 décembre 1993.
- [\(67\)](#) *Der Spiegel*, 45/93.
- [\(68\)](#) *Junge Freiheit*, 17/94.
- [\(69\)](#) *Frankfurter Allgemeine Zeitung (faz)*, 30 mars 1994.
- [\(70\)](#) *Junge Freiheit*, n° 22, 1994.
- [\(71\)](#) *Europa vorn*, 1 mai 1994.
- [\(72\)](#) *Nationalzeitung*, 3 juin 1994.
- [\(73\)](#) *Der Spiegel*, 25/94.
- [\(74\)](#) *Nation Europa*, juin 1994.
- [\(75\)](#) *Junge Freiheit*, 11 novembre 1994.
- [\(76\)](#) *Die Welt*, 11 janvier 1995.

Autriche

- [\(1\)](#) *Freiheitliche Pressedienst*, 16 novembre 1986.
- [\(2\)](#) *Staatsbriefe*, 6-7/1991.

- (3) *Der Standard*, 13 mars 1992.
- (4) *Kurier*, 5 mars 1992.
- (5) *Der Spiegel*, 13/1993.
- (6) *Basta*, 3, 1993.
- (7) *Nation Europa*, janvier 1994.
- (8) *Nation Europa*, février 1994.
- (9) *Profil*, 15 mars 1994.
- (10) *Kurier*, 7 avril 1994.
- (11) *Kurier*, 9 avril 1994.
- (12) *Täglich Alles*, 6 juin 1994.
- (13) *Die Woche*, n_ 23, 1994.
- (14) *Junge Freiheit*, 27 mai 1994.
- (15) *Kurier*, 19 juin 1994.
- (16) *Profil*, 13 août 1994.
- (17) *Kurier*, 21 août 1994.
- (18) *Profil*, 35/1994.
- (19) *Freiheitliche Thesen zur politischen Erneuerung Österreichs*
- (20) *Profil*, 37/1994.
- (21) *Junge Freiheit*, 1/1995.
- (22) *Profil*, 13 mars 1995.

Index - [Table des matières](#)

A - [Table des matières](#)

Abbatangelo, Massimo [21](#), [53](#)

Abitbol, William [124](#)

Abs, Hermann Josef [142](#)

Accame, Giano [28](#), [31](#), [46](#)

Affatigato, Marco [23](#)

Agnelli, Gianni [26](#), [51](#)

Albertazzi, Giorgio [51](#)

Albertini, Georges [79](#), [124](#)

Alemanno, Giovanni [63-64](#)

Allot, Emmanuel [77](#), [79](#)

Almirante, Assunta [41](#), [51](#), [58](#), [62](#)

Andreotti, Giulio [14](#), [33](#), [36](#), [41](#), [56](#)

Antony, Bernard [80](#), [83](#), [90-92](#), [95](#), [99](#), [104](#),
[108](#) , [125](#)

Apfel, Holger [188](#)

Arfel, Jean-Louis, [77](#)

Armani, Pietro [41](#), [64](#)

Augier, Marc [77](#), [81](#)

B - [Table des matières](#)

Baeckeroot, Christian [90](#), [133](#)

Baghino, Giulio [25](#), [31](#), [63](#)

Bandera, Stepan [175](#)

Bardet Jean-Claude [90](#), [98](#), [126](#)

Bardèche, Maurice, [63](#), [79](#), [86](#), [124](#), [126](#), [143](#)

Barning, Arnulf [162](#)

Barrés, Maurice [74](#), [83](#)

Barthélémy, Victor [77](#), [89](#)

Bastien-Thiery, Jean, [89](#)

Berlinguer, Enrico [23](#)

Berlusconi, Silvio [24-69](#)

Berlusconi, Veronica [57](#)

Berselli, Filippo [50](#)

Biaggi, Jean-Baptiste, [81](#)

Binder, Peter [224](#)

Biondi, Alfredo [40](#), [48](#), [55](#)

Birindelli, Gino [20](#), [21](#)

Bitauld, Philippe, [116](#)

Blochberger, Bernhard, [223](#)

Blot, Yvan [91](#), [112-113](#), [182](#), [232](#)

Bompard, Jacques, [90](#), [133](#)

Borghese, Junio Valerio [14-20](#)

Borghezio, Mario [31](#), [50](#), [68](#)

Borsellino, Paulo [29](#)

Bortone, Adriana Poli [41](#), [49](#), [56](#)

Boschiero, Sergio [31](#)

Boso, Erminio [68](#)

Bossi, Umberto [26-69](#)

Bousquet, Pierre [79](#), [85](#)

Bousquet, René [76](#), [78](#), [85](#)

Bösch, Udo [191](#), [199](#)

Brassié, Anne [86](#)

Braudener, Wilhelm [224](#)

Brigneau, François [79-80](#), [82](#), [85](#), [87](#), [89](#)

Brunner, Manfred [161](#), [165](#), [196](#), [203](#), [216](#), [218](#)

Bubis, Ignatz [159](#), [185](#), [197](#)

Buisseret, Xavier, [226](#)

Buontempo, Teodoro [19](#), [37-63](#)

Burger, Norbert [209](#), [211](#)

Buscaroli, Piero [53](#)

Busse, Friedhelm, [179](#)

Buttiglione, Rocco [56](#), [65](#)

C - [Table des matières](#)

Calvet, Jacques, [114](#)

Caprinetti, Alessandro, [66](#)

Casini, Pierferdinando [65](#)

Céline, Louis-Ferdinand [75](#), [78](#), [83](#), [136](#)

Chaboche, Dominique, [125](#)

Chiaie, Stefano delle, [19](#)

Christophersen, Thies, [163](#)

Ciampi, Carlo Azeglio [33](#), [35](#)

Cillero, Luis-José [123](#)

Claes, Lode [226](#)

Cossiga, Francesco [28-31](#), [51](#), [65](#)

Coston, Henry [77](#), [80](#), [106](#)

Courcelle, Bernard [132](#)

Czaja, Herbert [171](#), [177](#)

D - [Table des matières](#)

d'Onofrio, Francesco [31](#), [40](#)

Damand, Joseph, [77-78](#)

de Benoist Alain [23](#), [52](#), [126](#)

de Clercq, Staf226

de Habsbourg, Otto [41](#), [164](#)

De Marsanich, Augusto [16](#), [17](#)

de Perier, Robert, [81](#)

De Roover, Peter [229](#)

de Rostolan, Michel, [84](#), [127](#)

de Villiers, Philippe, [84](#), [115](#), [127](#), [130](#), [198](#)

Deckert, Günther, [148](#), [159](#), [163](#), [185](#), [188-189](#)

Degrelle, Léon, [82](#), [136](#), [149](#), [230](#)

Dehoust, Peter [180](#)

Descaves, Pierre [90](#), [100](#), [125](#), [132](#)

Destordeur, Robert, [230](#)

Dewinter, Filip [123](#), [126](#), [226](#), [228-230](#)

Déat, Marcel [75](#), [79](#)

di Crollanza, Arnaldo [49](#)

Di Pietro, Antonio [29](#)

Dides, Jean [79](#)

Dillen, Karel, [226](#)

Dini, Lamberto [60](#), [68](#)

Diwald, Helmut [153](#), [189](#)

Dollfuss, Engelbert [208](#)

Doriot, Jacques, [75](#), [77](#), [95](#), [135-136](#)

Dregger, Alfred [160](#), [164-165](#), [203](#)

Drieu La Rochelle, Pierre Eugène [75](#)

Drumont, Edouard [74](#), [77](#), [136](#)

Dubois, Jean-Michel, [115](#), [125](#)

Dufraisse, André [77](#), [79](#), [115](#)

Durand, Pierre [79-80](#), [83](#), [89](#), [125](#)

E - [Table des matières](#)

Eberhardt, Michel, [136](#)

Ehrhardt, Arthur, [143](#), [180](#)

Eibicht, Rolf-Josef, [165](#)

Enzenberger, Hans Magnus [152](#)

Eucken, Walter [49](#)

Evola, Julius [13](#), [16](#)

F - [Table des matières](#)

Fassa, Raimondo [32](#)

Fatna, Huguette [99](#)

Faurisson, Robert, [87](#)

Ferrari-Brunnenfeld, Mario [209](#)

Féret, Daniel, [230](#), [232](#)

Fini, Gianfranco, [22-69](#)

Fiori, Publio, [31](#), [36](#), [50](#)

Fisichella, Domenico, [31](#), [33](#), [40](#), [49](#), [64](#)

Fleissner, Herbert [149](#), [178](#)

Formentini, Marco [34](#), [35](#)

Franz, Joseph [231-232](#)

Freda, Franco [20](#), [44](#)

Freson, Willy [230](#)

Frey, Gerhard [144](#), [155](#), [158](#), [163](#), [165](#), [172](#),
[174](#) , [180](#)

Friedman, Milton [49](#), [111](#)

Friedrich, Peter, [209](#)

Frischenschlager, Friedhelm [210](#)

G - [Table des matières](#)

Galic, Camille-Marie [87](#)

Gallou, Yves [106-107](#), [114](#), [126](#)

Gasparri, Maurizio [23](#), [42-64](#)

Gaucher, Roland [79](#), [82](#), [115](#)

Gauweiler, Peter [164](#), [198](#)

Gehlen, Reinhard [142](#), [184](#)

Gelli, Licio [14](#), [19](#), [24](#)

Gentile, Giovanni [13](#), [52](#), [64](#)

Gerardin, Jean-Jacques, [116](#)

Gilson, Daniel [230](#)

Globke, Hans [142](#)

Goguillot, Roland [77](#), [79](#)

Goldsmith, Jimmy, [128](#)

Goller, Uwe [195](#), [203](#)

Gollnisch, Bruno⁹⁶, [106](#), [108-109](#), [122](#), [125](#),
[136](#)

Göring, Hermann [141](#)

Gramazio, Domenico [30](#), [63](#), [66](#)

Graziani, Rodolfo [16-18](#)

Grimm, Hans [143](#)

Gronchi, Giovanni [18](#)

Grund, Johanna, [151-152](#), [165-166](#), [170](#),
[172](#) , [183](#), [189](#), [196](#)

Gugerbauer, Norbert [213](#)

H - [Table des matières](#)

Haider, Jörg [7](#), [149](#), [153](#), [161](#), [165](#), [197-198](#),
[203](#) , [209](#), [221](#)

Hatzenbichler, Jürgen [211](#), [219](#)

Hausmann, Alexander [201-202](#)

Heidegger, Martin [146-147](#), [149](#), [153](#), [238](#)

Heitmann, Steffen [158](#), [160-161](#)

Henlein, Konrad [178](#)

Hermans, Ward [226](#)

Hess, Rudolf [153](#), [179](#), [184](#), [210](#)

Hirzel, Hans [192](#), [197](#)

Holeindre, Roger [79](#), [88](#), [90](#), [96](#), [98](#), [125](#)

Honsik, Gerd [211-212](#)

Höchtel, Josef [219](#)

Höpinger-Lehrer, Liane [220](#)

Höss, Rudolf [155](#)

Huber, Erwin [193](#)

Hüttel, Wolfgang [201-202](#)

I - [Table des matières](#)

Irving, David [148](#)

Isomi, Jacques [79](#)

J - [Table des matières](#)

Jaboulet-Vercherre, Pierre [125](#)

Janmaat, Hans [173](#), [195](#)

Jirinovslcy, Vladimir [172-173](#), [195](#)

Jodl, Alfred [140](#)

Jünger, Ernst, [146](#), [153](#), [161](#)

K - [Table des matières](#)

Kanther, Manfred [171](#), [195](#), [197](#), [202](#)

Käs, Christian [190](#), [201-203](#)

Keitel, Wilhelm, [140](#)

Kirsch, Leo [198](#)

Klaus, Vaclav [157](#), [162](#), [178](#), [192](#), [201](#), [203](#),
[216](#)

Klotz, Eva [216](#)

Koschyk, Harmut [153](#)

Köhler, Klaus-Peter [189](#), [204](#)

Krause, Rudolf [192](#), [199](#), [202](#)

Krenn, Kurt [215](#)

Krupp, Alfred

Kühnen, Michael [179-180](#), [212](#)

Küssel, Gottfried, [212](#)

L - [Table des matières](#)

La Russa, Ignazio [41](#)

Lambsdorff, Otto [213](#)

Lang, Carl [125](#), [135](#)

Latussek, Paul, [165](#), [178](#)

Lauck, Gary [179](#), [189](#)

Laval, Pierre, [76](#), [78](#)

Le Chevallier, Jean-Marie [134](#)

Le Pen, Jean-Marie [134](#), [136](#), [169](#), [232](#)

Le Rachinel, Fernand [126-127](#)

Lecerf, Emile, [230](#)

Lefay, Jacques [116](#)

Lefebvre, Marcel [31](#), [45](#), [80](#)

Lehideux, Martine [97](#), [102](#), [104](#), [115](#), [125](#)

Lemmens, Nadine [231](#)

Leoni, Giuseppe [35](#)

Letta, Gianni [48](#)

Leuchter, Fritz, [148](#)

Lo Porto, Guido [28](#), [50](#)

Lodoli, Renzo [31](#)

Longuet, Gérard, [105](#), [124](#)

Lorenzo, Giovanni [18](#)

Löhr, Alexander, [208](#)

Lugan, Bernard [99](#)

Lummer, Heinrich [153](#), [160-161](#), [164-165](#), [192](#)

Lübke, Heinrich, [144](#)

M - [Table des matières](#)

Mabire, Jean [81](#), [83](#)

Maceratini, Giulio [50](#), [53](#), [63](#)

Madelin, Alain [124](#), [132](#)

Madiran, Jean [79-82](#), [85](#), [87](#), [102](#), [104-105](#),
[124](#)

Malaparte, Curzio [34](#)

Malliarakis, Jean-Gilles [114](#)

Maréchal, Samuel [95](#), [98](#), [126](#), [131](#), [135](#)

Marie, Romain [80](#)

Markhof, Jörg Maunmer [213](#)

Maroni, Roberto [32](#), [49](#), [65](#)

Martinez, Jean-Claude [98](#), [114](#), [118](#), [125](#)

Maser, Werner [156](#), [238](#)

Massol, Hubert, [80](#)

Matagne, Georges [230](#), [233](#)

Matteolo, Altiero [49](#)

Maunz, Theodor [158](#), [184](#), [239](#)

Maurras, Charles [8](#), [74](#), [77-78](#), [83](#), [86](#), [102](#)

Meier-Bergfeld, Peter [222](#)

Menniti, Domenico [28](#)

Médecin, Jacques [116](#), [133](#)

Mégret, Bruno [81](#), [100](#), [113](#), [117](#), [125-126](#),
[129](#) -[130](#), [135](#), [182](#)

Miceli, Vito [20-22](#)

Michelini, Alberto [67](#)

Michelini, Arturo [15-19](#)

Miglio, Gianfranco [26](#), [49](#), [65](#)

Millon, Charles [132](#)

Mock, Alois [216](#)

Moeller, Arthur [146](#)

Mohler, Armin [146](#)

Mosley, Oswald [143](#)

Mölzer, Andreas [199](#), [211-213](#), [215-217](#), [219-](#)
[220](#) , [222](#)

Murat Michel [126](#)

Mussolini, Alessandra [36](#), [51](#), [63-66](#)

Mussolini, Benito [12-69](#)

Mussolini, Guido [66](#)

Mussolini, Vittorio [31](#)

Müller, Werner [190](#), [202](#)

Müssnug, Martin [180](#)

N - [Table des matières](#)

Naumann, Peter [189](#)

Neubauer, Franz [171](#), [189-190](#)

Neubauer, Harald [152](#), [160](#), [167](#), [169](#), [180-182](#) , [187](#), [189-190](#), [199](#), [204](#)

Nietzsche, Friedrich [147](#)

Nobilia, Mauro [58](#)

Nolte, Ernst [50](#), [52](#), [143](#)

O - [Table des matières](#)

Oberländer, Theodor [144](#)

P - [Table des matières](#)

Pahl, Claus-Dieter [199](#)

Pallavicini, Elvina [37](#)

Papon, Maurice [76](#), [78](#), [89](#)

Pasetto, Nicola [44](#), [55](#)

Pasqua, Charles [87-8](#), [94-96](#), [98](#), [115](#), [124](#), [128](#)

Pavelic, Ante [151](#)

Peltier, Martin, [82](#), [86](#), [124](#)

Peyrat, Jacques [88](#), [133-134](#)

Péligro, Juan [126](#)

Pétain, Philippe [76](#), [136](#)

Piat, Yann [127](#)

Pinar, Blas [24](#)

Pirandello, Luigi [13](#)

Pisano, Giorgio [14-16](#)

Pivetti, Irene [31-57](#)

Plevris, Constantin [19](#)

Portier, Hugo [229](#)

Poujade, Pierre [79](#), [88](#)

Pretterebner, Hans [220](#)

Previti, Cesare [43](#), [48](#), [59](#)

Primo de Rivera, José Antonio [135](#)

Prodi, Romano [69](#)

R - [Table des matières](#)

Racouchot, Bruno [125](#)

Radi, Franz [224](#)

Raes, Roeland [226](#)

Ramponi, Luigi [41](#), [44](#)

Raoult, Eric [132](#)

Rasi, Gaetano [42](#), [58](#), [64](#)

Raspail, Jean [84](#)

Ratzinger, Josef [57](#)

Rauti, Pino [14-66](#)

Rebecchini, Gaetano [41](#)

Reder, Walter, [186](#), [210](#)

Remer, Otto [143](#), [148](#)

Reveau, Jean-Pierre [125](#)

Richter, Karl [187](#)

Riefenstahl, Leni [180](#)

Robert, Alain [79](#), [124](#), [182](#)

Roberti, Gianni [22](#)

Rocchetta, Franco [32](#), [49](#), [55](#)

Roehm, Emst [147](#)

Romig, Friedrich [215-216](#)

Rommel, Erwin [156](#)

Romualdi, Pino [16](#), [25](#)

Rosenberger, Marianne [199](#)

Rouhs, Manfred [182](#)

Rudel, Hans-Ulrich [144](#), [156](#)

Rutelli, Francesco [38](#)

S - [Table des matières](#)

Saccucci, Sandro [20](#), [21](#)

Sanders, Alain [95](#)

Sbardella, Vittorio [37](#)

Scalfaro, Oscar Luigi [33-35](#), [47-50](#), [60,66](#)

Schacht, Hjalmar [140](#)

Schacht, Ulrich [160](#), [164](#)

Schäuble, Wolfgang [160](#), [195](#)

Schlee, Emil [189](#), [196](#)

Schlieret, Rolf [190](#), [194](#), [199](#), [201-203](#), [205](#)

Schmidt, Heide [214](#)

Schmitt, Carl [52](#), [107](#), [146-147](#)

Schodruch, Hans-Günter [176](#), [189](#)

Schönborn, Meinolf [179](#)

Schönhuber, Franz [145](#), [148-149](#), [165](#), [189-191](#) , [197](#), [201](#), [204](#)

Schützinger, Jürgen [180](#), [185](#)

Schwillt, Heimo [160](#), [164](#), [203](#)

Scognamiglio, Carlo [45](#)

Scopelliti, Giuseppe [53](#)

Scrinzi, Otto [186](#), [209-211](#), [222](#)

Seidl, Alfred [184](#)

Seiller, Françoise [128](#)

Selva, Gustavo [41](#), [48](#)

Sergent, Pierre [90](#)

Servello, Franco [55](#)

Sessler, Patrick [231-232](#)

Sgarbi, Vittorio [59](#)

Sidos, Pierre [87](#)

Signorelli, Ferdinando [44](#)

Soljénitsyne, Alexandre [84](#)

Speidel, Hans [142](#), [156-157](#)

Speroni, Francesco [59](#)

Squitieri, Pasquale [51](#)

Stadler, Silvester [214](#)

Staffieri, Giulio [38](#)

Steger, Norbert [209-210](#)

Steibl, Max [195](#)

Stein, Dieter [153](#), [160](#)

Steuckers, Robert [182](#)

Stirbois, Marie-France [90](#), [123](#), [127](#)

Stoiber, Edmund [171](#), [190](#), [195](#)

Storace, Francesco [33](#), [54](#), [64](#)

Straus, Wolfgang [187](#)

Strauss, Botho [152](#), [160-161](#)

Strauss, Franz Josef [144](#)

Strehler, Giorgio [47](#)

Streithofen, Heinrich Basilius [153](#)

T - [Table des matières](#)

Tajani, Antonio [40](#), [43](#)

Tambroni, Ferdinando [18](#)

Taradash, Marco [54](#)

Tarchi, Marco [22](#), [23](#)

Tatarella, Giuseppe [31](#), [42](#), [54](#)

Tedeschi, Michele [61](#)

Thierry, Jean-Pierre [128](#)

Thiriart, Jean [230](#)

Thüne, Wolfgang [165](#), [196](#)

Tocnaye, de la Thibault [80](#)

Togliatti, Palmiro [15](#)

Tour du Pin, René [74](#), [114](#)

Trattnig, Kriemhild [218](#)

Tremaglia, Mirko [46-50](#), [63-66](#)

Tremonti, Giulio [48](#)

Trémollet de Villers, Jacques [83-84](#)

Tiombadori, Duccio [31](#)

Tudjman, Franjo [169](#)

Tutti, Mario [23](#)

U - [Table des matières](#)

Uhle-Wettler, Franz [163](#)

Urso, Adolfo [31](#), [41](#), [64](#)

V - [Table des matières](#)

Van Boghout, Bert [226](#)

Van Gerven, Lieven [229](#)

Vandenberghe, Lionel [228](#)

Veneziani, Marcello [31](#), [45](#), [53](#), [56](#)

Verschaeve, Cyriel [226](#)

Vespa, Bruno [54](#)

Vial, Pierre [81](#), [83](#), [87](#), [126](#)

Vignancourt, Jean-Louis Tixier [24](#)

von Hayek, Friedrich [49](#), [111](#)

von Oven, Wilfred [199](#)

von Stahl, Alexander [161](#), [164](#)

von Stauffenberg, Klaus [157](#)

von Thadden, Adolf [143-144](#), [187](#)

W - [Table des matières](#)

Wagner, Georges-Paul [83](#), [90](#), [104](#), [108](#), [125](#)

Waldheim, Kurt [208](#), [210](#)

Wallner, Otmar [191](#)

Walser, Martin [152](#)

Weissmann, Karlheinz [154](#), [238](#)

Wetter, Franz-Uhle [189](#)

Wickert, Erwin [197](#)

Willnow, Reinhard [195](#)

Wolffsohn, Rolf [153](#), [161](#)

Worch, Christian [179](#), [188](#)

Z - [Table des matières](#)

Zeitler, Maus [192](#), [203](#)

Zitelmann, Rainer [145-146](#), [149](#), [160-162](#),
[164](#) , [201](#), [203](#)

Quatrième de couverture - [Table des matières](#)

«Plus jamais cela,» a-t-on crié en 1945. Qui aurait pu croire alors que cinquante ans plus tard, les héritiers de Mussolini seraient au pouvoir en Italie? L'expérience du gouvernement Berlusconi-Fini montre que l'extrême droite ne peut pas arriver au pouvoir par ses seules forces... Mais elle montre également que les milieux dirigeants se laissent tenter par la politique du «moindre mal» lorsqu'il s'agit de faire reculer l'adversaire de gauche et de protéger leurs intérêts et leurs privilèges. En Autriche, Jörg Haider s'inspire de la réussite du MSI-Alliance Nationale. En France, la dérive droite est tout aussi réelle et le Front National est devenu le parti qui obtient le plus de voix chez les ouvriers. En Belgique et en Allemagne, la propagande incessante de l'extrême droite provoque un glissement à droite de tout l'éventail politique.

Comment en est-on arrivé là? Répondre à cette question est le premier objet de Jos Vander Velpen. Mais il n'en reste pas là. Devant la progression de l'extrême droite, certains se réfugient dans l'apathie et le doute. Ce n'est pas le cas de l'auteur de ce *dossier epo*. Pour lui, la montée du MSI, du FN et autres Republikaner est tout à fait résistible...



Jos Vander Velpen est avocat. Il est l'auteur de

Les CCC. L'Etat et le terrorisme (epo, 1988), *Le chagrin des Flamands. Le Vlaams Blok de 1938 à nos jours* (EPO, 1992) et *Les voilà qui arrivent. L'extrême droite et l'Europe* (epo, 1993).

ISBN 2 87262 109 1 EPO - 2 84109 065 5 Le Temps des Cerises

[Table des matières Top](#)